Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE – Nº 14044 – 4,50 F

VENDREDI 23 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La démocratisation des pays communistes et la crise lituanienne

Mongolstroïka

LE processus de démocratisation engagé depuis l'an dernier en Mongolie a atteint une nouvelle étape - cette fois déterminante - avec l'élection, mercredi 21 mars par le Grand Khoural, le Parlement, d'un nouveau chef de l'Etat et d'un nouveau premier ministre. Ces nominations s'ajoutent à celle, le 15 mars, d'un secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste), M. Gomboshavyin Otshirbat, en remplacement d'une direction démissionnaire.

Le pouvoir est désormais entre les mains d'une génération de réformistes, issus du Parti certes, mais plus nationalistes et plus ouverts à la « mongolstroïka ». Il leur revient désormais de remplir les promesses faites sur le pluripartisme, la fin de la répression, la libéralisation économique et une politique étrangère plus indépendante après sept décennies à l'ombre de l'Union soviétique.

IL leur reviendra également d'accepter un partage du pouvoir avec ces formations d'opposition apparues au grand jour en décembre dernier seulement, mais qui ont su, depuis lors, sinon s'unir, du moins s'attirer un vaste soutien populaire et jusque dans la bureaucratie du régime. La présence d' « observateurs » représentant cette opposition lors de la session du Grand Khoural, où ils sont plus nombreux que les députés, témoigne d'une volonté de surveiller au plus près le processus de démantèlement de structures dictatoriales héritées des « Staline » et « Brejnev » mongols.

Et pour cause. En dépit des initiatives prises par la direction du PPRM pour engager les réformes, et les pousser plus avant que ne l'a fait M. Gorbatchev, la vieille garde ne désarme pas. Plus sérieuses encore pourraient être les velléités de l'ancienne équipe réformiste, dépassée aujourd'hui, de tenter de freiner un processus qui lui échappe et qui risque d'aller beaucoup plus loin que prévu. C'est pourquoi certains dirigeants de l'opposition ne se satisfont plus de paroles ; ils attendent l'application des changements constitutionnels promis, qui doivent déboucher sur des élections libres, les premières dans ce pays de 2,5 millions de nomades héritiers de Genghis Khan.

SI un parti omnipotent comme le PPRM peine à abandonner, ou à partager, le pouvoir dans cette vaste steppe jusqu'à aujourd'hui étrangère à la démocratie, une transition vers l'accession aux affaires d'une opposition toute neuve risque d'être également difficile. Coupée des réalités du pouvoir, formée par le « grand frère » soviétique, elle aura à résoudre sans y avoir été préparée des problèmes politiques, structurels, économiques et écologiques de l'ampleur de ceux que connaît aujourd'hui l'Europe de l'Est.

La Mongolie aura enfin à tenir compte, bon gré mal gré, de sa position de pays enclavé entre deux géants qui n'ont jamais apprécié ses velléités d'indépendance. En particulier une Chine qui ne peut que s'inquiéter d'un succès de la démocratie à ses frontières.

Lire page 4 l'article de notre envoyé spécial
FRANCIS DERON

Vilnius met Moscou en garde contre le recours à la force

Un décret signé par M. Gorbatchev mercredi 21 mars annonce de nouvelles pressions contre la Lituanie, dont les citoyens sont invités à rendre leurs armes à feu dans les sept jours, et d'où les étrangers pourront être expulsés. M. Landsbergis, le président lituanien, a dénoncé ces mesures et mis en garde Moscou contre l'emploi de la « force brutale ». Washington a fait part de sa « préoccupation ». Cependant, le Sénat américain a rejeté, jeudi, un projet de résolution demandant d'envoyer un ambassadeur à Vilnius.



« *Le spectre du stalinisme rôde au Kremlin, projetant de grandes ombres vers l'Ouest.* » Ce commentaire, formulé dans la soirée du mercredi 22 mars par M. Landsbergis, le nouveau président lituanien, paraîtra de bien mauvais augure au moment où M. Gorbatchev inaugure ses pouvoirs de super-président, mais il se justifie au regard des mesures qui venaient d'être annoncées contre la République rebelle. De fait, ces mesures vont bien au-delà de celles qu'avait annoncées précédemment M. Ryjkov au nom du gouvernement soviétique (*le Monde* du 21 mars), car elles sont exclusivement d'ordre militaire et policier.

Le décret, présenté par la télévision soviétique comme « *en vigueur dès sa signature* » par M. Gorbatchev, « *suspend l'application sur le territoire lituanien de l'arrêté du conseil des ministres de l'URSS sur l'acquisition, l'enregistrement et la détention de fusils de chasse* ».

MICHEL TATU

Lire la suite page 2

M. Mauroy réélu premier secrétaire

Le nouvel équilibre au PS sert les ambitions de M. Rocard

M. Pierre Mauroy, réélu mercredi 21 mars à l'unanimité premier secrétaire du PS, voit M. Michel Rocard à la tête du gouvernement « jusqu'à la fin de la législature » et estime que, s'il gagne les élections législatives de 1993, le premier ministre sera « le mieux placé » pour l'élection présidentielle. Ce point de vue est partagé par M. François Mitterrand. Le maire de Lille tire, ainsi, les conséquences du congrès de Rennes, après l'accord intervenu entre les différents courants du parti.

M. Pierre Mauroy a exprimé, jeudi 22 mars, sur Europe 1, le souhait que M. Michel Rocard reste premier ministre « *jusqu'à la fin de la législature* », en expliquant que « *s'il gagnait ces élections* », le chef du gouvernement « *serait, alors, le mieux placé pour l'élection présidentielle* ». Tout juste réélu, à l'unanimité, premier secrétaire du PS, le maire de Lille dévoile le nouveau paysage que le congrès de Rennes et ses suites ont installé chez les socialistes.

Le président lui-même, anticipant sur sa prestation télévisée prévue dimanche soir à « 7 sur 7 », a précisé à *Libération* qu'il n'y a « *aucune raison pour que Michel Rocard n'aille pas jusqu'au terme de la législature* ». M. Mauroy souhaite que le chef de l'Etat confirme publiquement et rapidement ce choix.

Empêché de pousser son avantage dans la conquête du pouvoir au sein du Parti socialiste – afficher une alliance en bonne et due forme avec M. Jospin constituait, avait-il été prévenu, un *casus belli* avec le président – M. Rocard n'en serait pas moins le vrai bénéficiaire du « *match nul* » de Rennes. Plusieurs indices vont dans ce sens.

En premier lieu, s'il est vrai que le compromis de la rue de Solférino est le résultat de la pression de M. Mitterrand, son aboutissement a été favorisé par le fait que M. Mauroy ait refusé d'être autre chose que le premier secrétaire d'une synthèse générale. Dès lors que les jospinistes, les rocardiens et les amis de M. Chevènement voulaient mettre en place une majorité contre M. Fabius, il leur fallait assumer le départ de M. Mauroy et lui trouver un remplaçant.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI et PATRICK JARREAU

Lire la suite page 7

Vietnam : un socialisme en sursis

I. — *Sortir du carcan*

Un plénum jugé crucial du comité central du Parti communiste vietnamien est réuni depuis le 12 mars à Hanoï. Les débats devraient s'étaler sur au moins deux semaines. Le communisme vietnamien traverse, en effet, sa crise la plus aiguë depuis la victoire de 1975.

HANOÏ

de notre envoyé spécial

Le monde politique vietnamien est en ébullition. Pour les uns, le ver est dans le fruit. Pour les autres, l'espérance renaît. Tous, y compris les marxistes les plus orthodoxes, ont saisi l'urgence de se remuer. A chacun ses recettes et ses appétits, mais tout calcul tient désormais compte de la nouvelle donne : le changement n'est plus une question de temps. Les signes avant-coureurs ne trompent pas. Les petites manœuvres précèdent déjà les grandes.

Même Hanoï, superbe image d'Epinal, sort de sa grisaille. Depuis quelques mois, une foule de produits importés de Chine populaire – jouets, fruits, appareils – s'étalent sur les trottoirs de la vieille ville aux côtés de ceux venus, *via* Ho-Chi-Minh-Ville, de Thaïlande ou de Singapour. Hanoï a pris des couleurs. Limousines, minibus et motocyclettes de fabrication japonaise ne se cachent plus, comme si s'enrichir un peu n'était plus honteux. Hanoï, la pure et dure, se « saïgonnise », avec la multiplication de cafés, de restaurants ou de boutiques en tout genre.

L'ouverture du Vietnam sur le monde extérieur est, certes, fortement tempérée par une nuée d'obstacles : douanes, bureaucratie, insignifiance des liaisons aériennes, quasi-absence de communications internationales. Les investisseurs étrangers y regardent encore à deux fois avant de se greffer sur une économie sans réelle infrastructure et avant d'affronter un dédale de réglementations dans lequel même les administrations locales se perdent parfois.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 5

LIVRES ◆ IDÉES

Malaise dans la psychanalyse

Contestée par de nombreux psychiatres, comme pratique et comme théorie, la psychanalyse est en crise. Elle a perdu le rôle dominant qu'elle avait conquis à la fin des années 60.

Le retour des nouvellistes

L'art de la nouvelle est en plein renouveau. Les éditeurs sont de plus en plus nombreux à en publier, de nouvelles collections apparaissent, et les nouvellistes sortent du ghetto.

La maison commune du Grand Palais

Les écrivains de l'Est sont les invités du Salon du livre, qui ouvre ses portes samedi 24 mars. Nicole Zand a rencontré l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal et le directeur de la revue roumaine *Secolul XX*, Stefan Augustin Doinas.

■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Tardieu et Giono

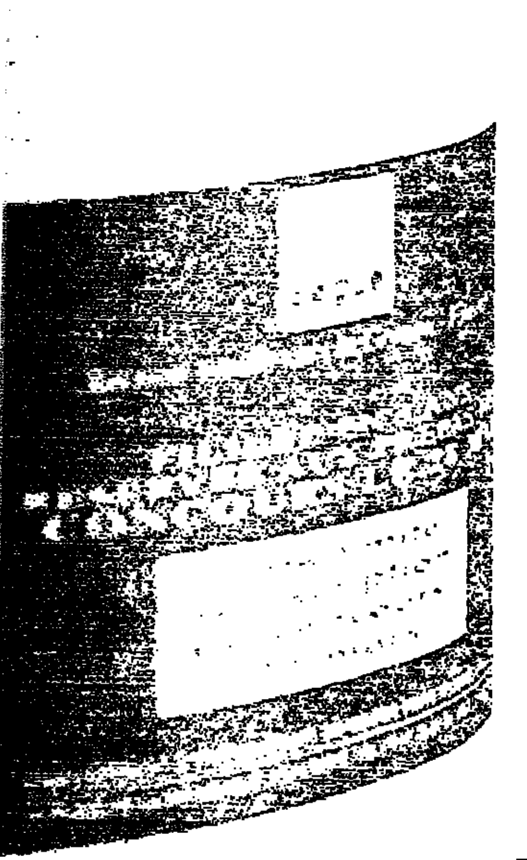
pages 21 à 34 - section C

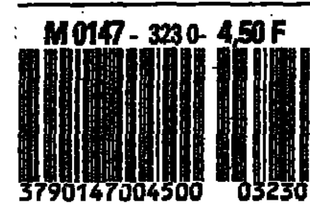
Demain : un supplément spécial Salon du livre

« Nos années 80 »

L'histoire littéraire de la décennie de la mort de Sartre à celle de Beckett

Une sélection de quarante livres pour les années 80





M 0147 - 323 0 - 4,50 F

3790147004500 03230

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cs. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (others), 2 $.

ÉTRANGER

HONGRIE : les élections du 25 mars

L'irrésistible ascension de la droite traditionnelle

La campagne pour les élections législatives qui ont lieu dimanche 25 mars en Hongrie – les premières librement organisées depuis la fin de la guerre – a vu la remontée spectaculaire de partis traditionnels, en particulier dans les régions rurales où la redistribution des terres est à l'ordre du jour. Mais de vieux sentiments *nationalistes* se réveillent également, attisés par les troubles inter-ethniques dont est victime la minorité hongroise en Roumanie.

AKASTO

de notre envoyée spéciale

« Dieu, Patrie, Famille », la devise historique du Parti des petits propriétaires (PPP), celle qui lui avait fait gagner les dernières élections libres, en 1945, trône telle quelle en mars 1990 sur les affiches électorales du parti, *reconstitué il y a un an et demi*. Agrémentée de la promesse qu'un *« passé pur »* est le garant d'un *« avenir sûr »* à base de *« vin, blé et paix »*, elle a naturellement fait recette à Akasto, bourg viticole de la grande plaine hongroise. La section locale du PPP, avec quatre-vingt-six adhérents, y nargue de haut celle des anciens maîtres com*munistes, devenus socialistes, dont* les effectifs ne dépassent plus la dizaine.

Mais là, comme ailleurs dans les campagnes hongroises, où se recrutent 98 % des nouveaux adhérents du PPP, c'est l'idée simple d'une restitution des terres collectivisées aux anciens propriétaires ou à leurs héritiers qui a provoqué, dès son lancement cet hiver, le succès inattendu de ce parti : il est passé en quelques semaines dans le peloton des *trois formations de tête*, juste derrière le Forum démocratique (MDF, centre droit) et le SZDSZ (libéral-radical). Le PPP revendique plus d'adhérents que ses concurrents réunis et affirme que c'est à lui qu'il reviendra de choisir ses partenaires de coalition au futur gouvernement.

« Des dizaines de milliers de personnes ont déjà renvoyé le formulaire par lequel elles se déclarent prêtes à reprendre leurs terres en exploitation privée », déclare le tribun du parti, M. Jozsef Torgyan, devant trois cents agriculteurs qui s'entassent dans la salle des sports d'Akasto. Rendu célèbre par son anticommunisme virulent, cet avocat bedonnant de cinquante-sept ans, spécialiste de l'immobilier à Budapest, se lance dans une attaque contre ces *« communistes criminels qui n'ont construit qu'une porcherie en fait de salle des sports pour les paysans d'Akasto »*. Les paysans concernés restent coi : la salle des sports est tout à fait convenable et le village dans son ensemble respire le bien-être, résultat le plus concret du « socialisme du goulash » des années Kadar, dont les campagnes ont été les premières bénéficiaires. Mais l'audi*toire applaudit* à nouveau lorsque l'orateur demande des comptes aux dirigeants, qui devront, personne n'en doute, abandonner le pouvoir après le scrutin : il faudra leur faire déclarer l'origine de leur fortune des cinq dernières années, et le cas échéant, *les traduire en justice* et confisquer leurs biens, dit-il, soulevant l'enthousiasme.

Promesses de chasse aux sorcières

Les autres partis d'opposition évitent de se laisser entraîner dans ces promesses de chasses aux sorcières, bien qu'ils dénoncent, avec autant de vigueur que le PPP, l'appropriation progressive par la nomenk*latura des biens et du pou*voir économique, sous couvert de privatisation, à la faveur de la plus ancienne et de la plus « octroyée » des « révolutions pacifiques » de l'Est.

Le Parti socialiste hongrois (PSH au pouvoir), qui arrive dans les sondages loin derrière le trio de tête de l'opposition, n'a pas de candidat à Akasto, mais, selon le PPP, soutient un « indépendant ». Ce dernier dément vigoureusement être *l'instrument des communistes*, mais reprend leur argumentation. *« Le PPP représente plutôt les riches des campagnes et il fait craindre une dictature de droite »*, déclare *m.* György Gyuris, œnologue à la coopérative locale, après un stage à Bordeaux.

Ce « défenseur des pauvres » à l'allure modeste, ex-membre du parti mais qui fréquentait l'église quand c'était mal vu, dirige le club sportif local ainsi qu'une associa*tion de bienfaisance et* reste très populaire dans le village, comme le reconnaissent ses concurrents du PPP. Ils estiment que cela est dû aussi à la peur, encore présente dans les campagnes, surtout parmi les nombreux retraités de la coopérative, qui craignent toute remise en cause de celle-ci. Le PSH pourrait ainsi garder du poids au Parlement par le biais des nombreux candidats qui se présentent comme « indépendants », estime-t-on dans l'opposition.

Mais l'engouement général pour l'entreprise privée laisse encore place à Akasto pour un troisième candidat, celui du Parti des entrepreneurs, un notable local soutenu par un riche « cousin d'Amérique ». *Réplique de Torgyan*, l'avocat du PPP : trop d'émigrés hongrois, dit-il, sous pretexte de *joint-ventures* avec des entreprises ou coopératives hongroises, se sont bornés à ouvrir des comptes à l'étranger pour les directeurs et secrétaires de la cellule du parti de ces *établissements*, sans y *investir* un sou. Ce qu'il faut, dit-il, c'est créer une base légale pour l'appropriation de la *terre*, et la seule issue, c'est de se baser sur les titres de propriété distribués lors de la réforme agraire de 1947, deux ans avant le début de la collectivisation.

Les autres partis, y compris le PSH, envisagent aussi une privatisation partielle des terres, mais qualifient d'irréalisable le schéma *proposé par le PPP, pour des rai*sons plus techniques qu'idéologiques. Avant tout, parce qu'un tiers des héritiers sont maintenant des citadins qui n'exploiteraient pas directement les terres du grand-père, et qu'un million d'hectares de terres arables ont été industrialisées ou urbanisées. Il reste que le défi lancé avec succès par le PPP a obligé les partis à préciser leur stratégie en direction des campagnes : aussi bien le MDF que le SZDSZ ont créé en catastrophe leur propres sections d' « entrepreneurs ruraux ».

Un retour à 1947 ?

Mais, au-delà du problème de la redistribution foncière, qui sera discuté par les partenaires du futur *gouvernement, ce qui inquiète* beaucoup de Hongrois dans la montée soudaine du PPP, c'est la radicalisation, passéiste et nationaliste, qu'elle suscite, à un moment où la vigueur de l'anti-communisme populaire a déja constitué la surprise des derniers mois.

« Le danger n'est pas que le PSH soit relégué dans l'opposition, c'est que se développent des forces extrémistes. Nous avons aussi nos petits Le Pen », nous a ainsi déclaré M. Rezsö Nyers, président du PSH, dans une claire allusion aux nouvelles diatribes pour la défense de la minorité hongroise de Transylvanie roumaine, dont M. Torgyan notamment s'est fait une spécialité. Ce sujet a refait surface dans les surenchères *de la cam*pagne électorale finissante, avant même la manifestation unitaire provoquée par les dernières violences en Transylvanie.

M. Istvan Csurka, un écrivain longtemps banni, devenu fer de lance de l'aile la plus nationaliste du MDF, n'a pas hésité lors d'un meeting électoral à parler des *« aspirations à un réaménagement en Europe lancées par les Allemands »*, lorsque lui fut posée la *question* la *plus « chaude »* de la réunion : le MDF défend-il réellement l'intangibilité des frontières hongroise, c'est-à-dire renonce-t-il à la Transylvanie, l'« Alsace-Lorraine » des Hongrois ? M. Csurka évite donc de répondre oui, laissant ce soin au porte-parole du mouvement, M. Csaba Kiss, qui en représente le courant libéral éclairé.

Car le MDF refuse d'épouser la distinction traditionnelle faite entre les courants politiques hongrois. Ce clivage renvoie aux années 20, lorsque « populiste et agrarien » rimait avec « chrétien » pour s'opposer à « moderniste ou urbain », souvent assimilé à « juif » – la Hongrie étant le pays d'Europe centrale à plus forte communauté juive. Les premiers sont aujourd'hui au MDF ou au Parti des petits propriétaires, les seconds plutôt chez les démocrates-libres (SZDSZ).

Le président du MDF, M. Jozsef Antall (dont le père était ministre PPP après guerre), a confirmé la tendance à la reconstitution de ces deux courants ancrés dans l'Histoire : il citait le 10 mars, dans le quotidien *Magyar Nemzet*, le Parti *des petits propriétaires comme « le plus proche du MDF »*, aux côtés du Parti populaire et des chrétiens-démocrates. M. Antall n'en a pas pour autant repris à son compte la proposition du PPP d'élire Otto de Habsbourg à la présidence hongroise, mais un représentant du MDF assistait à la dernière réunion à Budapest du mouvement pan-européen du député de la Bavière au Parlement européen... S'il reste discret sur le sujet, le président du MDF se garde bien toutefois de démentir les rumeurs qui font de lui, M. Jozsef Antall, le *prochain premier ministre de Hongrie*, à la tête d'une droite décidément florissante.

SOPHIE SHIHAB

□ **BULGARIE : élections le 10 juin.** – Les premières élections libres en Bulgarie depuis quarante ans auront lieu le 10 juin, mais ce Parlement ne sera que « provisoire », a rapporté, mercredi 21 mars, le quotidien d'opposition *Demokratsiya*. Selon l'organe de l'Union des forces démocratiques (UFD), les communistes au pouvoir et l'opposition ont estimé au cours des pourparlers de la table ronde qu'il était nécessaire de procéder par étapes aux réformes constitutionnelles. *L'opposition* désire que cette « grande assemblée nationale » soit dissoute après *avoir rédigé une nouvelle Constitu*tion. Le peuple serait ensuite appelé à voter une seconde fois pour désigner ses députés. – *(Reuter.)*

Les troubles en Transylvanie et les relations hungaro-roumaines

De malentendus en promesses non tenues

Une certaine tension *régnait jeudi matin* 22 mars à Tirgu-Mures, en Transylvanie, où des affrontements entre Roumains et Hongrois de souche ont fait entre trois et six morts et plus de deux cents blessés, selon divers bilans. L'armée continue de s'interposer, et le vice-premier ministre roumain, M. Gelu Voican, qui s'est *rendu sur place, aurait promis* à la communauté hongroise certaines concessions, comme des écoles séparées. Le gouvernement de Bucarest a accusé les autorités hongroises de « saper » ses efforts pour rétablir « le calme et la *sécurité* ».

BUDAPEST

de notre envoyée spéciale

Après la chute de Ceausescu, *« une immense euphorie s'est emparée de la Hongrie, qui n'était pas exempte de naïveté : on s'est imaginé que les relations hungaro-roumaines allaient aussitôt s'améliorer. Moi, j'étais déjà pessimiste »*. Pessimiste, Csaba Tabajdi l'a toujours été à propos de la Roumanie. Cet ancien fonctionnaire du comité central du PC hongrois fut exclu en 1989 du département international pour avoir clamé que la menace militaire ne venait pas de l'Ouest ni *de l'Est pour la Hongrie, mais* du Sud-Est, c'est-à-dire du frère ennemi roumain.

Sa disgrâce fut de courte durée, puisque Imre Pozsgay, chef de file des réformateurs et numéro deux du gouvernement, le fit nommer quelques mois plus tard secrétaire d'Etat aux minorités nationales. Aujour*d'hui, alors qu'il s'apprête* à quitter définitivement son bureau pour cause de défaite électorale plus que probable, il se permet de souligner que son pessimisme n'était pas tout à fait sans fondement.

Très vite, la révolution roumaine a eu pour les Hongrois des airs de lendemains qui *déchantent. Abusivement* sans doute, ils ont eu tendance à la considérer un peu comme la leur, parce qu'elle était partie d'un soulèvement à Timisoara – Temesvàr *pour* les Magyars – provoqué par les persécutions à *l'égard d'un pasteur de souche* hongroise, Laszlo Tökes. Certains médias hongrois avaient fait abondamment monter la sauce les premiers jours, gonflant les chiffres des victimes, comme ils avaient d'ailleurs parfois gonflé auparavant les effets du « plan de systématisation » du dictateur roumain sur les villages *de Transylvanie*.

Déclarations de bonnes intentions

Dès que la frontière fut ouverte, un mouvement spontané de générosité en Hongrie envoya vivres, vêtements et aides en Roumanie. Des voitures *revenaient à Budapest* drapeau roumain au vent, troué au milieu comme le drapeau des insurgés de 1956. Gyula Horn, le chef de la diplomatie hongroise, fut le premier ministre des affaires étrangères à se rendre en Roumanie pour rencontrer les nouvelles autorités, comme pour laver l'affront fait par Ceausescu en 1988 au numéro un hongrois de l'époque, lors du désastreux sommet d'Arad, où le Conducator avait *opposé une fin de non-recevoir* à toutes les demandes hongroises. Gyula Horn rapporta dans ses bagages un lot de promesses : l'ouverture d'un consulat hongrois à Cluj, d'un centre culturel hongrois à Bucarest, l'application des droits de la minorité magyare, forte de deux millions de personnes en Transylvanie...

« Les déclarations de bonnes intentions ne manquaient pas du côté roumain. Mais, au niveau des actions concrètes, on a observé une certaine retenue. » Les formules diplomatiques du vice-*ministre* des affaires étrangères hongrois chargé du dossier roumain, M. Imre Szokoy, ont tout de l'euphémisme : de toutes les promesses faites à M. Horn, la seule et unique à avoir été réalisée *est* l'établissement d'une liaison d'autocar entre Budapest et la Transylvanie... Sur le reste, tout bloque. *« A part le nouveau ministre des affaires étrangères roumain, Sergiu Celac, tous les interlocuteurs de Horn à Bucarest étaient des gens de l'ancien régime, les mêmes qui, un mois plus tôt, faisaient de l'obstruction sur les relations hungaro-roumaines*, explique Csaba Tabajdi. *Aujourd'hui, les aspirations les plus légitimes de la minorité hongroise, comme l'enseignement de sa langue maternelle, sont présentées comme des revendications séparatistes. »*

Autre problème pour Budapest : le flux des réfugiés de Roumanie vers la Hongrie se poursuit, au même rythme qu'avant, y affirme-t-on. Budapest a tenté de négocier avec Bucarest une convention accordant la double nationalité à ces réfugiés, pour les encourager à rentrer chez eux, mais la Roumanie a refusé. Du coup, affirme M. Szokoy, les réfugiés ne veulent pas retourner en Transylvanie, faute de garanties sur les conditions de leur réinsertion. *« Et nous, nous ne voulons pas que la Transylvanie se vide de Magyars. »*

On n'en est pas encore là, à *vrai dire, puisque le nombre de* réfugiés n'atteint jamais que 30 000... Mais à Budapest on *n'a* nullement l'impression de dramatiser, et les officiels lèvent des yeux étonnés lorsque l'on suggère que, peut-être, la revendication de la double nationalité se heurte-t-elle à la notion de souveraineté de l'Etat roumain...

Incompréhension totale

De toute évidence, l'incomDe *toute évidence, l'incompréhen*sion est totale des deux côtés. *On vend dans les rues de Budapest des cartes de la « grande* Hongrie » d'antan, élargie à Zagreb et à Brasov (Brasso, en magyar), et l'on s'étonne dans les milieux d'opposition de l'insensibilité constatée chez certains anciens dissidents rou*mains, accueillis en amis*, à propos du sort de la minorité magyare de Transylvanie. Les *Roumains*, eux, font parfois un complexe d'infériorité à l'égard de la communauté hongroise, à laquelle son statut de minorité opprimée a donné une solidarité qu'ils lui envient.

Dès le renversement de Ceausescu, les Hongrois ont formé leur organisation, l'Union démocratique des Magyars de Rou*manie, et envoyé leurs repré*sentants aux conseils locaux du Front de salut national, alors *que* les *révolutionnaires roumains*, de la première ou de la dernière heure, pataugeaient dans des querelles politiques et personnelles. Des intellectuels pourtant éclairés de Bucarest font ouvertement part de leur crainte de l'arrogance et de la domination magyares, alors *que* les Hongrois de souche com*prennent difficilement que la* chute du tyran, au lieu d'améliorer leur sort, ait libéré les haines.

Des voix modérées, bien sûr, se font entendre çà et là. Si certains politiciens hongrois cèdent à la démagogie en promettant, comme le Parti des petits propriétaires, de *« se battre comme des lions pour défendre les Hongrois de Transylvanie »*, d'autres refusent de se laisser piéger par la tentation électoraliste et évitent d'enflammer des humeurs populaires déjà à vif. Janos Kis, leader de l'opposition radicale hongroise, propose l'élaboration d'un code européen des droits des minori*tés nationales, assorti de sanc*tions à l'encontre des Etats contrevenants.

En Roumanie, on a organisé ces derniers jours des manifestations d'unité nationale, pour repousser les provocateurs. Mais à Budapest on craint que les autorités *roumaines* ne soient trop faibles pour imposer les droits de la *minorité* magyare, surtout – là aussi – avant les élections, prévues pour le 20 mai. D'autant plus que, prédit Imre Szokoy, qui, membre du Parti socialiste ex-communiste, sait de quoi il parle, *« le destin d'Iliescu et des siens risque d'être semblable à ceux d'autres dirigeants d'Europe centrale, balayés après avoir promu des réformes »* ...

SYLVIE KAUFFMANN

Vilnius met Moscou en garde contre le recours à la force

Suite de la première page

Le décret enjoint aux citoyens résidant en Lituanie, dans un délai de sept jours, de *« déposer provisoi-ement auprès des organes de l'inté-ur toutes les armes à feu »*, dont ente est désormais interdite. *au cas de refus de remettre ces L'in le ministère soviétique de quer ur est habilité à les confis-*

Le [illegible]cise le décret.

ministère texte ordonne aux et de l'intér affaires étrangères *contrôles des* de *« renforcer les vrés aux citoyes et permis délirendent en Lituatrangers qui se la violation* [par ce[illegible] *d'empêcher de séjour des étrang*[illegible] *des règles jusqu'à leur expulsion »*. *En URSS*, troupes garde-frontière enfin, les (qui dépendent du KGB) sont chargées de *« prendre les mesures indispensables en vue de renforcer la protection du secteur de la frontière soviétique qui passe par le territoire de la république de Lituanie »* et *« d'empêcher les actes illégaux violant la législation de l'URSS sur sa frontière »*.

Si cette dernière disposition peut s'interpréter comme une tentative d'empêcher les Lituaniens de « marquer » leur frontière avec le reste de la *fédération* (le Parlement de la République avait voté mardi une résolution en ce sens), les autres reflètent encore *plus* le retour aux vieilles méthodes. Il s'agit d'abord d'éloigner les témoins, et d'une manière générale de limiter les contacts entre la Lituanie et le reste du monde, notamment avec l'importante communauté lituanienne aux Etats-Unis. Déja les liaisons téléphoniques entre Vilnius et l'extérieur sont fortement perturbées depuis quelques jours. De même Radio-Moscou, qui relayait vers plus de cinquante pays les programmes en ondes courtes de la radio *litua*nienne, a cessé de le faire il y a quelques jours, au lendemain de la proclamation d'indépendance.

Quant à la confiscation des armes, elle pourrait relever de ces *« méthodes étranges, pour ne pas dire puériles »*, qu'a dénoncées mercredi M. Cekuolis, journaliste et membre du conseil consultatif du Parlement lituanien : M. Gorbatchev semble en effet prendre les Lituaniens pour des Azeris et redouter des pogroms anti-russes, alors que toute l'agitation nationaliste dans la République n'a pas donné lieu à la moindre violence depuis deux ans. Il est vrai que de jeunes Lituaniens réfractaires au service militaire dans l'armée rouge ont suggéré de former un corps de défense nationale, mais pour le moment personne n'est allé au-delà de cette *intention*.

Cela dit, la mesure est doublement inquiétante : d'abord parce qu'elle autorise les *troupes de l'in*térieur à perquisitionner où elles voudront en Lituanie après un délai d'une semaine. Ensuite parce qu'elle crée un climat de suspicion susceptible de faire monter la tension et de justifier toutes sortes de *provocations* . Déja le groupe Soiouz, qui regroupe au Parlement soviétique les « pieds-noirs russes » installés hors de la *fédération* de Russie et hostiles aux indépendances locales, a invité mercredi M. Gorbatchev à placer la Lituanie *« sous son gouvernement direct »* et, arguant du fait que les députés lituaniens au congrès de Moscou se considèrent désormais comme des *« observateurs »*, il s'est érigé en *« représentant des citoyens de l'URSS qui résident en Lituanie et s'opposent à sa séparation de l'URSS »*.

La fin de la lune de miel

Toujours est-il que la lune de miel semble bien finie entre les nouveaux dirigeants lituaniens et le président soviétique. Le décret de M. Gorbatchev, a dit M. Landsbergis, ne revêt pas de *« force juridique »* ; il *« ne peut être appliqué que par la force armée brutale, si l'URSS se résolvait à poursuivre ouvertement l'agression de 1940 contre la Lituanie »*. Le même jour, un député balte qui faisait allusion à l'annexion de 1940 devant le soviet suprême de Moscou s'était fait interdire de parole par M. Primakov, le président de séance, au motif que, au lieu de discuter de la loi sur les droits des républiques, il *« exposait sa version d'évènements datant d'un demi-siècle »*.

Pour sa part le premier ministre de la République, M[me] Prunskiene, a adressé mercredi soir un message à *MM. Gorbatchev* et *Ryjkov*, ainsi qu'au général Iazov, ministre de la Défense de l'URSS, leur *demandant des explications* sur la *« pression militaire »* exercée actuellement, selon elle, par l'URSS sur la Lituanie. Selon un porte-parole à Vilnius, les manœuvres aériennes observées dimanche dans la République balte ont cessé, mais des manœuvres militaires terrestres se poursuivent *« dans beaucoup d'endroits »* .

Ces nouvelles mesures ont suscité une réaction rapide à Washington, où l'on s'était réjoui de l'assurance, donnée par M. Chevardnadze à M. Baker lors de leur rencontre de Windhoek, en Namibie, disant que *« la force ne sera pas la solution au problème »* lituanien. *« Nous considérons ces informations avec préoccupation »*, a dit mercredi un porte-parole, avant d'ajouter : *« Nous continuerons de surveiller la situation de très près (...) et d'appeler au dialogue entre les deux parties »*.

MICHEL TATU

□ **Report des élections en Géorgie.** – Le Soviet suprême de Géorgie (Parlement), réuni en session extraordinaire mardi soir 20 mars à Tbilissi, a décidé de repousser les élections locales à octobre ou novembre prochains et d'introduire le multipartisme en Géorgie, a *indiqué à l'AFP* mercredi par téléphone un membre du Front populaire géorgien (nationaliste). Le mouvement indépendantiste avait demandé le report de cette consultation qui devait se dérouler le 28 mars en Géorgie. L'agence TASS a confirmé de son côté que le Soviet suprême géorgien avait adopté en session extraordinaire une loi visant à modifier les articles de la Constitution de la République sur le rôle dirigeant du parti géorgien et à reporter les élections. – *(AFP.)*

□ **URSS : révélations sur le massacre de Katyn.** – L'hebdomadaire soviétique *les Nouvelles de Moscou* a publié mercredi 21 mars, pour la première fois,des documents d'archives soviétiques attribuant au *NKVD*, la *police politique de Sta*line, la disparition près de Katyn (actuelle Biélorussie) de 15 000 officiers polonais, dont les corps de quelque 4 000 furent retrouvés dans des fosses communes en 1943. – *(AFP.)*

EUROPE

RDA

Plusieurs députés du nouveau Parlement sont soupçonnés d'avoir collaboré avec la Stasi

Alors que les négociations sur la formation du nouveau gouvernement est-allemand se poursuivent et que le Parti social-démocrate hésite toujours à entrer dans une grande coalition avec *l'Alliance pour l'Allemagne*, il ressort de certaines révélations que des membres de la nouvelle Chambre du peuple de la RDA seraient d'anciens informateurs *de la police politique du régime* communiste.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Une semaine avant l'élection du 18 mars, l'avocat Wolfgang Schnur *avait été contraint*, sous la pression de la chancellerie ouest-allemande, de démissionner avec fracas de la présidence du Renouveau Démocratique, le plus petit des trois partis de l'Alliance pour l'Allemagne. Il avait avoué avoir signé en 1964, au début de sa carrière, un engagement de collaboration avec la Stasi, la redoutable police politique de l'ancien régime communiste, et de lui avoir par la suite fourni des informations. Le degré exact de sa *coopération n'est pas connu avec* précision. De nouvelles informations provenant des commissions mises en place en janvier dernier pour procéder au démantèlement de la Stasi viennent aujourd'hui confirmer, comme on pouvait le craindre, que le cas Schnur est loin d'être isolé. A en croire des responsables de la commission centrale chargée de cette affaire, quelques dizaines de députés du nouveau Parlement figureraient à des titres divers comme informateurs sur les actes de la Stasi.

L'affaire Schnur avait été « levée » à Rostock. C'est cette *fois d'Erfurt*, où *le Parti chrétien-*démocrate (CDU) a réalisé un score élevé aux élections, qu'est *partie la nouvelle affaire*. Plusieurs des nouveaux députés de la circonscription figurent sur la liste des suspects. Le nom du secrétaire général de la CDU, M. Martin Kirchner, était cité depuis quelques jours et M. Lothar de Maizière, président du parti, est, à son tour, sur la sellette. Il a violemment réagi contre ces insinuations, qu'il a qualifiées d'*« infamie »*, indiquant qu'il n'avait eu avec la Stasi que les contacts obligés pour toute personne exerçant sa profession d'avocat.

L'inquiétude des responsables politiques

Tout est question de degré. Dans un pays où il suffisait d'un rien pour être suspect, on peut imaginer que les *actes de la Stasi* contiennent toutes sortes d'informations fournies aussi bien par de véritables agents que provenant de *« debriefings »* de tous ceux qui avaient une fonction les mettant en contact avec la population. L'affaire est d'autant plus trouble qu'une partie des informations provient également de témoignages d'anciens agents de la Stasi, soit *auprès des membres des commis*sions d'enquête, soit même auprès des services de renseignements d'Allemagne de l'Ouest.

En jetant la suspicion sur le nouveau Parlement, cette affaire n'en provoque pas moins l'inquiétude des responsables politiques. Le premier ministre encore en exercice, M. Hans Modrow, et les responsables de la commission d'enquête nationale, dont l'évêque protestant de Berlin-Brandebourg, Mgr Forck, et M. Werner Fischer, du mouvement Initiative pour la *paix et les droits de l'homme*, chargé de mission du gouvernement pour la dissolution de la Stasi, *se sont réunis mardi pour en* examiner les implications. L'évêque a informé personnellement le président de la République fédérale, M. Richard von Weizsacker. Il a proposé mercredi, au cours d'une conférence de presse, qu'une commission indépendante composée de représentants des partis, de l'Eglise et de la justice soit chargée d'examiner les dossiers des *quatre cents députés. On espère ici* que l'affaire ne viendra pas alourdir trop l'atmosphère des négocia*tions déjà compliquées sur la for*mation du futur gouvernement.

Les dirigeants des trois partis de l'Alliance, avec à leur tête M. de Maizière, étaient mercredi 21 mars à Bonn pour discuter avec le chancelier Kohl et le président de la CSU bavaroise, M. Théo Waigel, *ministre des finances de RFA*, des relations entre leurs partis, des négociations en vue d'une coalition gouvernementale et du calendrier pour la mise en place de l'union économique et monétaire, prévue désormais pour le début de l'été. A Constance, à l'issue de ses entretiens avec le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez, le chancelier Kohl a déclaré que *l'unification de l'Allemagne sera* effective le 31 décembre 1992, au moment de la mise en place du marché unique européen.

HENRI DE BRESSON

La visite de M. Mazowiecki à Washington

Les Etats-Unis donnent la priorité aux intérêts de M. Kohl sur les demandes polonaises

Les Polonais méritent peut-*être tous les égards et tous les* honneurs, mais les intérêts du chancelier Kohl sont prioritaires. Telle reste selon toute apparence la position fondamentale de l'administration américaine, et les efforts déployés par le premier ministre polonais, M. Mazowiecki, mercredi 21 mars au cours de sa première journée d'entretiens à Washington, n'y ont rien changé.

WASHINGTON

de notre correspondant

Reçu avec un luxe d'attentions protocolaires et beaucoup de paroles aimables, M. Mazowiecki a présenté les deux revendications désormais bien connues de la Pologne : d'une part, être associée aux décisions ayant trait non seulement aux frontières orientales de l'Allemagne, mais également à la sécurité, en particulier pour ce qui concerne la présence des troupes étrangères dans une Allemagne réunifiée. D'autre part, et surtout, obtenir l'assurance qu'un traité reconnaissant définitivement et clairement l'actuelle frontière polono-allemande soit conclu avant la réunification de l'Allemagne.

Sur le premier point, les Américains n'ont pas caché leur réti*cence. Que la Pologne ait obtenu* d'être associée aux conversations dites « 2 + 4 » pour ce qui *concerne ses frontières est* déjà considéré à Washington comme *« un énorme succès »* du gouverne*ment de Varsovie – un succès* auquel d'ailleurs les Etats-Unis n'ont guère contribué, eux qui avaient écarté cette hypothèse dont les Allemands de l'Ouest, dans un premier temps, ne voulaient pas entendre parler. Puisque, grâce à leur insistance, et avec l'aide de la France, les Polonais ont réussi à se faire entendre sur ce point, c'est très bien, mais l'administration préférerait qu'ils s'en tiennent là.

M. Bush a tout de même fait écho aux préoccupations de son hôte en déclarant que *« la Pologne devrait avoir une voix dans toutes les décisions affectant son destin »*. *Toutefois, selon les indications* données de source américaine, cette *« voix »* devrait se faire entendre à travers divers contacts informels, plutôt qu'à la table des « 2 + 4 ».

Quant à l'affaire du traité, les Américains paraissent s'en laver les mains : c'est à la Pologne et à la RFA de régler entre elles la question, et les Etats-Unis ne souhaitent pas *« aller trop loin dans la question des modalités »*, a indiqué un responsable américain. Washington, *pour sa part*, se satisfait des assurances données récemment par Bonn concernant les frontières.

En un mot, alors que la France, au risque de mécontenter Bonn, avait clairement appuyé les demandes polonaises, les Etats-Unis veulent éviter tout geste de nature à gêner le chancelier Kohl, auquel le président Bush avait d'ailleurs téléphoné à la veille de l'arrivée de M. Mazowiecki.

Cela dit, Américains et Polonais *se* sont bien gardés de trop insister sur leurs points de désaccords : *« Nos positions ne sont pas si éloignées »*, a déclaré M. Bush après son entretien avec M. Mazowiecki, qui a repris, sur le même air : *« nos différences sont minimes. »* Le président américain a d'ailleurs proposé à son hôte un nouvel entretien, jeudi 22 mars, qui devrait permettre d'aborder entre autres un point qui préoccupe les Américains : le fait que, dans les circonstances présentes, les responsables polonais s'accommodent assez bien de la présence de troupes soviétiques sur leur terri*toire, et n'exigent pas pour le* moment leur retrait – à la différence de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie. *« Nous avons du mal à croire que c'est vraiment ce que veut la Pologne »*, a ainsi déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater.

Plus de restrictions pour les diplomates

S'il a été largement question de l'Allemagne, la situation économique de la Pologne n'a bien sûr pas été oubliée. *M. Mazowiecki a indi*qué qu'il ne venait pas demander d'aide supplémentaire aux Etats-*Unis :* ceux-ci ont promis un peu plus de 800 millions de dollars sur trois ans, une somme que bien des congressistes trouvent notoirement insuffisante, et à laquelle l'administration vient d'ajouter, à la veille de l'arrivée de M. Mazowiecki, un don de 200 000 tonnes de blé. Mais le premier ministre polonais a invité ses interlocuteurs à réfléchir au moyen de rendre supportable la dette polonaise.

Un accord destiné à encourager les investissements américains en Pologne a d'autre part été signé. Les Etats-Unis ont levé les restrictions aux déplacements des diplomates polonais sur le territoire américain (l'actuel ambassadeur de Pologne, Jan Kinast, un homme *qui ne comptait pas précisément* parmi les amis de Solidarité, va d'ailleurs être remplacé sous peu). *Enfin la Pologne va pouvoir* ouvrir un consulat à Los Angeles, s'ajoutant à ceux de Chicago et de New-York.

M. Mazowiecki a aussi profité de son séjour à Washington pour rencontrer le secrétaire au Pentagone, M. Dick Cheney, et le directeur de la CIA, M. William Webster. Des interlocuteurs qui, en particulier le second, ne figurent pas au « menu » habituel des *premiers* ministres en visite aux Etats-Unis. Mais M. Mazowiecki y tenait : *n'avait-il pas rencontré à Moscou* le ministre de la défense et le chef du KGB, et la Pologne n'est-elle pas *désormais* en position de respecter une certaine « symétrie » dans ses rapports avec les deux grands ?

JAN KRAUZE

Selon le *Washington Post*

Les Américains soutiendraient l'unification de l'Allemagne même en dehors de l'OTAN

Les Etats-Unis soutiendront *l'unification de la RFA* et de la RDA, même si le futur Etat allemand se retire de l'OTAN, affirme jeudi 22 mars le *Washington Post*. Selon le journal, un diplomate *américain* de haut niveau à Bonn a également déclaré que Washington ne verrait pas d'objection à ce que les troupes soviétiques restent dans l'ancienne RDA après l'unification.

Les Etats-Unis souhaitaient que *l'Allemagne* reste dans l'OTAN, a ajouté le diplomate non identifié, *« mais cette décision doit être prise par les Allemands eux-mêmes »*.

Selon le *Washington Post*, les Américains ont également jugé les Soviétiques ouverts à des modifications du rôle des « quatre » – URSS, Etats-Unis, *Grande-Bretagne et France* – qui contrôlent Berlin depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. La France reste, selon le diplomate en poste à Bonn, le principal obstacle au retour de Berlin sous souveraineté allemande. – *(AFP.)*

□ **RFA : arrestation d'un fonctionnaire de l'administration militaire, agent présumé du KGB.** – Un fonctionnaire de l'armée ouest-alle*mande (Bundeswehr), soupçonné* d'avoir livré des secrets militaires au KGB, vient d'être arrêté, ont indiqué les services de sécurité, mercredi 21 mars à Bonn, confirmant des informations publiées par le journal *Bild Zeitung*. Selon le quotidien, l'agent présumé avait accès à tous les plans *« d'importance pour la communauté de défense occidentale »*. – *(AFP.)*

L'intégration de l'Allemagne de l'Est à la CEE ne pèsera pas sur le budget communautaire

estime M. Bangemann, vice-président de la Commission

BRUXELLES

(Communautés européennes)
de notre correspondant

L'intégration de l'Allemagne de l'Est à la CEE pourrait se faire en trois étapes. La première, très courte, de trois mois par exemple, coïnciderait avec la négociation de l'union économique et monétaire entre Bonn et Berlin-Est. La deuxième, qui débuterait le 1er juillet ou le 1er août 1990, durerait un an ou deux et s'achèverait au moment de l'unification des deux Allemagnes.

La RDA intégrerait la Communauté dans la foulée, c'est-à-dire entre le 1er juillet 1991 et le 1er juillet 1992. Mais elle pourrait bénéficier, pour une période de transition à préciser – ce serait la troisième étape, – de mesures dérogatoires.

Tel est le scénario que M. Martin Bangemann, le vice-président de la Commission européenne, chargé des affaires industrielles, a développé mercredi 21 mars devant quelques journalistes, en soulignant que, à son avis, cette adhésion d'un genre inédit ne devrait pas poser de difficultés majeures.

Selon lui, le principal problème qui se pose aujourd'hui à la RFA et à la Communauté est de nature politico-psychologique. *« Les pays partenaires se demandent comment intégrer ce nouveau poids lourd. L'Allemagne a l'intention de se comporter comme un Etat membre loyal et d'utiliser sa puissance au profit de la Communauté. Mais elle se considère aussi comme une démocratie qui agit et veut être traitée par ses partenaires en tant que telle. Ces derniers temps, le débat politique dans la CEE n'a peut-être pas été suffisamment empreint de solidarité »*, a commenté M. Bangemann.

Le vice-président de la Commission estime que la Communauté devrait être étroitement associée aux négociations qui, aussitôt le nouveau gouvernement formé en RDA, vont s'engager entre les deux Allemagne. *« Il est important que nous participons aux discussions ayant trait à la politique économique, car elles concerneront la Communauté. Ainsi, pour restructurer les entreprises, les redresser, il faudra accorder des aides d'Etat ; compte tenu de la situation, celles-ci se justifient mais il est clair également qu'elles ne seront pas neutres en terme de concurrence et qu'il faudra pa conséquent prévoir un encadrement communautaire »*, explique M. Bangemann.

Il ne croit pas en revanche que la CEE ait à intervenir dans les pourparlers concernant l'unification monétaire. Dans les négociations à venir avec les deux Allemagnes, *c'est selon lui la Commission euro*péenne qui devrait représenter la Communauté. *« Il faut éviter de donner l'image des « Onze » argumentant avec les deux Allemagnes, contestant tel ou tel aspect du processus de réunification, ce n'est pas cela la Communauté »*, s'est-il exclamé.

L'intégration de l'Allemagne de l'Est pèsera-t-elle sur les finances de la CEE ? M. Bangemann ne le pense pas. La RFA, indique-t-il, a les moyens de prendre en charge l'opération. Au reste, il y aura de l'argent disponible, tels les 40 milliards de deutschemarks affectés chaque année par le budget fédéral à Berlin et aux régions jouxtant la RDA. Ces fonds pourront être dorénavant affectés au redressement de la RDA. Sans compter qu'en Allemagne de l'Est les patrimoines agricole et industriel appartiennent à l'Etat... Le vice-président de la Commission n'exclut *pas que la RFA augmente sa* contribution au budget européen, pour tenir compte des dépenses – concernant par exemple l'agriculture ou l'environnement – qui seraient prises en charge par la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

GRANDE-BRETAGNE : condamnés en 1975 pour des attentats à Birmingham

Six Irlandais vont bénéficier d'une nouvelle enquête

***Une nouvelle* enquête vient d'être ordonnée sur les circonstances dans lesquelles six Irlandais ont été condamnés en juillet 1975 à la prison à vie pour deux attentats à la bombe commis en novembre 1974 dans deux pubs de Birmingham qui avaient coûté la vie à vingt et une personnes.**

LONDRES

de notre correspondant

Les « six de Birmingham », comme on les appelle, n'ont cessé de clamer leur innocence. Dans la nouvelle édition du livre qu'il a consacré à cette affaire et qui doit paraître le 28 mars, un parlementaire travailliste, M. Chris Mullin affirme avoir rencontré les véritables auteurs de ces attentats.

M. Mullin va même beaucoup plus loin. Il écrit que la police connaissait trois mois après les explosions *l'identité de trois des* responsables de celles-ci. La société de production de télévision *s'apprête à diffuser elle-aussi, le* 28 mars, une émission dans laquelle sont nommés cinq Irlan*dais qui seraient* les véritables coupables.

On comprend que le nouveau secrétaire au Home Office (ministère de l'intérieur), M. David Waddington, ait voulu devancer ce qui risque de tourner à une mise en cause très embarrassante de la procédure britannique d'instruction. Celle-ci est confiée à des policiers spécialisés qui ont la charge de démontrer, devant le tribunal, la culpabilité des inculpés. Il apparaît *de plus en plus que les policiers de* la région des West Midlands ont extorqué par la violence leurs aveux aux « six de Birmingham » et falsifié des documents pour rendre cohérente toute l'affaire qu'ils avaient ainsi bâtie eux-mêmes.

Roués de coups

M. Waddington se défend d'avoir agi en raison de l'imminence de ces révélations de la *presse, et s'en tient à la version* selon laquelle de nouveaux éléments lui ont été fournis par l'avo*cate des « six », Mme Gareth* Peirce. Patrick Hill, Hugh Callaghan, John Walker, Richard McIl*kenny, Gerry Hunter et Billy* Power avaient été arrêtés dans une station balnéaire située à 200 km au nord de Birmingham quelques heures seulement après les attentats. Des enquêtes ultérieures ont montré qu'ils avaient été roués de coups au commissariat de police *de cette petite* ville au cours des premiers jours d'interrogatoire. Les six hommes avaient porté plainte contre les policiers.

Le procès consacré à ces mauvais traitements, distinct de l'affaire criminelle elle-même, avait curieusement conclu que les suspects *avaient bien été battus, mais* il avait été incapable de dire par qui. L'accusation, en juillet 1975, a *reposé essentiellement* sur ces aveux ainsi que sur des analyses qui avaient révélé la présence de traces d'explosifs sur les mains de deux des « six ». La méthode utilisée a été abandonnée depuis. Le résultat peut en effet être positif après la manipulation de cartes à jouer recouverte d'un enduit spécial. Or les intéressés jouaient précisément aux cartes le soir de l'attentat.

La nouvelle édition du livre de *M. Mullin contient* des documents officiels que l'auteur affirme avoir reçu anonymement par la poste, qui prouveraient que les policiers des West Midlands ont modifié intentionnellement l'heure à laquelle ils ont procédé à l'arrestation des « six ». Plusieurs affaires *récentes ont d'autre part jeté le* doute sur les méthodes de cette équipe d'enquêteurs qui a été dissoute. La libération des « quatre de Guildford », le 19 octobre dernier, joue également un rôle dans la réouverture de l'enquête officielle. Ces trois jeunes gens origi*naires d'Irlande du Nord et cette* jeune Anglaise étaient emprisonnés depuis quatorze ans pour deux attentats à la bombe commis par d'autres en octobre et novembre 1974 dans deux pubs fréquentés pas des soldats à Guildford et Woolwich, deux petites villes du sud et de l'est de Londres. La cour d'appel avait reconnu que les policiers chargés de l'enquête avaient *falsifié des documents, rédigé de* faux aveux et dissimulé des témoignages favorables aux accusés.

DOMINIQUE DHOMBRES

Ancien officier du contre-espionnage

Lord Victor Rothschild est mort

Lord Victor Rothschild, ancien officier du contre-espionnage britannique, homme d'affaires et scientifique, est décédé subitement mardi 20 mars à Londres, à l'âge de 79 ans.

Nathaniel Mayer Victor *Rothschild, troisième baron de* Rothschild, avait fait ses études à Harrow, puis à Cambridge, où il était membre d'un club dont faisaient également partie Guy Burgess et Anthony Blunt, futurs agents de l'espionnage soviétique. Ces fréquentations lui avaient valu d'être accusé, en 1986, d'être un « cinquième homme », ami de Blunt, Burgess, Philby et MacLean. Une enquête avait été demandée par plusieurs parlementaires sur ses activités au MI 5, le contre-espionnage britannique, au sein duquel il s'était illustré pendant la seconde guerre mondiale. Le premier ministre l'avait lavé de tout soupçon.

Lord Rothschild a occupé plusieurs postes de responsabilité à la BOAC (British Overseas Aircraft Corporation), à la BBC (British Broadcasting Corporation), puis au département recherche de Shell . *En 1970 il avait été nommé* conseiller du premier ministre conservateur Edward Heath. Riche banquier et homme d'affaires, il était aussi un zoologue et biophysicien renommé, auteur de plusieurs ouvrages scientifiques. – *(AFP.)*

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

EUROPE

PAYS-BAS : taux d'abstention record

Les élections municipales ont été marquées par une déroute du Parti du travail

LA HAYE

de notre correspondant

Au grand dam de l'ensemble de la classe politique néerlandaise, le « parti des abstentionnistes » a dominé - personne n'ose dire remporté - les élections municipales du mercredi 21 mars. Près de quatre électeurs sur dix ont boudé les urnes, conférant à ce scrutin un caractère unanimement déploré : le taux de participation (61,9 %) le plus bas jamais enregistré.

L'explication la plus couramment donnée à cette abstention massive est que les « sans voix » ont voulu exprimer leur lassitude face à la dépolarisation constante du débat politique aux Pays-Bas. Force est d'ailleurs de constater que les vrais vainqueurs de ces municipales sont les partis qui, n'ayant pas siégé au gouvernement au cours des dix dernières années, ont pu cultiver leur identité. Le cas le plus évident est celui de la formation de centre gauche Démocratie-66 qui, avec 12,5 % des suffrages, double presque son score des législatives du 6 septembre 1989. Les « alternatifs » Verts-gauche (communistes, socialistes radicaux, pacifistes) enregistrent aussi un nouveau succès et passent de 4 % à 6,9 % des voix.

Ces deux courants sont les principaux bénéficiaires de la déroute du Parti du travail (PVDA) qui crée, à ses dépens, la sensation du scrutin en ne recueillant que 24,8 % des voix contre 33,4 % il y a quatre ans et 31 % en septembre dernier. Ce résultat désastreux traduit la déception de l'électorat socialiste qui estime que le parti n'a pas su imprimer sa marque au sein de la coalition gouvernementale en place depuis quatre mois et demi à La Haye. Avec 32,7 % des voix, le Parti chrétien-démocrate (autre composante de la coalition) perd environ sept points par rapport aux législatives. Toutefois, l'équilibre du gouvernement ne devrait pas être perturbé, même si de vives discussions vont sans doute s'engager dans les rangs socialistes sur les raisons de cet échec électoral.

CHRISTIAN CHARTIER

PROCHE-ORIENT

ISRAEL

Trois morts dans les territoires occupés

Trois Palestiniens, dont un garçon de dix ans, ont été tués, mardi 20 et mercredi 21 mars, dans les territoires occupés par Israël. L'enfant a été tué d'une balle en caoutchouc dans la tête, tirée par un soldat israélien alors qu'il se trouvait devant la porte de sa maison, dans un village proche de Tulkarem, en Cisjordanie. D'autre part, une femme âgée de soixante-quinze ans est décédée, dans la bande de Gaza, des suites de coups reçus alors que, selon un membre de sa famille, elle tentait de protéger un enfant poursuivi par des militaires.

Enfin, un Palestinien de quarante ans a été tué, près de Khan Younes (bande de Gaza), de deux balles dans la tête tirées par des inconnus. Il était présenté comme un trafiquant de drogue soupçonné par les nationalistes palestiniens de collaborer avec les autorités israéliennes. – *(AFP, Reuter.)*

A la suite de menaces

La compagnie aérienne hongroise Malev interrompt ses vols charters pour les émigrants juifs soviétiques

La compagnie aérienne hongroise Malev a décidé d'interrompre immédiatement ses vols charters destinés à acheminer les juifs soviétiques vers Israël à la suite de menaces d'une organisation affirmant militer pour la libération de la Palestine. En annonçant cette mesure, la compagnie a indiqué ne pas vouloir risquer la sécurité des passagers et des appareils.

Malev avait pris des mesures de sécurité exceptionnelles après que le « Jihad islamique pour la libération de la Palestine » eut publiquement menacé, la semaine dernière, de s'en prendre aux compagnies et aéroports assurant le transport des juifs soviétiques émigrant en Israël. Le chef du département de la sécurité des vols de Malev, M. Otto Koczur, a précisé que les vols réguliers vers Israël ne seraient pas supprimés mais qu'il n'y aurait plus de charters transportant les émigrés juifs d'URSS. Cette mesure touchera les nombreux candidats à l'émigration qui n'ont pas les moyens de payer un billet sur un vol régulier.

M. Koczur n'a pas pu préciser combien de vols spéciaux avaient déjà relié Budapest à Tel-Aviv. La desserte venait de commencer, a-t-il simplement dit. – *(AFP.)*

IRAN

Décès de la princesse Firouz

La princesse iranienne Safiyeh Firouz est décédée à Paris, mardi 20 mars, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, d'une crise cardiaque. Veuve du général Mohamed Hussein Mirya Firouz, petit-fils du roi Muzaffar El-Din (de la dynastie Kadjar, renversée en 1925 par le père du dernier chah d'Iran), la princesse Firouz avait milité très tôt pour les droits de la femme dans son pays. Elle avait notamment conduit, dans les années 40, une manifestation devant le Parlement iranien pour exiger l'octroi du droit de vote aux femmes. En 1943, elle avait fondé le Conseil de la femme iranienne et s'était opposée au port du tchador.

Après la révolution islamique de 1979, le couple princier s'était installé à Paris, où le général Firouz est mort en 1983. La princesse laisse deux fils, Iskandar et Narcy, ainsi que cinq petits enfants.

Après l'incendie de Rabta

Représailles libyennes contre la RFA

La Libye a bloqué tous les paiements et le trafic de marchandises avec la RFA, à la suite de l'incendie qui s'est déclaré la semaine dernière dans l'usine chimique de Rabta, a indiqué, mercredi 21 mars, un porte-parole du ministère de l'économie à Bonn. Un pétrolier, qui était destiné à une entreprise ouest-allemande dans le cadre d'une opération de compensation, a été dérouté, et le trafic de devises entre les deux pays a été suspendu par la banque centrale libyenne.

A la suite de l'incendie, mercredi dernier, dans l'usine de Rabta, soupçonnée de fabriquer des armes chimiques et à la construction de laquelle des entreprises ouest-allemandes ont participé, le colonel Kadhafi avait mis en cause la RFA, la menaçant de représailles. – *(AFP.)*

ASIE

De nouveaux dirigeants élus à Oulan-Bator

La Mongolie s'éloigne de Moscou, sans bruit ni regret...

La lente dérive d'un autre morceau d'empire soviétique – d'une importance stratégique réduite ces derniers temps, mais d'une valeur économique et sentimentale encore non négligeable – progresse. La République populaire de Mongolie, formellement intégrée dans l'orbite de Moscou en 1924, a commencé à couper le cordon ombilical. Sans fracas, mais visiblement sans regret.

OULAN-BATOR

de notre envoyé spécial

C'est par un ensemble de petits faits que la rupture se consomme ici. Le plus significatif fut un silence : les députés du Grand Khoural populaire s'abstinrent, pour la première fois, d'entonner à l'ouverture de leur session l'hymne national. Une strophe gêne particulièrement : celle où les fiers descendants de Genghis Khan sont censés avoir « lié leur sort à celui du pays des soviets »...

La Mongolie doit 14 milliards de dollars à l'URSS. Moscou versait encore récemment en aide économique l'équivalent de 350 dollars par an et par personne aux Mongols, dont le revenu s'échelonne de 500 à 900 dollars. Tout porte à croire que cette forme de solidarité internationaliste est en train de rendre l'âme. La plaisanterie qui amuse le Tout Oulan-Bator est que le pays n'y a gagné qu'« une quantité invraisemblable d'usines risquant d'être profitables une fois fermées » et une poignée de jeunes techniciens formés à Moscou aux techniques de la culture du coton, produit fort rare dans une contrée vivant sous la neige les trois quarts de l'année.

Le rapprochement Moscou-Pékin a permis au Kremlin de négocier le retrait définitif, d'ici à 1991, de sa présence militaire. Pour l'économie, tout reste à faire. Un membre de l'opposition, M. Boshigt, cardiologue, indique que l'une des revendications les plus sensibles concerne « la renonciation aux accords économiques secrets » permettant aux Soviétiques, selon les opposants, de « piller le sous-sol ».

Jeudi 22 mars, les députés ont eu lecture d'une lettre ouverte de l'ensemble de l'opposition exigeant la fermeture d'une mine d'uranium ouverte par les Soviétiques dans l'est du pays. Car une nouvelle préoccupation se fait jour : l'écologie.

Le pouvoir semble prendre en compte l'exigence générale d'une ouverture sur l'économie mondiale. Le commerce extérieur était encore récemment réalisé à 80 % avec Moscou et ses anciens clients.

Un pas encore incertain

Le nouveau chef de l'Etat, M. Punsalmaagyn Otshirbat, âgé de quarante-huit ans, élu mercredi, est présenté comme un homme symbolisant cette ouverture. Ancien ministre des relations économiques extérieures, ingénieur minier formé à Moscou, comme tout le monde ici – il a le même patronyme que le nouveau secrétaire général du Parti populaire révolutionnaire (PPRM, communiste), M. Gombojavyn Otshirbat.

Le nouveau premier ministre, M. Chavaryn Gungaadorj, âgé de cinquante-cinq ans, originaire d'une famille d'éleveurs, est davantage un homme d'appareil. Agrotechnicien, il fut secrétaire provincial du parti avant d'entrer dans le gouvernement en 1987 en tant que ministre de l'agriculture.

Ce tandem donne l'impression de former une direction de transition, les hommes qu'il remplace, MM. Batmonh et Sodnom, restant influents en coulisses. L'opposition ne semble pas avoir tort d'accuser les dirigeants de tenter de se protéger en mettant des hommes nouveaux en avant, tandis que les anciens livrent dans l'ombre la bataille pour le pouvoir. La discussion sur la Constitution et le monopole du PPRM aboutira dans un premier temps une fois que le Parlement aura voté, à une demi-mesure : des « organisations publiques et des formations politiques » seront autorisées pour peu que leurs mobiles « correspondent aux intérêts vitaux du peuple et aux nécessités de la solidarité nationale ». L'arbitre est la Cour suprême, évidemment communiste.

Ce sont ces mêmes communistes qui viennent d'abroger un décret limitant l'élevage privé – dont vivent un quart des Mongols. Sept décennies après son annexion déguisée sous couvert idéologique, la Mongolie repart d'un pas encore incertain.

FRANCIS DERON

0 1 000 km
URSS
Oulan-Bator
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE MONGOLIE
PÉKIN
CORÉE DU NORD
CORÉE DU SUD
PAKISTAN
RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE
Shanghaï
NEPAL
BHOUTAN
INDE
BANGLADESH
BIRMANIE
LAOS
THAILANDE
VIETNAM
Canton
Hongkong
Haïnan
TAIWAN

CHINE

Augmentation de 15 % du budget de la défense

Le nouveau budget présenté mercredi 21 mars au Parlement par le ministre des finances, M. Wang Bingqian, se caractérise par une forte augmentation des crédits militaires. Ceux-ci passent en effet de 8,8 % à 11,5 % du total des dépenses, soit une augmentation de 15,2 %. Ce budget militaire, qui atteint ainsi 6,1 milliards de dollars après plus d'une décennie de vaches maigres, est sans doute encore plus considérable si l'on y ajoute les ressources propres de l'armée et le produit des ventes d'armes.

Ces nouvelles mesures, sur lesquelles la presse de Pékin a fait le silence jeudi, représentent un geste significatif de remerciement du régime aux militaires, dont le soutien avait été déterminant en juin dernier pour réprimer le mouvement démocratique de la place Tiananmen. Cette armée, qui avait été mise en état d'alerte en décembre au lendemain de la chute de Ceausescu en Roumanie et qui est devenue le principal rempart du pouvoir, pourra ainsi accélérer son programme de modernisation.

En dehors de la défense, les autres priorités du budget sont l'éducation (+ 9,9 %), l'agriculture (+ 7,9 %) et le remboursement des obligations venant à échéance (2,5 milliards de dollars). Le ministre des finances a reconnu que « la situation actuelle demeure grave. Notre pays rencontre des difficultés financières et souffre d'un manque de liquidités, tout en étant handicapé par de multiples et lamentables exemples de gâchis ». Un tiers du budget sera consacré au renflouement des entreprises nationales déficitaires et aux subventions destinées à maintenir le bas niveau des prix.

Enfin, si le déficit budgétaire – officiellement fixé à 1,9 milliard de dollars – est en baisse par rapport à 1989, il faut noter que la Chine a pour coutume de comptabiliser comme actif le montant de ses créances en devises. En déduisant celles-ci, le déficit serait en fait de neuf milliards, soit une augmentation de 14,5 %, indique le correspondant du *New York Times*. Ces difficultés sont dues essentiellement à la politique de freinage économique entreprise, depuis fin 1988, par le premier ministre, M. Li Peng, et dont ce dernier vient d'annoncer, devant l'Assemblée, l'assouplissement. – *(AFP, Reuter.)*

DIPLOMATIE

Le nombre d'assassinats de journalistes a augmenté en 1989

L'exécution par l'Irak d'un reporter de l'hebdomadaire *The Observer* et l'assassinat d'un journaliste turc sont venus rappeler brutalement, la semaine dernière, les risques inhérents au droit à l'information dans un monde où un pays sur deux viole impunément l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui consacre solennellement le droit à la liberté d'opinion et d'expression.

L'exercice de ce droit coûte cher aux journalistes. Ils sont des centaines – emprisonnés, torturés, assassinés – à en payer le prix tous les ans. Selon l'organisation Reporters sans frontières, 71 journalistes ont été tués en 1989 à travers le monde, contre 45 en 1988, 32 en 1987 et 19 en 1986. Dans cette escalade meurtrière, l'Amérique latine s'est particulièrement distinguée : 45 journalistes assassinés, dont 15 en Colombie, 11 au Salvador et 7 au Pérou.

Dans son rapport annuel, rendu public jeudi 22 mars, Reporters sans frontières passe en revue près de cent pays où des violations de la liberté de la presse ont été enregistrées en 1989. L'association met l'accent sur la « situation dramatique » en Chine (des dizaines de journalistes incarcérés), au Soudan (depuis le dernier coup d'Etat, les Soudanais ne disposeraient plus que de trois journaux officiels contre quarante publications auparavant), dans les territoires occupés par Israël (cinquante-deux journalistes, dont quarante-cinq Palestiniens placés en détention administrative en 1989) ou encore en Turquie, pays qui détient le record des journalistes emprisonnés : soixante-quinze.

Le rapport met également en évidence les progrès enregistrés l'an dernier en matière de liberté de l'information au Chili, au Paraguay, en URSS et dans les pays d'Europe de l'Est. Néanmoins, 1990 a bien mal commencé. Pour les deux premiers mois de l'année, on compte déjà une dizaine de journalistes tués, une vingtaine arrêtés et près d'une quarantaine de médias censurés. Dernière institution à se distinguer dans ce domaine, l'Assemblée nationale algérienne a adopté lundi dernier un code de l'information jugé particulièrement répressif par les journalistes (*le Monde* du 22 mars).

R.-P. P.

□ ***Le secrétaire général de l'OTAN invité à Moscou.*** – M. Manfred Wörner, secrétaire général de l'OTAN, se rendra en visite à Moscou dans les prochains mois, a annoncé jeudi 22 mars un porte-parole de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Ancien ministre ouest-allemand de la défense, M. Wörner sera le premier secrétaire général de l'OTAN à effectuer une visite officielle dans une capitale du pacte de Varsovie depuis la fondation de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en 1949. – *(Reuter.)*

ASIE

Vietnam : un socialisme en sursis

Suite de la première page

A l'exception de l'exploration et de la recherche pétrolières, seuls les petits projets industriels ou agro-industriels ont leur place. « *Small is beautiful* », estime le général Vo Nguyen Giap, qui, en ces temps incertains, semble entretenir plus que jamais, à l'instar de bien d'autres figures historiques, un réseau serré de contacts.

Mais les effets de trois années de *réformes économiques et financières* sont évidents. Il a suffi d'amorcer une double libéralisation – celle des prix et celle de l'accès aux engrais et aux pesticides – pour que le pays redevienne exportateur de riz l'an dernier. Simultanément, après avoir été bridée pendant une dizaine d'années de « communisme de guerre », la soif de consommation s'épanche ouvertement. Enfin, personne ne croit plus, sur le plan économique, à un retour de bâton. Les Vietnamiens épargnent et investissent un peu plus que d'habitude. L'Etat, en retard d'un bon cran, doit s'accommoder de la formation de pouvoirs économiques plus autonomes.

Le rôle de la diaspora

Alors que les deux « ouvertures » – économique et diplomatique – sur l'Ouest ne sont plus discutées, leur contrepoids traditionnel – l'aide des « pays frères » de l'Est – s'évanouit. Les gorbatchéviens – on en compte quand même quelques-uns dans un PC qui a entretenu de si longues et étroites relations avec le Kremlin – poussent à la roue. Dans un environnement international si changeant, le poids du *doi moi* – le « renouveau », défini en 1986 à l'occasion du sixième congrès du PC – est plus lourd qu'on pouvait le penser. Sur les plans économique et diplomatique, le terrain a été dégagé, et seul le refus de coopérer des autres – la Chine et les Etats-Unis surtout – explique que l'élan demeure encore brisé. Les nouveaux partenaires du Vietnam ont pour noms Singapour, Corée du Sud, Taïwan, France ou Thaïlande. Entre-temps, les *viêt kiêu* – la forte diaspora vietnamienne – s'implantent. Ils financent la première université privée de Hanoï, la renaissance de l'hôtellerie ou encore la raffinerie de pétrole de Ho-Chi-Minh-Ville. Si on se méfie de leurs idées et de leurs habitudes, leur savoir est apprécié.

Ils se manifestent jusque dans le Nord. Insignifiants sur le plan politique, ils jouent de plus en plus les courroies de transmission entre l'extérieur et un Vietnam qui, pendant les dix années qui ont suivi la victoire communiste de 1975, s'était comme recroquevillé pour se préserver de la pollution d'une planète que ses dirigeants, après quarante ans de résistance, voyaient d'un mauvais œil.

Surtout, depuis que la marmite vietnamienne bout de nouveau, les équilibres internes se sont modifiés. La libéralisation s'accompagne fatalement d'une renaissance prudente de religions qui acceptent mieux les règles du jeu et ne sont pas automatiquement taxées, par les autorités, de tous les péchés. Le grand Ho-Chi-Minh-Ville, quatre millions d'habitants sur soixante-huit millions, fournit aujourd'hui les deux cinquièmes d'un produit intérieur brut dont 70 %, selon diverses estimations, se situeraient au sud de Hué, l'ancienne capitale impériale, située au centre du pays. Le poids économique du Sud - et le dynamisme de ses entrepreneurs, au premier rang desquels le demi-million de Chinois de Cholon - est reconnu par tout le monde.

Dans le même temps, les liens tissés entre le Nord – socialiste depuis 1954 – et l'ancien bloc soviétique se défont. Il faut désormais songer à rapatrier d'Europe de l'Est des dizaines de milliers de travailleurs et d'étudiants. L'aide et la présence militaires soviétiques ont diminué. L'aide économique de Moscou promet d'en faire autant. Le fléau vietnamien, aux extrémités duquel sont suspendus ses deux paniers (le delta du Mékong au Sud et celui du fleuve Rouge au Nord),est en train de se donner une nouvelle assise. Sans trop faire de bruit, une page se tourne.



La « loi des vainqueurs », celle de 1975, de la « *juste cause* » imposée aux « *forces réactionnaires* », se dilue d'elle-même. Un bon entrepreneur est aujourd'hui loué pour les raisons qui auraient pu lui valoir les travaux forcés il y a moins de dix ans. La réunification, telle qu'elle a été imposée en 1976, est à repenser, tous en conviennent. Encore présentée par les officiels comme un succès, l'intervention militaire au Cambodge est analysée comme un échec. La puissance militaire – la réalité de 1975 – est un atout qui a perdu nettement de sa signification dans une Asie du Sud-Est où la « coexistence pacifique » a pris, pour l'instant, le pas. Les critères de référence ayant changé, tout est à reformuler pour des communistes invités, du jour au lendemain, à évoluer dans un univers indifférent à leur discours de « *libérateurs* » mais dans lequel, sans toujours bien s'en rendre compte, ils prennent pied.

L'attrait du Sud

Bon nombre de dirigeants vivent dans l'ancienne Saigon une partie de l'année. Le climat y est plus clément, la ville mieux reliée au reste du monde et la vie plus confortable. Certains d'entre eux ont, d'ailleurs, fait leur carrière, après comme avant 1975, dans le Sud. Ces dernières semaines, Ho-Chi-Minh-Ville a accueilli deux réunions du bureau politique du PC et la « Grande Commission » de coopération soviéto-vietnamienne. C'est dans l'ancienne capitale du Sud que M. Roland Dumas, le ministre français des affaires étrangères, a été reçu, le 26 février, par le secrétaire général du PC, M. Nguyen van Linh, et par l'ancien premier ministre, M. Pham Van Dong.

Mais si les gens du Nord émigrent volontiers dans le Sud, le mouvement inverse est pratiquement inexistant. Pour des raisons qui ne sont pas uniquement économiques, l'attrait est à sens unique. Peu à peu, souvent de manière insensible, le nouvel équilibre qui se définit ainsi lave le Sud, aux yeux des communistes du Nord, de sa « *tare réactionnaire* », même si les camps de rééducation n'ont pas encore été entièrement vidés. Les dés sont pipés : quand les uns, en quête d'un rêve américain, affrontent encore les énormes risques de la fuite en bateau, d'autres refont surface au Vietnam pour y traiter affaires entre deux sets de tennis.

Parmi les trois personnages, mythiques ou réels, qui hantent les services de sécurité du régime, l'« agent de la CIA » fait peut-être encore peur, mais à une époque où le différend avec Pékin l'emporte sur le reste, le jeu du « Chinois », beaucoup plus subtil, est suivi avec autant d'attention. Le troisième larron, le « Soviétique », intéresse aussi car il dispose encore de quelques leviers et, de toute façon, conserve son importance puisque la Chine ne souhaite pas un Vietnam gorbatchévien.

Le blocage américain

Même quand M. George Bush commence à se demander si sa *modération à l'égard de Pékin est* payée de retour, le Vietnam ne semble rien pouvoir attendre d'une diplomatie américaine animée par d'anciens lieutenants de M. Henry Kissinger, en l'occurrence MM. Eagleburger et Scowcroft. Malgré *la remise en ordre de leurs* finances, les Vietnamiens n'ont toujours pas accès aux crédits du FMI en raison du blocage américain. Washington n'a encore fait aucune concession sur le Cambodge. La plupart des Américains – y compris *d'origine vietnamienne* – qui visitent le Vietnam le font sans faire tamponner leur passeport. Le seul geste des Etats-Unis à l'égard du Vietnam serait un engagement à ne pas fomenter des troubles sur place.

Les relations entre Hanoï et Pékin sont plus complexes . Quoi qu'ils en disent, Vietnamiens et Chinois ont, chacun de leur propre chef, retiré leurs troupes de leur frontière commune où ils s'étaient étripés en 1979, à l'initiative de la Chine si ce n'est à son avantage. Les échanges commerciaux *dans le secteur frontalier sont* aujourd'hui florissants. Plus libres que par le passé, les commerçants chinois de Cholon renouent avec la prospérité. Mais, sur le Cambodge, Pékin n'en démord pas : le Vietnam doit faire marche arrière, quitte à ce que le relais soit désormais pris non par les protégés cambodgiens des Chinois mais par les Nations unies. Quant aux Soviétiques, tout en encourageant leur allié vietnamien à poursuivre des réformes, ils misent sur une normalisation entre Pékin et Hanoï et n'ont pas attendu la fin du conflit cambodgien pour montrer l'exemple avec la Chine, un message clairement enregistré au Vietnam dès l'an dernier.

Voilà donc pour la toile de fond. Pays pauvre, le Vietnam n'est plus exsangue. Il se relève d'un demi-siècle de guerres. Reprise économique et bouleversements internationaux contraignent ses dirigeants à revoir leur copie et à le faire vite. Les schémas d'hier – réformateurs contre conservateurs – sont en partie dépassés quand l'isolement de la direction est si grand. La société civile a décroché et, à l'étranger, les vrais amis se font rares. Comment, pour un Parti communiste qui a consacré l'essentiel de ses énergies et de son existence à la « libération nationale », négocier un virage si abrupt ? De quelles cartes dispose-t-il encore pour se ménager un avenir ?

JEAN-CLAUDE POMONTI

Prochain article :

LES DESSOUS D'UN ANNIVERSAIRE

AMÉRIQUES

NICARAGUA

L'Assemblée sortante adopte une série de lois destinées à protéger les membres du gouvernement sandiniste

Un mois avant le transfert du pouvoir à la coalition qui a remporté les élections du 25 février, l'Assemblée *nationale* met les bouchées doubles pour adopter une série de lois destinées à protéger les membres du gouvernement sortant contre d'éventuelles poursuites judiciaires.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Après avoir voté un texte d'amnistie très large, la majorité sandiniste au Parlement a adopté une loi d'immunité en faveur des dirigeants actuels et devait discuter, jeudi 22 mars, un texte légalisant les confiscations de propriétés immobilières réalisées après la révolution de 1979.

Plusieurs milliers de personnes vont bénéficier de cette *« loi sur les transferts de logements »*. La plupart appartiennent au milieux humbles et à la classe moyenne qui ont occupé les terrains et les maisons saisis aux partisans de l'ancien régime. Parmi les bénéficiaires on trouve également les plus hauts cadres du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en particulier les neuf commandants de la Direction nationale, instance suprême du pouvoir au Nicaragua jusqu'au 25 avril. C'est ainsi que l'actuel président de la République, M. Daniel Ortega, a annoncé son intention de rester dans la maison confisquée à un banquier exilé au Guatemala.

L'Union nationale d'opposition (UNO), qui regroupe quatorze formations politiques, des conservateurs aux communistes, a averti à plusieurs reprises le gouvernement sandiniste qu'elle ferait annuler les lois *« scandaleuses »* adoptées au cours de la période de transition.

La *« loi d'amnistie et de réconciliation nationale »* adoptée le 10 mars a été critiquée également par certains députés sandinistes qui voient *« un dangereux précédent »* dans le pardon accordé aux fonctionnaires ayant commis des délits de droit commun dans l'exercice de leurs fonctions (corruption, détournements de fonds, etc.). Les dirigeants sandinistes, pour renforcer encore leur protection contre toutes poursuites judiciaires, ont fait adopter par l'Assemblée nationale une *« loi d'immunité »*. Celle-ci s'applique au président et au vice-président sortants, aux ministres, secrétaires d'Etat, chef d'état-major de l'armée, magistrats, députés et directeurs des entreprises nationalisées.

Cette immunité pourra cependant être levée si 60 % des députés sont d'accord, à la suite d'une plainte déposée par un citoyen affecté par une mesure prise par un haut fonctionnaire. Il faudrait donc l'appui, tout à fait improbable, de quelques députés sandinistes puisque l'UNO, dans la nouvelle assemblée n'a que 51 députés sur 92, soit un peu moins de 60 %.

Pour l'UNO cette loi revient à accorder *« l'impunité »* à tous ceux qui ont commis des délits ou même des meurtres, sous prétexte qu'ils *« travaillaient pour la révolution »*. Selon un ancien dirigeant sandiniste, M. Moises Hassan, qui a créé son propre parti, le Mouvement d'unité révolutionnaire, *« ces deux lois constituent une reconnaissance publique de la corruption du gouvernement sandiniste »*, tandis que celui-ci répond à ces accusations en invoquant la *« légitime défense contre les têtes brûlées du prochain gouvernement qui veulent se venger et remettre en question les conquêtes de la révolution »*.

Le président de l'Assemblée nationale, le commandant Carlos Nunez, est allé plus loin encore, dénonçant les intentions de certains qui, dit-il *« n'écartent pas l'idée de créer des escadrons de la mort »* pour assassiner les dirigeants sandinistes, après la prise de fonction de Mme Violeta Chamorro le 25 avril. Les médias liés au pouvoir actuel entretiennent une véritable paranoïa à ce sujet, estimant que les sandinistes ne devraient pas abandonner le gouvernement tant que les 10 000 contras (guérilla anti-sandiniste) n'auront pas déposé les armes.

BERTRAND DE LA GRANGE

ÉTATS-UNIS

M. Bush bannit les brocolis

Visiblement écœuré par l'omniprésence de cette sorte de *petits choux-fleurs dans son* assiette, M. George Bush vient d'interdire les brocolis à bord de son avion personnel, Air Force One. Il s'en est crûment expliqué à l'issue d'un dîner offert en l'honneur du premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki : *« Tout comme la Pologne s'est rebellée contre le totalitarisme,* a-t-il dit, *moi je me rebelle contre les brocolis et je ne céderai pas »*.

La décision présidentielle a *déjà fait bouillir les maraîchers* californiens, peu satisfaits de cette contre-publicité. Ils ont annoncé l'envoi à Washington de dix tonnes de brocolis et d'un livre de recettes pour expliquer au chef de la Maison Blanche *comment* les accommoder. – (*Reuter*.)

ARGENTINE

Les péronistes sont de plus en plus divisés au sujet des privatisations

Après une semaine d'agonie, le général Isidro Caceres, 55 ans, chef d'état-major de l'armée de terre, est mort, mercredi 21 mars, des suites d'un accident cardiaque. Il est remplacé par son adjoint, le général Felix Bonnet. La disparition du général Caceres *risque d'affaiblir* davantage la position du président Carlos Menem vis-à-vis de l'armée où le courant « nationaliste », responsable de plusieurs mutineries les années précédentes, pourrait se renforcer. A *ce malaise s'ajoute celui qui* affecte de plus en plus le mouvement péroniste et aggrave les tensions sociales dues à la crise économique

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Après des mois de sévères critiques en coulisses, la fronde s'amplifie au sein du mouvement péroniste – auquel appartient le président Menem – et elle s'exprime désormais au grand jour. Deux des principaux syndicats du secteur public ont appelé, mercredi 21 mars, à une grève d'une journée qui s'est accompagnée d'une manifestation au centre de Buenos-Aires, à laquelle ont participé quelque 40 000 personnes.

La politique du gouvernement de M. Menem, que les syndicalistes péronistes avaient pourtant porté au pouvoir, est au cœur du malaise. Les critiques se concentrent sur le programme de privatisations. Hormis des augmentations de salaire, les syndicats demandent que ce programme soit suspendu pendant soixante jours. *« Nous voulons trouver un espace pour modifier une politique qui affecte le patrimoine social des Argentins »*, explique M. Victor de Gennaro, secrétaire général de l'ATE (Association des travailleurs de l'Etat).

Les contestataires sont soutenus par des parlementaires péronistes qui *souhaitent* que les modalités des privatisations soient débattues par les assemblées et non pas décidées par des décrets de l'exécutif, *comme c'est le cas actuellement.*

Le gouvernement n'entend pas céder pour autant : *« Mille et une grèves ne me forceront pas la main »*, lançait M. Menem, fort de l'opinion publique qui, sur ce point, le soutient. D'après de récentes enquêtes, la politique de privatisation recueille en effet une nette majorité d'opinions favorables. Plutôt que d'y mettre un frein, le gouvernement tente d'accélérer les privatisations en cours, particulièrement celles d'Entel, la *société des téléphones*, et d'Aerolinas Argentinas, la compagnie d'aviation.

« Je ne veux pas retourner sur le bateau »

Le gouvernement table sur les divisions au sein du mouvement syndical. La CGT, liée traditionnellement au péronisme, s'est divisée en octobre dernier : les *« collaborationnistes »* d'un côté, les *« combatifs »*, qui se recrutent *essentiellement dans* le secteur public, de l'autre. Ces derniers *peuvent compter sur l'appui* du plus puissant syndicat du privé, la UOM (*Union ouvrière métallurgique*). Son secrétaire, M. Lorenzo Miguel *n*'a cependant pas soutenu la grève, craignant les *conséquences politiques* d'une confrontation trop brutale avec le gouvernement. *« Je ne veux pas retourner sur le bateau »*, déclarait-il récemment, en référence à sa détention sur un navire après le coup d'Etat militaire de 1976.

M. Antonio Cafiero, président du parti péroniste, fait preuve de la même prudence. Il demande *qu'il soit plus* largement tenu compte du coût social du programme économique, et que, par là même, les principes du péronisme soient respectés, mais il se garde de trop alimenter les tensions.

La permanence de la crise, une récession croissante et une inflation toujours spectaculaire (40 % *pour les deux premières semaines* de mars) attisent les craintes, mais *étouffent aussi le militantisme*. La participation somme toute restreinte à la manifestation de mercredi en était la preuve. Les licenciements et les mises à pied se multipliant, ceux qui ont un travail s'y accrochent. Le gouvernement multiplie par ailleurs les mises en garde, répétant que le programme économique ne saurait connaître aucune alternative. Les contestataires n'ont donc, pour l'heure, d'autre recours que la voie parlementaire *ou judiciaire. Toutes* deux étant fort lentes, puisque le gouvernement semble bien décidé à aller très vite, en tout cas pour certaines privatisations.

EDITH CORON

CHILI : ancien compagnon puis adversaire du général Pinochet

Le général Leigh a été grièvement blessé dans un attentat

Victime d'un attentat, mercredi 21 mars, le général Gustavo Leigh est entre la vie et la mort. Aux côtés du général Pinochet lors du putsch de 1973, c'était lui qui avait fait bombarder le palais présidentiel de la Moneda pour réduire la résistance de Salvador Allende.

SANTIAGO

de notre correspondant

Deux hommes se sont introduits dans les bureaux de l'agence *immobilière que dirigeait l'ancien* commandant en chef de l'aviation et l'ont criblé de balles. Le gouvernement et tous les partis politiques ont condamné cette action meurtrière, qui survient dix jours seulement après l'entrée en fonctions du président Aylwin à la place du général Pinochet. Le Front patriotique Manuel Rodriguez (FPMR), dit « Autonome » depuis sa rupture avec le Parti communiste en 1987, a revendiqué l'attentat dans un communiqué déclarant : *« Si les responsables du terrorisme d'État ne sont pas traduits devant les tribunaux, nous continuerons à appliquer la justice populaire. »*

L'attentat suscite pourtant une certaine perplexité en raison de l'évolution politique du général Leigh. Ce dernier, dur entre les durs au lendemain du putsch (*« nous extirperons le cancer marxiste par tous les moyens »*), s'opposa rapidement, au sein de la junte, à la volonté du général Pinochet qui, en 1978, mit fin à la dissidence de son collègue par un véritable coup de force : le général *Leigh fut contraint à une retraite* anticipée, tandis que l'état-major de l'aviation, solidaire de son commandant en chef, était entièrement remanié. Depuis lors, le général n'a cessé de critiquer le régime qu'il avait si bien contribué à mettre en place. Il y a deux ans, il rendit publique sa décision de voter « non » au plébiscite présidentiel.

La spectaculaire « rentrée » du FPMR a lieu au moment où le sort de quelque cinq cents détenus politiques fait l'objet d'un débat national. Plusieurs dizaines d'entre eux, qualifiés de *« prisonniers de conscience »*, ont été récemment amnistiés par les nouvelles autorités. *Mais les auteurs* d'actions armées contre le régime militaire ne sont pas concernés. On ne leur promet qu'un nouveau procès, avec des garanties judiciaires qui avaient, jusqu'à présent, fait le plus souvent défaut.

Cette distinction n'est pas du goût des partis de gauche et moins encore du FPMR, dont plusieurs membres emprisonnés font la grève de la faim pour exiger du gouvernement la libération de tous les détenus. L'attentat contre le général Leigh ne devrait toutefois pas servir leur cause, car il risque d'apporter de l'eau au *moulin* de ceux qui, à droite, refusent tout élargissement des *« terroristes représentant un danger permanent pour la société »*.

GILLES BAUDIN

AFRIQUE

A l'occasion des fêtes de l'indépendance namibienne

M. De Klerk recueille les fruits de sa politique de réforme

La résidence de l'ancien administrateur général sud-africain en Namibie, M. Louis Pienaar, a été, ces dernières *quarante-huit* heures, le dernier salon de Windhoek où l'on cause ! M. Frédérik De Klerk a réussi une belle percée diplomatique, fruit de sa politique de *réformes annoncée dans son discours* « historique » du 2 février.

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Le chef de l'Etat sud-africain a notamment reçu ses homologues angolais, égyptien, malien, mozambicain, nigérian, yougoslave et zambien, les ministres des affaires étrangères d'Allemagne fédérale, d'Espagne, de Finlande, d'Irlande et de Suède, ainsi que M. Jacques Pelletier, le ministre français de la coopération, accompagné de M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller à la présidence de la République.

M. De Klerk a paru *« convaincant »* à M. Pelletier dans sa *« volonté d'agir vite, de faire ce qu'il dit »*. Mais il souhaiterait, d'après le ministre de la coopération, que *« la communauté internationale ne lui complique pas la tâche »* en maintenant les mesures de rétorsion contre son pays.

Le président sud-africain s'est dit convaincu que ces rencontres allaient donner *« beaucoup de bons résultats »* et conduiraient *« dans les mois où les années à venir »* à l'ouverture de relations diplomatiques avec un certain nombre de pays étrangers. *« La communauté internationale reconnait notre bonne foi »*, a-t-il ajouté, précisant que le rôle de l'Afrique du Sud pour ramener la paix en Angola et au Mozambique était admis par tous.

La rencontre avec M. Chevardnadze

M. Edouard Chevardnadze, le chef de la diplomatie soviétique, passa avec M. De Klerk pas moins d'une heure et demie. Il jugea cet entretien *« positif, constructif, et nécessaire »*. A l'issue d'une conversation avec M. Mandela, il crut même pouvoir affirmer que la rencontre prévue le 11 avril au Cap entre le gouvernement sud-africain et une délégation du Congrès national africain (ANC) aboutirait à des *« résultats très importants »*.

M. Mandela, qui, lui, a reçu M. James Baker, secrétaire d'Etat américain, continue, peut-être par tactique, de faire campagne auprès de ses différents interlocuteurs pour le maintien en quarantaine de Prétoria. *« Nous ne pensons pas qu'il y ait eu des changements fondamentaux en Afrique du Sud,* leur a-t-il répété. *M. De Klerk a simplement réagi à des pressions. »*

Les autorités namibiennes mettent à profit les premières heures de l'indépendance pour organiser les structures de l'Etat. Les membres du gouvernement ont prêté serment devant le *chief of justice*. L'Assemblée constituante s'est transformée en Assemblée nationale avant de procéder à l'élection de son président et de s'entendre sur le blason de la république naissante, le tout à l'unanimité.

M. Sam Nujoma, le nouveau chef de l'Etat, a appelé de ses vœux la *« réconciliation nationale »* et a invité tous les partis à aider l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO), vainqueur des élections de novembre, *« à mettre en place sa nouvelle machinerie politique »*. *« L'indépendance ne nous a pas été offerte sur un plateau,* a-t-il souligné. *Nous avons hérité d'une économie sous-développée avec un taux de chômage supérieur à 30 % de la population active. »*

M. Nujoma a demandé aux compagnies minières d'intéresser plus d'autochtones au développement de ce secteur-clé et d'investir *davantage leurs profits dans le* pays. Il a souhaité aussi un développement des grandes firmes commerciales et s'est prononcé prudemment, en fin de compte, pour *« l'économie mixte »*. Pour l'heure, les réjouissances battent leur plein : lâchers de ballons, envols de colombes, défilés populaires avec majorettes et « chars » couverts de slogans : *« L'éducation est la pierre angulaire du développement économique »*, *« Nous sommes une nation »*, *« La Namibie est libre comme un oiseau »*.

JACQUES DE BARRIN

□ **GABON : la préparation de la conférence nationale.** – Près d'une centaine d'associations et de mouvements politiques se sont inscrits à Libreville pour participer à la conférence nationale qui doit se tenir du vendredi 23 mars au 30 mars. Cette conférence doit permettre d'élaborer un Rassemblement social-démocrate gabonais qui, selon le président Omar Bongo, devra regrouper les différents courants politiques du pays. Le problème de la représentativité de ces partis est déjà à l'ordre du jour, chacun voulant être reconnu en tant que tel et avoir un même nombre de membres. La représentation du Mouvement de redressement national (MORENA), le plus ancien parti d'opposition, est également délicate. Plusieurs tendances se sont déjà inscrites. Deux d'entre elles ont annoncé à Paris qu'elles ne participeraient pas à cette « conférence interethnique ». – (*AFP*.)

Mission accomplie pour l'ONU

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

Le départ de 6 700 membres de la force de paix des Nations unies – 4 300 militaires, 1 500 policiers et 900 civils appartenant à 109 nationalités, – *envoyés en Namibie pour surveiller le bon déroulement de la période de transition vers l'indépendance,* va créer un grand vide *dans un pays qui manque* d'hommes pour assurer les *tâches ordinaires du maintien de* l'ordre et contrôler la situation aux frontières, notamment à la frontière nord.

Au cours de sa mission de cinquante et une semaines, le Groupe des Nations unies pour la *période de transition* (GANUPT) a perdu 17 hommes. Le coût total de cette *opération s'élève à* 373,4 millions de dollars, presque entièrement couvert à ce jour par les contributions des différents Etats membres.

Plusieurs succès sont à porter au crédit du GANUPT, notamment le retour, sous les auspices du Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR), de 43 332 exilés, disséminés dans 40 pays étrangers, essentiellement des Ovambos, qui, pour la plupart, ont été réinstallés dans leur région d'origine, à proximité de la frontière angolaise. Les *« onusiens »* ont, en outre, obtenu la libération de 30 prisonniers politiques.

Le GANUPT a joué un rôle de premier plan dans la mise en place de l'Assemblée constituante, en établissant minutieusement la liste de tous les autochtones en âge de voter, soit 701 783 Namibiens de plus de dix-huit ans. Tous les préparatifs et les précautions prises ont permis d'obtenir une participation au scrutin de novembre de 97,04 %, *d'autant plus remarquable que la* majorité du corps électoral ne s'était jamais rendue aux urnes de sa vie !

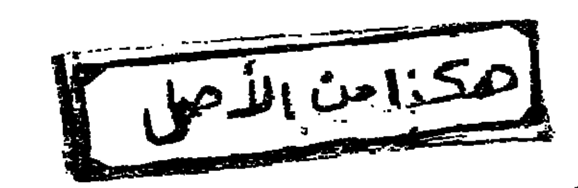
J. de B.

EN BREF

□ **CUBA : réduction de peine pour M. Alfredo Mustelier.** – La Cour suprême de Cuba a réduit de cinq ans, mercredi 21 mars, la peine de vingt-cinq ans de réclusion de M. Jose Alfredo Mustelier, le plus ancien prisonnier de l'île. M. Mustelier, agé de quarante-six ans a été emprisonné en 1969 pour complicité de meurtre et de vol d'armes. Celui que l'agence cubaine *Prensa latina* présente comme un *« contre-révolutionnaire »*, et dont des comités pour les droits de l'homme et le président Bush demandaient la libération, a déjà purgé vingt ans de sa peine et devrait donc être rapidement libéré. – (*Reuter*.)

□ **SALVADOR : vers une reprise des discussions de paix.** – Le gouvernement salvadorien a annoncé, mercredi 21 mars, qu'il était prêt à une reprise immédiate des pourparlers de paix avec la guérilla. Le gouvernement a indiqué que ses représentants avaient rencontré l'émissaire des Nations unies, M. Alvaro de Soto, pour établir un calendrier des négociations qui *pourraient débuter* en avril. Le lieu et la date exacts n'ont pas encore été fixés et devraient être annoncés par le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar. – (*Reuter*.)

□ **Précision.** – A propos de l'article sur la mort de l'ancien dirigeant communiste brésilien Luis Carlos Prestes, *publié dans le Monde* du 9 mars, un lecteur nous signale que le dictateur Getulio Vargas (1930-45 et 1951-54) n'était pas, à l'origine, un *« militaire »* mais un avocat. En réalité, le jeune Vargas, suivant l'exemple de son père, qui était colonel, avait choisi la carrière des armes mais avait dû quitter l'école militaire après une révolte de cadets, pour se destiner au droit.



Après la réunion du comité directeur du Parti socialiste

M. Pierre Mauroy a été réélu premier secrétaire à l'unanimité

Le comité directeur du Parti socialiste a adopté à l'unanimité, mercredi 21 mars, les propositions que lui a présentées M. Pierre Mauroy sur la composition de la direction du parti et sur la répartition des fédérations, assorties d'un texte d'orientation. La répartition des fédérations – 34 pour le courant *Mauroy-Mermaz-Jospin*, 30 pour les fabiusiens, 26 pour les rocardiens, 7 pour Socialisme et République et 3 pour les poperénistes – est sujette à variations en fonction des données locales *qui pèseront surles votes des* commissions exécutives fédérales.

Le nouveau comité directeur du Parti socialiste, désigné à la proportionnelle des mandats recueillis par les différents courants, s'est *réuni pour la première fois*, mercredi 21 mars, dans la salle du troisième sous-sol de l'Assemblée nationale. Les responsables socialistes estimant que l'omniprésence des médias au congrès de Rennes avait contribué à la dérive des débats, les journalistes étaient, cette fois, sévèrement tenus en lisière, ce qui n'empêchait pas ces mêmes responsables de leur envoyer, à temps pour les journaux télévisés de 20 heures, des porte-*parole dûment chapitrés.*

Ainsi a-t-on su très vite que, après que M. Claude Estier eut été réélu à la fonction honorifique de président du comité directeur, M. Pierre Mauroy avait regretté les *« images dégradées »* que le PS avait données de lui-même à Rennes. *« Il a fallu reprendre le congrès pour lui donner une conclusion »*, a déclaré le premier secrétaire sortant en présentant les résultats des travaux du groupe qui avait réuni, la nuit précédente, les chefs de file des courants. M. Mauroy tenait beaucoup à ce que le compromis de la rue de Solferino apparût comme l'issue du congrès de Rennes, et non comme le résul*tat d'une intervention extérieure* – celle du président de la République – rendue nécessaire par l'échec du congrès.

M. Jean-Pierre Chevènement, *qui a pris la parole après le maire* de Lille, est allé un peu dans son sens, en expliquant que le texte d'orientation politique qui allait être soumis à l'approbation du comité directeur résultait de la « présynthèse » élaborée à Rennes entre les motions 1 et 7. M. Lionel Jospin a souligné, quant à lui, que le comité directeur allait faire *« ce que le congrès n'avait pas fait »*. Le ministre de l'éducation nationale a observé qu'il avait lui-même *« contribué largement »* à la synthèse, mais que celle-ci *« n'efface pas l'échec du congrès »*.

Pour M. Jospin, cet échec est imputable au *« climat »* et aux *« méthodes de préparation »* du congrès. Il a incriminé, en second lieu, *« la nature et les formes du débat »* lors du congrès lui-même, en déclarant qu'elles avaient *« endommagé l'image du parti »*. *« C'est*, a-t-il dit, *une logique perverse, dans laquelle tout le monde a été entraîné. »* M. Jospin estime, enfin, que la commission des résolutions du congrès avait été empêchée de faire son travail. Il a relevé comme une anomalie que le *« fascicule des motions »*, sur la base desquelles doit s'élaborer le texte de synthèse n'ait *« même pas été ouvert »* lors des séances de la commission.

« Que nous est-il arrivé ? »

M. Jospin a relevé, comme M. Chevènement, que le groupe de travail sur le texte était parti, la nuit précédente, du projet de synthèse proposé par son courant et par celui du ministre de la défense. *« Pourquoi*, a-t-il demandé, *ne l'avions-nous pas fait à Rennes ? J'ai posé la question à la motion 5* [Fabius]. *Je n'ai pas eu de réponse. »* Pour le ministre de l'éducation nationale, il est essentiel que, à l'avenir, les débats commencent par porter sur un texte politique et n'abordent qu'ensuite les problèmes de direction. M. Jospin a réaffirmé, en conclusion, que la synthèse implique, à ses yeux, un *« engagement de solidarité »*, ce *qui a provoqué quelques remous* parmi les fabiusiens.

« Le congrès de Rennes a été un psychodrame. Que nous est-il arrivé ? », a demandé M. Louis Mermaz au début de son intervention. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale s'est *félicité* de la synthèse, en soulignant que la règle de conduite, au PS, doit être *« d'intégrer, et non pas d'exclure »*.

« Des courants sont morts »

M. Marcel Debarge a déclaré que *« les traces du congrès ne sont pas près de s'effacer »* et que ses amis fabiusiens et lui-même avaient eu *« la crainte que l'on tente de les écarter »*. Pour le maire du Pré-Saint-Gervais, l'essentiel est que la synthèse soit *« une synthèse d'action, et non d'essoufflement »*. *« Le parti d'abord, les motions ensuite ! »*, a-t-il lancé.

Pour M. Gérard Lindeperg, coordinateur du courant rocardien, *« la synthèse rend plus pénible encore l'intermède de Rennes »*. Observant que *« des courants sont morts et d'autres sont nés »*, M. Lindeperg a souligné qu'on ne pourrait *« corriger en profondeur Rennes »* qu'en ayant *« une direction solidaire et cohérente »*.

M. Chevènement et ses amis ont demandé, alors, que le vote sur le texte – qu'ils approuvent – et celui sur la direction fussent séparés. Socialisme et République souhai*tait, en effet, opposer à M. Mau*roy, comme il l'avait annoncé, un candidat *« nouveau »*, en l'occurrence M. Max Gallo.

Une suspension de séance a été consacrée à une discussion de procédure. M. Mauroy a fait valoir solennellement qu'il serait *« le candidat de la synthèse, ou pas candidat du tout »*. M. Gallo a finalement retiré sa candidature. La composition du secrétariat national, la répartition des fédérations et le texte d'orientation ont été adoptés en un seul vote, acquis à l'unanimité.

P. J.

Un nouvel équilibre

Suite de la première page

La difficulté a pesé dans leur choix, et, en exprimant son soutien à M. Rocard, le maire de Lille « renvoie l'ascenseur » et révèle sur quel équilibre politique véritable repose la prétendue synthèse.

Ou plutôt, M. Mauroy montre quel antagonisme réel demeure sous l'apparence d'un accord. Ses amis du courant *1*, réunis à déjeuner mercredi, en sont parfaitement conscients. La décision de principe qu'ils ont prise d'organiser leur courant, en se dotant de moyens d'expression et de liaison, témoigne de leur volonté de ne pas se laisser de nouveau prendre au dépourvu par les offensives fabiusiennes. En même temps, les partisans de MM. Mauroy, Jospin et Mermaz voient bien que la dynamique dans laquelle ils s'inscrivent *sert le premier ministre*. La question se pose, pour certains d'entre eux, de savoir s'ils pourront longtemps conserver une identité et une cohérence propres dans le nou*vel « axe majoritaire » qu*'ils appellent de leurs vœux. Cette préoccupation a pesé dans la décision de M. Jospin de préférer la synthèse à l'accord affiché avec *M. Rocard. C'est là un second* indice de la réalité des rapports de force, au sein du PS.

Troisième indice : personne ne se fait d'illusion sur la viabilité du dispositif auquel le comité directeur a accordé, mercredi, une unanimité circonstancielle. M. Fabius et ses amis, intégrés en tant que tels dans les organes de direction, n'ont pas substantiellement accru leur pouvoir dans le parti. Certains jospinistes estiment que leur camp a fait trop de concessions à l'adversaire – et redoutent qu'il ne finisse par obtenir, en mai, le contrôle de la fédération des élus, auquel il a *dû renoncer dans l'immédiat*, – mais les fabiusiens, de leur côté, ne pavoisent pas. En fait, le schéma sur lequel ils étaient partis à la bataille, et qui consistait à s'assu*rer la victoire au sein du* camp mitterrandiste pour, ensuite, contrôler le parti et donc maitriser la candidature présidentielle, a volé en éclats. La conquête du parti, pour eux, *reste à faire*, et M. Fabius l'a indiqué dès mercredi soir en déclarant, sur TF1 : *« Maintenant, il faut poursuivre la rénovation du PS, changer les méthodes. »* Le pouvoir de « rénover » n'ayant pas été donné à M. Fabius, il est clair que ce thème restera une arme de guerre contre ceux qui conservent la maîtrise du PS.

Aussi n'est-il pas étonnant que M. Mitterrand ait confié à certains de ses proches une vision de l'avenir qui prévoit, dans un premier temps – à échéance de six mois *peut-être, – le départ* de M. Mauroy, par exemple vers la présidence de l'Internationale socialiste. Il est intéressant d'observer que ce scénario avait été avancé par les rocardiens, dont le coordinateur national, M. Gérard Lindeperg, voyait en M. Mauroy, la semaine dernière, un premier secrétaire de *« transition »*. Or, pour plus tard, M. Mitterrand, selon certains de ses confidents, envisage la candidature de M. Rocard à la présidence de la République, à condition que les législatives soient gagnées.

Le chef de l'Etat aurait donc renoncé à la perspective d'une candidature Fabius pour la prochaine élection. Il est, de toute façon, évident qu'après l'avoir fait une seconde fois en 1988 au profit de *M. Mitterrand, M. Rocard, désor*mais, ne s'effacera devant personne dans la course à l'Elysée. Entre le président et son premier ministre, tant de fois opposés dans le passé, se sont tissés progressivement, depuis le printemps 1988, des liens à la texture encore fragile mais réelle.

Un début laborieux

La nomination de M. Rocard à Matignon était, en tout cas, moins le fruit d'un rapprochement soudain que le produit d'une approche mutuelle entamée avant l'élection *présidentielle. Ce sont donc deux* hommes qui ont fait un bout de chemin l'un vers l'autre qui se retrouvent ensemble aux commandes de l'exécutif après la réé*lection de M. Mitterrand en 1988.* Pourtant, les débuts seront laborieux, voire difficiles.

La confiance n'est pas spontanée, la compréhension non plus. Un ministre proche du président affirme encore aujourd'hui que, dans les toutes premières semaines du nouveau septennat, l'incommunicabilité entre les deux hommes était telle que le président, un moment, s'est demandé ce qu'il pourrait bien faire pour sortir de cette situation... Le même ministre précise en souriant que les deux hommes ont, peu à peu, mis au point une sorte de « dictionnaire mitterrando-rocardien » qui leur permet maintenant de travailler ensemble. Mais un autre ministre mitterrandiste juge que l'incommunicabilité entre les deux hommes reste une donnée structurelle de la période. M. Mitterrand aurait désormais acquis la conviction que son premier ministre restera pour lui une sorte d'énigme un peu irritante.

Il est certain, en tout cas, que, pendant, *grosso modo*, l'été 1988, le président de la République sera souvent exaspéré, et n'en fera pas *mystère*, par les *interventions de* son chef de gouvernement en conseil de ministres. M. Rocard donne alors son avis sur presque tout, expose sa philosophie politique à chaque occasion. Il faudra attendre l'automne pour que M. Rocard à qui le message sera transmis, notamment par la filière Bianco-Huchon (1) qui, elle, fonctionne bien – modère sa fringale d'expression dans le cadre solennel de la réunion du mercredi matin.

Malgré tout, il arrive encore à M. Rocard de faire en conseil des interventions qui plongent certains ministres dans la perplexité, surtout quand ils songent à l'effet que peuvent provoquer ces interventions sur un président de la République dont tout le gouvernement a, semble-t-il, une peur bleue. Ainsi, à en croire les confidences des ministres, M. Rocard prend-il un jour sur lui d'annoncer au conseil comme une nouvelle de poids l'adhésion à l'Internationale socialiste d'un lointain pays du tiers-monde. Ou bien le premier ministre raconte ses voyages... M. Rocard, qui se plaît à souligner en public ses liens d'amitié avec de nombreux dirigeants socialistes ou sociaux-démocrates à travers le monde, aime à en informer également le conseil des ministres. Très sensible à la qualité des accueils officiels qui lui sont réservés, il se plaît à en souligner le faste, ou la solennité.

L'étranger, source de l'agacement présidentiel

Il arrive que le président réagisse à ces exposés insolites. Ainsi, lorsque le premier ministre, de retour de Yougoslavie, a raconté qu'il a fait sur place le constat de l'échec de l'autogestion, tout en rappelant *que ses liens avec les dirigeants de* ce pays datent de l'époque où, au PSU, il militait pour cette idée, le président lui a suavement répondu, en substance : M. le premier ministre, je vous rappelle que l'autogestion n'a jamais fait partie de nos références communes...

Lorsque M. Mitterrand a tenu publiquement des propos qui pouvaient passer pour une critique de son premier ministre, il s'agissait surtout de la fameuse question sociale et du rôle d'*« aiguillon » du gouvernement que M. Mitter*rand s'est fixé, notamment dans ce domaine. Pourtant, paradoxalement, il semble bien que l'agacement ou l'insatisfaction du prési*dent à l'égard de son* premier ministre s'exerce tout particulièrement à propos des questions internationales. Certes, le premier ministre se veut parfaitement loyal à l'égard de M. Mitterrand et tient à respecter la règle du « domaine réservé » du président. Mais M. Rocard est aussi passionné par les questions internationales et apprécie beaucoup les voyages politiques.

En privé, on admet maintenant à l'hôtel Matignon que la « crise » d'octobre - lorsque tout Paris bruissait des échos d'une disgrâce de M. Rocard – tenait beaucoup au voyage de dix jours que le premier ministre avait effectué au mois d'août dans le Pacifique. M. Mitterrand, qui, dit-on, a dû, pendant ce temps, arbitrer un différend entre deux ministres, s'est, semble-t-il, agacé de tout : du principe même de ce déplacement, de sa durée, du succès qu'il a constitué pour son premier ministre, de cer*taines de ses déclarations (2)... Plus* récemment, lors de l'épisode du cafouillage français sur la livraison d'une centrale nucléaire au Pakistan (lorsque M. Mitterrand a dû, sur place, trancher personnellement), c'est encore à M. Rocard que le président, en privé, s'en est pris en indiquant que M. Rocard devait rendre l'arbitrage et ne l'avait pas fait à cause de son voyage en Inde, qui précédait son *propre déplacement au Pakistan.* Quoi qu'il en soit, il semble difficile pour le premier ministre de satisfaire sa fringale de voyages.

M. Rocard en a probablement conscience. Amis et adversaires s'accordent pour affirmer que *M. Rocard est aujourd'hui* très prudent dans ses rapports avec le président de la République. Ainsi ses plus proches collaborateurs reconnaissent-ils que, pour un Michel Rocard « durci » par ses fonctions, il n'y a désormais plus de « copains à qui on dit tout » dès qu'il s'agit de ses relations avec le chef de l'Etat. L'un des compagnons de route du premier ministre assure même que, sans attendre *l'élection présidentielle, M. Rocard* n'a jamais confié à ses proches la teneur des conversations avec M. Mitterrand qui ont abouti à son retrait de la course à l'Elysée et à sa nomination à *l'hôtel Matignon.* On peut probablement attendre une discrétion comparable, aujourd'hui, sur d'éventuelles conversations entre les deux hommes à propos de l'avenir de M. Rocard.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI ET PATRICK JARREAU

(1) MM. Jean-Louis Bianco et Jean-Paul Huchon, secrétaire général de l'Elysée et directeur de cabinet du premier ministre, entretiennent depuis longtemps des relations très amicales.

(2) M. Rocard avait annoncé avant le Quai d'Orsay qu'un porte-avion français allait appareiller pour le Liban. M. Rocard s'était aussi un peu avancé sur le rôle de la flotte française dépêchée au large des côtes de ce pays.

M. Marcel Debarge : le « partisan »



Le nouveau numéro deux du PS, *M. Marcel Debarge en a « ras la* casquette » (c'est un ancien des PTT) d'être considéré seulement comme un bon gros, dont l'unique spécialité serait d'arrondir les angles *entre* les tueurs du Parti socialiste, voire entre les socialistes et les communistes, lorsqu'il s'agit de négocier les relations électorales.

M. Debarge en a assez d'être perçu comme un professionnel de la petite phrase. *Il* est vrai qu'il n'a pas sa langue dans sa poche, que son parler est populaire et qu'il est doué d'un talent d'invention. Le *« grand écart »* du Parti commu*niste lorsqu'il avait quatre* représentants au gouvernement, c'est une idée à lui. La direction du PCF comparée à *« Popeye... mais sans les épinards »* (1980), c'est encore lui.

Né le 16 septembre 1929 à Courrières (Pas-de-Calais), il est d'origine modeste. Sa mère était, dit-il, *« domestique de château »* et son père mineur comme tous ses ancêtres. La mine, dans la famille, *« cela remonte à la nuit des temps »*. Emigrée à Paris au début de la guerre, la famille Debarge s'est installée dans le dix-neuvième arrondissement, place des Fêtes.

Le jeune Marcel y a fait une scolarité irrégulière à la communale et dans un collège d'enseignement privé jusqu'à ce que, en 1943, il loue ses bras à un paysan du Pas-de-Calais et qu'en *1944 il* revienne à Paris, où, entre deux apparitions au collège, il balaiera les carreaux de marché et les trottoirs des commerçants.

On comprend, dès lors, que la justice sociale soit l'axe de son militantisme politique et le réalisme la meilleure façon de penser. Il se souvient encore d'avoir *« beaucoup eu faim »*, et il dit volontiers : *« Moi, je ne mange pas mon sandwich entre deux nuages. »*

« Anarcho-syndicaliste » dans sa jeunesse, *militant à la CGT, puis* au PSA et au PSU, où il fait la connaissance de Pierre Mendès France, Jean Poperen, Alain Savary, Michel Rocard, il entre, après cette période « gaucho-légale », au nouveau Parti socialiste d'Alain Savary, en 1969. Lors de la création du Parti socialiste d'Epinay en 1971, il se situera, avec Alain Savary, dans la minorité.

M. Debarge *n'est devenu* « majoritaire » auprès de M. Mitterrand qu'en 1977, lors du congrès de Nantes, et il est entré au secrétariat national du PS en 1979, au terme du congrès de Metz.

Après avoir travaillé avec M. Lionel Jospin, il s'est rapproché de M. Fabius, dont il a été le directeur de campagne pour les élections européennes de 1989. Lors de la phase de préparation du congrès de Rennes, il s'est efforcé de maintenir les contacts avec les jospinistes et surtout avec M. Pierre Mauroy, au côté duquel il avait travaillé sans relâche lors des négociations municipales de mars 1989 avec les communistes.

Proche de M. Fabius, ami de M. Mauroy, fidèle de M. Mitterrand, M. Debarge n'est pas, dit-il, un *« courtisan »*. Il est un « partisan » Il aimerait bien que ses qualités soient utilisées au gouvernement. Il n'en a fait partie que quelques semaines, dans la pre*mière équipe de M. Mauroy, en* 1981 et n'avait appris son *« élimination »*, après les législatives de juin, qu'à la lecture du journal.

J.-Y. L.

Le bureau exécutif

Membres titulaires : MM. Pierre *Mauroy, Louis Mermaz, Henri* Emmanuelli, Mme Claire Dufour*, MM. Daniel Vaillant, Bernard Roman, Mme Gisèle Stievenard, M. Claude Allègre* (motion 1) ; *MM. Jean-Marc Ayrault, Michel* Debout (motion 2) ; MM. Gérard Lindeperg, Jean-Claude Boulard, Pierre Brana, Mme Colette Deforeit, MM. Gérard Fuchs, Alain Richard, Daniel Frachon (motion 3) ; MM. Claude Bartolone, André Billardon*, Marcel Debarge, Laurent Fabius, Daniel Percheron, Christian Pierret*, Mme Yvette Roudy, Françoise Seligmann (motion 5) ; MM. Michel Charzat, Pierre Guidoni (motion 7).

Membres suppléants : M. Pierre *Moscovici*, Mme George Pan-Langevin*, MM. Gérard Collomb, Jean Germain*, Mme Geneviève Domenach-Chich, *M.* Gérard Le Gall (motion 1) ; M. Jean-Louis Cottigny* (motion 2) ; Mme Sylvie François*, MM. Jean-Pierre Joseph, Michel Sapin*, Jean-Claude Petitdemange*, Mme Jacqueline Alquier* (motion 3) ; MM. Jean Auroux*, François Bernardini*, Jean-Marcel Bichat*, Mme Frédérique Bredin*, Catherine Mabrut-Lissonde*, *M.* Thierry Mandon* (motion 5) ; Mme Marie-Arlette Carlotti (motion 7).

* : nouveaux membres.

Le secrétariat national

Premier secrétaire : M. Pierre Mauroy (1).

Numéro deux, chargé de la coordination : M. Marcel Debarge (5).

Budget, administration, trésorerie : M. Henri Emmanuelli (1).

Formation : M. Gérard Lindeperg (3)*.

Relations internationales : M. Pierre Guidoni (7).

Entreprises, problèmes de société : M. Michel Debout (2)*.

Ces cinq secrétaires forment le comité de coordination du parti.

Fédérations : M. Daniel Vaillant (1).

Relations extérieures : M. Claude Bartolone (5).

Elections : M. Jean-Claude Petitdemange (3)*.

Information, communication : M. Bernard Roman (1).

Droits des femmes : Mme Yvette Roudy (5).

Affaires sociales, insertion : M. Jean-Claude Boulard (3).

Urbanisme, écologie, collectivités locales : M. Christian Pierret (5)*.

Etudes : M. Pierre Moscovici (1)*.

A ces treize secrétaires nationaux, s'ajouteront treize secrétaires nationaux adjoints. Deux d'entre eux ont déjà été désignés. Il s'agit de M. Charzat (7), chargé du projet, *et de* M. Cottigny (2)*, chargé des entreprises.

Le porte-parole du parti est M. Queyranne (1).

* Nouveaux membres du secrétariat. Le chiffre entre parenthèses fait référence à la motion soutenue lors du congrès de Rennes.

POLITIQUE

Après la réunion du comité directeur du Parti socialiste

Le miracle de la contrition

La rumeur du miracle courait depuis l'aurore : les chefs des différents clans du Parti socialiste, soudain touchés par la grâce du Saint-Esprit, s'étaient réconciliés ! On jurait même qu'ils s'étaient promis de continuer de travailler ensemble. Aussi impossible que parût la chose, au lendemain de ce congrès de Rennes qui avait vu ces messieurs s'empoigner à qui mieux mieux, on assurait que le courroux manifesté par leur père spirituel, l'élyséen François Mitterrand, n'était pas étranger à cette subite métamorphose.

Voulant en avoir le coeur net, les huissiers de la présidence de la République portèrent une attention particulière, mercredi matin 21 mars, au comportement des ministres socialistes rassemblés à l'Elysée pour le rituel conseil des ministres. Ils notèrent en effet quelques signes de détente à l'occasion du petit-déjeuner qui précède les délibérations : les signataires des motions concurrentes acceptaient de se mélanger pour prendre le petit café matinal. Ce détail, confirmé ensuite par le porte-parole du gouvernement, le rocardien Louis Le Pensec, revêtait incontestablement, après les échanges de gracieusetés des jours précédents, une signification politique majeure.

Mais tout le monde attendait surtout de pouvoir scruter le visage du chef de l'Etat. Depuis la veille, chacun savait à quoi s'en tenir sur le sentiment présidentiel. François Mitterrand n'avait pas caché sa colère à son entourage devant le jeu suicidaire des prétendants à son héritage. Il en voulait à chacun d'eux. A Lionel Jospin et à Pierre Mauroy, qui avaient fait preuve, à ses yeux, de trop d'irrésolution après que Laurent Fabius l'eut informé, en 1988, de son intention de briguer la direction du parti. Pourquoi n'avaient-ils pas repoussé tout de suite cette prétention si le style de l'ancien premier ministre les choquait tant ? Il en voulait aussi à Laurent Fabius, qui avait fait trop de surenchères à Rennes en réclamant le contrôle de la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNSER). Il en voulait à l'ensemble de l'état-major socialiste parce que les dégâts du congrès de Rennes menaçaient de ruiner l'acquis de son travail. Il avait même tenu des propos prémonitoires à la veille du congrès : « *Cette bande de petits fonctionnaires*, avait-il dit à l'un de ses interlocuteurs, *mettra trois jours à défaire ce que j'ai fait en vingt ans...* » Pourtant, disait-on, la colère de François Mitterrand restait froide, contenue. Selon ceux qui l'avaient approché le président de la République, fort de son expérience, regrettait surtout que ses successeurs à la tête du Parti socialiste ne mesurent pas bien le risque, s'ils continuaient de se discréditer, de se retrouver un jour minoritaires dans le pays, et pour très longtemps... Seul Michel Rocard semblait épargné.

Quand il prit place à la table du conseil des ministres, François Mitterrand apparut serein. Il eut aussitôt un aparté avec Lionel Jospin, qui siège à sa droite, en tant que ministre d'Etat, numéro deux de l'équipe gouvernementale, et chacun se demanda si le président exprimait, là encore, quelque grief. En vérité, le chef de l'Etat exprimait sa satisfaction de l'armistice conclu dans la nuit par ses chers « éléphants » et prenait rendez-vous avec son ministre de l'éducation nationale pour un entretien plus approfondi. Il régnait une certaine tension dans le salon. Et c'est un silence très lourd qui accompagna les premiers propos du ministre des affaires étrangères lorsque celui-ci évoqua les événements du week-end : « *Dimanche fut une grande journée, forte en émotions...* », dit Roland Dumas en laissant sa phrase en suspens. Tous les ministres retinrent leur souffle. Roland Dumas ne faisait que plaisanter : « *... Je parle, bien entendu*, acheva-t-il, *des élections en Allemagne de l'Est...* » Les sourires furent de soulagement.

Proposition de pèlerinage

Pourtant, au terme du conseil des ministres, tous les scepticismes sur la réalité du miracle n'étaient pas dissipés. Les rocardiens Claude Evin, Jacques Chérèque et Tony Dreyfus, persistaient apparemment à faire bande à part, Pierre Bérégovoy présentait une sombre mine, Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement, sortis au coude à coude, paraissaient vouloir entretenir une alliance privilégiée entre les signataires de la motion 1 et ceux de la motion 7. Le ministre de l'éducation faisait même savoir qu'à la place de Pierre Mauroy il aurait conduit le congrès de Rennes d'une manière différente et parlait de modifier certaines méthodes de travail pour que cette triste expérience ne se renouvelle plus. Si miracle il y avait, il n'excluait pas la persistance des états d'âme...

Tout s'éclaira l'après-midi, au cours de la réunion du comité directeur. Quand on entendit Pierre Mauroy réciter son acte de contrition et Marcel Debarge, l'« éléphant » en chef des cohortes fabiusiennes, promu numéro deux du parti, prier ses amis de ne pas faire grief à Lionel Jospin d'avoir une nouvelle fois ironisé à leurs dépens en s'étant demandé pourquoi l'accord conclu la nuit précédente n'avait pas été accepté à Rennes alors que ses grandes lignes avaient été arrêtées là-bas, on se mit vraiment à y croire. C'est à ce moment-là, d'ailleurs, que l'aimable maire de Chartres, Georges Lemoine, chuchota à son voisin qu'il avait envie de célébrer cette conversion générale à l'évangélisme en organisant dans sa bonne ville un grand pèlerinage : il verrait bien chacun des « éléphants » suivre un chemin de croix en portant une grosse poutre bien lourde qu'on appellerait la croix de Rennes...

Puis, intervinrent ces rabat-joie de Jean-Pierre Chevènement et de Max Gallo qui firent un instant planer le doute sur la volonté générale de synthèse et vendirent la mèche en disant qu'il ne s'agissait que d'une réconciliation en plâtre. C'est Max Gallo, avec ses airs de Vaclav Havel, qui parla de « *replâtrage* » et de « *duperie* ». Et au moment même où, mercredi soir, Pierre Mauroy, réélu premier secrétaire à l'unanimité, prenait sa grosse voix pour assurer solennellement, devant les caméras, qu'il serait le chef « *de tous les socialistes, de tous les militants, de tous les élus* », dans les couloirs de l'annexe du Palais-Bourbon, où se terminait cette cérémonie fraternelle, il ne manquait pas de bonnes âmes pour médire sur l'avenir de leur nouvel état-major : « *Vous imaginez le couple Mauroy-Debarge, à la télévision*, disait un éminent jospinien, *il sera difficile à cadrer par les opérateurs... Et quelle image de la rénovation !* » « *Abominable !* », concluait un autre. La preuve fut ainsi faite qu'il existe parfois des miracles de circonstance...

ALAIN ROLLAT

Le débat sur l'intégration des immigrés

Le FN menace d'abandonner ses responsabilités au conseil régional d'Aquitaine

Le Front national s'apprête à rompre avec la droite au conseil régional d'Aquitaine. Cette défection privera de majorité l'UDF et le RPR, qui détiennent l'exécutif.

BORDEAUX

de notre correspondante

En juin 1988, M. Jean Tavernier (RPR) n'avait été élu président de la région que grâce aux quatre voix du Front national. C'est également grâce à l'extrême droite qu'il dispose actuellement d'une courte majorité d'une voix.

Le 26 mars, le conseil régional doit examiner, en séance plénière, une convention tripartite (Etat, région et municipalités concernées) pour le développement social de quartiers dégradés dans six villes d'Aquitaine, dont Bordeaux. « *Favoriser l'intégration des populations d'origine étrangère* » figure parmi les objectifs de ces opérations. Des objectifs diamétralement opposés à ceux du Front national : « *C'est une pompe aspirante pour l'immigration* », s'insurge le FN. Il accuse en outre la droite de « *mettre en œuvre la politique d'intégration prônée par un gouvernement socialiste* ».

M. Jacques Colombier, chef de file des conseillers régionaux lepénistes, a confirmé, le 21 mars, que son groupe voterait contre le dossier. « *Je remettrai également mes délégations au président Tavernier et je démissionnerai de mon poste de vice-président* », a-t-il précisé. « *A moins*, ajoute-t-il, *que le dossier ne soit retiré ou que ne soit supprimé le paragraphe ayant trait à l'immigration.* » Cette dernière hypothèse est très improbable.

La convention doit être examinée le même jour par le conseil municipal de Bordeaux. Là, les choses sont claires : le Front national siège dans l'opposition à M. Jacques Chaban-Delmas et la municipalité n'envisage pas de modifier l'ordre du jour du conseil. Dans ces conditions, la droite du conseil régional pourrait-elle prendre le risque de se singulariser par rapport à M. Chaban-Delmas en composant avec le Front national ?

M. Tavernier devra donc s'efforcer de continuer à gouverner avec une minorité. A moins de négocier un *modus vivendi* avec le PS. Mais ce dernier a d'ores et déjà fait savoir qu'il ne « *jouerait pas les SAMU* ».

GINETTE DE MATHA

Il faut « arrêter effectivement toute immigration nouvelle »

déclare M. Gremetz (PCF)

M. Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central du PCF, a estimé, mercredi 21 mars à Paris, qu' « *il est de l'intérêt commun des travailleurs français et immigrés, alors que le chômage atteint des proportions dramatiques, d'arrêter effectivement toute immigration nouvelle, sauf pour permettre le regroupement familial* ».

Réaffirmant la nécessité d'« *une véritable politique d'insertion des travailleurs immigrés et de leurs familles* », M. Gremetz a souligné les responsabilités de la France à l'égard des pays du tiers-monde et a demandé « *l'annulation totale de la dette et une coopération mutuellement avantageuse* ». « *Le pillage néo-colonial, l'enfoncement dans la crise par l'intermédiaire de la dette, l'exploitation des peuples par les multinationales : voilà autant de causes de sous-développement et de sources d'immigration* », a souligné le dirigeant communiste.

Il a également dénoncé « *la publicité éhontée faite à Jean-Marie Le Pen* », qu'il a qualifié d'« *homme de la haine et de la violence* (...) *allié aux nostalgiques de la guerre, aux néo-nazis allemands, aux néo-fascistes italiens* ». « *Lourde est la responsabilité de ceux qui, par sordide calcul politicien, organisent sa promotion* », a-t-il ajouté. M. Gremetz présidait, au siège du PCF, une « *rencontre antiraciste* ». Ce parti veut faire du 21 mars, chaque année, la journée nationale contre le racisme.

La restructuration de l'opposition

M. Giscard d'Estaing : « l'union se fera sans bruit »

GRENOBLE

de notre envoyé spécial

M. Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a estimé mercredi 21 mars à Grenoble (Isère) que l'union de l'opposition « *ne doit exclure personne* ». « *On ne doit pas désigner à l'avance ceux qui ont un droit naturel d'appartenir à cette union et ceux qui en sont exclus. Ceux qui partagent les valeurs de l'opposition ont le droit d'en faire partie* », a-t-il déclaré. « *L'union de l'opposition, c'est l'union de toute l'UDF et de tout le RPR ainsi que les formations et les clubs voisins qui partagent nos valeurs. C'est ce qui rend la démarche difficile* », a-t-il répété.

M. Giscard d'Estaing a reconnu qu'un débat existe quant à la forme que doit prendre « *la structure commune de l'opposition* ». Après avoir indiqué qu'il préfère la constitution d'une « *formation commune* » à une « *confédération* » ou à une « *fédération* », il a ajouté : « *Cette conception, il ne faut pas chercher à l'imposer à tout prix, il faut accepter l'idée d'étapes successives.* » « *L'union n'exclut personne, l'union se fera sans bruit puisqu'il s'agit de se comprendre, l'union est aussi patiente et optimiste* », a conclu le président de l'UDF.

G. P.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, vendredi 21 mars, au Palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le service de presse de la présidence de la République a diffusé un communiqué dont nous publions les principaux passages.

● Indemnisation des victimes d'infractions

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant le code de procédure pénale et le code des assurances et relatif aux victimes d'infractions. Comme l'a souhaité le président de la République, il s'agit d'améliorer nettement le dispositif d'indemnisation des victimes d'infractions et d'uniformiser les règles applicables.

Les nouvelles dispositions permettront d'indemniser les personnes de nationalité française, que l'infraction ait été commise en France ou à l'étranger, et les étrangers résidant en France, si l'infraction a été commise sur le territoire national.

Ce nouveau dispositif est conforme à la Convention européenne relative au dédommagement des victimes d'infractions violentes, que la France a signée, et à la jurisprudence de la Cour de justice des communautés européennes.

La procédure applicable à l'ensemble des victimes d'infractions fait intervenir des commissions d'indemnisations placées auprès des tribunaux de grande instance. Elle est améliorée sur plusieurs points, notamment par l'allongement des délais impartis pour pour demander une indemnité. Les victimes d'attentats terroristes conservent le bénéfice des dispositions de la loi du 9 septembre 1986. De plus, le projet accorde la faculté aux associations d'aide aux victimes de se constituer partie civile pour les attentats terroristes.

L'indemnisation du préjudice physique ou moral subi par les victimes d'infractions autres que les actes de terrorisme ne sera plus subordonnée à l'existence de troubles graves dans les conditions de vie causés par l'infraction ; le plafond de l'indemnité, actuellement fixé à 400 000 F, sera supprimé. L'indemnité sera versée par un nouveau fonds de garantie des victimes d'infractions, alimenté par un prélèvement sur les contrats d'assurance de biens.

● Fonction publique territoriale et modification du code des communes

Le ministre de l'intérieur et le secrétaire d'Etat chargé des collectivités territoriales ont présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à la fonction publique territoriale et portant modification de certains articles du code des communes.

Le titre premier modifie certaines règles propres à la fonction publique territoriale : régime disciplinaire, amélioration des procédures de recrutement, de formation et d'avancement. Il tend aussi à une plus grande parité entre la fonction publique territoriale et la fonction publique de l'Etat : possibilité pour les fonctionnaires territoriaux d'accéder aux emplois de direction des musées et des bibliothèques classées, actuellement réservés aux fonctionnaires de l'Etat, institution d'un régime identique de stages, réintégration à l'issue d'une disponibilité, obligation d'une durée de services minimum pour les fonctionnaires nouvellement recrutés.

Le titre second du projet de loi modifie certaines dispositions du code des communes.

La possibilité, jusqu'ici réservée aux maires de Paris, de Lyon et de Marseille et aux présidents de conseil général et de conseil régional de déléguer leur signature à leurs principaux collaborateurs administratifs sera étendue à tous les maires et présidents d'établissements publics intercommunaux.

Les conditions d'incompatibilité entre les fonctions de maire ou d'adjoint et celles d'agent des administrations financières seront assouplies.

● Le corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne

Le ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au corps des ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne.

La création de ce corps de catégorie A dans lequel seront intégrés les électroniciens de la sécurité aérienne marque l'exécution complète de l'accord conclu le 4 octobre 1988 entre l'Etat et la grande majorité des syndicats représentatifs des personnels techniques de la navigation aérienne.

Les ingénieurs électroniciens des systèmes de la sécurité aérienne seront chargés de tâches de maintenance et de supervision technique ainsi que de fonctions d'encadrement, d'instruction, d'étude et de direction d'un service ou d'une partie de service.

● Appellations d'origine contrôlées des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlées des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés.

Les produits d'appellation d'origine contrôlée représentent 45 % de nos vins et 15 % de nos fromages. Mais, au-delà de leur importance économique, ces produits sont les témoins de la tradition culinaire de notre pays et de la richesse de ses terroirs.

Le gouvernement entend favoriser le développement des appellations d'origine contrôlées pour l'ensemble des produits agricoles et alimentaires de tradition.

Ces appellations constituent un atout de premier ordre pour valoriser nos produits, notamment sur le marché unique de la Communauté, et donner aux consommateurs étrangers la garantie d'origine et de qualité qu'ils en attendent.

Le projet de loi vise à harmoniser les procédures de reconnaissance des appellations d'origine contrôlées et à confier à l'Institut national des appellations d'origine le soin de garantir leur qualité, d'organiser leur défense et de promouvoir leur développement.

● L'avenir du service public des postes et télécommunications

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace a présenté au conseil des ministres une communication sur l'avenir du service public de la poste et des télécommunications (*le Monde* du 22 mars).

● Les industries agricoles et alimentaires

Le ministre de l'agriculture et de la forêt a présenté au conseil des ministres une communication sur la politique suivie pour favoriser la compétitivité des industries agricoles et alimentaires françaises.

Les orientations suivantes ont été retenues, dont certaines ont déjà été mises en œuvre :

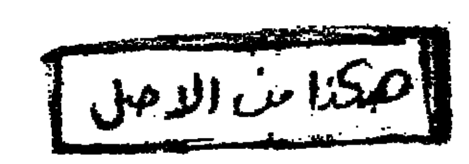
– les industries agricoles et alimentaires doivent pouvoir s'appuyer sur un secteur agricole fort et compétitif, notamment au travers des interprofessions et de liens plus étroits entre les coopératives et les autres industriels ;

– les restructurations en cours seront poursuivies, notamment dans le secteur de l'abattage et de la découpe de viande, dans lequel une concertation a été engagée entre organisations professionnelles, syndicats de salariés et administrations : cette concertation débouchera sur un accord sur l'emploi et la formation en application de la loi du 2 août 1989 sur la prévention du licenciement ;

– les opérateurs financiers seront sensibilisés à l'importance du secteur agroalimentaire pour notre économie, afin de faciliter l'accès de ces entreprises au marché financier ;

– les secteurs de la production et de la distribution seront incités à établir des liens de coopération ;

– les initiatives de la profession dans le domaine de la normalisation et de la certification sont encouragées ;



Un entretien avec le général Schmitt, chef d'état-major des armées

• L'Union soviétique demeure une puissance militaire considérable
• Les forces françaises doivent rester qualitativement à niveau

La France et ses alliés de l'OTAN font leurs comptes : même après un accord de désarmement Est-Ouest, qui reste à conclure, l'Union soviétique demeurera une puissance militaire de premier plan en Europe. Il est clair, dans ces conditions, que l'armée française doit se maintenir qualitativement à niveau, dans le domaine des fabrications nucléaires comme dans le secteur des matériels classiques. C'est l'avis du général Maurice Schmitt, chef d'état-major des armées, dans l'entretien qu'il nous a accordé.

« A un récent colloque de la Fondation pour les études de défense nationale, vous avez dit que vous passiez maintenant par « pertes et profits » le pacte de Varsovie, qui se délita. Voilà un adversaire potentiel de moins pour la France, si l'on prend vos propos au pied de la lettre. Alors, quelles sont les menaces concrètes et précises dirigées actuellement contre la France ?

– La réflexion sur laquelle vous fondez votre question s'inscrivait dans une intervention visant à souligner que l'on ne peut faire un parallèle entre l'alliance atlantique et le pacte de Varsovie.

» Le traité de Washington a été signé le 4 avril 1949 par des pays qui ont estimé qu'il était nécessaire de se regrouper pour opposer un front uni aux entreprises impérialistes de Staline, dont la dernière en date était le blocus de Berlin-Ouest – qui a duré du 24 juin 1948 au 9 mai 1949. L'alliance n'était en rien dirigée contre les malheureux pays qui ont été ensuite regroupés, *nolens volens*, autour de l'URSS au sein du pacte de Varsovie. Il s'agissait d'éviter leur sort.

» Où en sommes-nous aujourd'hui ? M. Gorbatchev constate avec lucidité que le modèle occidental est supérieur au sien, y compris dans le domaine de la défense, l'économie et la défense étant étroitement liées, surtout sur une longue période. Je dis « y compris dans le domaine de la défense », car les dirigeants soviétiques ont jugé bon de consacrer une part très importante de leurs ressources à une formidable accumulation d'armes nucléaires et conventionnelles, et ils ont fait développer chez leurs satellites des forces conventionnelles démesurées (24 000 chars pour l'Occident et 64 000 chars en parc, *avec une production de* 3 000 chars par an en 1987 pour la seule URSS).

La désagrégation du pacte de Varsovie

» L'équipe dirigeante soviétique actuelle s'engage courageusement dans une voie nouvelle. Les gouvernements des pays ex-satellites, aiguillonnés par leurs peuples, tantôt suivent, tantôt précèdent les volontés et pressions populaires. Ce qui conduit effectivement à une désagrégation du pacte.

» Cela étant, on ne peut élaborer des concepts de défense et bâtir des systèmes de forces qu'en se projetant largement dans l'avenir. Sur le *devenir de l'URSS, sa stabilité* future, celle de l'Europe centrale et orientale, on peut échafauder des hypothèses. Mais les handicaps géostratégiques de l'Europe occidentale (faible profondeur et éloignement des Etats-Unis, en particulier) demeureront.

» Chef d'état-major des armées, j'ai le devoir de m'en tenir aux faits. L'Union soviétique, c'est indéniable – et je m'en félicite, – a cessé de tenir un discours agressif. Elle manifeste, en outre, des intentions louables et a commencé à prendre des mesures qui doivent favoriser une évolution vers plus de sécurité en Europe, mais elle constitue à elle seule un bloc considérable qui va du Niémen au Pacifique. Elle restera une grande puissance militaire nucléaire et *classique. Ses équipements seront* moins nombreux mais plus modernes, dans le droit fil de ce que recommandaient au gouvernement soviétique les plus lucides de ses conseillers militaires au début des années 80. Cette puissance doit être équilibrée à l'Ouest par un môle dissuasif suffisant. *« Le vide des armes appelle l'ingérence extérieure »*, nous rappelait récemment le président de la République à Valmy.

» Enfin, dans nombre de pays soumis à la pression intérieure du fondamentalisme et au détriment desquels s'accentuent les déséquilibres démographiques et économiques, existent des forces militaires importantes et modernes qui ne sont prises en compte, pour le moment, dans aucun traité. M. Chevarnadze lui-même le soulignait en ouvrant, le 6 mars 1989, la Conférence de Vienne : *« Au sud de l'Europe et dans le sud-ouest de l'Asie existent des potentiels militaires qui risquent de devenir bien supérieurs aux nôtres. »*

– Pendant des décennies, l'OTAN et la France argumentaient qu'il fallait compenser par la qualité technologique de leurs armes la quantité, jugée hors de proportion, des armements à l'Est. Comment aujourd'hui justifiez-vous ce même effort de sophistication, dès lors que l'URSS et le pacte de Varsovie acceptent de réduire sensiblement le nombre de leurs armes ?

– Depuis toujours, la France a préféré mettre l'accent sur la qualité de ses équipements militaires – performance et fiabilité – plutôt que sur la quantité, s'en tenant, dans ce domaine, à une suffisance raisonnable. Cette tendance a toujours été privilégiée par l'OTAN, même si les Etats-Unis ont développé un arsenal nucléaire et des recherches spatiales à l'égal de l'URSS. Les Soviétiques se sont dotés d'un arsenal surdimensionné (ils le reconnaissent d'ailleurs, voyez les propos récents de M. Arbatov), mais, depuis 1980, leurs efforts portent sur la qualité des matériels. Leurs nouveaux systèmes nucléaires sol-sol mobiles à courte et longue portée (SS-18, SS-24, SS-25), les chars T-72 et T-80, le Mig-29, le sous-marin Akula, me paraissent en tout points comparables à leurs équivalents dans les pays de l'alliance atlantique. Lorsque l'Union soviétique aura effectué les réductions d'équipements résultant des négociations de Vienne, elle disposera – dans la zone située à l'ouest de l'Oural – d'un outil militaire certes moins volumineux qu'aujourd'hui, mais *doté exclusivement de matériels* modernes ! A l'est de l'Oural aussi, d'ailleurs.

» C'est logique, M. Gorbatchev n'a-t-il pas écrit, dans *Perestroïka : « L'Union soviétique fait tout le nécessaire pour entretenir une défense fiable et moderne. C'est notre devoir à l'égard de notre peuple » ?*

» En tant que Français, nous avons les mêmes devoirs envers notre peuple. J'espère très sincèrement que les traités qui seront signés à Vienne aboutiront à une réduction équilibrée des équipements conventionnels à l'Est et à l'Ouest. Mais – sauf à accepter, à l'avenir, de nouveaux déséquilibres, et donc une nouvelle déstabilisation, ce qui me semble inconcevable – nous aurons le devoir de rester qualitativement à niveau... Ce qui n'implique pas la recherche de la sophistication pour la sophistication.

– Dans le nouveau contexte européen, où les nations de l'Est cherchent à renouer le dialogue avec l'Ouest et où une Allemagne unifiée à nos frontières fait reculer d'autant la menace éventuelle représentée par les potentiels militaires de pays voisins de la France, à quoi sert le missile nucléaire préstratégique Hadès, et faut-il maintenir le nombre d'exemplaires à construire ?

– Soyons clairs. Le Hadès a pour objet de crédibiliser la dissuasion stratégique et d'empêcher une agression terrestre. Il n'est en aucune façon dirigé contre les populations d'Europe centrale et orientale. Ça n'a jamais été le cas, et ce n'est pas au moment où les politiques changent, où la démocratie triomphe et où la confiance s'instaure que cela risque de le devenir ! Nos armes sont des armes de stabilisation de l'équilibre géostratégique. Ce sont des armes de paix et non des armes d'emploi. Je suis sûr que les dirigeants de ces pays peuvent le comprendre.

» Cette observation me permet de mettre l'accent sur une évolution très positive des relations avec les pays de l'Est qui se fait jour depuis plusieurs mois. Nous sommes en train d'établir des contacts confiants, parfois amicaux et très prometteurs, avec des pays du pacte de Varsovie, dont l'URSS. Cela me paraît dans l'ordre normal des choses.

Le missile Hadès n'est pas périmé

» Mais il y a aussi les faits, et les faits, ce sont 1 500 lanceurs sol-sol à courte portée soviétiques disposant de plus de 6 000 armes nucléaires. Il faut y ajouter les avions à capacité nucléaire et les vecteurs à longue portée qui peuvent aussi tirer court et avec précision, on l'oublie parfois. Les faits, ce sont les forces classiques actuelles, et surtout celles qui demeureront et seront modernisées.

» Ainsi, le nombre de chars stationnés à l'ouest de l'Oural exigé par l'URSS pour sa seule armée – 14 000 – représente trois fois le potentiel blindé de l'armée allemande lorsqu'elle a envahi l'URSS le 22 juin 1941.

» Nos moyens préstratégiques air-sol et sol-sol, très largement inférieurs en nombre à ceux dont continuera de disposer l'URSS à l'ouest ou à l'est de l'Oural, nous donnent la certitude que, s'il y avait à nouveau un changement d'orientation dans la politique soviétique, ce potentiel conventionnel impressionnant ne pourrait pas pour autant se mettre en mouvement. La dissuasion par constat réciproque, à laquelle fait souvent allusion le général Fricaud-Chagnaud, aura rempli son office.

» Notre concept de défense fait du Hadès, comme de toutes nos *armes nucléaires, une arme* de dissuasion. Ses caractéristiques spécifiques, sa capacité à appliquer des dommages aux cibles exclusivement *militaires de tout agresseur* dans le cadre d'un ultime avertissement, renforcent la crédibilité de la dissuasion exercée par nos armes stratégiques. Cette conception est loin d'être périmée ; il semble même, au contraire, que certains pourraient bientôt s'en inspirer. En définitive, l'existence du Hadès, successeur du Pluton, contribuera au maintien de la stabilité en Europe, et il peut être utile à l'Europe tout entière, comme l'a dit M. Chevènement.

» Enfin, faut-il réévaluer le nombre de Hadès à construire ? Trop d'incertitudes demeurent pour trancher aujourd'hui. C'est un problème sérieux et délicat, abordé ici et là avec une certaine précipitation. J'insiste cependant sur un point : nous sommes dans ce domaine – comme dans celui du stratégique – « hors de proportion » avec d'autres arsenaux ; nous devons conserver une stricte suffisance.

– Les négociations Est-Ouest de Vienne sur le désarmement classique en Europe peuvent aboutir en octobre prochain. On parle de 10 % à 15 % de réduction du côté des pays membres de l'Alliance pour les équipements sur lesquels porte la négociation (chars, véhicules blindés de transport de troupe, artillerie, avions de combat et hélicoptères). La France ne sera pas épargnée par cet accord. Quelles conséquences pratiques en tirez-vous sur l'organisation, l'équipement, c'est-à-dire le format et les missions des forces armées françaises ?

– La France prendra sa part dans les réductions. Cette part devrait, *grosso modo*, se situer dans la fourchette que vous avez indiquée si toutefois les propositions de réductions avancées par les pays occidentaux sont effectivement retenues par les pays du Pacte de Varsovie.

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD

Lire la suite page 10

De la menace à l'évaluation du risque

Une nouvelle règle du jeu

Les états-majors de l'OTAN évitent désormais de parler de la *« menace »* de l'Est, entendue comme un risque réel de guerre en Europe qui résulterait de l'agressivité des Soviétiques. Ce n'est plus de saison, avec le délitement du pacte de Varsovie. Les états-majors alliés préfèrent évoquer *« l'évaluation du risque »*, basée sur l'analyse du potentiel militaire plus ou moins actif installé dès le temps de paix.

Aujourd'hui donc, on comptabilise avec l'espoir de désarmer. On a quitté le domaine des spéculations pour s'en tenir à *celui des faits établis sur* la connaissance des parcs et des performances de matériels détenus des deux côtés. Et, au nom de la vigilance, on conjure les pays de l'OTAN à rester prudents et à ne pas anticiper en baissant leur garde.

Commandant suprême des forces alliées en Europe, le général John Galvin estime que, pour un avenir prévisible et en dépit des réductions unilatérales à l'Est, l'Union soviétique demeure la puissance aéroterrestre la plus importante du monde et qu'elle continue de produire des équipements militaires à un rythme inégalé ailleurs : pas moins de 26 000 chars, 50 000 véhicules blindés d'infanterie et 6 200 avions de combat construits durant la décennie écoulée. Rien que pour les neuf derniers mois de 1989, à l'en croire, la production militaire en URSS *aurait été* le double de celle de l'Ouest.

Dans leurs estimations du risque, les états-majors français *n'échappent pas à la nouvelle* règle du jeu. Ils se placent dans la perspective des résultats probables de la discussion *de Vienne et, à leur manière, ils* font leurs comptes.

En témoignent les deux appréciations suivantes. C'est *le général* Schmitt, dans son entretien avec *le Monde* ci-contre, qui observe que les Soviétiques continueront d'avoir, après Vienne, trois fois plus de chars (14 000) que n'en avait Hitler lors de son attaque contre l'URSS en 1941. *C'est le général Bernard* Norlain, le « patron » de la défense aérienne, qui constate (*le Monde* du 14 mars) que ces mêmes Soviétiques auront conservé, après Vienne, 7 300 avions de combat (dont 5 400 à caractère offensif), soit entre une fois et demie et deux fois l'aviation allemande engagée contre la France en 1940.

A l'OTAN, comme en France, les chefs militaires ne nient pas que l'URSS s'efforce de désarmer : en mars de cette année, les Soviétiques auront retiré de leur zone avancée en Europe – où ils maintiennent encore vingt-sept divisions – 20 % des chars de leurs unités blindées et 40 % de ceux des forces mécanisées. Mais le potentiel installé reste considérable : en janvier 1991, tous les chars seront de modernes T-80, *l'artillerie sera* inchangée et il y aura davantage de véhicules de combat d'infanterie BMP (nouvelles versions).

Un « rendez-vous » en 1991

Bref, les états-majors occidentaux conviennent qu'il faut encourager – et donc accompagner en y prenant chacun sa propre part – le mouvement de désarmement lancé à Vienne, sans confondre pour autant vitesse et précipitation ni jeter prématurément aux orties tout ou partie d'une panoplie de défense qui est précisément l'enjeu de ces négociations.

En France, la programmation militaire en cours, dont les ambitions avaient déjà été rognées l'an dernier, a été conçue de façon à prévoir un « rendez-vous » en 1991 qui permettra au gouvernement et au Parlement de réexaminer leurs engagements antérieurs. La traduction des nouvelles orientations retenues se marquerait, pour l'essentiel, dès le projet de budget de la défense pour 1992, si l'espoir persistait d'une situation géostratégique mondiale éclaircie.

Car une inconnue de taille demeure : la réorganisation des forces soviétiques. *« Nous savons*, explique M. Manfred Woerner, le secrétaire général de l'OTAN, *que l'état-major est en train de redessiner les structures, mais il n'est pas encore arrivé à une conclusion définitive et, à plus forte raison, il n'a pas commencé à la mettre en œuvre. »* Cette restructuration touche à la doctrine (défense et contre-offensive), au déploiement, à la formation et à l'entraînement des unités. *« Elle prendra au moins cinq ans »*, prédit-il.

J. I.

Un entretien avec le général Schmitt

Suite de la page 9

» En effet, les pays du pacte demandent actuellement que soient fixés pour l'artillerie et pour l'aviation des niveaux très nettement supérieurs au total des moyens détenus par les pays de l'alliance. Un accord de désarmement autoriserait ainsi les pays occidentaux à augmenter leurs forces et l'Union soviétique à conserver un avantage en sa faveur s'ils s'en abstenaient. Ce serait paradoxal et inadmissible. J'espère que l'Union soviétique reconsidérera sa position et que le pourcentage de réduction que vous évoquez pourra être retenu pour tous les matériels limités par traité.

» L'accord sur les forces armées classiques en Europe devrait permettre, *une fois exécuté*, de constater l'élimination des déséquilibres considérables qui existent au profit de l'Union soviétique. Nous pourrons procéder sans difficulté majeure aux réductions qui nous incomberont, au prix sans doute d'un certain resserrement du format des forces terrestres et aériennes. Je note au passage que le plan Armées 2000, dont l'exécution est engagée, va déjà dans cette direction. Dès à *présent, nous* réfléchissons à ce que pourrait être le contenu de nouvelles négociations sur le désarmement conventionnel. Pendant la mise en œuvre du premier accord – et cela demandera un certain temps, car les Soviétiques *ont* beaucoup à détruire, – il serait sans doute approprié d'envisager d'appliquer des réductions sur de nouveaux équipements – je pense aux matériels de défense sol-air mobiles, domaine dans lequel les Soviétiques ont une très forte supériorité numérique – et sur de nouveaux éléments qui permettent de juger de la réalité d'une posture défensive – je pense au niveau et à la localisation des stocks de munitions.

» La réflexion sur les systèmes des *forces aéroterrestres* nécessaires au maintien des équilibres en Europe est engagée. Ces forces ne devraient pas s'écarter sensiblement du format Armées 2000. Mais nombre d'inconnues subsistent quant aux tendances politico-militaires qui s'imposeront en Europe à moyen terme. Ma réponse ne peut donc être plus précise.

Un pari sur l'avenir

– Aux Etats-unis se profilent les éléments d'une nouvelle philosophie de la défense :** « Develop and wait. » **Ce qui signifie qu'on intensifie les études-recherches et développements en matière militaire en ne passant à la production en série des matériels que si la menace se précisait. On en attend des économies. La France peut-elle s'inspirer de cette doctrine ?

– C'est exactement l'approche qui a été retenue lors de l'actualisation de la loi de programmation militaire qui est venue devant le Parlement début 1989.

» Par rapport au rythme fixé par la loi de 1987, 45 milliards de francs d'abattements ont été décidés sur la période 1989-1993, ce qui représente environ *10 %* des dépenses d'équipement prévues à l'origine, et ce qui aura des répercussions sur les années suivantes.

» L'accent mis, à juste titre, sur la préparation de l'avenir et l'effort technologique, c'est-à-dire les études-recherches et développements avec, en perspective, une amélioration qualitative des équipements, ne sera évidemment pas sans conséquence sur le rythme des fabrications qui, à court *terme, supportent* l'essentiel des « non-dépenses ». C'est un pari sur l'avenir qui a été fait là.

» Il n'en reste pas moins que les matériels en service au niveau de la France devront toujours être numériquement et qualitativement à la mesure de ceux en dotation dans les pays qui pourraient devenir ou redevenir menaçants. Notre stratégie n'est dirigée contre personne *a priori*. Elle a pour *objet* de dissuader tout candidat potentiel à l'agression ou à l'hégémonie politico-militaire. Son rôle est de surcroît la stabilité d'une Europe véritablement européenne.

– A l'avenir, la défense française ne devrait-elle pas – au nom de la suffisance et de la posture défensive – être fondée sur une nouvelle « triade » : les sous-marins stratégiques lance-missiles (pour la dissuasion), une force d'action rapide interarmées plus « musclée » (pour maîtriser les crises), et la marine, donc les porte-avions (pour la projection des forces) ?

– Suffisance et posture défensive sont déjà, depuis longtemps, des principes gouvernant notre concept de défense. Ils ne sauraient donc, à eux seuls, faire évoluer significativement l'outil militaire correspondant. L'évaluation des risques potentiels à moyen et à long terme doit compléter la démarche.

» Il est clair que nos forces nucléaires stratégiques et préstratégiques doivent être maintenues au niveau requis de suffisance, de crédibilité et de fiabilité.

» Il me paraît tout aussi clair que les moyens des trois armées nécessaires, hors d'Europe, à la protection de nos intérêts et de nos concitoyens dans un contexte visant toujours au maintien de la paix, de la liberté et de la stabilité, doivent être maintenus et même modernisés, et je suis heureux que vous fassiez référence aux porte-avions, tout en soulignant que d'autres moyens auraient mérité d'être cités.

Une programmation militaire révisée en 1991

» Mais si les moyens de « gérer des crises », pour reprendre une expression devenue à la mode, sont tout à fait nécessaires hors d'Europe, il ne faut pas oublier que des crises peuvent survenir aussi en Europe et que, pour qu'elles ne dégénèrent pas, il faut éviter que ceux qui disposeront toujours de la force ne soient tentés de s'en servir. Nous devrons, en Europe, avoir toujours – comme nos partenaires – les moyens d'honorer les traités auxquels nous sommes partie (traités de Washington, de *Bruxelles et de l'Elysée*), *sans* parler des accords à trente-cinq qui se profilent à l'horizon.

» Enfin, il me semble que la défense du territoire (terrestre, aérienne, et approches maritimes) devra requérir de plus en plus notre attention.

» Il faut savoir en permanence *se remettre en question, mais pas* pour autant changer pour le plaisir de changer. Tout changement coûte très cher en lui-même. Je constate actuellement à l'étranger de plus en plus de compréhension, et même d'approbation, à l'égard de notre concept de défense. Il faut se donner le temps de la réflexion, le temps de voir vers quelles situations conduiront les bouleversements en cours avant de décider *d'amender un plan* Armées 2000 dont la mise en application débute et qui va dans la bonne direction, celle d'un resserrement de nos structures d'état-major et de l'amélioration des capacités opérationnelles de nos forces. La loi de programmation qui engage le Parlement pour 1990 et 1991 doit être réévaluée en 1991. Ce sont des échéances qui me paraissent raisonnables, *compte tenu des négociations* (START, chimique, conventionnel) en cours en 1990 et des événements qui peuvent encore se produire au cours de cette année. »

Propos recueillis par
JACQUES ISNARD

□ **Nomination au Conseil supérieur de la fonction militaire.** – Par arrêté du ministre de la défense au *Journal officiel* du mercredi 21 mars, le contrôleur général des armées Jacques Bonnetete a été reconduit dans ses fonctions de secrétaire général du Conseil supérieur de la fonction militaire, réorganisé l'an dernier par M. Jean-Pierre Chevènement.

[Né le 7 novembre 1931 à Beyrouth, Jacques Bonnetete sert comme officier d'infanterie en Extrême-Orient et il sera fait prisonnier au Nord-Laos en 1954. Il sert en Algérie et en Allemagne fédérale, puis à l'état-major de l'armée de terre en 1970. C'est en 1972 qu'il rejoint le corps du contrôle général des armées, où il s'occupera notamment du personnel, puis des économies d'énergie. En 1984, il est chef de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et, en 1988, il est au département du contrôle des organismes constitutifs des forces. En février 1989, il devient secrétaire général du Conseil de la fonction militaire, qui sera réformé par le ministre de la défense après la « crise » des gendarmes.]

Journée « portes ouvertes » à la cour d'appel et dans les tribunaux de Paris

Les modes d'emploi de la justice

Dimanche 25 mars, de 10 heures à 19 heures, le Palais de justice de Paris accueillera le public pour une « journée portes ouvertes » organisée par la cour d'appel, le tribunal de grande instance, les tribunaux d'instance, le tribunal de commerce et le conseil des prud'hommes de Paris. Cette manifestation, destinée à « présenter et expliquer le fonctionnement de la justice », se déroulera avec la participation du barreau de Paris, de la chambre des avoués, la chambre des notaires, la chambre des huissiers et l'Union des experts près la cour d'appel de Paris.

« Pourquoi ouvrir le dimanche ce qui est ouvert toute la semaine ? ». En lançant cette boutade, un magistrat soulignait malicieusement ce qui peut apparaître comme un paradoxe. Rendue *« au nom du peuple français »* en audience publique, après un procès contradictoire, la justice ne devrait pas avoir besoin d'ouvrir toutes grandes des portes que la loi lui interdit de clore. Pourtant, derrière *cette apparente transparence* se cache une institution des plus opaques. L'accès à la justice se fait par des méandres compliqués qui mènent à un domaine où les initiés parlent un langage abscons et où tout semble se dérouler avec la plus *extrême lenteur. Même s'il s'agit là* d'une vision caricaturale, elle est si bien partagée par une partie du public que les autorités judiciaires parisiennes ont jugé nécessaire *« d'expliquer le fonctionnement de la justice en allant au-devant des usagers »*, selon la formule utilisée par les organisateurs.

Mme Myriam Ezraty, premier président de la cour d'appel de Paris, estime qu'il faut *« expliquer le déroulement de la justice »* en permettant aux visiteurs de *« faire connaissance »* avec un juge, un procureur, un avocat, un huissier ou un expert afin de savoir *« qui est qui »*. Il ne s'agit pas seulement de curiosité. Le recours à la justice est de plus en plus fréquent et chacun peut avoir à s'en approcher, *que ce soit pour un divorce*, un conflit de voisinage, un vice de construction ou un défaut de fabrication. Mme Ezraty en tire cette déduction : *« Il ne faut pas être un infirme du droit. »*

Le visiteur se verra donc proposer plusieurs *« circuits »* qui constituent des *« modes d'emploi de la justice »*. Des panneaux commentés, des animations vidéo et des *réunions dans les salles* du Palais seront consacrés à cinq thèmes principaux : la famille et les mineurs, le droit du travail, le droit de la consommation et du logement, le pénal, l'aide judiciaire et le droit des victimes. Enfin, au tribunal de commerce seront données des informations pratiques liées à la vie de l'entreprise, à *la concurrence* et au crédit. En outre, des forums se tiendront dans les salles d'audience et à la cour d'assises où les *« usagers de la justice »* pourront interroger des magistrats sans hermine, et une urne sera même destinée à recevoir les questions écrites.

Le lendemain, les portes, comme chaque jour, seront toujours ouvertes. Rendus à leurs fonctions, les cours et les tribunaux siégeront *comme à l'habitude* avec peut-être dans les yeux du public un autre regard pour le juge. Mais l'expérience pourra aussi profiter aux gens de robe : *« Ce sera pour nous tous magistrats l'occasion d'une prise de conscience*, ajoute Mme Ezraty. *Le public nous rencontrera et nous rencontrerons le public dans des conditions moins difficiles que depuis l'estrade. »* Le 8 janvier 1990, M. Pierre Drai, premier président de la Cour de cassation, ne disait pas autre chose lorsque, s'adressant à ses collègues lors de la rentrée solennelle de la haute juridiction il leur déclarait : *« Evitons aux juges de fuir frileusement leurs responsabilités. C'est en se maintenant pleinement dans la cité, au milieu de leurs concitoyens, au contact des misères et des injustices et non en se retirant dans une néolithique tour d'ivoire que les juges percevront mieux et pèseront au plus juste les droits mais aussi les devoirs de chacun. »*

MAURICE PEYROT

Le palais sur 3615

Pour compléter son ouverture vers le public, la cour d'appel de Paris a mis en place un service minitel accessible par le 3615, code « Justice Paris ».

Pour 1,37 F la minute de consultation, la cour d'appel, qui prend pour l'occasion le titre de « directeur de la publication », propose plusieurs « pages écran » consacrées à la justice « portes ouvertes ». Avant de devenir une « banque de données » sur les procédures judiciaires, Justice Paris offre de nombreux renseignements pratiques sur tous les tribunaux du ressort de la cour d'appel de Paris dont Fontainebleau, Meaux, Evry, Sens, Créteil et Auxerre.

Enfin ce service dispose *d'une sorte de messagerie car une « boîte à idées »* est à la disposition du public, qui est invité à utiliser le clavier du minitel pour faire part de ses *« remarques, commentaires, suggestions et…critiques »*.

M. P.

L'instruction pour crimes contre l'humanité visant René Bousquet va être ouverte

La chambre criminelle de la Cour de cassation a désigné, mercredi 21 mars, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris pour instruire les faits de crime contre l'humanité reprochés à René Bousquet, secrétaire général pour la police de Vichy, du 18 avril 1942 au 31 décembre 1943. Cette décision fait suite à la plainte avec constitution de partie civile déposée, le 13 septembre 1989, par Me Serge Klarsfeld et Charles Libman au nom de l'association Les Fils et Filles des déportés juifs de France (FFDJF).

[Né le 11 *mai* 1909 et aujourd'hui âgé de quatre-vingts ans, René Bousquet fut condamné après la Libération par la Haute Cour de justice à cinq années de dégradation civique, mais il fut immédiatement relevé de cette peine. Il fit après la guerre une brillante carrière à la Banque d'Indochine et fut administrateur de nombreuses sociétés, parmi lesquelles la compagnie UTA.

La plainte de Me Klarsfeld et Libman s'appuie sur un fait nouveau : fin août 1942, René Bousquet a fait annuler plusieurs dispositions réglementaires mettant à l'abri des rafles certaines *catégories d'enfants juifs* en fonction de leur âge. Jean Leguay, décédé le 2 juillet 1989, qui fut le subordonné de Bousquet en tant que délégué en zone occupée du secrétaire général pour la police, avait été inculpé de crime contre l'humanité, à deux reprises, en 1979 et en 1986.]

□ **Un conseiller général de La Réunion condamné pour corruption active.** – M. Samuel Carpaye, conseiller général (divers droite) de La Réunion et son frère Edouard ont été condamnés, mardi 20 mars, à quatorze mois de prison dont douze avec sursis et 200 000 francs d'amende pour corruption active. Propriétaire d'une entreprise de transport, les deux hommes avaient été arrêtés en juillet 1989 alors qu'ils remettaient un pot-de-vin de 230 000 francs au maire de Salazie, M. Hilaire Maillot (divers droite) afin d'obtenir un marché de ramassage scolaire.

Vingt-cinq ans après, les confidences du juge d'instruction de l'affaire Ben Barka

Le mépris et l'affront

Au bout d'un quart de siècle, l'affaire Ben Barka paraît installée parmi les énigmes de l'Histoire. Déjà, il y a quelques années, M. Alain Decaux avait pris plaisir à la raconter sans pouvoir y apporter, malgré tout, cette conclusion éblouissante dont rêvent, au terme de *leur recherche, l'historien* comme le juge. Aujourd'hui, avec en sous-titre « Justice et politique », c'est Charles Villeneuve qui prend la relève et ouvre un nouveau chapitre de sa série « Le glaive et la balance », que diffusait, mercredi 21 mars, M 6.

Sans doute, ce récit d'une heure, bien agencé même s'il n'était pas *forcément nécessaire d'y introduire* les séquences du film de fiction *l'Attentat* qu'Yves Boisset fera de l'affaire, ne dit pas qui a tué Ben Barka, ni pourquoi, ni où, pas plus qu'il ne dévoile le lieu où dut être enseveli le corps. Ce n'était ni sa *prétention, ni son objet*. Charles Villeneuve, avec le concours de Me Daniel Soulez-Larivière, entendait surtout montrer les difficultés que peut rencontrer la justice *chaque fois qu'on lui donne à connaître* d'un dossier que la classe politique a tout intérêt à tenir sous le boisseau.

Pour les servir dans leur dessein voilà de plus que le magistrat qui fut chargé d'instruire ce dossier, *M. Louis Zollinger*, aujourd'hui à la retraite, a, pour la première fois, consenti quelques déclarations qui, sans être fracassantes, ne sauraient laisser indifférent, à commencer bien sûr par ce coup de téléphone d'un conseiller du général de Gaulle *l'assurant, au plus fort* de la bataille, que le président de la République le chargeait de lui dire qu'il suivait avec intérêt ses efforts et se déclarait tout prêt à l'aider.

Pour comprendre le sens d'une telle intervention il faut, comme le fait le film, remettre en mémoire, fût-ce sommairement, les principales données *de l'affaire Ben Barka* et le retentissement qu'elle connut dans la vie politique de 1965.

C'est le vendredi 29 octobre de cette année-là, vers 12 h 30, devant la brasserie Lipp, boulevard Saint-Germain à Paris, que deux hommes, porteurs de cartes de police, invitaient *Mehdi Ben Barka* à monter à bord d'une voiture pour le conduire auprès d'une haute personnalité qui l'attendait. Ces deux hommes sont deux policiers authentiques, Louis Souchon, inspecteur principal, et Roger Voitot, son subordonné.

Fregoli et Scapin

Que font-ils dans une pareille aventure alors qu'ils appartiennent à la brigade mondaine ? Ils rendent tout simplement service à Antoine Lopez, *chef d'escale* à l'aéroport d'Orly, mais surtout honorable correspondant du SDECE, le service de contre-espionnage de l'époque qui, d'ailleurs, va monter avec eux dans cette voiture. *Lopez*, du premier au dernier jour, ce sera, dans cette affaire, le Fregoli et le Scapin. Il y a quelques années, il promettait des révélations. Aujourd'hui il ne paraît plus y songer…

Voilà donc Mehdi Ben Barka, l'un des dirigeants de l'Union des forces populaires du Maroc, opposant au régime de Hassan II, mais surtout chef de file du tiers-monde, secrétaire général de la Conférence tricontinentale qui doit s'ouvrir *prochainement à Cuba, dans une* villa de Fontenay-le-Vicomte, dans l'Essonne. Le propriétaire en est un « truand » parvenu à l'âge de la « retraite », Georges Boucheseiche. Il a des intérêts au Maroc. Autour de lui gravitent d'autres truands, Julien Le Ny, Roger Dubail, Jean Palisse.

Voici réalisé ce que l'on peut appeler un enlèvement. En dehors de la victime et de ses ravisseurs, il n'y eu aucun témoin. Un jeune étudiant ami de Ben Barka est prié de disparaître au plus vite, mais l'étudiant signale ce qu'il a vu. La nouvelle bientôt se répand. La famille de Ben Barka porte plainte. Il reste à chercher. Ce ne sera pas facile. Chacun va, en effet, jouer sa partie.

La police officielle a appris, sans joie, le rôle joué, dans cette opération, par deux de ses membres, fussent-ils de second rang. Le *SDECE n'est pas davantage ravi* de découvrir que son « honorable correspondant » Lopez a joué dans cette partie un rôle étrange faisant le jeu des Marocains de Rabat sans alerter sa propre hiérarchie en la personne de Marcel Leroy-Finville, *son officier traitant*, de ce qui se tramait depuis la venue à Paris de Ben Barka. Et si, comme le soutiendra Lopez, celui-ci a rendu compte exactement, comment les services secrets ont-ils pu demeurer passifs à ce point et ne pas intervenir *pour empêcher une opération* dont le déroulement déjà faisait apparaître qu'elle ne pouvait que bien mal s'achever ?

Car, à peine le leader marocain reçu à la villa du truand Boucheseiche, Lopez, revenu à Paris avec les deux policiers, appelait à Rabat le ministre de l'intérieur, le général Oufkir, et le chef de la Sûreté, Ahmed Dlimi. Il leur faisait savoir que *« l'invité est arrivé »*. Les deux hommes prenaient, chacun de son côté, un avion, débarquaient le soir même à *Orly et c'est Lopez* qui conduisait Oufkir à Fontenay-le-Vicomte.

On n'a jamais su ce qui se passa exactement dans cette villa. Il y aura malgré tout, donné par l'un des personnages de l'affaire, *Georges Figon*, un récit que publiera *l'Express*. Il décrit un Oufkir jouant du poignard, torturant Ben Barka – pour lui arracher quel secret ? C'est une question. Pour le forcer à rentrer au Maroc où l'on a dit que Hassan II souhaitait *son retour* ? *Pour, au contraire*, empêcher un retour que pouvait redouter Oufkir ?

Peu de temps après, Georges Figon, repris de justice fascinant, ami de Marguerite Duras, habitué de Saint-Germain-des-Prés, sera trouvé mort à Paris dans un studio du dix-septième arrondissement. Suicide ? C'est la version officielle. Elle fut, à l'époque, vivement contestée, et l'on ironisa sur elle autant qu'on *l'avait fait*, avant la guerre, sur celle du suicide de l'escroc Stavisky. Aujourd'hui pourtant, Louis Zollinger nous dit, lui, qu'il croit au suicide, que la personnalité de Figon autorise cette hypothèse et, surtout, le récit qui lui fut fait par les policiers. Ou alors, dit-il dans un demi-soupir, *« c'est vraiment que j'aurais eu affaire à des gens très forts »*.

Ce que, en *revanche*, Louis Zollinger a mal supporté, c'est la manière dont il fut constamment contrarié dans sa tâche par tous les organismes impliqués. Alors que *les inspecteurs* Souchon et Voitot avaient avoué à leurs *supérieurs* leur rôle dans l'enlèvement, fait état de l'intervention de Lopez auprès d'eux, ces déclarations *essentielles furent dissimulées* à Louis Zollinger jusqu'au 14 novembre 1965, et, quand on lui dit : *« alors, le directeur de la police judiciaire vous a menti ? »*, il répond, en homme courtois : *« Il ne m'a pas dit la vérité. »*

La méchante humeur du général

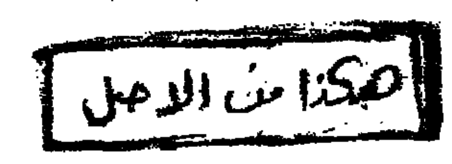
Même lorsque la présidence de la République fera *savoir* qu'elle a donné des instructions à tous les échelons pour que tout soit dit à la justice, le juge éprouvera les mêmes difficultés. Il se heurtera au silence de Lopez, aux cachotteries de son chef hiérarchique et à l'inertie du patron du SDECE, le général Jacquier, qui sera limogé au conseil des ministres du 26 février 1966 tandis que Georges Pompidou, premier ministre, s'entendra dire par un Charles de Gaulle de méchante humeur : *« Vous ne tenez pas en main vos services ! »*

L'enquête de Charles Villeneuve ne répond pas, bien sûr, à toutes les questions. Elle montre même que, selon les interlocuteurs, les sentiments, aujourd'hui encore, peuvent varier. Tandis que ceux qui furent partie civile pour la famille Ben Barka croient à une opération montée depuis Rabat pour récupérer l'opposant marocain sur l'ordre du roi, Louis *Zollinger*, lui, pense qu'il a pu s'agir d'une entreprise organisée au Maroc mais à l'insu de Hassan II, qui se contenta ensuite de la couvrir.

Lorsque, enfin, on lui rappelle qu'il clôtura le dossier au bout de six mois, il répond très simplement : *« Je ne pouvais plus rien ajouter. Toutes les portes étaient fermées, tous les verrous poussés. »*

Il lui reste le réconfort de ce coup de téléphone de la part de Charles de Gaulle, il l'avait gardé secret. Il assure, aujourd'hui, que cet appel lui donna *« beaucoup de force »*. Mais si le juge avait connu le mépris, le général, lui, avait ressenti l'affront.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE



SOCIÉTÉ

Lutte contre le sida : le docteur Mann explique les raisons de sa démission

« L'action du directeur général n'est pas à la hauteur des principes érigés par l'OMS »

Le docteur Michael Merson, directeur du programme de lutte contre les maladies diarrhéiques à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a été nommé, mercredi 21 mars, directeur par intérim du programme de lutte contre le sida *(nos dernières éditions du 22 mars).* Il remplace à ce poste le docteur Jonathan Mann, qui avait démissionné de ce poste vendredi 16 mars en raison de graves *« divergences »* avec le directeur général de l'OMS, le docteur Hiroshi Nakajima (*le Monde* daté 18-19 mars).

Agé de quarante-quatre ans, le docteur Merson, de nationalité américaine, est fonctionnaire de l'OMS depuis douze ans. Il sera assisté du docteur Walter Dowdle, également de nationalité américaine, qui est actuellement directeur adjoint des centres de lutte contre le sida à Atlanta (Georgie). Le docteur Merson prendra ses fonctions le 26 mars, afin, précise l'OMS, d'assurer *« une transition harmonieuse avec le docteur Jonathan Mann »* dans l'attente de la nomination d'un nouveau directeur.

Dans un entretien accordé au *Monde,* le docteur Jonathan Mann explique les raisons qui l'ont poussé à démissionner et évoque, en particulier, le rôle *« paralysant »* joué par le directeur général de l'OMS. Cet entretien a eu lieu avant la désignation du docteur Merson comme directeur par intérim.

« Le manque d'engagement du directeur général dans la mise en œuvre du programme mondial de lutte contre le sida était devenu pour moi une question fondamentale, explique le docteur Mann. *Une telle attitude, au moment où l'épidémie de sida ne cesse de s'étendre, avait pour conséquence de paralyser complètement nos efforts. On ne peut pas lutter contre le sida comme contre n'importe quelle autre maladie. Cela, le directeur général n'a jamais voulu l'admettre, et j'en tire aujourd'hui les conséquences. »* Ces propos très durs à l'encontre du directeur général de l'OMS peuvent surprendre, dans la mesure où l'on n'était guère habitué, depuis de nombreuses années, à entendre un haut responsable de l'OMS « parler vrai ». Décidément, le sida aura changé bien des mentalités, même au sein de cette vénérable institution internationale.

« Il est aujourd'hui pratiquement impossible de transformer les mots en actions concrètes, affirme le docteur Mann. *Comme si, par exemple, les déclarations de l'Assemblée mondiale devaient rester lettre morte, au stade des bonnes intentions. Prenons, par exemple, le problème des droits de l'homme. Il y a quatre mois, j'avais proposé au directeur général d'envoyer à tous les Etats membres de l'OMS un message leur rappelant la résolution de l'Assemblée mondiale contre toute forme de discrimination et les invitant, au cas où leur législation ne serait pas conforme avec ces principes, à la changer. A ce jour, ce projet de texte est toujours sur son bureau. Fondamentalement, nous ne partageons pas la même conception de la défense des droits de l'homme. D'ailleurs, qu'a fait le docteur Nakajima dans ce domaine depuis son arrivée à la tête de l'OMS ?*

» Prenez un autre exemple, celui de l'accès aux médicaments. Cela fait longtemps que je pense que l'OMS devrait assumer le leadership, jouer un rôle de premier plan pour s'assurer que les médicaments et un éventuel vaccin contre le sida soient disponibles pour tout le monde, et pas seulement pour les riches. C'était le sens de la déclaration adoptée en mai dernier par la commission globale sur le sida à Brazzaville. Depuis, plus rien. A maintes reprises, j'ai supplié le directeur général – j'emploie le mot à dessein – pour qu'il entame une action en ce sens. Aucune, aucune, aucune réaction ! Les grands principes, c'est bien, encore faut-il savoir les mettre en œuvre. »

« Un mur administratif »

S'agissait-il, comme on l'insinuait ici où là, d'un simple problème de rivalité entre les deux hommes, l'un d'eux, le docteur Mann, bénéficiant d'un vaste écho auprès des médias ? *« A chaque fois que le docteur Nakajima demandait à me voir, je le voyais. Souvent je lui demandais un entretien et rarement il m'accordait ce privilège,* affirme le docteur Mann. *Il y a des choses qu'un simple directeur de programme ne peut pas faire à la place du directeur général de l'OMS. Le fond de notre différend est peut-être avant tout d'ordre philosophique.*

» L'action du directeur général n'est pas à la hauteur des principes érigés par l'OMS. Je le répète, c'est une question fondamentale d'engagement. Je pourrais multiplier les exemples où en définitive un mur administratif a eu comme effet, sinon comme objectif, non pas simplement de ralentir mais parfois de bloquer les actions qu'il convenait d'entreprendre. Alors on peut parler de concurrence entre nous... C'est peut-être le cas. Ce que je sais, c'est qu'on pouvait par d'autres moyens éviter d'entraver l'action du programme mondial pendant deux ans. »

Le docteur Mann se déclare par ailleurs convaincu que, s'il était resté à l'OMS, il aurait été reconduit à son poste à l'expiration de son mandat actuel, en juin. Son attitude à l'égard des autorités américaines, à propos de la prochaine conférence mondiale sur le sida qui doit avoir lieu à San-Francisco n'était-elle pas une des raisons de la discorde ? *« Je peux vous dire ce que j'ai fait pour essayer de faire fléchir les autorités américaines, que j'ai vues là-bas au cours de trois voyages successifs,* répond-il. *En revanche, je serais incapable de vous dire ce qu'a fait le docteur Nakajima pour résoudre ce problème. De deux choses l'une, ou bien il n'a rien fait, ou bien il a eu ses propres contacts, mais il ne m'en a rien dit. »*

Le docteur Nakajima était-il en désaccord avec un éventuel boycottage de la conférence de San-Francisco, évoqué à plusieurs reprises publiquement par le docteur Mann ? *« Je crois, sans en être absolument certain, qu'il ne voulait pas envisager cette hypothèse. Mais encore une fois, il s'agit de mettre ses actes en conformité avec ses paroles. »*

FRANCK NOUCHI

Une profession mal à l'aise

Psychologues en grève

Les psychologues sont comme leurs clients : ils ont des problèmes, pour ne pas dire des états d'âme. Quatre de leurs syndicats organisent, vendredi 23 mars, une journée d'information et d'action. Le tout appuyé par une grève. Du jamais vu dans la profession.

Celle-ci, il est vrai, est encore jeune – le Syndicat national des psychologues (SNP) fête son quarantième anniversaire, – fortement féminine – les trois quarts des 20 000 diplômés en exercice sont des femmes – et fort peu syndicalisée environ 10 %. C'est aussi une profession éclatée. La plupart des « psy » sont salariés dans la fonction publique ou dans le privé. Mais 8 000 sont installés à leur compte et beaucoup sont vacataires. On les rencontre dans les hôpitaux, dans une foule d'établissements dits sanitaires et sociaux, dans le monde du travail, dans les écoles et jusque dans les prisons.

Un marché très encombré

Bref, ils sont partout, dépistant, conseillant, orientant, testant ou soignant, mais travaillant *souvent à temps partiel,* modestement rémunérés et fréquemment considérés *comme de simples auxiliaires. « La société se passionne pour la psychologie, cette nouvelle approche de l'homme,* explique Emmanuel Garcin, secrétaire général du SNP, *mais les pouvoirs publics nous ignorent. Et nous vivons mal ce paradoxe. »*

Autrement dit, les « psy », qui passent le plus clair de leur temps à écouter les autres, voudraient bien qu'on les écoute, qu'on reconnaisse la valeur de leur formation, le sérieux de leur pratique et l'autonomie de leur corporation. Durant des décennies ils ont lutté pour obtenir un statut. C'était l'époque héroïque où le corps médical les poursuivait pour exercice illégal de la médecine. Sur ce front ils ont obtenu un armistice.

En 1985 une loi a enfin reconnu que le titre de psychologue serait désormais réservé aux titulaires d'un diplôme universitaire de haut niveau. Vingt-cinq universités préparent aux métiers en délivrant des Diplômes d'études supérieures *spécialisées* (DESS) *ou* des Diplomes d'études approfondies (DEA). Parfait, mais les « psy » *attendent depuis cinq* ans les décrets permettant l'application effective de la loi *et ils s'impatientent.* Actuellement, n'importe quel charlatan peut encore apposer une plaque *sur* sa *porte et* attendre le client. Il y a peu de chance qu'il *réussisse* car le marché *est très encombré, mais le ris*que existe. D'autre part, les « psy » voudraient bien trouver *leur place dans les hôpitaux et* dans les écoles. Or, dans un cas ils marchent sur les plates-bandes des médecins, dans l'autre sur celles des enseignants.

Alors, ils profitent des négociations engagées avec Claude Evin, le ministre de la santé, sur leur statut hospitalier pour engager le fer. N'exagérons rien. Quelques centaines de professionnels se réuniront à la Bourse du travail à Paris. D'autres se feront entendre, ici ou là, dans les établissements de province. La grève restera fort symbolique. Quant à manifester dans la rue il n'en est pas question. Les « psy » préfèrent le colloque singulier aux mouvements de foule. Pour convaincre, ils comptent évidemment sur l'esprit de finesse plus que sur la tactique du poing sur la table. Psychologie d'abord...

MARC AMBROISE-RENDU

IMMIGRATION

Le fonds d'action social précise ses objectifs

M. Hubert Prevot, secrétaire général à l'intégration et président du *FAS* (Fonds d'action sociale pour les travailleurs immigrés et leurs familles), a précisé, mercredi 21 mars les projets de cet établissement public pour 1990.

M. Prevot a précisé que la FAS *devrait diminuer* sa participation *(« 400 millions de francs, ce qui est beaucoup »)* au financement des *foyers* d'immigrés. Mais les organismes gestionnaires, a-t-il ajouté, se sont engagés à « réhabiliter » ces logements collectifs, l'amélioration de leur qualité devant *« justifier une hausse progressive des loyers ».*

Le FAS va également développer sa politique de contrôle, engagée il y a trois ans, des résultats des organismes qu'il subventionne, en vue de renouveler ou non leur financement. Celui-ci pourrait désormais être lié à une sorte *d'« obligation de résultat »,* de *« réussite sociale »,* a indiqué M. Prevot. De même, le FAS a l'intention de développer sa politique de *« conventions pluriannuelles »,* avec les villes notamment, pour mettre en place une *politique générale* de l'insertion (logement, éducation, formation professionnelle...).

M. Prevot, qui coordonne la politique d'intégration du gouvernement, a été nommé à la tête du FAS fin février. Cet établissement, qui gère 1,3 milliard de francs et subventionne trois mille organismes (associations, collectivités locales...), s'est en même temps ouvert plus largement à des *« personnalités qualifiées »* issues de l'immigration et a accentué sa décentralisation.

EN BREF

□ **Le patron d'un ouvrier électrocuté condamné.** – Le tribunal correctionnel de Sarreguemines (Moselle) a condamné à un mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende *le patron* d'une entreprise de couverture dont un ouvrier avait *été* accidentellement électrocuté. *Lors de l'accident,* le 18 mai 1989, la victime travaillait sur une échelle métallique à proximité *d'une ligne* à haute tension des Houillères du bassin de Lorraine. Le tribunal a estimé que l'*employeur aurait dû* demander la mise hors tension de la ligne.

□ ***Le recours de Jean-Philippe* Casabonne rejeté.** – Le tribunal constitutionnel espagnol a rejeté, mercredi *21 mars,* le *recours* déposé en décembre dernier par Jean-Philippe Casabonne, après sa *condamnation* en décembre 1988 à six ans de prison pour avoir hébergé, selon la justice espagnole, *deux membres* présumés de l'ETA. L'étudiant français, qui s'est toujours affirmé innocent, restera donc détenu à la prison de Herrera de la Mancha.

Selon son avocat, Me Jean-*François* Blanco, du barreau de Pau, cette décision est *« un véritable déni de justice ».* Le recours *reposait* sur les principes de présomption d'innocence, de liberté d'opinion et de respect des droits de la défense (*le Monde* du 22 décembre 1989). L'avocat a annoncé son intention de s'adresser à la Cour européenne de justice à Strasbourg.

□ **Des policiers de Clichy-la-Garenne accusés de violence.** – Un aide-soignant antillais a porté plainte, mercredi 21 mars, contre des gardiens de la paix de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine), les accusant de l'avoir violemment expulsé des locaux parce qu'il protestait contre la longueur de l'attente à un guichet. Des témoins ont confirmé ses accusations. L'Inspection générale des services (IGS) a été saisie. Mais le parquet de Nanterre estime que, en l'état actuel du dossier, il n'y aurait rien à reprocher aux fonctionnaires.

□ **Un cambrioleur tué par un gendarme.** – Un constructeur de piscines de cinquante ans, M. Gérard Dardanne, a *été* tué par un gendarme dans la nuit du mardi 20 au mercredi 21 mars alors qu'il dérobait des fûts de chlore dans une entreprise chimique d'Amboise (Indre-et-Loire). Les gendarmes, avertis par une centrale d'alarme *reliée à l'entreprise, s'étaient* rendus sur place, et l'un deux a découvert Gérard Dardanne. Le cambrioleur aurait tenté de neutraliser avec une bombe lacrymogène le gendarme, dont l'identité n'a pas *été révélée.* Celui-ci a alors tiré une balle, qui a atteint Gérard Dardanne dans la région du cœur. Selon le parquet du tribunal de Tours, il se trouvait alors *« en droit d'utiliser son arme ».*

Les hirondelles d'Arménie

Conflit caucasien, pogroms de Bakou, blocus du Karabakh : la diaspora arménienne en France s'est mobilisée pour défendre sa lointaine terre-patrie

Les événements tragiques du Caucase survenus en début d'année ont bouleversé les 300 000 Arméniens que compte la diaspora de France. La lointaine terre-patrie leur paraît désormais en danger. Ils sont prêts à la défendre bec et ongles. A leurs yeux, la tentation fanatique qui, en Asie centrale soviétique, attise l'affrontement entre communautés exaspérées par la pauvreté n'est pas près de s'éteindre. Ils n'oublieront pas les images transmises en janvier de Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, où se produisirent alors des pogroms anti-arméniens. Femmes clouées sur une porte, vieillards battus à mort... Figée dans le souvenir du génocide de 1915 en Turquie, l'histoire du peuple arménien vient brutalement de se remettre en mouvement.

Romans (Drôme), où vivent huit cents descendants des réfugiés de la première heure, vibre en cet hiver d'une discrète mais vive tension. Vu des « Jardins d'Arménie », une promenade le long de l'Isère bruissante de mouettes, le danger menaçant la lointaine patrie paraît mortel comme jamais. *« C'est notre histoire que d'accumuler les malheurs ! »*, lance, révolté, Stéphane Kélian. Cet industriel de quarante ans mondialement connu pour ses chaussures tressées a gardé sa gouaille de gamin de la rue. A la Libération, son père faillit l'emmener *« sur le bateau qui rentrait au pays, à l'appel de Staline. On l'a échappé belle. Jamais je n'irai vivre en Russie. Je hais les bruits de bottes. Mais là-bas vit mon peuple. Je lutte à ma façon »*. Stéphane Kélian, fleuron du « luxe français » et « Arménien pour toujours », refuse l'abattement qui étreint la communauté au lendemain des pogroms. Il finance de nombreuses actions.

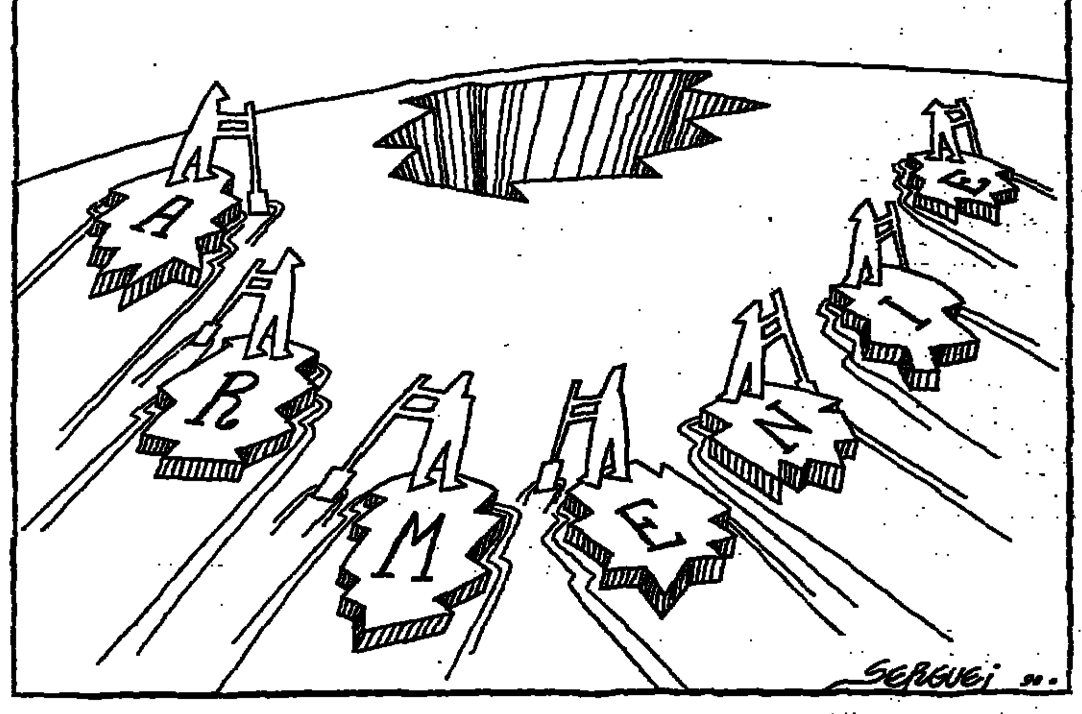
Autre célébrité de Romans, le sculpteur Tozos met également son talent au service de la mobilisation. Dans son atelier, un tableau, *l'Arménie crucifiée*, et aussi un bel oiseau de laiton martelé à l'expression ambiguë, *Un jour la colombe pour se défendre devint aigle.* Tozos, qui naquit en Syrie, rejette tout nationalisme : *« Nous sommes une famille que nous voulons garder. »* Et d'évoquer Spartacus, *« le premier à se battre pour la liberté »*, et Missak Manouchian, le héros de la Résistance FTP-MOI contre les nazis immortalisé par *l'Affiche rouge* : *« De sa plume, Missak a fait un fusil. »*

Le pain et les munitions

Le cordonnier Arthur Karagozian a lui aussi rejoint, en Lozère, le maquis FTP-MOI. Né à Erevan, brillant officier de l'armée soviétique devenu indésirable, il commença en 1941 son exil, n'abandonnant jamais son idéal de jeunesse, inspiré de Lénine : *« Il existe une île où chacun travaille selon ses forces et touche selon ses besoins, elle s'appelle Utopie. »* Dans son échoppe à l'enseigne d'une botte de métal blanc, Arthur Karagozian ressemelle et fait du sur-mesure. Son nom n'est pas célèbre, mais sa sagesse fait autorité de Lyon à Marseille : d'Erevan, *« son pays, son monde »*, il sait *tout*. Depuis le tremblement de terre en décembre 1988, le vieil homme a convoyé trois transports de vivres et construit une école maternelle en *kit* dans le nord de la capitale. Il connaît le Karabakh, ce « berceau » de leur histoire, que chérissent les Arméniens. Attribué autoritairement par Staline à l'Azerbaïdjan, ce pays revendique, depuis l'éveil de la glasnost, son rattachement à l'Arménie, ou à défaut son autonomie. De cela se nourrit la colère azérie. Le cordonnier Karagozian est sans illusions. *« Nous ne prendrons pas le Karabakh. Au moins mourrons-nous avec honneur. Gorbatchev n'a rien fait pour arranger cette affaire. Il nous laisse massacrer à Bakou comme en 1915. J'ai peur que cette petite Arménie disparaisse »*, confie-t-il la voix cassée.

« Mais on ne peut se battre à la fois contre Bakou et Moscou », ajoute le vieux sage. Début décembre, quand il distribuait ses colis dans les villages d'Arménie, on lui rétorqua sans détour : *« Tonton, c'est pas ça. On peut trouver du pain. On veut des munitions. »* Mais il a su *« tenir tête »* à ce qu'il considère comme une *« provocation »*, même s'il en comprend l'inspiration : *« S'armer entraînerait vite un conflit avec l'Armée rouge, qui sonnerait la mort de notre pays. Si Gorbatchev retire ses troupes, c'en est fini. »*

Lui, inlassablement, se bat *« pour obtenir la levée du blocus tenu par les Azéris. C'est ce que nous demandent les nôtres. »* Arthur Karagozian suit du doigt les contours de la carte sortie d'un tiroir de son échoppe : *« La géographie est impitoyable. Pas un kilomètre de frontière où se faufiler. Les Azéris bloquent tout approvisionnement ferroviaire. »* C'est l'hiver à Erevan. Par – 20°, les gens n'ont plus de fuel pour se chauffer, les usines et les centrales électriques sont à l'arrêt. Karagozian, les larmes aux yeux de se sentir impuissant, reprendra *« le premier avion des convois »* qui pourra repartir. Comme Raffi, jeune médecin de la région qui vient de rentrer après un an de mission en Arménie, il s'énerve contre *« ceux qui font tout pour que ça s'envenime »*.



Pleins feux sur l'actualité

De la funeste série commencée à Soumgaït le 28 février 1988, la communauté, devançant les médias du monde entier, a dénoncé la première l'ampleur des massacres, puis le dénuement des réfugiés de Bakou, laissés pour compte dans la capitale *soviétique* et *soumis* à l'interminable attente d'un énième tampon administratif. Pendue au téléphone, au fax, aux récits de fuyards, de sportifs, de commerçants en voyage d'affaires, elle s'informait, elle alertait. On ne la crut pas. On la soupçonnait de paranoïa. Jusqu'à ce que l'opinion apprenne, un mois plus tard, l'exact déroulement des faits. La *communauté n'avait hélas pas exagéré*. Et aujourd'hui les enfants eux-mêmes vivent l'histoire de leur patrie. Dans les écoles arméniennes, pleins feux sur l'actualité. Les élèves des trois collèges traditionnels, à Sèvres, à Alfortville et au Raincy, en banlieue parisienne, n'en délaissent pas pour autant l'étude des héros de leur culture. Ceux d'Hamaskaïne, à Marseille, où l'enseignement est bilingue dès la maternelle, rêvent davantage à la guerre *(voir l'encadré)*. La différence est en fait le reflet du militantisme de leurs parents, membres de la « FRA », le parti socialiste Daschnak, qui fonda l'école.

Cette organisation d'implantation mondiale, qui fête son centenaire, devance largement le Huntchak, plus révolutionnaire, et le parti Ramgavar, démocrate libéral. Son style – un mélange de ton guerrier et d'esprit SFIO – contraste avec celui régnant par exemple dans les colonnes d'*Haratch*, le quotidien indépendant de la diaspora arménienne en France dirigé à Paris par Mme Arpik Missakian. Respectée par-delà les divergences de sensibilités, cette *« femme de tête et de cœur »* n'aime pas, dit-elle, que *« l'on traumatise les enfants avec le souvenir du génocide. Il ne s'agit pas d'oublier. Mais le sentiment national se nourrit mieux des richesses culturelles, de nos héros musiciens, écrivains ou architectes qui rayonnent sur le monde entier »*.

Ces nuances dans la conception de la conscience nationale comptent toujours, même si la réalité de Bakou impose à tous l'« autodéfense ». La diaspora n'a plus qu'une seule voix pour brandir ce mot, comme un *khatchkar*, la croix de pierre qui fleurit les champs d'Arménie. Le conflit actuel, clame-t-on à l'unisson, n'est *« ni racial, ni inter-ethnique, ni religieux »*.

Mais ensuite le chœur se divise entre ceux qui accusent *« la grave crise économique en Asie centrale, le chômage chronique des jeunes »*, et ceux qui dénoncent avant tout le *« panturkisme »*, l'ennemi héréditaire. Pour ces derniers, les Azéris sont des Ottomans : *« D'ailleurs, leurs armes viennent principalement de Turquie. »*

De ces divergences découlent des subtilités tactiques, que chacun affûte à sa guise.

A Portes-lès-Valence (Drôme), au lendemain des massacres de Bakou, Radio-A a émis sur modulation de fréquence, sans discontinuer, bulletins, messages et consignes de mobilisation. La minuscule station implantée au début des années 80 dans le grenier de la Maison de la culture arménienne se mua en un efficace quartier général. Les bénévoles affluaient, et le directeur, Jacques Aprahamian, responsable local de la FRA et agent commercial d'une entreprise valentinoise, sut nuit et jour tenir la barre face aux passions qui se déchaînaient. Sur FR 3, deux jeunes forains de la ville, le visage masqué, lancèrent un vibrant appel à prendre les armes et à partir pour Erevan. Leur révolte émut d'abord. Mais ce style masqué déplut aux dirigeants de la FRA, et son côté guerrier incommoda vite les autorités. Chacun rentra dans le rang, selon la règle qui fait la réputation du parti Daschnak.

C'est de Lyon que se conçut ensuite la bataille. La FRA, enlisée comme d'autres dans un exil tranquille, remonta au créneau, sous la baguette affable du secrétaire régional, Jules Mardirossian. Trapu comme un pilier de rugby, l'homme ne manque ni de punch ni d'appuis. C'est dans ses bras que mourut Charles Hernu, *« l'ami de toujours »*, lors du premier meeting de protestation contre les pogroms de Bakou. Et c'est de son bureau de PDG aux laboratoires ACI, dont il est le fondateur, que « Jules » coordonna la mobilisation. Les appels téléphoniques affluaient d'Erevan ou de Stepanakert, la capitale du Karabakh, de Vienne ou de Paris, ou encore d'Athènes, siège mondial de la FRA depuis son retrait de Beyrouth. Moins d'une semaine après le drame de Bakou, 7 millions de francs avaient été collectés dans la région sur la base de 5 % du salaire. Surtout, deux cents Français d'origine arménienne s'étaient déjà inscrits à l'appel de la FRA pour partir lutter en Arménie...

Dans chaque Maison de la culture, à Décines (Rhône), à Vienne (Isère), ou Valence (Drôme), ces volontaires remplissaient une fiche, donnaient leur état civil et répondaient à la question : *« Avez-vous fait votre service militaire ? Savez-vous vous servir d'une arme ? »* Aux premiers jours de la mobilisation, les militants appelèrent à la constitution de « brigades ». Le symbole évoquait la guerre d'Espagne. Très vite, le terme gêna. Il supposait une volonté d'ingérence en URSS que nul ne peut assumer, officiellement du moins, car le gouvernement français ne le permettrait pas. *« Ce sont des volontaires civils*, insiste Jules Mardirossian, *pour aider à la reconstruction du pays. Nous attendons le feu vert des autorités de là-bas pour donner le signal du départ. »*

Depuis, la veille continue. Les craintes se nourrissent de chaque nouvelle rumeur de pogrom surgie d'Asie centrale. *« Si, demain, Gorbatchev se retire, nous sommes prêts à agir... »* Les militants s'expriment avec plus de prudence, quitte à déplorer *« une certaine passivité des camarades socialistes français, leur trop grande tolérance à l'égard de la Turquie, qui veut entrer dans le Marché commun »*. Mais on continue de se tenir informé des cours sur le marché des armes au Caucase : la mafia caucasienne permettrait tous les trafics, et les prix pourraient doubler en trois mois ; les civils d'Arménie se seraient servis sans difficulté dans les commissariats et les casernes ; ils n'auraient pas *« tout »* rendu quand le Soviet exigea la restitution...

De ces options martiales, la majorité de la communauté, plus modérée, fait une critique cinglante : *« Ce sont des délires de va-t-en guerre. Par où ces volontaires franchiraient-ils le blocus ? Leur aventurisme peut nous coûter cher. L'Arménie soviétique sait ce qu'elle a à faire. »* A l'envoi des « brigades », la plupart des Arméniens de France préfèrent leur influence en Occident, que Gorbatchev, pensent-ils, ne peut ignorer. C'est leur façon de contrebalancer l'avantage de terrain que les Azéris font valoir au Kremlin.

Le printemps de la perestroïka

A Marseille, dès l'annonce des pogroms, la diaspora, forte de ses quatre-vingt mille membres, opta pour une ample manifestation devant le consulat soviétique, *toutes tendances politiques confondues*. Mgr Vartanian défilait en tête du cortège. Cet archevêque à l'aisance levantine, originaire d'Alep, en Syrie, a officié dans de nombreuses capitales en disciple docile de *« Sa Sainteté le Catholicos »*, le pape de la puissante Eglise arménienne basée à Erevan. Cette Eglise passa dès la naissance de l'URSS un compromis historique avec les autorités de l'Union. La présence symbolique de Mgr Vartanian devant les grilles du consulat a-t-elle valeur d'avertissement au Kremlin ?

La lutte du Karabakh pour son rattachement à l'Arménie, la série de pogroms depuis Soumgaït ont ainsi bouleversé la donne politique dans la diaspora de France. *« Nous fûmes les premières hirondelles de la perestroïka »*, rappellent à l'unisson les diverses tendances. Mais *« une hirondelle ne fait pas le printemps »*, jure-t-on avec force, et Gorbatchev a *« déçu »*. Il emprisonna onze membres des *Comités Karabakh*, *à l'origine du* Mouvement national arménien (MNA), créé à Erevan après le choc de Soumgaït. Solidarité France-Arménie, une association dont le siège est à Paris, chargea onze villes françaises de parrainer les héros détenus. Depuis, ceux-ci ont été libérés. Mieux encore, l'un des scientifiques fondateurs du MNA – en visite ces jours derniers à Paris – vient d'être nommé vice-président du Soviet d'Arménie.

Pourtant, cette reconnaissance de fait par Moscou du nouveau parti, incarnation du *« rêve démocratique »* de la diaspora selon *Haratch*, ne suffit pas à dissiper ici toute méfiance. Le MNA ne fait pas l'unanimité chez les Arméniens de France. Plus minoritaires que jamais, les pro-indépendantistes n'hésitent pas à lui reprocher de *« ne revendiquer que l'autonomie dans la Fédération soviétique »*. Si la FRA a dû tempérer son antisoviétisme traditionnel sous la pression des faits, Moscou restant un rempart face aux massacres, ses « ultras » supportent mal l'émergence du MNA : *« Il n'a pas l'exclusivité du droit sur notre terre. Ses cadres ont été pervertis par cinquante ans de stalinisme. »*

Pour nombre d'Arméniens, ces positions sont inspirées par *« un goût jaloux de l'influence. A ceux qui ont le courage de vivre sur place de décider du sort du pays »*. Impossible patrie, l'Arménie reste soumise à l'ambiguïté soviétique. Sa diaspora ne peut l'ignorer. L'Armée rouge n'intervint à Bakou que six jours après le début des pogroms : *« Bakou lui-même aurait pu être évité. »* Pourtant, depuis Soumgaït, en 1988, le pire était à craindre. Et Sakharov, prix Nobel de la paix, lançait, peu avant sa mort, un appel *« à tous ceux qui se souviennent du destin du peuple arménien »*...

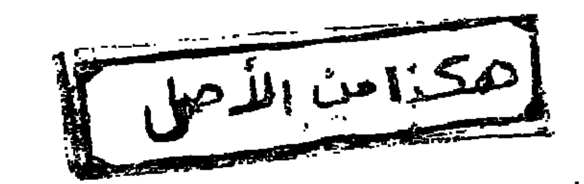
DANIELLE ROUARD

Les enfants d'Hamaskaïne

Dans la quiétude joyeuse d'Hamaskaïne, Bakou fit l'effet d'une bombe. Lovée dans les mimosas, en banlieue marseillaise, cette école vit depuis sur le pied de guerre. L'enseignement de qualité, bilingue dès la maternelle, s'y poursuit au rythme de l'éducation nationale, qui subventionne en partie l'établissement. Mais l'emploi du temps est bousculé sous le choc des nouvelles qui se succèdent. Sur les bancs de la « sixième », Agop fait autorité par ses commentaires. Ce titi arménien, émigré de Beyrouth depuis peu, douze ans et tignasse rousse, a vu comme ses camarades à la télévision cette image d'un bébé nu posé sur une plaque électrique par un Azéri haineux. Marina, née ici, prône prudemment *« l'intervention pacifique auprès de l'ONU »*. Agop lui rétorque : *« Les Azéris ont des armes sophistiquées contre lesquelles il faut des kalachnikov, non des fusils à pompe. »* Agop n'a rien oublié des bombes de Beyrouth. Il partira *« au combat si Erevan l'exige »*. *« Ils n'ont pas besoin de toi*, ricanent ses camarades, *c'est de l'argent qu'ils veulent. »*

Ouverts sur des clichés familiers – un toit de monastère couleur de grenade ou les neiges du mont Ararat, – les livres d'Arménie sont à présent délaissés. Les enfants veulent des images d'actualité : hélicoptères défendant un village du Karabakh, brumes polluées au chloroprène dans le ciel de la capitale, meeting permanent place de l'Opéra, etc. Désormais l'horloge d'Hamaskaïne est réglée sur celle d'Erevan...

D. R.



Pourquoi faudrait-il que tout ce qui s'assemble se ressemble?

KONVOJ Meuble hi-fi /stéréo /télévision.
Panneau de particules revêtu P.V.C. noir.
Long. 100 cm, larg. 40 cm, haut. 47 cm.

275F

BILLY Bibliothèque.
Plaqué pin verni. Larg. 60 cm, prof. 28 cm, haut. 202 cm.

540F

POEM Fauteuil pivotant.
Structure en multiplis de hêtre naturel verni.
Coussins en polyéther/ouate synthétique. Revêtement en tissu Kvistorp rouge. 100 % coton, amovible.
Larg. 74 cm, haut. d'assise 40 cm.

1620F

KRI Table roulante/meuble vidéo.
Métal laqué époxy. Plateau réglable en hauteur.
Larg. 80 cm, prof. 40 cm, haut. 68 cm.

245F

Avant d'assembler, on va rassembler quelques idées de base IKEA pour bien comprendre tout ça.

Voyons d'abord le choix. Là, c'est comme le magasin : on n'a pas fini d'en faire le tour. On commence par choisir un meuble, disons une bibliothèque. Ensuite, on choisit le style de la bibliothèque, parmi tout un tas de styles différents. Après, on choisit les dimensions de la bibliothèque pour s'en faire une sur mesure. Enfin, on choisit la couleur, le nombre d'étagères, etc. Et c'est comme ça pour tous les meubles IKEA, de la cuisine au salon, de la chambre à la salle de bains. Sans oublier la cave, le jardin et tout et encore plus.

Les prix ? Plus petits, y'a pas. Ou alors ce n'est pas la qualité IKEA. Tout ça parce que, chez IKEA, c'est vous qui vous servez, c'est vous qui vous livrez et c'est vous qui montez vos meubles. Ça fait bien un peu de travail (logique) mais comme vous ne payez pas ce que nous ne faisons pas (logique), les prix descendent plus bas qu'ailleurs (logique). *Ils sont mêmes garantis pendant un an sur les 12.000 articles* du catalogue.

Offre valable jusqu'au 1er Avril 1990 dans la limite des stocks disponibles.

IKEA®

Ils sont fous ces Suédois

IKEA PARIS NORD II.
AUTOROUTE DU NORD. SORTIE ZI PARIS NORD.
LUN - VEN : 10 H - 20 H. SAM : 9 H - 20 H.
DIM : 10 H - 19 H NOCTURNE MER 22 H.
TEL. (1) 48.63.20.25.

IKEA PARIS EVRY.
AUTOROUTE DU SUD. SORTIE EVRY LISSES MENNECY.
LUN - VEN : 10 H - 20 H. SAM : 9 H - 20 H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22 H.
TEL. (1) 64.97.71.20.

IKEA LYON.
ZAC DU CHAMP DU PONT ST-PRIEST.
LUN - VEN. 10 H - 20 H. SAM : 9 H - 20 H.
NOCTURNE JEU ET VEN 22 H.
TEL. 78.26.49.48.

IKEA MARSEILLE.
RN 113 CENTRE CIAL VITROLLES ESPACE.
LUN - VEN : 10 H - 20 H.
SAM : 9 H - 20 H. DIM : 10 H - 19 H.
TEL. 42.89.96.16.

IKEA LILLE.
C. CIAL DE LOMME. BUS - METRO. STATION.
ST-PHILIBERT LUN - VEN : 10 H - 20 H.
SAM : 9 H - 20 H. NOCTURNE MER 22 H.
TEL. 20.93.36.77.

RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS DANS TOUS NOS MAGASINS - MINITEL 3614 IKEA

SPORTS

FOOTBALL : Coupe des clubs champions

Marseille dans le dernier carré européen

Performance unique dans les annales du football national, deux clubs participeront aux demi-finales des Coupes européennes les 4 et 18 avril : au terme des quarts de finale retour disputé 21 mars, l'AS Monaco et l'Olympique de Marseille se sont qualifiés en éliminant respectivement le Real Valladolid (3 tirs aux buts à 1) et le Sredets Sofia (3-1). En revanche l'AJ Auxerre, battue sur son terrain (0-1), a été éliminée par la Fiorentina.

MARSEILLE

de notre envoyé spécial

Des avenues du centre-ville aux ruelles d'Endoume, tout Marseille en est désormais persuadé : l'OM disputera la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football. Et la gagnera, cela va de soi. Mercredi 21 mars, après une nouvelle victoire en match retour des quarts de finale, contre les Bulgares du Sredets Sofia (3-1), l'issue de l'aventure marseillaise semblait ne faire aucun doute dans l'esprit des dirigeants, des joueurs et du public local : l'équipe de Bernard Tapie serait bien le 23 mai à Vienne (Autriche) la quatrième formation française à disputer une *finale européenne* (après Reims, Saint-Etienne et Bastia) et la pre*mière à repartir* avec le trophée en poche.

Tout à l'enthousiasme d'une victoire aisée, face à un adversaire médiocre et déjà dominé deux semaines plus tôt lors de la première manche à Sofia (0-1), la cité phocéenne en oubliait presque qu'avant d'envisager ce succès *continental, il faudrait disputer* les demi-finales (4 et 18 avril) contre *un adversaire dont le tirage* au sort, effectué vendredi 23 mars à Genève, *dira s'il sera allemand* (Bayern Munich), portugais (Ben*fica Lisbonne) ou italien* (Milan AC) ! Bernard Tapie lui-même se *laissait aller à claironner* au sortir des vestiaires : *« Nous allons tomber contre Benfica, car avec Silvio Berlusconi, président du Milan AC, champion d'Europe en titre), nous nous sommes donné rendez-vous en finale ! »*.

En tenant un discours si optimiste et volontiers provocateur – qui a offensé les Portugais et les Allemands – le député-président de l'Olympique de Marseille est resté fidèle à la ligne de conduite très offensive suivie tout au long de la saison. Il n'a eu de cesse de répéter à chaque phase de la compétition que l'Europe constituait un objectif prioritaire et qu'il avait bâti son équippe de vedettes en conséquence. Serait-il donc sur le point de réussir son pari ?

Rarement une équipe française ne s'était présentée à ce stade de l'épreuve dans d'aussi bonnes dispositions. Elle l'a de nouveau prouvé mercredi soir devant les quarante mille spectateurs du Stade-Vélodrome. Cet OM-là, demi-finaliste de la Coupe des champions pour la première fois de son histoire, n'a pas la hargne d'un Saint-Etienne des belles années (1974-1976) ou l'enthousiasme d'un Bastia de la grande époque (1977-1978) mais il a d'autres arguments à faire valoir : l'efficacité de son capitaine et avant-centre international Jean-Pierre Papin (six buts lors de ses trois derniers matches), la fluidité de son jeu collectif organisé autour de l'Anglais Chris Waddle, l'imperméabilité de sa défense dirigée par le Brésilien Carlos Mozer et, surtout, une inébranlable confiance en ses possibilités.

Huard blessé

Une victoire est-elle donc envisageable ? Au-delà de l'optimisme ambiant, plusieurs questions restent en suspens. La première est sans doute la plus inquiétante : comment l'équipe va-t-elle supporter l'absence, jusqu'à la fin de la saison, de son gardien de but titulaire Gaëtan Huard ? L'ancien Lensois a en effet été victime d'une fracture ouverte *du tibia gauche* à la suite d'un choc avec son jeune *défenseur* Eric Mura. Cet incident stupide – survenu à cinq minutes *de la fin* du match, alors que les Marseillais avaient assuré leur qualification depuis longtemps grâce aux buts de Chris Waddle, Jean-Pierre Papin et Frank Sauzée – pourrait coûter fort cher à l'OM.

Certes, l'entraîneur Gérard Gili dispose en la personne de l'ancien Stéphanois Jean Castaneda (trente-trois ans) d'une doublure expérimentée. Bernard Tapie a beau répéter que ce dernier a la confiance de tous, il n'en reste pas moins que la tâche qui lui est proposée – à savoir assurer le succès de l'OM en Coupe d'Europe mais aussi en championnat et, éventuellement, en Coupe de France – semble bien délicate pour un gardien quasiment en pré-retraite ! De sa faculté d'adaptation et de son talent dépendront *sans doute les* prochaines performances phocéennes.

En outre, les Marseillais seront-ils *capables de mener de front* ces trois compétitions ou bien, faute de pouvoir y parvenir, se résoudront-ils à « sacrifier » telle ou telle épreuve en faisant par exemple appel à des joueurs non titulaires pour des matches de second plan, ainsi que le laissait récemment entendre Bernard Tapie.

Enfin le sort de Marseille dépendra pour une large part de son adversaire en demi-finale. L'OM trouvera sur sa route une formation d'une tout autre envergure que les Danois de Bröndby, les Grecs de l'AEK Athènes ou les Bulgares du Sredets Sofia.

Les Portugais de Benfica, deuxièmes de leur championnat derrière le FC Porto, sont certainement à la portée d'un OM au mieux de sa forme. Le Bayern de Munich premier actuellement du championnat de RFA, constituerait un adversaire rodé depuis toujours aux matches internationaux de très haut niveau. L'équipe la plus redoutable serait bien sûr celle de Silvio Berlusconi, le Milan AC, actuel leader du championnat transalpin et plus grand club d'Europe.

Milan, Munich ou Lisbonne ? L'OM préférerait donc et de loin la troisième solution. Reste à savoir si la confiance affichée n'est pas trop aveugle. En 1988, l'OM était également très optimiste au moment d'aborder les demi-finales de la Coupe des vainqueurs de coupe contre les Néerlandais de l'Ajax Amsterdam. Mais cela n'avait pas empêché les Phocéens de s'incliner sur leur terrain (0-3) et d'être ainsi éliminés.

PHILIPPE BROUSSARD

La mort du footballeur Lev Yachine l'« Araignée noire »

Lev Yachine, qui garda les buts de l'équipe d'Union soviétique de football à soixante-quinze reprises, a succombé, à *Moscou*, des suites d'un cancer de l'estomac. Il était âgé de soixante ans.

Toujours vêtu de noir, des bras qui n'en finissaient pas, des mains d'une grandeur impressionnante, casquette vissée sur la tête, « L'Araignée noire », comme on le surnommait, jouissait d'une popularité tout à fait *justifiée*, en dehors même des frontières de l'URSS.

Durant les vingt-deux années de sa carrière, Yachine (*1,85* m pour 83 kilos au temps de sa *gloire*) ne connut qu'un seul club, le Dynamo de Moscou, avec lequel il fut six fois champion d'URSS (1945, 1949, 1954, 1955, 1957 et 1959). Il remporta la médaille d'or olympique en 1956, à Melbourne, et enleva, toujours avec la sélection soviétique, la première Coupe d'Europe des nations en battant 2-1 la Yougoslavie en finale, le 10 juillet 1960 au Parc des princes, à Paris. Il fut également finaliste de cette même compétition en 1964, contre l'Espagne, à Madrid (1-2).

Outre sa longévité, Lev Yachine devait aussi une partie de sa notoriété à sa grande « présence » dans la surface de réparation, où il régnait en maître et dirigeait ses défenseurs. Il fut le premier joueur à ce poste à recevoir, en 1963, la distinction annuelle du Ballon d'or. Déjà international à dix-neuf ans, il mit un terme à sa carrière au cours de sa quatrième Coupe du monde, au Mexique, en 1970.

Retenu trois fois comme gardien de but de l'équipe du monde, il avait fait ses adieux au football en 1972. Il avait ensuite dirigé les équipes de football du Dynamo de Moscou, et avait travaillé au comité d'Etat des sports de l'URSS.

Lev Yachine venait, juste avant sa mort, de recevoir les insignes de héros socialiste du travail, et il était apparu très affaibli à la télévision soviétique, ces derniers jours. – *(AFP.)*

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Coupe d'Europe des clubs champions

Sixième tour retour. – Barcelone (ESP) b. *Limoges 103-91.

FOOTBALL

Coupe d'Europe des clubs champions

Benfica (POR) b. *Dniepropetrovsk (URS) 3-0 (1-0) ; ***Marseille** (FRA) b. Sredets Sofia (BUL) 3-1 (1-0) ; ***Milan AC** (ITA) b. FC Malines (BEL) 2-0 (0-0) ; **Bayern Munich** b. *PSV Eindhoven (P-B) 1-0 (2-1).

Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe

Dynamo Bucarest (ROU) b. Partizan Belgrade (YOU) 2-0 (2-1) ; *Admira Wacker (AUT) et **Anderlecht** (BEL) 1-1 (0-2) ; ***AS Monaco** (FRA) et Real Valladolid (ESP) 0-0 (0-0).

Coupe de l'UEFA

Fiorentina (ITA) b. *AJ Auxerre (FRA) 1-0 (1-0) ; Hambourg (RFA) b. ***Juventus Turin** (ITA) 2-1 (0-1) ; FC Liège (Bel) b. ***Werder Brême** (RFA) 2-0 (1-4) ; *Anvers (BEL) et **FC Cologne** (RFA) 0-0 (0-2).

En gras le club qualifié pour les demi-finales, entre parenthèses le score du match aller.

TENNIS

Tournoi de Key Biscayne (Floride)

Huitièmes de finale messieurs. – E. Sanchez (ESP, n° 15) b. J. Lendl (TCH, n° 1) 6-3, 6-7, 6-4 ; M. Jaite (ARG, n° 10) b. A. Volkov (URS) 6-1, 6-1 ; J. Hlasek (SUI) b. B. Shelton (E-U) 6-3, 6-4; S. Edberg (SUE, n° 3) b. C. Uwe-Steeb (RFA, n° 13) 6-2, 4-6, 6-3 ; J. Berger (E-U, n° 7) b. M. Kratzmann (AUS) 6-0, 6-1 ; P. Sampras (E-U, n° 16) b. J.-P. Fleurian (FRA) 5-7, 6-4, 6-1 ; A. Agassi (E-U, n°5) b. A. Gomez (Equ. n° 12) 6-7, 6-2, 6-3.

Quarts de finale dames. – J. Weisner (AUT, n° 15) b. M. Maleeva (SUI, n° 4) 2-6, 6-1, 6-2 ; N. Tauziat (FRA, n° 9) b. C. Porwick (RFA) 6-3, 4-6, 6-3 ; M. Seles (YOU, n° 3) b. N. Herreman (FRA) 6-3, 6-1 ; C. Martinez (ESP, n° 5) b. G. Sabatini (ARG, n° 1) 7-6, 6-2.

VOILE

Vendée Globe Challenge

Pierre Follenfant est arrivé le 21 mars aux Sables-d'Olonne *après 114 jours 11 heures* 12 minutes et 53 secondes de cir*cumnavigation solitaire sans* escale. Avec son *TBS Charente-Maritime*, il est le cinquième concurrent à avoir terminé le Vendée Globe Challenge, cinq autres solitaires étant encore en mer.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. Tél. : (1) 42-47-97-27. Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-00. Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Edité par la SARL le Monde

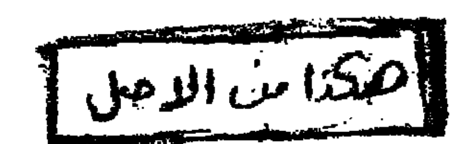
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, Mᵐᵉ Geneviève Beuve-Méry, M. André Fontaine, *gérant*.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61



هكذا من الأصل

CULTURE

MUSIQUES

La mort de Maurice Fleuret

L'ancien directeur de la musique, brillant journaliste était un semeur d'idées et un homme de terrain

Le critique musical Maurice Fleuret, ancien directeur de la musique et de la danse, est mort dans la nuit de mercredi à jeudi 22 *mars à Paris, des suites* d'une longue maladie. Il était âgé de cinquante-sept ans.

La mort de Maurice Fleuret nous attriste et nous stupéfie : il était, il y a peu encore, dans l'actualité le plus brûlante et avait achevé son enquête sur la Cité de la musique *de la Villette, dont on vient seulement* de tirer les conclusions (*le Monde* du 8 mars), lorsque la maladie l'a stoppé net dans son élan.

Il ne sera jamais arrêté. Sa trajectoire de flèche, rectiligne, est à l'image de ce vivant passionné de musique et d'humanité qui allait toujours plus loin. D'abord élève de l'Ecole d'instituteurs de Montbrison, il est saisi par la musique, vient l'étudier à Paris, composé *pendant plusieurs années des musi*ques de film et de scène.

Mais il a besoin surtout de communiquer cette passion, par la parole, *comme conférencier* aux Jeunesses musicales pendant dix ans, mais surtout avec sa plume brillante, incisive, imagée, qui sait si bien – qualité rare – parler des musiques les plus modernes ou insolites. Sa tribune de *France-Observateur*, puis du *Nouvel-Observateur*, sera de 1961 à 1981 l'une des plus éminentes, et ses articles auront un grand retentissement à l'étranger comme en France.

Ce rôle essentiel ne lui suffit pas cependant. Pour que la musique pénètre dans de nouveaux milieux, pour réaliser ses idées sans se contenter de critiquer celles des *autres, il lui faut être lui-même* acteur de la vie musicale, ce qui ne va sans contradiction avec son métier de journaliste (1). Entreprise périlleuse où d'autres se son brisé les reins.

O miracle, il y réussit de manière exceptionnelle, en particulier lorsqu'il invente les « Journées de musique contemporaine de Paris » (de 1967 à 1974) Où il rassemble quelque vingt mille personnes dans des cycles consacrés à Bério, Boulez, Pierre Henry et bien d'autres (sans compter les quatre-vingt mille curieux qui viennent à Cluny voir le *Polytope* de Xenakis). *Et il remporte le même succès dans* des entreprises aussi différentes et originales que le Festival Stockhausen de Chiraz-Persépolis en 1972, *le Festival Xenakis de Bonn en* 1974, ou le Festival de Lille qui fait courir les foules de 1975 à 1981.

Maurice Fleuret donne toute sa mesure dans ces organisations énormes, où se manifeste son imagination sans bornes, parfois à la limite de la provocation, mais c'est au prix d'un investissement total, qui va jusqu'à la distribution de tracts ou le collage d'affiches ! entraînant des équipes prêtes à se faire tuer pour lui.

Rien de tout cela ne suffit cependant à étancher sa soif de connaissance, d'amitié et de musique : il adore les voyages, il veut embrasser le monde. Au cours de trente périples, souvent fort aventureux *dans les déserts ou la forêt* tropicale, il étudie les musiques d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, rapporte un ensemble exceptionnel d'instruments extra-européens, dont il mettra une partie entre les mains des enfants, pour jouer, lors d'une exposition itinérante des Jeunesses musicales intitulée « la *Galerie* sonore ».

L'inventeur de la Fête de la musique

On ne s'étonne donc pas en 1981, lors de l'arrivée au pouvoir des socialistes, que Pierre Mauroy (qui l'a apprécié à Lille) et Jack Lang le choisissent comme directeur de la musique et de la danse pour redonner souffle à une politique exsangue.

Avec son dynamisme habituel, il mènera une action tous azimuts, traitant les musiques traditionnelles, le jazz, le rock et les variétés *comme le classique*, *inventant la* Fête de la musique, qui fait sortir de chez eux les instrumentistes professionnels et amateurs, multipliant (grâce à un budget inespéré les premières années) les initiatives et les aides, spécialement en faveur des artistes contemporains, défendant avec vigueur les grands projets du président, Opéra-Bastille et Cité de la Villette, remuant enfin en tous sens son territoire.

Comme toujours, cet infatigable semeur d'idées se montre à la fois un homme de grand dessein et un homme de terrain, agissant dans tous les domaines avec autant d'in*vention et de chaleur que de réa*lisme.

Au retour de la droite, en 1986, il reste quelque temps pour préser*ver les chantiers du président, mais* cède la place en septembre. Malgré sa tristesse, il est soulagé d'être délivré de cette tunique de Nessus qu'est l'administration de l'Etat ; il rédige des chapitres vengeurs, encore inédits, sur cette expérience qui l'a profondément blessé en tant que citoyen, et en 1988 il refuse obstinément de reprendre le poste de directeur de la musique.

Une bibliothèque musicale

Entre temps, il s'est découvert un nouveau champ d'activité, surprenant de prime abord : avec Henry-Louis de La Grange, il a fondé en 1986 la Bibliothèque musicale Gustav-Mahler, qui, à *partir de leurs collections person*nelles (en particulier l'ensemble de documents uniques sur Mahler amassés par La Grange pour sa biographie monumentale), va bientôt constituer la première bibliothèque musicale privée de France : vingt mille volumes, neuf mille partitions, deux mille cinq cents dossiers de compositeurs et artistes contemporains, quarante mille disques, et surtout des archives rassemblant quantité de fonds inestimables et inédits sur la musique depuis un siècle et demi, qui reçoivent sans cesse de nouveaux dons.

Là encore, l'intuition de Fleuret, ses qualités d'organisateur, ses dons de persuasion font merveille. Ce lieu vivant, ouvert à tous les chercheurs, qui réalise des expositions sur Mahler, Cortot, Yvonne Lefébure, est comme un sanctuaire où brûle son amour de la musique. Et comme s'il avait senti que son destin resterait inachevé, c'est à cette bibliothèque, aboutissement de sa vie, qu'il léguera tous ses biens.

Tel était l'homme qui manquera à la musique, aux compositeurs, dont il était l'ami enthousiaste, inlassable, et à tous ceux qui l'ont connu d'un peu près. Généreux, prêt à tout donner, comme nous l'avions découvert dans sa maison de Marrakech, immergée dans la médina, fraternel avec les musiciens et les artisans de la place Jemaa-el-Fna, les voisins de son quartier, parcourant cette ville qu'il adorait en nous la racontant comme un poète oriental doublé d'*un sociologue. Des heures* inoubliables.

JACQUES LONCHAMPT

(1) On se rappelle ses violentes diatribes journalistiques contre Marcel Landowski, alors directeur de la musique, dont il dépendait comme organisateur, auquel il succédera (après Jean Maheu et Jacques Charpentier) au ministère de la culture. Une situation ni très bien vécue ni très bien résolue.

[Maurice Fleuret était né le 22 juin 1932 à La Talaudière (Loire). Après des études secondaires à l'Ecole normale d'institu*teurs de Montbrison, il poursuit* ses études musicales, commencées seul, dans les classes de Norbert Dufourcq, Olivier Messiaen et Roland-Manuel au Conservatoire de Paris, de 1952 à 1956. (Conférencier aux Jeunesses musicales (1957-1967), il écrit dans *Combat, le Guide du concert, le Journal musical français, et devient le criti*que musical de *France-Observateur*, puis du *Nouvel-Observateur* (1960-1981). A la radio, il produit un magazine hebdomadaire, *Evènements-Musique*, à partir de 1974. Son activité d'organisateur est aussi intense, en particulier comme responsable de la musique au *Musée d'art moderne de la Ville de* Paris (1967-1977), des « Journées de musique contemporaine » aux Semaines musicales internationales de Paris (SMIP, 1968-1974), du Festival de Lille (1977-1981), etc. En novembre 1981, Maurice Fleuret est nommé directeur de la musique et de la danse au minis*tère de la culture ; il démissionne* en septembre 1986. Fondateur avec Henry-Louis de La Grange de la Bibliothèque musicale Gustav-Mahler en 1986, il dirigeait depuis 1988 la collection « Musique » des Editions Bernard-Coutaz.]

PHOTOGRAPHIE

Vertige et illusion

A Marseille, une première biennale réunit les meilleurs représentants de la photographie mise en scène et plasticienne



Portrait d'enfant par Sue Packer (1988)

Décliner la variété des formes adoptées désormais par la photographie, situer la place de l'image fixe dans le domaine de l'art et offrir un reflet de l'effervescent foisonnement de la création aujourd'hui, telle était l'ambition de Bernard Millet en invitant, dans une vingtaine de lieux, soixante-neuf artistes nationaux et internationaux.

Réfutant l'enregistrement strict de la réalité, leurs œuvres excluent tout hasard et résultent d'un contrôle total de la création. Olivier Rebufa, trente-deux ans, manipule les mécanismes de la représentation en composant avec des poupées Barbie des situations de rêve dont il est le héros. Basé sur la stéréotypie et l'imagerie, cet univers plein de tendresse et d'ironie rejoint le sens de l'utopie qui unit les neuf auteurs groupés dans « Un monde merveilleux ». *Bric-à-brac* hétérogène et poétique, né d'associations d'objets, d'images et d'idées, leurs œuvres content des *épopées dérisoires. Réalisés en stu*dio à partir de maquettes minuscules, ces tableaux kitsch et clinquants, souvent de mauvais goût, *inspirés de l'enfance, recèlent mille* façons d'explorer l'envers du réel. Dans la lignée de Man Ray, Tas, Tellier, Gutierrez, Ribas, Mogarra sont des bricoleurs inventifs qui relient le domaine de l'art et celui du jeu.

A l'opposé de cette fuite dans l'*irréalité*, Nancy Wilson Pajic campe un univers voilé, filtré, tout en sourdine. « *Regarder la réalité qui gît sous le visible, rendre au monde réel tout son mystère* » est le propos de cet ancien peintre, objet d'une remarquable rétrospective au Musée Cantini. Accompagnées de petits textes et traitées comme des performances minimales, ses images, de tous formats, s'agencent comme une multiplication de séquencese quasi cinématographiques, évocatrices de résidus d'activités, accomplies de façon anonyme. Ces œuvres fragiles et obstinées seront bientôt présentées à Beaubourg.

Après les anatomies comparées des « frottogrammes », Joan Fontcuberta, leader de la photographie espagnole, poursuit en encyclopédiste naïf sa réflexion ironique sur la reproduction des formes naturelles. Sa dernière série, répertoire de motifs floraux, s'intitule « The pencil of nature » en hommage à Talbot. A partir de végétaux imprimés (papier peint, tissu, éventail), elle confond la nature présentée dans l'art et son image, réduite à l'*état* d'ornement *décoratif*.

Cave platonicienne

Comme le théâtre il y a vingt ans, la photographie investit aussi des lieux qui lui sont normalement étrangers. Prétextant l'évocation de la vie de Samantha Fox, Olivier Menanteau occupe l'écrin luxueux du musée Grobet-Labadie. Il y répand sur quatre étages une installation qui répond au « *sourd désir de rompre l'harmonie du salon familial* ». Pages d'albums, *négatifs, médaillons et tirages* miniatures posent finement la délicate question du support photographique comme objet muséal. Le même rapport formel à l'espace guide Jean-François Lecourt, qui a investi le décor piranésien d'un château-d'eau troglodyte, garni de stalactites. Entre les piliers de cette cave platonicienne, le visiteur, ébahi, découvre par transparence et ricochets d'immenses tirages nus, fixés au mur ou moisissant, qui interrogent la nature de l'acte photographique.

Temple de la biennale, la Vieille Charité accueille la commande publique sur l'Estaque, site de référence picturale, où s'illustrèrent entre autres Braque et Cézanne. Qu'il s'agisse de *l'Oiseau-rocher*, calqué d'un diagramme védique par Drahos, du théâtre d'ombres criblé au rayon X par Lewis, des triptyques géants sculptés par Kern à partir d'objets trouvés, ou de fragments d'étendues miroitantes traitées par Fleischer, chaque œuvre est avant tout représentative d'eux-mêmes. Tous les quatre questionnent en artistes la nature du médium photographique. Leur réflexion se prolonge judicieuse*ment dans le choix des treize gale*ries privées que l'on retrouve dans les mezzanines. De Witkin à Gunther Forg, elles proposent un bel éventail de la création actuelle. Et, malgré l'exaspérante conformité des grands formats, permettent d'évaluer la présence de la photographie sur le marché de l'art.

Le point d'orgue de cet ensemble homogène et bien dosé est l'explosition manifeste groupant les plus illustres figures de la photo mise en scène, de Duane Michals à Cindy Sherman. Fiction, narration, évasion définissent ces anthropologues de l'imaginaire qui accréditent plus le vraisemblable que le vrai. Ainsi l'*exotisme factice des souvenirs de* voyages reconstitués à Bruxelles par Marina Cox. Ou la savoureuse série des bébés travestis de l'Anglaise Sue Packer.

Outre Roselyne Pelaquier et les (décevants) photographes danois, la *biennale* révèle aussi de bons opérateurs locaux (Goria, Monique Deregibus, Laurent Malone). Elle couronne l'action menée depuis trois ans par Bernard Millet, sous l'égide de Germain Viatte. Et récompense le dynamisme d'une ville qui a osé faire de la photographie un des enjeux de sa culture.

PATRICK ROEGIERS

► ***« D'un Art l'autre »*, Biennale internationale de Marseille, photographie/arts plastiques, jusqu'au 23 avril. Catalogue conçu par les Musées de Marseille et Images en manœuvres, 232 pages, 325 francs.**

Jazz à Grenoble

Nougaro oui, Garbarek encore

Un festival est une fête. Les grandes villes ont le chic pour dégoter d'immenses salles polyvalentes (c'est leur nom) avec poutrelles métalliques, sono de hangar et bar démoralisant. Quand un artiste de grande *variété* ouvre le bal avec des New-Yorkais de classe, l'illusion fonctionne. Claude Nougaro, ses gars de *Nougayork* et les éclairages de fortune (« *Avec les moyens du bord* », dit-il), fait vibrer Grenoble au son de Toulouse revisité par San-Francisco. Retour aux sources : après tout, une certaine histoire du jazz est passée ainsi, par les mailles de la chanson populaire.

Four à micro-ondes

Changement de taille pour la suite. On réduit la salle. On ne se sert plus que de projecteurs fades. Les musiciens de l'Est (RDA, Tchécoslovaquie) ne seront pas dépaysés : c'est par courtoisie, sans doute, qu'on les accueille ainsi. Et vient Jan Garbarek, le célèbre Norvégien qu'on rêve de réhabiliter depuis vingt ans, parce que, tout de même, il joue bien. Il y va de son répertoire navet qui a l'air écrit par Yves Duteil. On a cru reconnaître dans l'ordre, et dans des arrangements assez sophistiqués pour ténor, basse électronique réduite à son squelette, berimbau (1) et four à micro-ondes dans lequel plongent les mains du pianiste : *Chérie je t'aime, chérie je t'adore, Rabadja la moukère, le Pont de la rivière Kwaï, Jeux interdits* et une version audacieuse de la chanson bolivienne *Commandante Che Guevara* pour spot publicitaire (café).

Tony Oxley lui emboîte le pas avec deux trombones venus de l'Est, deux batteurs, une section de cordes et force cornemuses originaires de Glasgow. L'hommage s'adresse à Messiaen, dans un style free-free, tendance plutôt free. Création d'ailleurs pas inintéressante bien qu'un peu pauvrette. Mais après les délices de Garbarek, le public s'est lassé, comme on se lasse de tout. Et, puisqu'on circule dans les salles polyvalentes avec la même aisance que dans une gare, tout le monde partait ou venait, cela n'ayant d'ailleurs plus la moindre importance.

FRANCIS MARMANDE

(1) Instrument d'origine brésilienne.

► **Riccardo del Fra, Gould, Herr, Michel Petrucciani et John Scofield (le 23). Téléphone : 76-51-65-32.**

La protestation de Daniel Viglietti

Daniel Viglietti, chanteur uruguayen, a connu l'arbitraire, la prison. Ses chansons ont été interdites, et Et il a enduré un exil de dix ans en France. Il y a six ans, il est rentré dans son pays et, le soir-même, il a chanté devant trente mille personnes réunies dans un stade de Montevideo. Ensuite, *il a parcouru la campagne, dialo*gué avec ses compatriotes, digéré les nouveaux rythmes, et s'est produit dans les « cantegrilles » – les bidonvilles uruguayens. Puis il a enregistré trois albums *(Trabajo de hormiga, Por ellos, Ados voces)*, en partie débarrassées de l'étiquette protestataire.

Mais, comme dans tous les pays d'Amérique latine, en Uruguay, l'inégalité sociale et la misère « *vous empêchent de vous perdre*, dit Viglietti. *A un moment ou à un autre, il y a toujours l'appel de la réalité* ». Après la chute de la dictature, les nouveaux interprètes de *la chanson uruguayenne sont restés* critiques vis-à-vis d'une société trop peu évolutive.

Outre ses propres compositions, Daniel Viglietti a mis en musique des poètes latino-américains (César Vallejo) et a interprété des chansons de l'Argentin Atahualpa Yupanqui, du Brésilien Chico Buarque, du Cubain Pablo Milanes et de son compatriote Jorge Salerno. Viglietti est un peu le frère de ces chanteurs de folk-song.

Pour la première fois depuis cinq ans, Daniel Viglietti donne une série de concerts à Paris.

CLAUDE FLÉOUTER

► **Théâtre de la Ville, les 22, 23 et 24 mars, 18 h 30.**

DANSE

La maîtrise de Marceline Lartigue

« Erzsebet », sa première chorégraphie est une réussite

Il y a des handicaps qui paraissent insurmontables et qui ne le sont pas pour une jeune femme comme Marceline Lartigue : vouloir être chorégraphe quand on a des parents qui écrivent – ou ont écrit – sur la danse ; être belle et ne pas avoir la langue dans sa poche ; créer sa première œuvre *importante*, *Erzsebet*, et la réussir. Belle maîtrise chez cette artiste de vingt-huit ans, que l'on connaissait surtout pour son talent de danseuse.

Le choix d'Erzsebet Bathory, princesse hongroise, qui pensait conserver sa beauté en buvant le sang de jeunes vierges, pouvait se révéler trop proche du physique fatal et baroque de Marceline Lartigue. On s'aperçoit, dès les premières images, que la chorégraphe se situe bien au-delà du narcissisme propre aux débutants. Elle a écrit, pour un quatuor de femmes, une danse sensuellement hiérati*que et intériorisée*.

La musique de Hugues de Courson – un folklore hongrois imaginaire – fait partie de la chorégraphie, *au même titre* que la voix de Valéry Joly, qui incarne Erzsebet. Musiciens et chanteurs sont les observateurs, et parfois les manipulateurs, de ces quatre adolescentes qui jouent encore à être les petites filles qu'elles ne sont plus, tout en rêvant aux femmes qu'elles seront bientôt.

Pour évoquer cet âge incertain, Marceline Lartigue trouve les figures, les pas, les jeux du corps, les plus justes qui soient. « *Cette idée d'Erzsebet*, explique Marceline Lartigue, *je l'avais avant même que je ne parte à New-York, il y a six ans, boursière chez Cunningham. Mais je voulais aussi intégrer une compagnie où je resterais longtemps. De retour des Etats-Unis, j'entrais chez Karine Saporta. A cette époque, j'avais également envie d'une pièce sur le caractère morbide d'une diva : le film*, la Mort de Maria Malibran, *de Werner Schroeter, m'avait beaucoup impressionnée.*

» *Ce qui m'intéresse dans cette histoire d'*Erzserbet, *c'est le thème de la virginité qui est celui du ballet romantique : le corps désincarné, le corps qui se veut sans âge. Michel Brun, qui organise Eurodanse, à Mulhouse, m'a sélectionnée définitivement après avoir vu les vingt premières minutes de la chorégraphie. Ma prochaine création, prévue pour le 26 mai, toujours dans le cadre d'Eurodanse, s'appelle* Ryoanji, *du nom du célèbre jardin zen de Kyoto. Il s'agit d'une musique de vingt-deux minutes, écrite par John Cage pour l'Orchestre symphonique du Rhin. Le chef d'orchestre me l'a proposée après avoir vu* Erzsebet.

DOMINIQUE FRÉTARD

► La Compagnie de musique et de danse de Marceline Lartigue jouera le 24 mars, au Pôle-Sud, à Strasbourg, et le 16 mai, à Tubingen, RFA.

CULTURE

EXPOSITIONS

Salon de Mars : le choc au lieu du chic

Pour la deuxième année consécutive, le Salon de Mars se tient sur le champ qui lui a donné son nom, en face de l'Ecole militaire. Le but de Daniel Gervis, son créateur, est de faire cohabiter grands antiquaires et galeries de tableaux dans un même espace, souvent dans un même stand. Le premier essai avait été une réussite. Les exposants étaient en nombre limité, les mariages, heureux, le public, content de découvrir un artiste contemporain à côté d'un meuble ancien, dans un décor plutôt discret.

Cette deuxième édition déçoit. Si la surface du Salon a pratiquement doublé, les mélanges sont nettement moins heureux. La plupart des antiquaires ont monté des stands d'antiquaires, toujours trop clinquants. Les galeries sont beaucoup plus nombreuses. On retrouve là certains des grands noms visibles à la FIAC, mais qui se contentent, sans effort, excessifs, de proposer leur fonds de commerce. Et aussi beaucoup de galeries qui n'arrivent pas à se caser sous la verrière du Grand Palais. Les rencontres inattendues et la légèreté qui faisaient le charme du premier Salon se sont évanouies devant l'esprit de sérieux : on n'est pas là pour plaisanter mais pour faire des affaires.

Cet opulent marché aux puces s'étale donc dans toute sa munificence. On trouve de tout sous les vastes toiles de tente : des œuvres de Viallat, de Picasso et de Dubuffet, des paravents Coromandel, des éventails du dix-huitième siècle, des paysages hollandais, des consoles Arts déco, un inévitable collage de Basquiat, une commode de Riesener, de la statuaire chinoise de toutes les dynasties (très belle, très chère), des affiches lacérées de Villéglé, des vases de Lalique, une fontaine Renaissance, des gouaches d'Herbin, un portrait de Marie Laurencin, des éponges d'Yves Klein, plusieurs bureaux Mazarin et des dessins de Feininger.

Les années 50 et 60 sont omniprésentes, comme on pouvait s'y attendre : toiles de Manessier, Appel, Fautrier, Atlan, Poliakov, nouveaux réalistes, accumulations d'Arman, œuvres de César, surdorées, servant de piétement à des tables de verre pour cauchemars texans, inscriptions « iconoclastes » de Ben, qui font rêver dans ce décor. Les valeurs sûres s'étalent partout. Rares sont les galeries qui exposent un artiste non confirmé.

Un autre secteur du marché prolifère : l'art primitif, africain en particulier. Ce n'est pas non plus une surprise. Bons ou mauvais, les reliquaires kota (Gabon) pullulent. Un marchand belge expose de rares statuettes en terre cuite de la région de Djené, à côté d'œuvres monumentales et élégantes de l'espagnol Jaume Plensa. Mais cette juxtaposition est exceptionnelle. Le Salon de Mars a préféré, cette année, jouer le choc au lieu du chic, et avoue un peu trop ingénument son ambition de marcher, sans prendre de risques, sur les plates-bandes de la FIAC.

E. de R.

► Esplanade du Champ-de-Mars. De 12 h à 20 h. Samedi et dimanche, de 10 h à 20 h. Jusqu'au 26 mars. Tél. : 45-24-24-46.

Leçons de légèreté

Miracle à Paris : une exposition de Willem De Kooning se tient dans une galerie du Marais

L'exposition ne compte guère qu'une douzaine de toiles, trois huiles sur papier, quelques fusains et une encre. Et c'est néanmoins la plus réjouissante qui se puisse voir ces temps-ci et la plus rare, puisqu'elle rend hommage à l'un des artistes majeurs du vingtième siècle, à l'Américain Willem De Kooning, dont les œuvres ne se voient que de temps en temps à Paris.

Composée, à peu près à parts égales, d'abstractions et de figures humaines exécutées dans les années 60 et 70, elle démontre une fois de plus l'écrasante, la déconcertante supériorité du peintre. C'est bien simple, il semble incapable de rater ce qu'il entreprend alors même que son style est fait de reprises, de corrections, de grattages et d'effacements innombrables. Tout autre, pratiquant la même méthode, s'englue dans une peinture épaisse et grasse qu'aucune gestualité ne suffit plus à animer, aucun dessin à organiser. Lui, à l'inverse, pousse sa toile jusqu'au moment où dissonances chromatiques et rapports de plans suscitent un nouveau dessin, une composition, un espace, des formes. L'amorphe se regroupe en corps et visages ou s'étage en lignes de paysage, aussi nettes que celles qu'il trace au fusain sur le papier quand il décide de se passer de la couleur.

De près, la construction, si visible à distance de quelques pas, demeure incompréhensible. Tintoret, Rembrandt et Hals, avec lesquels De Kooning entretient une correspondance picturale ininterrompue depuis un demi-siècle, ont, il y a quelques siècles, expérimenté le procédé, l'un de ceux par lesquels le temps pénètre dans la peinture et s'y laisse enfermer. Le sujet se fait et se défait, il sort du fond, y retourne, passe, réapparaît. Nulle stabilité, nulle fausse certitude là-dedans, rien que la densité d'un instant – et sa négation à l'instant suivant.

Dans *Untitled X*, on ne sait quelles formes tombent, quelles se dressent dans un orage de jaunes, du plus solaire au plus nacré. Dans *La Guardia in Paper Hat*, autre toile à dominante jaune, un gnôme pieds nus, coiffé d'un chapeau de papier, bedonnant, congestionné, étale ses masses monstrueuses. Dans une troisième toile, une anatomie féminine est fendue en deux par un trait de couleur. Expressionnisme ? Si peu. De Kooning, par bonheur, n'est pas Fautrier, qui ressasse son pathos croûteux. Aucune colère, aucune offense faite à la beauté par l'humanité ordinaire ne justifie qu'il renonce à la légèreté et à l'élégance. Il croit à la force de l'allusion et de l'ellipse plus qu'à celle du lamento. Il croit à la grâce et à l'élégance plus qu'aux poses pathétiques de la déploration. A quoi bon déplorer du reste, puisqu'il y a, pour oublier les disgrâces du monde, la solution de les peindre ? Le temps de la toile, tout est intelligence et plaisir pour celui qui y travaille. Un peu plus tard, tout est également limpide et voluptueux pour qui regarde, accroché à un mur blanc, en silence, une toile de De Kooning.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Karsten Greve, 5, rue Debelleyme, jusqu'au 18 avril.

□ **Demande de rançon pour les tableaux volés à Boston.** – Le Musée Isabella Stewart Gardner de Boston a reçu une demande de rançon pour les douze chefs-d'œuvre dérobés dimanche 18 mars. Un correspondant anonyme s'est manifesté mardi 20 mars au téléphone, une heure avant que la direction n'offre une récompense d'un million de dollars à quiconque permettrait la restitution des tableaux en bon état.

Le Musée Getty a racheté les « Iris » de Van Gogh

Le Musée Paul-Getty de Malibu (Californie) a annoncé, mercredi 21 mars, qu'il avait racheté *les Iris*, de Van Gogh, à Alan Bond (*le Monde* du 17 mars). L'homme d'affaires australien, actuellement en difficultés financières, avait acheté l'œuvre en 1987 pour 53,9 millions de dollars (environ 310 millions de francs). Cette nouvelle transaction, dont le musée n'a pas voulu dévoiler le montant, a été arrangée par la maison Sotheby's, de New-York, qui avait prêté 27 millions de dollars à Alan Bond pour l'achat du tableau. – *(AFP.)*

CINÉMA

La mort de Maurice Cloche

Le réalisateur français Maurice Cloche est mort, mardi 20 mars, à Bordeaux *(nos éditions du 22 mars)*. Il était âgé de quatre-vingt-deux ans.

Si Maurice Cloche, qui ne tournait plus depuis longtemps, n'était pas complètement oublié, il le devait à *Monsieur Vincent*, son grand succès artistique et commercial de 1947, biographie de saint Vincent de Paul, magistralement interprétée par Pierre Fresnay. Car ce cinéaste qui ne manquait pas de talent se contenta, le plus souvent, d'être un bon artisan du cinéma français, se consacrant à des « genres » conventionnels.

Né à Commercy en 1907, Maurice Cloche est d'abord comédien, à partir de 1933, et directeur artistique de films. En 1935, il est remarqué pour un court métrage sur *le Mont-Saint-Michel*. Il aborde le long métrage avec la première version parlante de *Ces dames aux chapeaux verts*, d'après un roman de Germaine Acremant (1937). On peut passer sans les citer sur les films qu'il tourna de 1941 à 1946, pour arriver à ce *Monsieur Vincent* (écrit par Jean Anouilh) qui reste son plus grand titre de gloire et lui valut d'être considéré comme un cinéaste catholique officiel. Dans le genre biographique, il réalise encore *Docteur Laennec* (1948) avec Pierre Blanchar, puis traite jusqu'aux années 70 des sujets sociaux plus ou moins édifiants et des intrigues policières. On retiendra plutôt ses deux versions de *la Porteuse de pain*, d'après Xavier de Montépin, celle de 1950 avec l'actrice italienne Vivi Gioi et celle de 1962, chef-d'œuvre de mélodrame parfaitement pris au sérieux, avec Suzanne Flon, Philippe Noiret et Jean Rochefort.

JACQUES SICLIER

□ **Mort de Jean Darcante.** – Le metteur en scène et ancien directeur du *Théâtre de la Renaissance*, vient de mourir à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a-t-on appris mercredi 21 mars.

[Ancien élève du Conservatoire, Jean Darcante choisit la mise en scène en 1942 et installe sa compagnie au Palace de Paris. A la Libération, il prend la direction du Théâtre de la Renaissance. Secrétaire général de l'Institut international du Théâtre de l'UNESCO de 1957 à 1980, Jean Darcante était également un fervent défenseur de sa profession au sein du Syndicat national des acteurs, puis à la Fédération internationale des acteurs, fondée en 1951.]

ÉDITION

L'affaire Gallimard entre dans une longue procédure judiciaire

La famille et la loi

Le tribunal de commerce de Paris, statuant en référé, devrait dire, vendredi 23 mars, s'il y a lieu, comme le demandent Mme Françoise Gallimard et M. Christian Gallimard, de placer sous séquestre – en attendant le jugement au fond – 13,5 % d'actions de la maison Gallimard. M. Antoine Gallimard, actuel PDG de l'entreprise et détenteur de ces actions, est accusé par sa sœur et son frère de les avoir acquises de manière frauduleuse.

N'est-il pas singulier que ce soit précisément l'un des fondateurs de la NRF, André Gide, qui ait proclamé le fameux « *Familles, je vous hais* » (1) Que penserait Gaston Gallimard – créateur de la maison, en 1911 – de sa descendance, les quatre enfants de Claude Gallimard mettant en péril son extraordinaire réussite, cette entreprise que les Américains qualifient de « *joyau de l'édition française* » et certains, chez Gallimard, de « *joyau de l'édition mondiale* » ? Que dirait-il de ses petits-enfants, qui se comportent avec quelque chose qui les dépasse – le patrimoine culturel français – comme naguère avec les ours en peluche et les poupées qu'ils se disputaient âprement ?

Car tout a commencé ainsi, comme une querelle de famille (2) où chacun avait quelque chose à régler avec son enfance et avec ses parents : Françoise, l'aînée, avait été d'emblée exclue de la course au pouvoir parce qu'elle était une fille ; Christian, le fils aîné, devait se venger d'avoir été « *répudié* », d'une manière inélégante et brutale, par son père Claude (3) ; Antoine voulait prendre sa revanche de cadet trop souvent humilié ; Isabelle ne pouvait supporter d'être, à jamais, la « petite dernière ».

« Secouer la mollesse ambiante »

Mais au lieu de chercher la solution autour d'une table en se disant que Gallimard et ses auteurs – dont certains sont déjà des « classiques » – étaient plus importants qu'une lutte de prééminence pour imposer son prénom, ils ont préféré s'affronter sur le terrain de la propriété du capital.

Quand M. Antoine Gallimard, en mars 1988, a été nommé président-directeur général de la maison, les autres – et en tout premier son frère Christian – lui ont fait savoir qu'ils ne reconnaissaient pas son autorité et contestaient sa minorité de blocage (33,5 % des parts) obtenue grâce à des actions que lui avait vendues son père Claude.

Chacun s'est constitué une équipe d'avocats et de conseillers, et on a commencé à envisager le recours aux procédures, tant civiles que pénales. Pourtant, des amis, des proches, des hommes de loi même, incitaient la famille à trouver un arrangement, sachant que lorsqu'une procédure judiciaire serait engagée, elle serait longue, difficile à maîtriser, et perturberait la marche de la maison. Tout cela fut vain.

« *C'est pour casser cela, pour créer une nouvelle dynamique, pour secouer la mollesse ambiante, que, après presque deux ans d'atermoiements, j'ai décidé de mettre en vente mes parts* », déclarait Mme Françoise Gallimard à la fin du mois de janvier, après avoir confié ses intérêts à la banque américiane Ansbacher – célèbre, si l'on peut dire, pour avoir, à la suite d'un conflit dans la famille Bingham, de Louisville (Kentucky), fait vendre le *Courrier-Journal* et le *Louisville Times* (*le Monde* du 30 janvier et du 1er février). Cette banque évaluait l'action Gallimard à quelque 20 000 francs. Un prix extrêmement élevé. On voyait mal qui accepterait de payer aussi cher pour ne posséder que la part de Mme Françoise Gallimard (12,5 % des actions). Tout acheteur, à un tel prix, ne pouvait que vouloir s'assurer le contrôle de la maison.

C'est pourquoi M. Antoine Gallimard, dès que sa sœur eut rendu publique sa décision, a indiqué qu'il « *réunissait une majorité* » autour de lui, « *garantissant l'indépendance* » de Gallimard. Pour affirmer l'existence de cette majorité, il a créé, avec les actionnaires qui le soutiennent (4), une société, la SOPARED (Société de participation et d'édition), dans laquelle il est majoritaire et qui contrôle Gallimard (*le Monde* du 9 mars).

Cette manière de reprendre l'initiative et de proclamer que Gallimard devait survivre aux *déchirements familiaux ne pouvait que* mettre le feu aux poudres. Mme Françoise Gallimard et M. Christian Gallimard (Mlle Isabelle Gallimard ne les a pas suivis) demandent à la justice de bloquer – en référé, – puis d'interdire la création de cette société. Ils lui demandent aussi – et les deux choses sont liées – de dire que M. Antoine Gallimard a acquis certaines de ses actions (13,5 %) de manière frauduleuse.

Après avoir affirmé que lesdites actions lui avaient été cédées par son père à trop bas prix, ils soutiennent désormais aussi que M. Antoine Gallimard les a extorqués à M. Claude Gallimard, aujourd'hui âgé de soixante-seize ans, diminué par la maladie. On imagine ce que cela suppose d'attestations, de témoignages à venir, pour tenter de prouver qu'« *en telle année déjà* » il n'était plus en état de prendre des décisions importantes.

Chez Gallimard, depuis des mois, on vivait sans trop se laisser troubler par le conflit et on disait, avec un certain détachement : « *Les déchirements familiaux, depuis les Atrides, on sait ce que c'est.* » Propos de gens cultivés, férus de tragédies antiques et en connaissant les vertus cathartiques. Mais quand Mme Françoise Gallimard a choisi la banque Ansbacher et a fait annoncer la mise en vente de ses parts par la presse américaine, on est brutalement tombé du théâtre grec dans le feuilleton télévisé de type « Dallas ». Depuis, avec l'entrée en scène des acheteurs en puissance, ceux que M. Antoine Gallimard nomme « *les prédateurs* », notamment le groupe Bouygues – dont chacun peut voir ce qu'il a fait de TF 1 – et avec ce qui s'annonce de sordide, en justice, autour de la maladie de M. Claude Gallimard, on est plutôt dans « Châteauvallon » : la « qualité française », avec des moyens limités, et des ambitions mal adaptées à ces moyens.

Questions sans réponse

Beaucoup de questions sont posées, de part et d'autre, qui demeurent sans réponse. En tout premier lieu, la maison Gallimard va-t-elle résister à une procédure qui peut durer plusieurs années ? Elle ne fabrique pas des bagages de luxe et des alcools, comme le groupe LVMH (Louis Vuitton-Moët-Hennessy) qui a, lui aussi, été secoué par un long combat, mais des livres, objets à beaucoup plus forte charge symbolique. Chez Gallimard, on travaille avec des écrivains, des créateurs – et tout ce que cela suppose d'angoisses et de névroses.

Ensuite pour qui « roule » la banque Stern, qui assiste M. Antoine Gallimard et l'a aidé à créer la SOPARED ? Dans l'entourage des adversaires du jeune PDG, c'est une question qui revient sans cesse. « *Si encore il s'agissait d'une banque nationalisée, on comprendrait* », disent certains. « *Lorsque l'Etat demande à la BNP de sauver une entreprise prestigieuse, elle le fait.* » Mais une banque privée, de surcroît relativement petite, « *ne saurait se permettre de telles générosités* », murmure-t-on. « *Moi je suis un homme libre* » se contente de répondre M. Jean-Claude Hassan, le directeur général de la banque Stern, qui, comme tous ceux qui sont liés à cette affaire, refuse de parler avant que le référé ne soit plaidé.

Comment se fait-il, enfin, que ni M. Christian Gallimard ni sa sœur Françoise ne semblent voir qu'en mettant en route une procédure judiciaire qui déjà leur échappe – alors qu'ils voulaient peut-être seulement une « guerre des nerfs » pour faire reculer leur frère – ils prennent le risque d'instaurer M. Antoine Gallimard en seul garant de l'indépendance de la maison ?

Si la majorité qu'il a constituée autour de lui est disloquée, Gallimard, vendu, deviendra un nom sur un échiquier, dans un groupe. Ce ne sera plus « une certaine idée de l'édition », défendue par Gaston Gallimard, puis par Claude et Gaston, qui fait que tant d'écrivains ont rêvé et rêvent encore de la « couverture blanche » et des trois lettres qui l'identifient : NRF.

JOSYANE SAVIGNEAU

(1) Dans *les Nourritures terrestres*.

(2) Chacun des enfants possédait environ 12,5 % des actions de la maison, contrôlée par la famille.

(3) Alors qu'il était promis, en tant que fils aîné, à la succession de son père, il a quitté Gallimard en 1983 après un violent différend avec celui-ci et une pétition, signée par de nombreux cadres, lui reprochant sa gestion, notamment l'échec de la FED, la société lyonnaise de distribution qu'il avait achetée.

(4) Mme Muriel Toso (15 %), Mme Micheline Hoffet (1 %), M. Robert Gallimard (2 %).

Les ratés d'une nouvelle organisation

Perturbations dans la distribution de livres à Paris

Quatre distributeurs importants de l'édition, le Seuil, Interforum, Flammarion et Hatier ont créé un groupement d'intérêt économique (GIE) pour assurer ensemble, en un même lieu (Bercy), la distribution de leurs livres à Paris. La mise en route de ce nouvel outil, fortement informatisé, provoque des perturbations dans l'approvisionnement des librairies parisiennes.

La vente des livres dépend de plus en plus des échos médiatiques qu'ils suscitent. Mais l'effet de ces échos est de courte durée, rapidement recouvert par de nouveaux échos. Pour les libraires, cela signifie qu'un livre absent de leurs tables lorsque les clients le demandent est une vente définitivement perdue. Pour obtenir une nécessaire souplesse, les libraires disposaient jusqu'à présent dans la capitale de « comptoirs » des distributeurs qui assuraient des réapprovisionnements d'urgence.

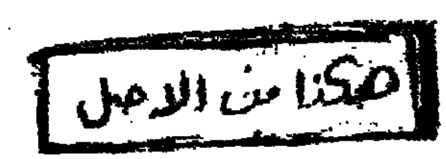
Le regroupement à Bercy des outils de distribution du Seuil, de Flammarion, d'Interforum et d'Hatier, les difficultés rencontrées dans la mise en place de cette nouvelle organisation, ont provoqué des retards et des difficultés dans l'approvisionnement des librairies : « *Les livres dont nous disposions en quarante-huit heures ne nous parviennent plus qu'en huit ou dix jours* », se plaint-on, par exemple, à la FNAC-Montparnasse. Et le directeur de La Hune constate, avec un certain fatalisme, que la modernisation de la distribution, si elle profite aux distributeurs, se traduit par des lourdeurs et des lenteurs accrues dans la gestion des livres.

Au Seuil, le PDG, M. Claude Cherki, admet que le rodage du centre de Bercy a provoqué de sérieuses difficultés. « *Mais*, précise-t-il, *nous avons déjà mis en place des GIE semblables à Nantes et à Lyon qui fonctionnent très bien. Bercy n'est ouvert que depuis trois semaines. La situation s'est déjà améliorée : tout devrait être rentré dans l'ordre dans les deux semaines qui viennent. En tout état de cause, je m'engage à fournir aux libraires, à moyen terme, la même qualité de services que celle dont ils bénéficiaient auparavant.* »

En tout état de cause, si les lecteurs parisiens doivent faire preuve d'un peu de patience – et les éditeurs d'un peu de sang-froid, – leur situation demeure enviable comparée à celle de certains lecteurs de province qui doivent parfois attendre trois semaines ou un mois avant de pouvoir obtenir l'ouvrage qu'ils désirent.

PIERRE LEPAPE

□ **Nouvel investissement d'Hachette aux Etats-Unis.** – Le groupe Hachette a annoncé, mercredi 7 mars, avoir acquis la majorité du capital d'Imperial News Company, le quatrième distributeur américain de magazines et de livres qui, lui-même, venait d'acheter Yankee News Company Inc., un autre grossiste américain. Les deux distributeurs américains desservent environ 6 500 points de vente aux Etats-Unis et représentent 3 % du marché américain avec un chiffre d'affaires annuel de 100 millions de dollars.



AGENDA

EXPOSITIONS

JEUDI 22 MARS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33)
T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

COLLECTIONS DU CABINET D'ART GRAPHIQUE, 1906-1940. Musée d'art moderne, salle d'art graphique. Jusqu'au 3 juin 1990.

DESIGN AUTOMOBILE. Grande galerie. Jusqu'au 30 avril 1990.

DESIGN FINLANDAIS. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 30 avril 1990.

FILONOV. Grande galerie, 5 étage. Jusqu'au 30 avril 1990.

TONY GARNIER. Galerie du Cci. Jusqu'au 21 mai 1990.

GÊATAN GATIAN DE CLÉRAMBAULT. Psychiatre et photographe. Galerie de la BPI 2e étage. Jusqu'au 14 mai 1990.

DANIEL SPŒRRI. Galeries contemporaines, Mnam. Jusqu'au 6 mai 1990.

TENDANCES MULTIPLES DES ANNÉES 80. Galeries contemporaines Mnam. Jusqu'au 6 mai 1990.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-de-Montherlant (40-49-48-14). Mer., ven., sam., mer. de 10 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de groupes rens. au 45.49.45.46.

LE CORPS EN MORCEAUX. Entrée : 25 F (dimanche : 16 F.). Billet jumelé exposition musée : 40 F. Jusqu'au 3 juin 1990.

CHARLES GARNIER (1825-1898) ARCHITECTE DE L'OPÉRA. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 10 juin 1990.

L'OPÉRA DE MONTE-CARLO : CHARLES GARNIER, ARCHITECTE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 10 juin 1990.

L'OPÉRA, PHOTOGRAPHIES DE CHANTIER. Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès au musée). Jusqu'au 3 juin 1990.

UN PHOTOGRAPHE VICTORIEN : *LADY HAWARDEN* (1822-1865). Exposition dossier. Entrée : 27 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 29 avril 1990.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-53-17). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Visites conférences les jeudis et samedis à 15 h jusqu'au au 14 avril.

LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVIe AU XVIIe SIÈCLE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

LE PEINTRE, LE ROI, LE HÉROS. L'Andromède de Pierre Mignard. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-23-61-27). *T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30,* mer. jusqu'à 20 h 30. Visit. comment. grat. les jeu. à 15 h, les 1 et 15 avril à 11 h. Débat jeu. 22 mars, 19 h.

HERBERT BRANDL, ERNST CARAMELLE, FRANZ WEST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 22 avril 1990.

KEES VAN DONGEN, LE PEINTRE. *Exposition rétrospective. Entrée :* 15 F. Du 22 mars 1990 au 17 juin 1990.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

ART PRÉCOLOMBIEN DU MEXIQUE. Galeries nationales (42-89-54-10). T.l.j. sf mer. de 10 h à 20 h, *mer. jusqu'à 22 h.* Entrée : 33 F. Jusqu'au 30 juillet 1990.

LES ENVOLS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies en noir et blanc de 1904 à 1944. Galeries nationales (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE. Galeries nationales *(42-89-54-10). T.l.j. sf mar.* de 10 h à 20 h, mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 33 F. Jusqu'au 14 mai 1990.

CENTRES CULTURELS

ALOCCO, DEZEUZE, DOLLA, PAGÈS, PINCEMIN, SAYTOUR, VIALLAT. 1969 - Ecole spéciale d'architecture - 1990. Ecole spéciale d'architecture, galerie, 254, bd Raspail (43-22-83-70). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 30 mars 1990.

FERNANDO CANOVAS, DIANE WILKE, LEANDRO BERRA, RHADAMÈS *MEJIA*. Lauréats du prix de peinture de la fondation Fortabat. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Entrée : 30 F. Du 27 mars 1990 au 25 mai 1990.

CÉLÉBRITÉS A L'AFFICHE. Cent ans de personnages célèbres dans la publicité. Bibliothèque Forney, hôtel de Sens, 1, rue du Figuier (42-78-14-60). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h 30 à 20 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 7 avril 1990.

CÉSAR DOMELA. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril 1990.

***MARIE-LOUISE* EKMAN.** Centre culturel suédois, hôtel de Marle 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 22 avril 1990.

PER EKSTROM, 1844-1935. Centre culturel suédois, hôtel de Marle 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Du 26 mars 1990 au 24 mai 1990.

LES HUICHOLES. Quotidien et extraordinaire chez le peuple du Peyotl. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 21 avril 1990.

KOLOS-VARY ET TAO. Institut hongrois, 92, rue Bonaparte (43-26-06-44). T.l.j. sf sam. et dim. de 15 h à 18 h, jeu. jusqu'à 20 h. Jusqu'au 20 avril 1990.

LA LIGNE RETROUVÉE. Art et décoration en Hollande autour de 1900. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 29 avril 1990.

MOHROR. Photographies. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 avril 1990.

MORCEAUX CHOISIS, SCULPTURES ENTRE 1979 ET 1990. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 28 avril 1990.

***ADRIAN SCHIESS, BERNARD* VOITA.** Centre culturel suisse, 32-38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 avril 1990.

SIX PEINTRES SOVIÉTIQUES D'AUJOURD'HUI. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 7 avril 1990.

TINNANIKSI. Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe (43-57-05-35). T.l.j. à partir de 19 h jusqu'à la fin des spectacles. Jusqu'au 31 mars 1990.

TIRE LA LANGUE, OU LES IRRÉGULIERS DU LANGAGE. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 125-127, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 31 août 1990.

CHRISTIAN VOGT. Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, grande galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 7 F. Jusqu'au 22 avril 1990.

GALERIES

ALIGHIERO E BŒTTI. Galerie Charles Cartwright, 6, rue de Braque (48-04-86-86). Du 24 mars 1990 au 21 avril 1990. / Galerie Hadrien Thomas, 3, rue du Plâtre (42-76-03-10). Jusqu'au 28 avril 1990.

MARCEL ALOCCO. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 31 mars 1990.

KAREL APPEL. Gallery Urban, 22, av. Matignon (42-65-21-34). Jusqu'au 2 mai 1990.

RICHARD ARTSCHWAGER. Galerie Ghislaine Hussenot, 5 bis, rue des Haudriettes (48-87-60-81). Jusqu'au 28 mars 1990.

ROBERT BARRY, RICHARD *TUTTLE*. *Galerie Yvon Lambert, 108, rue* Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 10 avril 1990.

BEDARRIDE. Galerie Caroline Corre, 14, rue Guénégaud (43-54-57-67). Jusqu'au 28 avril 1990.

BEUYS. Galerie Isy Brachot, 40, rue Mazarine (43-25-09-22). Jusqu'au 28 avril 1990.

ALBERT BITRAN. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 14 avril 1990.

MIGUEL-ANGEL BLANCO. Galerie Façade, 30, rue Beaubourg (48-87-02-20). Jusqu'au 2 avril 1990.

MARTINE BOILEAU. Galerie Jacques Barbier - Caroline Beltz, 7, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 7 avril 1990.

JEAN-PIERRE LE BOUL'CH. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 31 mars 1990.

ANDREAS BRANDT. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 14 avril 1990.

GIANSTEFANO BURATTONI. Galerie Guthare Ballin, 47, rue de Lappe (47-00-32-10). Jusqu'au 14 avril 1990.

ERNST CARAMELLE. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 28 mars 1990.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Claire Burrus, 30-32, rue de Lappe (43-55-36-90). *Jusqu'au 1 avril 1990.*

***FRÉDÉRIC* CHARRON, TONY SOULIÉ, RICHARD TEXIER.** Galerie Bernard Davignon, 76, rue Vieille-du-Temple (48-04-52-50). Jusqu'au 14 avril 1990.

CHAUVIN. Sculptures. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 21 avril 1990.

COLLECTION VINGT ANS DE PASSION, ALAIN DELON. Galerie Didier Imbert Fine Arts, 19, av. Matignon (45-62-10-40). Jusqu'au 13 avril 1990.

CHRISTOPHE CUZIN. Galerie Bernard Jordan, 52-54, rue du Temple (42-72-39-84). Jusqu'au 5 avril 1990.

LES DERNIERS QU'ON SERT, LUC LAURAS ET *PHILIPPE MAYAUX*. Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 31 mars 1990.

DEUXIÈME SALON DE MARS. Esplanade du champ de Mars, place Joffre, face à l'Ecole militaire. Entrée : 45 F. Jusqu'au 26 mars 1990.

ECOLE NÉGRO-CARAIBE. Serge Helenon, Louis Laouchez (peintures). Galerie Maine Durieu, 57, quai des Grands Augustins (43-26-82-52). Jusqu'au 1 avril 1990.

JUMANA EL HUSSEINI. Galerie Etienne Dinet, 30, rue de Lisbonne (42-56-43-26). Jusqu'au 5 mai 1990.

RENÉ FEURER. Galerie Franka Berndt Bastille, 4, rue Saint-Sabin (43-55-31-83). *Jusqu'au 31 mars 1990.*

FIGURATION NARRATIVE DANS L'ART CONTEMPORAIN. Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). *Du 22 mars 1990 au 5 mai* 1990.

ALBERT GLEIZES. Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-87-02-06). *Du 23 mars 1990 au 6 mai* 1990.

GROUPE BP. Galerie Cremniter-Laffanour (Down-Town), 33, rue de *Seine (46-33-82-41). Jusqu'au 30 mars* 1990.

GARY HILL. Galerie des Archives, 46, rue des Archives (42-78-05-77). Jusqu'au 14 avril 1990.

HOMMAGE A SEYMOUR ROSOFSKY PEINTRE DE L'ÉCOLE DE CHICAGO. Rétrospective de son œuvre 1958-1981. Galerie du Dragon, 19, rue du Dragon (45-48-24-19). Jusqu'au 30 avril 1990.

SONJA HOPF. Galerie Berggruen, 70, rue de l'Université (42-22-02-12). Du 27 mars 1990 au 31 mars 1990.

BEN JAKOBER. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 28 mars 1990.

ASGER JORN. Galerie Ariel, *140, bd* Haussmann (45-62-13-09). Jusqu'au 27 avril 1990.

KABILA. Galerie Margot Virgil, *11, cité Véron - entrée 94, bd de Clichy* (42-62-21-22). Jusqu'au 28 avril 1990.

MARINA KARELLA. JGM Galerie, 8 bis, rue Jacques-Callot (43-26-12-05). *Jusqu'au 7 avril 1990.* / Galerie Samy Kinge, 54, rue de Verneuil (42-61-19-07). Jusqu'au 7 avril 1990.

WILLEM DE KOONING. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 14 avril 1990.

STANISLAO LEPRI. Galerie Bosquet, 44, rue Bosquet (45-51-55-86). Jusqu'au 10 avril 1990.

ROBERT LONGO. Sur le drapeau américain. Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg (42-72-14-10). Jusqu'au 18 avril 1990.

CATHERINE LOPES-CURVAL. Galerie Moussion, 110-123, rue Vieille-du-Temple (48-87-75-91). Jusqu'au 15 avril 1990.

ANGEL LUQUE. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 21 avril 1990.

CHARLES MARQ. L'Atelier Lambert, 62, rue La Boétie (45-63-51-52). Jusqu'au 21 avril 1990.

FAUSTO MELOTTI. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 28 avril 1990.

PIERRE MERCIER. Galerie Laage-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 24 mars 1990.

JÉROME MESNAGER. Galerie Loft Jean-François Roudillon, 3 bis, rue des Beaux-Arts (46-33-18-90). Jusqu'au 22 avril 1990.

JEAN-CLAUDE MEYNARD. Galerie Lamaignère Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-59-44). Jusqu'au 21 avril 1990.

KACEM NOUA. Galerie Lucien Durand, 17, rue Mazarine (43-26-25-35). Jusqu'au 7 avril 1990.

MICHEL PELLOILLE. Galerie Bercovy-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Jusqu'au 21 avril 1990.

BERNARD PIFFARETTI. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Jusqu'au 4 avril 1990.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie *Bernard Vidal, 10, rue du Trésor* (47-05-09-82). Jusqu'au 12 avril 1990.

ANDRÉ PLANSON. Galerie Colette Dubois, 420, rue Saint-Honoré (42-60-13-44). *Du 22 mars 1990 au 5 mai* 1990.

JACQUES POLI. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 28 avril 1990.

DANIEL PONTEREAU, VINCENT BARRÉ, OLIVIER DEBRÉ. Galerie Leif Stahle, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Jusqu'au 21 avril 1990.

QUARANTE ARTISTES DES ANNÉES 1980, PHOTOGRAPHIES D'ALAIN TURPAULT. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 133, bd Haussmann (45-63-52-00). Jusqu'au 7 avril 1990.

JOAQUIN RAMO. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 21 avril 1990.

BJARNE ROTTERUD. Galerie Nane Stern, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Jusqu'au 7 avril 1990.

ANNA SHANNON, SENART. Galerie Jaquester, 153, rue *Saint-Martin* (45-08-51-25). Du 22 mars 1990 au 5 mai 1990.

THIERRY SIGG. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 31 mars 1990.

DANIEL DE SPIRT. Galerie Convergence, 39, rue des Archives (42-78-57-45). *Du 22 mars 1990 au 21 avril* 1990.

DANIEL SPŒRRI. Palettes d'artistes, les Puces. Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard (42-71-20-50). Jusqu'au 21 avril 1990.

PAULINE STELLA SANCHEZ. Galerie Froment et Putman, 33, rue Charlot (42-76-03-50). Jusqu'au 21 avril 1990.

ANTONI TAPIES. Galerie Lelong, 13-14, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 21 avril 1990.

***THE LAST PRÉSENCE* PANCHOUNETTE.** Galerie de Paris, 6, rue du Pont-de-Lodi (43-25-42-63). Jusqu'au 31 mars 1990.

GÉRARD TRIGNAC. Dix ans de gravure. Galerie Michèle Broutta, 31, rue des Bergers (45-77-93-79). Jusqu'au 21 avril 1990.

IGAEL TUMARKIN. Ubu Roi. Galerie Claude Samuel, 18, pl. des Vosges (42-77-16-77). Jusqu'au 21 avril 1990.

PATRICK WOLFF. Galerie satirique Martine Moisan, 8, galerie Vivienne (42-97-46-65). Du 23 mars 1990 au 19 avril 1990.

MUSÉES

AFRIQUE, FORMES SONORES. Musée national des Arts africains et océaniens, *293, av. Daumesnil* (43-43-14-54). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 30 sam., dim. de 10 h à 18 h. Entrée : 23 F, 13 F (dim.). Jusqu'au 2 avril 1990.

LES AMÉRIQUES DE CLAUDE LEVI-STRAUSS. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 20 F, 25 F (comprenant la visite du musée). Jusqu'au 24 avril 1990.

ANATOLIE ANTIQUE, FOUILLES FRANÇAISES EN TURQUIE. Bibliothèque Nationale, cabinet des médailles et antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. *Jusqu'au 16 avril 1990.*

L'ART NAIF ESPAGNOL. Musée d'Art naïf Max Fourny - halle Saint-Pierre, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). *T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h.* Entrée : 25 F. Jusqu'au 27 mai 1990.

BRONZES ANTIQUES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. *sf lun. de 10 h à 17 h,* jeu. jusqu'à 22 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet 1990.

LOUIS CHERVIN 1905-1969. Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (46-06-61-11). T.l.j. sf lun. de 14 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 3 juin 1990.

LA COLLECTION JEAN HENRY. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du *musée). Jusqu'au 14 mai 1990.*

EN FRANÇAIS DANS LE TEXTE. Dix siècles de lumières par le livre. Bibliothèque Nationale, galeries Mansart et *Mazarine,* 58, rue de Richelieu (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 13 mai 1990.

FEMMES FIN DE SIÈCLE, 1885-1895. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1-de-Serbie (47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1990.

FORTS DU LITTORAL. *Musée des* Plans-Reliefs, hôtel national des Invalides, 4 étage, place des Invalides (45-51-95-05). T.l.j. de 10 h à 16 h 45. Fermé le 1er mai. Entrée : 23 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. Musée de la Poste, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). *T.l.j. sf dim. de 10 h à 17 h.* Jusqu'au 30 juillet 1990.

MAURICE MARINOT PEINTRE ET VERRIER, 1882 - 1960. Musée de *l'Orangerie, place de la Concorde, jardin* des Tuileries (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F, dim. : 12 F. Jusqu'au 21 mai 1990.

HANAÉ MORI, TRENTE-CINQ ANS DE MODE. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-82-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Entrée : 25 F. *Jusqu'au 15 avril 1990.*

MURS PEINTS DE PARIS. Pavillon de l'Arsenal, 2 étage mezzanines Sud et Nord, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). *T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à* 18 h 30, dim. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 22 mai 1990.

MÉTROPOLE 90, BARCELONE, *LONDRES, STOCKHOLM,* PARIS. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 3 juin 1990.

NOS ANNÉES 80. Musée des Arts de la mode, pavillon de Marsan, 109, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 1 avril 1990.

P.A.B. A LA B.N. Petits livres majuscules. Bibliothèque Nationale, galerie *Mortreuil, 58, rue de Richelieu* (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 4 mars 1991.

PARIS AU FIL DE L'EAU. Musée de *la Marine, palais de Chaillot, place du* Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. *Jusqu'au* 23 avril 1990.

PAQUES FLEURIES. *Musée national* des arts et traditions populaires, 6, av. du Mahatma-Gandhi (40-67-90-00). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 15. Entrée : 15 F (prix d'entrée du musée), 7,50 F le dim. Jusqu'au 28 mai 1990.

JOSEP RENAU. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du *Président-Wilson* (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 14 mai 1990.

SAINT-SERNIN DE TOULOUSE. Trésors et métamorphoses. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). *T.l.j. de 10 h à 18 h.* Visites commentées, rens. au 48-87-24-14. Entrée : 22 F. Jusqu'au 16 avril 1990.

SEIGNEURS, ARTISANS, PAYSANS : *ARCHÉOLOGIE D'UN VILLAGE* MÉDIÉVAL. Musée national des Thermes et de l'hôtel de Cluny, 6, place Paul-Painlevé (43-25-62-00). T.l.j. sf *mar. de 9 h 45 à 12 h 30 et de 14 h à* 17 h 15. Entrée : 15 F, dim. (8 F). Jusqu'au 28 mai 1990.

SNOOPY FÊTE SES QUARANTE *ANS.* *Musée des Arts décoratifs, galerie d'actualité,* 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 22 avril 1990.

LES TRÉSORS DU MUSÉE NIEPCE. **DEUX CENTS PHOTOGRAPHIES PROVENANT.** Des collections du Musée Nicéphore Niepce de Chalon-sur-Saône. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (comprenant l'ensemble des expositions). Jusqu'au 30 avril 1990.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBÉTAINES. Musée de l'Homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-60). T.l.j. sf mar. et fêtes de 9 h 45 à 17 h 15. *Entrée : 16 F (billet donnant* droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre 1990.

ANTON WATZL. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 14 avril 1990.

PÉRIPHÉRIE

ANTONY. Marionnettes traditionnelles du monde. Hôtel de ville d'An*tony, 2, rue des Champs* (46-66-21-93). T.l.j. de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 10 avril 1990.

BOULOGNE-BILLANCOURT. Affiches du cinéma français : des années trente aux années cinquante. Centre culturel de Boulogne-Billancourt, 22, rue de la Belle-Feuille (46-84-77-95). T.l.j. de 9 h à 21 h, dim. de 10 h à 12 h. Jusqu'au 8 avril 1990. Bibliothèque Marmottan, 19, rue Salomon-Reinach (46-05-22-64). T.l.j. sf dim. et lun. de 14 h 30 à 18 h. Jusqu'au 8 avril 1990.

BRÉTIGNY-SUR-ORGE. Ernesto Riveiro. Espace Jules Vernes, rue Henri-Douard (60-84-40-72). T.l.j. sauf dim., lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 27 avril 1990.

CORBEIL-ESSONNES. Richard Purdy. Centre d'Art contemporain Pablo Neruda, 22, rue Marcel-Cachin (60-89-00-72). T.l.j. sf lun. de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 18 h 30, dim. de 16 h à 19 h. Du 24 mars 1990 au 17 avril 1990.

LA DÉFENSE. La Traversée de Paris. Grande Arche, entrée sous l'escalier de la Grande Arche (40-90-05-18). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 19 h 30, ven. de 10 h 30 à 22 h 30. Réservations au 48.78.75.00. Entrée : 50 F. Jusqu'au 22 avril 1990.

LEVALLOIS-PERRET. Miguel Chevalier. La Base, 6 bis, rue Vergniaud (47-58-49-58). Du 24 mars 1990 au 30 avril 1990.

LONGJUMEAU. Darot. Galerie d'art la Palette d'or, 10 bis, rue de Chilly (69-09-42-19). Du 23 mars 1990 au 15 avril 1990.

MEAUX. Ramsa. Musée Bossuet, palais épiscopal (64-34-84-45). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 24 avril 1990.

NEUILLY-SUR-SEINE. Le Groupe des Six et ses amis - 70 anniversaire. Fondation Erik Satie, hôtel Arturo Lopez 12, rue du Centre. T.l.j. sf mar. de 14 h à 17 h. Jusqu'au 9 avril 1990.

PONTOISE. Néo et Post-Impressionnistes belges dans les collections privées. Musée Pissarro de Pontoise, 4, rue Lemercier - 17, rue du Château (30-38-02-40). T.l.j. sf lun., mar. et jours fériés de 14 h à 18 h. Jusqu'au 13 mai 1990. Musée Tavet-*Delacour, 4, rue Lemercier* (30-38-02-40). T.l.j. sf mar. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 13 avril 1990.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 23 MARS

« L'art déco au cimetière-musée de Passy », 10 h 30, angle avenue Paul-Doumer/place du Trocadéro (V. de Langlade).

« De l'impressionnisme à l'expressionnisme ». 10 h 30, entrée du Musée de l'Orangerie, place de la Concorde (L'art et la manière).

« Les émaux limousins », 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« L'opéra Garnier », 13 h 45, hall d'entrée (M.-C. Lasnier).

« Le Musée du tabac », 14 h 30, 12, rue Surcouf.

« Peintures murales gothiques au Musée des monuments français ». 15 heures, hall du musée, place du Trocadéro (Monuments historiques).

« La cathédrale Notre-Dame », 14 h 30, portail central (Arts et caetera).

« Trésors méconnus du quartier des halles », 14 h 30, place Sainte-Opportune (Sauvegarde du Paris historique).

« *Jardins et hôtels autour de Notre-Dame de Lorette* », 14 h 30, métro Notre-Dame-de-Lorette (Paris pittoresque et insolite).

« *L'hôtel de Lauzun* », 14 h 30, 17, quai d'Anjou (Tourisme culturel).

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges ». 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« La Pyramide du Grand Louvre et la crypte de Philippe Auguste », 14 h 45, métro Palais-Royal, sortie rue de Rivoli (M. Banassat).

« Amphithéâtre, salons et (sous réserve) chapelle de la Sorbonne ». 15 heures, 47, rue des Ecoles (D. Bouchard).

« Les *débuts* du cinéma. Visite du laboratoire de Lavoisier », 15 heures, 292, rue Saint-Martin (I. Haulier).

« Antiquités orientales au Louvre : *Assur et Suze* », *15 heures, métro* Palais-Royal, sortie place Colette (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Auditorium du Musée du Louvre, 12 h 30 : « Routes et caravansérails d'Irak à l'époque médiévale », par A. Rougeulle. Entrée gratuite (Actualité archéologique du Proche-Orient).

10, avenue Pierre-1er-de-Serbie, 14 h 30 : « Toilettes du soir. *Du second* Empire à la IIIe République », par C. Join-Dieterle (Musée de la mode et du costume).

Brunoy, foyer familial, 9, rue de la République, 16 heures : « Eglises d'Ile-de-France, deuxième partie », par P. Jusseaux.

14, rue Bonaparte, 18 h 30 : « De la muse au Musée : féminisme et pratique artistique contemporaine aux Etats-Unis », par M. Tucker (Ecole nationale supérieure des beaux-arts).

11 *bis,* rue Keppler, 20 h 15 : « Quelle religion pour l'homme moderne ? ». Entrée gratuite (Loge unie des théosophes).

119 *bis,* rue Saint-Martin, 20 h 30 : « Lieux sacrés », table ronde animée par S. Klouche (Centre culturel Amorc).

Centre Georges-Pompidou (petite salle), 21 heures : « La communication : une interrogation philosophique », débat organisé par C. Descamps, avec P. Beaud, J.-M. Besnier, A. Farge, P. Fichy, *P. Lévy, L. Quéré, A. Renaut,* L. Sfez, J.-P. Simon, E. Varon. Entrée libre (Espace séminaire).

Gymnase club, 16, rue Vandrezanne, *20 heures :* « *Le corps subtil, essence* des grandes traditions spirituelles. Une aventure vers la réalisation de ce que les traditions nomment *la réalisation de soi.* Entrée libre (Association Sahaja Yoga).

ÉCHECS

Officiel : New-York et Lyon se partageront le championnat du monde

Le championnat du monde d'échecs 1990 se déroulera, comme prévu (*le Monde* du 6 mars), à New-York et à Lyon, ont annoncé mercredi 21 mars les maires des deux villes, M. David Dinkins et M. Michel Noir au cours d'une conférence de presse simultanée tenue dans leurs mairies respectives et retransmise sur écran vidéo.

Le match commencera à New-York le 7 octobre, où se joueront les douze premières parties, puis se poursuivra pour les douze dernières à Lyon vers le 15 novembre ; il devra être terminé au plus tard le 21 décembre. Premier championnat du monde aux Etats-Unis depuis quatre-vingt-trois ans et premier en France depuis toujours, le match sera aussi le premier à être entièrement financé de manière privée. Il est doté d'une bourse de 15,5 millions de francs, dont les cinq huitièmes iront au gagnant et le reste au vaincu.

Le tenant du titre, Garry Kasparov, rencontrera très vraisemblablement Anatoli Karpov, qui, après avoir obtenu la nullité dans la septième partie de la finale du Tournoi des candidats, mercredi à Kuala-Lumpur, mène 4,5 à 2,5 face à Timman et n'a plus que deux points à marquer en cinq parties pour retrouver son adversaire de toujours dans un cinquième match.

ENVIRONNEMENT

A Amiens

L'usine de traitement des déchets ne fermera pas

L'usine ultra moderne de traitement des déchets d'Amiens (Somme) à laquelle un démarrage laborieux a failli coûter la vie (*le Monde* du 28 février) continuera à tourner. Plusieurs partenaires se sont mis d'accord, mercredi 21 mars, pour continuer à la faire tourner. La Ville reprend les dettes (106 millions de francs), la société Spie-Batignolles réinjecte 40 millions de francs d'investissements, la ville voisine de Doullens apporte à l'usine ses ordures (20 000 tonnes par an), Gaz de France s'engage à acheter le gaz produit et deux agences publiques (celle des déchets et celle de la maîtrise de l'énergie) financeront de nouvelles recherches.

ÉDUCATION

M. Gilbert Knaub président de l'université Strasbourg-III

M. Gilbert Knaub, professeur de droit public, a été élu président de l'université Robert-Schuman (Strasbourg-III) par 49 voix contre 41, au second tour de scrutin. Il succédera à M. Jean-Paul Jacqué, élu en 1983 et qui avait vu son mandat prolongé jusqu'en 1990. – *(Corresp.)*

[M. Knaub est né à Strasbourg en 1943. Il y a passé son doctorat et l'agrégation de droit public avant d'y enseigner à partir de 1967. Il a également exercé à Abidjan (Côte-d'Ivoire), avant de diriger l'Institut d'études politiques de Strasbourg de 1980 à 1988. L'université Robert-Schuman accueille sept mille cinq cents étudiants en sciences juridiques, politiques, commerciales ou dans plusieurs IUT.]

SOLIDARITÉ

□ **Une semaine des associations de paralysés et infirmes civils.** – « Coup de pouce pour mieux vivre », une Semaine nationale des associations de paralysés et infirmes civils s'est ouverte lundi et se prolongera jusqu'au 25 mars dans l'ensemble du pays. Cinq associations, regroupées au sein d'un comité d'entente, organisent cette manifestation : l'Association des paralysés de France (APF), la Fédération nationale des malades, infirmes et paralysés (FNMIP), la Fédération nationale des sourds de France (FNSF), la Ligue pour l'adaptation du diminué physique au travail (LADAPT) et la Nouvelle association française des sclérosés en plaques (NAFSEP). Les 24 et 25 mars, des volontaires assureront une collecte de fonds dans toute la France.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du jeudi 22 mars 1990 :

UN DÉCRET

● N° 90-251 du 14 mars 1990 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de Pologne dans le domaine de la formation des cadres d'entreprise, fait à Varsovie le 14 juin 1989 ;

UN ARRÊTÉ

● Du 9 mars 1990 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle dans trois départements.

CARNET DU Monde

Décès

Charles ISIDORE-WEIL

est décédé le 20 mars 1990, à la veille de sa quatre-vingt-quatorzième année.

De la part de

Marie-France Foucaud,
sa compagne,
Gérard Weil,
son fils,
et son épouse Martine,
Emmanuel et Séphanie Weil,
ses petits-enfants.

Le défunt a manifesté le désir que soit évoqué le souvenir de son épouse tendrement aimée,

M[me] Charles ISIDORE-WEIL,
née Odette Franck,

décédée le 4 mars 1972.

– Le Commissaire au Plan,
président du CEPREMAP,
l'ensemble de ses collaborateurs
du CEPREMAP

rendent hommage à la mémoire de

Claude FOURGEAUD,
directeur du CEPREMAP,
chevalier de la Légion d'honneur,

décédé brutalement le 17 mars 1990.

Enseignant et chercheur de renommée internationale, Claude Fourgeaud occupait les fonctions de directeur du CEPREMAP depuis 1976. Il a exercé jusqu'au dernier jour de façon exemplaire l'ensemble de ses responsabilités.

Son souvenir restera longtemps dans nos mémoires.

– Le docteur Colette Cameron,
M[me] Francine Jourda,
Le docteur Ellen Gazengel,
M. et M[me] Philippe Cameron,
M. et M[me] Jean-Pierre Boris,
M. et M[me] Etienne Boris,
Le docteur et M[me] Bernard Boris,

ont la tristesse de faire part du décès de

M[me] Jacques JOURDA,
leur mère et grand-mère,

survenu en son domicile, le 14 mars 1990, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus *stricte intimité familiale.*

– M. et M[me] Claude
Mabboux-Strömberg,
M. et M[me] André Wallet,
ses enfants,
Denis, Bruno
et Dominique Mabboux- Strömberg,
Elisabeth Mies-Wallet,
Lucile et Etienne Dupont-Wallet,
Daniel et Pierre Walet,
ses petits-enfants,
Audrey, Caroline et Blandine,
ses arrière-petites filles,

ont la profonde tristesse d'annoncer la disparition de

M[me] Georges
MABBOUX-STROMBERG,
née Emilienne Delmasse,

survenue le mercredi 14 mars 1990,
dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Les obsèques ont eu lieu le 21 mars, au cimetière du Père-Lachaise, dans la stricte intimité familiale.

Ils rappellent au souvenir de ceux qui les ont connus et aimés ensemble, son époux disparu vingt-cinq ans avant elle,

Georges MABBOUX-STROMBERG,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier des Palmes académiques.

« Il y a plusieurs demeures dans la maison de mon Père ». Jean 14-2.

Cet avis tient lieu de faire-part.

38, avenue du 6-Juin, 14000 Caen.
105, avenue A.-Morizet, 92100 Boulogne.

– La vicomtesse de Lamotte,
M. Jacques de Lamotte.
M[lle] de Lamotte,
M[lle] Isabelle de Lamotte,

font part du rappel à Dieu du

vicomte
PAULTRE de LAMOTTE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 20 mars 1990,
à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 mars, à 14 h 30, en l'église de Boutigny (Seine-et-Marne).

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

12, rue Philibert-Delorme,
75017 Paris.

– Le conseil d'administration du SIAL,
son président honoraire
Philippe Le Coq de Kerland,
son président Roland Violot,
le comité d'organisation,
son président Francis Lepatre,
et tout le personnel de la société,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre
PAULTRE de LAMOTTE,
commissaire général
du Salon international
de l'alimentation,

survenu le 20 mars 1990.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.

Un service religieux, dont la date et le lieu seront communiqués ultérieurement, sera célébré à Paris dans le courant de la semaine prochaine.

– Le président Claude Léon,
son équipe à la CST,
le comité directeur,
et les membres de la CST,

ont la tristesse de faire part de la disparition de

Claude SOULÉ,
directeur général.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, 92200 Neuilly, ce jeudi 22 mars 1990, à 11 heures.

Anniversaires

– *Il y a douze ans,*
nous quittait

Albert FOGLIETTA.

Nous ne t'oublierons jamais.

– Le 22 mars 1987, disparaissait

Jacques HADJÈS.

Ses enfants Muriel et Pierre demandent à tous ceux qui l'ont connu et aimé de s'unir à eux dans son souvenir.

– Le 23 mars 1988,
disparaissait

Jacqueline LEPINASSE,
professeur au lycée Hélène-Boucher.

son mari, Pierre,
sa famille,
ses collègues,
tous ses amis se souviennent d'elle toujours davantage.

34, rue de Picpus,
75012 Paris.

– Il y a trois ans,

Théo LIBESKIND

disparaissait.

Réunion porte principale du cimetière de Bagneux, dimanche 25 mars, 11 h 30.

Communications diverses

– **Rudyard Kipling.** Nouvelle maçonnique. Première traduction française : *Dans l'intérêt des Frères.* Envoi gratuit sous pli fermé. Frais d'expédition : 15 francs. Renaissance traditionnelle, BP 277, 75160 Paris Cedex 04.

Nominations

– Transport
Groupe SANARA,
Jean-Paul AGUANNO.

A la suite de la prise de participation majoritaire du Groupe Tripcovich dans le capital de SANARA, Jean-Paul AGUANNO a pris la présidence de cette dernière.

Jean CHAUVIN a été confirmé dans ses fonctions d'administrateur-directeur général.

[Jean-Paul Aguanno, trente-six ans, ESC Nice et IEP Paris, a accompli l'essentiel de sa carrière chez Thomson Consumer Electronics, où il a occupé différentes fonctions dans le domaine international. Il a récemment rejoint D. Tripcovich & Ci SpA, pour participer au développement de ce groupe en Europe. Il est président de Bartola France SA (logistique de distribution).]

Sous la présidence de Robert Zarader, directeur général d'INFOMART,

Yves PRETTI et
Philippe CHAUSSONNIÈRE

rejoignent l'équipe d'INFOMART, respectivement en tant que directeur des opérations et directeur commercial.

Soutenances de thèses

– *Université Paris-VII,* le jeudi 5 avril à 14 heures, 2, place Jussieu, salle des thèses, tour 25, au rez-de-chaussée. M. Bernard Leuilliot : « Victor Hugo et le XIX[e] siècle ».

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 22 mars à 0 heure et le dimanche 25 mars à 24 heures.

Vendredi et samedi matin, les nuages seront souvent très présents sur la moitié sud de la France ; en revanche, le temps sera bien ensoleillé sur la moitié nord. Samedi après-midi, une nouvelle perturbation abordera les côtes de la Manche. Elle s'enfoncera sur notre pays dimanche, occasionnant quelques pluies. Après son passage, on ressentira une baisse sensible des températures en particulier dimanche après-midi, sur la moitié nord-ouest de la France.

Vendredi : nuages au sud, soleil au nord.

Les régions s'étendant de la Bretagne au Poitou-Charentes, au Centre, au Nord et à la Lorraine bénéficieront d'un ciel dégagé dès le lever du jour.

Le Languedoc-Roussillon, la Provence-Côte d'Azur, les Alpes du Sud et la Corse jouiront d'un soleil passagèrement voilé par des nuages élevés.

Les autres régions, de l'Aquitaine et de Midi-Pyrénées à la Franche-Comté et à Rhône-Alpes, subiront un temps très nuageux et risqueront quelques ondées.

L'Alsace, nuageuse le matin, se dégagera dans l'après-midi.

Les températures minimales accuseront une baisse importante sur la moitié *nord du pays avec 1 à 3 degrés sur le* Nord-Ouest et le Nord, 4 à 6 degrés sur le Centre et le Nord-Est. Elles resteront particulièrement élevées en revanche sur la moitié sud avec 8 à 10 degrés.

Les températures *maximales*, comprises entre 12 et 16 degrés au nord, varieront entre 16 et 20 degrés au sud.

Le vent sera faible de secteur variable.

Samedi : les nuages gagnent du terrain. Aggravation pluvieuse sur le Nord-Ouest.

La matinée sera à nouveau fraîche et ensoleillée de la Champagne et de la Lorraine à l'Ile-de-France, au Centre, aux Pays de laLoire, au Limousin et au Poitou-Charentes.

En revanche, le ciel deviendra de plus en plus nuageux du Nord à la Bretagne, et il se mettra à pleuvoir vers la mi-journée près des côtes de la Manche.

Les nuages continueront à encombrer le ciel sur le reste du pays, du Sud-Ouest au Nord-Est et aux régions méditerranéennes. Ils occasionneront parfois quelques ondées sur le sud des Alpes et du Massif Central.

Dans le courant de l'après-midi, les nuages envahiront l'ensemble du pays.

Ils s'accompagneront d'un passage pluvieux sur la Bretagne, la Normandie, le Nord, puis l'Ile-de-France, le Centre et les Pays de la Loire.

Par ailleurs, les ondées se multiplieront sur le Sud-Est.

Les éclaircies reviendront progressivement par le nord, gagnant en soirée la Bretagne, la Normandie et le Nord. Elles seront toutefois entrecoupées d'averses.

Les températures resteront généralement stationnaires par rapport à la veille avec 0 à 5 degrés le matin sur la moitié nord (localement – 2 degrés) et 5 à 10 degrés sur la moitié sud, pour atteindre dans l'après-midi un maximum de 12 à 18 degrés du Nord au Sud.

Le vent sera faible à modéré de secteur ouest dominant.

Dimanche 25 mars :

Nuageux et quelques pluies.

Le matin, un temps sera très nuageux et pluvieux sur le quart sud-ouest, le Massif Central et le quart nord-est. Les nuages seront généralement très nombreux surtout en début de matinée du quart nord-ouest aux Charentes à l'Ile-de-France et au Nord. On pourra profiter d'éclaircies matinales des Pyrénées orientales au quart sud-est, excepté sur l'extrême Sud-Est de la Corse, où le soleil restera souvent voilé.

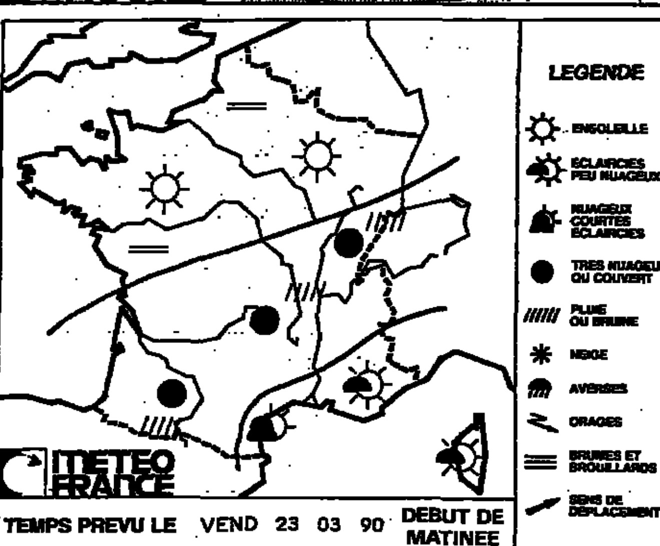
Au cours de l'après-midi, les nuages et la pluie progresseront lentement et ils affecteront toute une moitié sud-est du pays. Sur la moitié nord-ouest, les nuages resteront très présents dans un premier temps. *Des éclaircies se développeront* cependant au fil de l'après-midi, notamment près des côtes atlantique, sur le quart nord-ouest et sur le Nord mais elles seront entrecoupées de quelques averses.

SITUATION LE 22 MARS A 0 HEURE TU

METEO FRANCE

PRÉVISIONS POUR LE 24 MARS A 12 HEURES TU

METEO FRANCE



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au mardi 20 mars. Elles nous sont communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par minitel : 36-15 code CORUS.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE

Les Arcs : 105-240 ; Aussois : 10-70 ; Avoriaz : 5-140 ; Notre-Dame-de-Bellecombe : 0-60 ; Bessans : 45-45 ; Bonneval-sur-Arc : 30-70 ; Les Carroz-d'Arâches : 0-150 ; Chamonix : 0-250 ; La Chapelle-d'Abondance : n.c. ; Châtel : 10-140 ; La Clusaz : 0-150 ; Combloux : 0-80 ; Les Contamines-Montjoie : 0-180 ; Le Corbier : 0-70 ; Courchevel : 135-210 ; Crest-Voland-Cohennoz : 0-75 ; Flaine : 35-245 ; Flumet : n.c. ; Les Gets : 0-60 ; Le Grand-Bornand : 0-110 ; Les Houches : 0-80 ; Megève : 0-120 ; Les Ménuires : 50-170 ; Méribel : 54-195 ; Morillon : 0-170 ; Morzine : 0-100 ; La Norma : 0-100 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 20-190 ; La Plagne (altitude) : 160-340 ; La Plagne (village) : n.c. ; Pralognan-la-Vanoise : 40-70 ; Praz-de-Lys-Sommand : 20-60 ; Praz-sur-Arly : n.c. ; La Rosière 1850 : 105-290 ; Saint-François-Longchamp : 0-100 ; Saint-Gervais : 0-90 ; Les Saisies : 50-120 ; Samoëns : 0-170 ; Thollon-Les Mémises : n.c. ; Tignes : 95-240 ; La Toussuire : 15-55 ; Val-Cenis : 0-100 ; Valfréjus : 10-140 ; Val-d'Isère : 100-145 ; Valloire : 20-120 ; Valmeinier : 30-150 ; Valmorel : 40-120 ; Val-Thorens : 70-200.

ISÈRE

L'Alpe-d'Huez : 112-280 ; Alpe-du-Grand-Serre : 0-50 ; Auris-en-Oisans : 5-50 ; Autrans : 0-20 ; Chamrousse : 5-60 ; *Le Collet-d'Allevard : 0-25 ; Les* Deux-Alpes : 0-400 ; Gresse-en-Vercors : n.c. ; Lans-en-Vercors : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : n.c. ; Les Sept-Laux : 0-75 ; Villard-de-Lans : 0-20.

ALPES-DU-SUD

Auron : n.c. ; Beuil-Les-Launes : n.c. ; Briançon : 0-90 ; Isola-2000 : 20-60 ; Montgenèvre : 60-80 ; Orcières-Merlette : 20-160 ; Les Orres : 0-110 ; Pra-Loup : 10-70 ; Puy-Saint-Vincent : 10-120 ; Risoul-1850 : 30-90 ; Le Sauze-Super-Sauze : 10-55 ; Serre-Chevalier : n.c. ; Superdévoluy : 0-100 ; Valberg : n.c. ; Val-d'Allos-le-Seignus : 0-40 ; Val-d'Allos-la-Foux : 15-100 ; Vars : 30-70.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 0-0 ; Barèges : 0-0 ; Cauterets-Lys : 0-20 ; Font-Romeu : 10-15 ; Gourette : 0-20 ; Luz-Ardiden : n.c. ; La Mongie : 0-10 ; Peyragudes : n.c. ; Piau-Engaly : 0-80 ; Saint-Lary-Soulan : n.c. ; Super-Bagnères : n.c.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 0-0 ; Besse/Super-Besse : n.c. ; Super-Lioran : n.c.

JURA

Métabief : 0-0 ; Les Rousses : 0-10.

VOSGES

Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : n.c. ; Gérardmer : n.c. ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Ventron : 0-0.

Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-04-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 42-61-50-55 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 42-66-66-68 ; Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75009 Paris, tél. 47-42-45-45.

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 22-3-1990

Valeurs extrêmes relevées entre le 21-3-1990 à 6 heures TU et le 22-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE			
AJACCIO	18	7	N
BIARRITZ	30	11	D
BORDEAUX	26	8	D
BOURGES	23	7	D
BREST	13	9	P
CAEN	13	10	P
CHERBOURG	13	8	P
CLERMONT-FER.	25	11	N
DIJON	23	5	D
GRENOBLE S-M-H.	23	6	D
LILLE	16	10	P
LIMOGES	22	10	D
LYON	25	6	D
MARSEILLE-MAR.	21	9	D
NANCY	22	10	N
NANTES	19	11	P
NICE	16	11	N
PARIS-MONTS.	19	11	C
PAU	28	8	D
PERPIGNAN	28	10	B
RENNES	16	12	C
ST-ÉTIENNE	24	10	D
STRASBOURG	22	10	D
TOURS	22	9	N
TOULOUSE	27	7	D
POINTE-A-PITRE	30	19	D

ÉTRANGER			
ALGER	22	5	D
AMSTERDAM	15	10	C
ATHÈNES	–	–	–
BANGKOK	33	33	C
BARCELONE	23	13	D
BELGRADE	22	5	D
BERLIN	17	11	C
BRUXELLES	16	11	C
LE CAIRE	25	12	B
COPENHAGUE	10	7	N
DAKAR	25	21	N
DELHI	31	21	C
DJERBA	18	13	D
GENÈVE	28	5	D
HONGKONG	25	25	D
ISTANBUL	–	–	–
JÉRUSALEM	17	8	N
LISBONNE	24	13	D
LONDRES	15	9	P
LOS ANGELES	24	12	D
LUXEMBOURG	14	8	N
MADRID	26	6	D
MARRAKECH	30	14	D
MEXICO	24	4	B
MILAN	22	7	D
MONTRÉAL	8	-3	D
MOSCOU	7	0	P
NAIROBI	17	17	N
NEW-YORK	11	3	D
OSLO	13	5	D
PALMA-DE-MAJ.	21	7	B
PÉKIN	5	4	D
RIO-DE-JANEIRO	27	23	N
ROME	18	5	B
SINGAPOUR	–	–	–
STOCKHOLM	7	6	N
SYDNEY	24	18	D
TOKYO	15	7	D
TUNIS	20	7	N
VARSOVIE	16	10	C
VENISE	20	8	D
VIENNE	23	12	N

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ = TU temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AGENDA

CAMPUS

L'image de Clermont

Pour la deuxième année consécutive, le Club des ouvreurs donne des ailes aux étudiants. En liaison avec la ville de *Clermont-Ferrand, cette association pour la promotion de l'image* de Clermont offre cinq bourses de voyage à des élèves des écoles d'ingénieurs, de commerce, de gestion ou à des étudiants de troisième cycle universitaire. Avec 15 000 F en poche, les jeunes gens devront se rendre dans une cité étrangère de leur choix pour plancher sur le thème des *« actions de communication, vecteur d'image de développement pour une ville »*. S'ils *sont sélectionnés, les candidats, qui* peuvent postuler seuls ou par équipes de trois maximum, se rendront dans des villes moyennes ou des métropoles qui *« inventent, innovent, expérimentent »*.

Leur exploration fera l'objet d'un mémoire, à remettre au plus tard en octobre 1990, puis d'une soutenance devant un jury. Les lauréats recevront un prix de 25 000 F et leurs travaux feront l'objet d'une publication dans une collection créée en 1989 à cet effet. Le mémoire choisi présentera un bilan des expériences, et des propositions. Les dossiers de candidature doivent être envoyés avant le 15 avril.

R. R.

▶ *Club des ouvreurs, mairie de Clermont-Ferrand, service communication, 10, rue Philippe-Marcombes, 63033 Clermont-Ferrand Cedex. Tél. : 73-42-63-63.*

Théâtre à Nanterre

Le Théâtre universitaire de Nanterre organise un festival du 26 mars au 8 avril. Cinq spectacles sont montés et joués par des étudiants : Ubu sur la butte d'Alfred Jarry, *pour un oui ou pour un non* de Nathalie Sarraute et trois pièces écrites par des étudiants.

▶ *Renseignements, réservations : tél. : 47-29-15-64.*

Forum du droit

Le cinquième Forum du droit, organisé par le bureau des étudiants de la faculté de droit Jean-Monnet de Sceaux, aura lieu le 27 mars. Stands, conférences sur les techniques de recrutement et la primauté communautaire, tables rondes avec des professionnels.

▶ *Faculté Jean-Monnet, bureau du forum, 54, boulevard Desgranges, 92331 Sceaux Cedex. Tél. : 46-61-33-00, poste 309.*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5223

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								■	
II					■				
III							■		
IV				■					
V						■			
VI			■				■		
VII					■				
VIII		■						■	
IX						■			
X		■		■					
XI						■			

HORIZONTALEMENT

I. Ce que l'on peut voir au-dessus d'un filet. — II. Faisait grandir les flammes. Reste bien frais. — *III. Capable de faire du bon* travail. Symbole. — IV. Qui n'a donc pas échappé au regard. Elève souvent la voix. — *V. Elle en mit* plein la vue à son fils. Coup de peau. — VI. Réfléchi. Se fait prier. Retarde l'action. — *VII. Ne se siffle* pas. Travaillent en silence. — VIII. Qui ont beaucoup trop pris. — IX. Cité mayennaise. Est destinée à la consommation. — X. Distribuer des dragées. — XI. Actions en commun. Entrent en jeu.

VERTICALEMENT

1. Ne travaille pas sans faire de plans. — 2. « Produits » de consommation. — 3. Jette un froid. Réagit à des coups. — 4. Préfixe. Facile à attraper. — *5. Conduit à se livrer. Servent à* prendre. — 6. Travaille sur quelque chose qui devrait porter ses fruits. Fut poussée à la consommation. — 7. Employé pour tirer. Deux parmi neuf. Aime la montagne. — 8. Il faut une mèche pour le faire « chauffer ». Se rendit en Virginie. — 9. Ramassent souvent une pelle.

Solution du problème nº 5222

Horizontalement

I. Coricides. — II. Liane. Osé. — III. Asiniens. — IV. Rident. Eu. — V. Ive. Tiens. — VI. Nessus. Té. — VII. Et. Iritis. — VIII. Tentée. — IX. Ai. Olt. — X. Etincelle. — XI. Sen. Isée.

Verticalement

1. Clarinettes. — 2. Oisiveté. Te. — 3. Raides. Nain. — 4. Inné. Sit-in. — 5. Ceinture. Ci. — 6. Etisie. Es. — 7. Don. Olé ! — 8. Essentielle. — 9. Se. Usés. Té.

GUY BROUTY

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 22 mars

TF 1

20.40 Série : Les dossiers de l'inspecteur Lavardin. L'escargot noir, de Claude Chabrol. *L'assassin signe ses crimes...*
22.15 Magazine : Ex libris. Thème : La vie, c'est comme ça. Expliquez-moi : Georges de Caunes (*la Part des choses*), Nathalie Schweighoffer (*J'avais douze ans...*), Kurt R. Strand (*les Ennemis de mon sang*) ; Le coup de cœur de Michèle Cotta (*Lettres à Sartre*, de Simone de Beauvoir) ; Exploration : Antoine de Saint-Exupéry ; Extérieur livre : William Styron.
23.15 Série : L'heure Simenon.
0.10 Journal, Météo et Bourse.
0.30 Série : Intrigues.
1.00 TF1 nuit.

A 2

20.40 Magazine : Envoyé spécial. *Présenté par Bernard Benyamin.* Sommaire : Les enfants de Bogota ; Les jeunes et l'idéologie.
21.40 Série : Boileau-Narcejac. La mort a dit peut-être, d'Alain Bonnot, avec Jean-Claude Dauphin, Leslie Malton. *Chantage au suicide.*
23.10 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Puissance 12.
23.25 Météo.
23.35 Magazine : Du côté de chez Fred. *Les instruments anciens.*

FR 3

20.35 Cinéma : La boum 2. ■ *Film français de Claude Pinoteau (1982).*
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Le bar de l'entracte. De Pierre Tchernia.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Les Barbarians. □ Film américain de Ruggero Deodato (1986).
21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : La couleur pourpre. ■■ Film américain de Steven Spielberg (1985).
0.30 Cinéma : Casque d'or. ■■■ Film français de Jacques Becker (1952).

LA 5

20.40 Cinéma : La fille en rouge. ■ Film américain de Gene Wilder (1984).
22.15 Série : Deux flics à Miami.
23.15 Magazine : Ciné Cinq.
23.25 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.
0.05 Aux frontières du possible.
1.05 Docteur Caraïbes (rediff.).

M 6

20.35 ▶ Cinéma : Que le spectacle commence (All that Jazz). ■■ Film américain de Bob Fosse (1979).
22.35 *Série : Brigade de nuit.*
23.30 Feuilleton : Jo Gaillard (rediff.).
0.20 Six minutes d'informations.

LA SEPT

20.45 Jazz soundies collection.
20.50 Documentaire : Kaltex en Chine. De Soizic Arsal, Willy Pierre et Simon Pradinas.
21.05 Magazine : Mégamix.
22.00 ▶ Documentaire : To the Count of Basie. De John Jeremy et Angus Trowbridge.
23.00 Documentaire : Eugène Ionesco. De Jill Evans.

FRANCE-CULTURE

20.30 Bons et loyaux services. *Les armes secrètes (extraits), de Julio Cortazar.*
21.30 Profils perdus. Léonce Petitot.
24.40 Nuits magnétiques. Architextures.
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Coda. Concertos pour écritures.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Opéra (donné le 6 décembre 1989 au Théâtre des Champs-Elysées) : La noche triste, opéra en cinq tableaux de Prodromides, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France et le Chœur de l'Opéra de Nancy et de Lorraine, dir. Arturo Tamayo ; sol. : Olivia Stapp, Steven Cole, François Le Roux, Justin Lavender, Cheyne Davidson, Guy Flechter, Michel Fockenoy, Louis Landuyt, Lionel Sarrazin, Jean-Jacques Doumène, Roselyne Allouche, Edwige Boury, Françoise Destembert.
23.07 *L'invité du soir.* James Conlon.

Vendredi 23 mars

TF 1

13.35 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.15 Série : Tribunal.
15.50 Variétés : La chance aux chansons.
16.20 *Série : Vivement lundi.*
16.50 Club Dorothée. Jayce ; Mes tendres années ; Série : Cap danger ; Le clip ; Les jeux.
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.
18.45 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.20 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 *Divertissement :* Pas folles, les bêtes !
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Patrick Poivre d'Arvor. Variétés : Joan Baez, Jean-Louis Murat, Michel Leeb, Pierre Bachelet, Sébastien et le Grand Orchestre de Toulouse, Francis Cabrel, Sabine Paturel, Lane Davies.
22.45 ▶ Magazine : Et si on se disait tout.... Présenté par Patrick Sabatier. Invité : Bernard Tapie.
23.45 Documentaire : La saga de la chanson française. De Christian Mesnil. 4. Charles Aznavour.
0.40 Journal, Météo et Bourse.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Série : Les cinq dernières minutes. *Nadine, de Philippe Joulia*, avec Jacques Debary, Marc Eyraud.
15.35 Après-midi show. Emission présentée par Thierry Beccaro. *Invité : Michel Delpech.*
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga. Quoi de neuf, docteur ? Reportages ; Les années collège.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné ! Présenté par Patrice Laffont.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : Profession comique. Les voix de leurs maîtres, d'André Halimi.
21.40 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : Les mandarins. Avec Yves Berger (*le Pierre et le Saguaro*), Jacques Julliard (*Début de siècle*), Julia Kristeva (*les Samouraïs*), Jean-François Sirinelli (*Intellectuels et passions françaises, Manifestes et pétitions au XXe siècle*), Annie Ernaux (*Lettres à Sartre* et *Journal de guerre*, de Simone de Beauvoir).
23.00 Journal et Météo.
23.20 Cinéma : Le silence de la mer. ■■■ Film français de Jean-Pierre Melville (1948). Avec Howard Vernon, Nicole Stéphane, Jean-Marie Robain.

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. Invitée : Françoise Gründ, responsable de la *programmation à la Maison des cultures du* monde.
14.03 Magazine : Tilleul-menthe.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.03 Feuilleton : Colorado (1er épisode).
16.03 Magazine : Télé pour, télé contre.
16.30 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. *19.10 à 19.30, le journal de la région.*
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa. Le miroir aux épices, de Frédéric Soltan et Dominique Rabotteau.
21.30 Feuilleton : Pierre le Grand (3e épisode).
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Faut pas rêver.
23.55 Musique : Carnet de notes.
0.05 Documentaire : Aventures de l'esprit. L'héritage de la chouette (11, 12, 13), de Chris Marker.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Saïgon, l'enfer pour deux flics. □ Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec Willem Dafoe, Gregory Hines, Fred Ward.
15.15 Pochettes surprises. Festival du film de femmes de Créteil.
15.30 Cinéma : Un couple à la mer. ■ *Film américain de Garry Marshall (1987).* Avec Goldie Hawn, Kurt Russell, Edward Herrmann.
17.20 Cabou cadin. Croc-note show ; Poilvards ; Super Mario Bros et princesse Zelda ; Charlotte, Fléo et Benjamin.

En clair jusqu'à 20.30

18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Téléfilm : Mort sur ordinateur. De Sheldon Larry, avec Joe Spano, David McCallum.
22.05 *Magazine : 24 heures.* D'Hervé Chabalier et Erik Gilbert.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Itinéraire d'un enfant gâté. ■■ Film français de Claude Lelouch (1988). Avec Jean-Paul Belmondo, Richard Anconina, Béatrice Agenin.

LA 5

13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.45 *Série : Bergerac.*
16.40 Dessins animés. Les triplés (rediff.) ; Lutinou et Lutinette ; Magie bleue ; Olive et Tom, champions de foot ; *Maxie.*
18.50 Journal images.
19.00 Magazine : Reporters. De Patrick de Carolis.
19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 *Téléfilm : La cinquième victime.* D'Ivan Nagy, avec Karen Valentine, William Devane.
22.20 Téléfilm : Playmate à la une. *De Karen Arthur, avec Kristie Alley, Cotter* Smith.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.25 Série : Cosby show (rediff.).
13.55 Feuilleton : Dynastie.
16.00 Musique : Boulevard des clips (et à 23.40).
17.25 Informations : M 6 info (et à 18.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Série : Les *années coup de cœur*.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : 120 degrés Fahrenheit. De Jerry Jameson, avec Ben Murphy, Bonnie Bedelia.
21.50 Série : Brigade de nuit.
22.45 Feuilleton : Jo Gaillard (rediff.).
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.25 Méthode Victor : Anglais.
14.40 Cinéma : Ils étaient *neuf célibataires.* ■■■ Film français de Sacha Guitry (1939). Avec Sacha Guitry, Elvire Popesco, Geneviève Guitry.
16.40 Documentaire : Les gitans (1). De Claude Fléouter et Robert Manthoulis.
17.40 Téléfilm : Le meilleur coureur du monde. De Suheni Tikkainen.
19.15 Magazine : Dynamo. De Benoît Delépine et Matthias Sanderson.
19.45 *Documentaire : Es ging Tag und* Nacht, liebes Kind. De Katrin Seybold et Mélanie Spitta.
21.00 Théâtre : Les chaises. Pièce d'Eugène Ionesco.
22.20 Documentaire : Ma légion. De Martin Ledinsky.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Les poètes, les peintres et *Samuel Beckett.*
21.30 Musique : Black and blue. Les ténors qui montent.
22.40 Nuit magnétiques. Architextures.
0.05 *Du jour au lendemain.*
0.50 Musique : Coda. Concertos pour écritures.

FRANCE MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 16 septembre 1989 à Sarrebruck) : Roméo et Juliette, de Tchaïkovski ; *Concerto pour violon et orchestre nº 2* en sol mineur, op. 63, de Prokofiev ; Symphonie nº 104 en ré majeur, de Haydn, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebruck, *dir. Lothar Zagrosek ; sol. : Frank Peter Zimmermann*, violon.
22.20 Musique légère. Les fêtes de Terpsichore, de Boisvallée : Myosotis, de Waldteufel ; *Beaugency concerto, de Dubois.*
23.07 Le livre des meslanges.
0.30 Poissons d'or.

Audience TV du 21 mars (BAROMÈTRE Le Monde / SOFRES NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point =202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	50,1	Roue fortune 16,1	Ecran Pub 7,1	Actual. régio. 17,5	Bande ann. 3,1	Reporters 2,8	Inc. Hulk 2,9
19 h 45	56,8	Roue fortune 24,6	Dessinez 12,0	19-20 infos 10,0	Football 4,2	Journal 3,0	An. c. cœur 3,1
20 h 16	70,1	Journal 26,2	Journal 14,0	La Classe 12,1	Football 7,5	Journal 4,4	Cosby show 6,6
20 h 55	70,9	Sacr. soirée 30,2	Diamants de... 17,6	Hamlet 3,9	Football 7,6	Hist. vraies 7,9	L'enquête de... 4,6
22 h 08	61,9	Sacr. soirée 24,4	Diamants de... 19,3	Hamlet 2,7	Football 8,3	Hist. vraies 7,9	Le Saint 2,6
22 h 44	43,8	Sacr. soirée 25,1	Basket 3,4	Hamlet 2,6	Football 5,7	Hist. vraies 4,8	Le Saint 1,7

Les difficultés de M. Berlusconi

Le Sénat italien interdit les coupures publicitaires pendant la diffusion des films

Nouvelle épreuve pour M. Silvio Berlusconi. Le Sénat italien, qui examine cette semaine la loi sur la télévision, a approuvé mardi soir un amendement proposé par le Parti communiste et interdisant l'interruption par des spots publicitaires de toute œuvre cinématographique, théâtrale ou lyrique. Un vote aussitôt approuvé par de nombreuses personnalités du cinéma telles Fellini, Bertolucci, Mastroïanni ou les frères Taviani.

ROME

de notre correspondant

Stupéfaction dans la classe politique italienne : 148 voix pour, 84 contre et 4 abstentions... une majorité inattendue de sénateurs a approuvé la campagne publiphobe et volontiers anti-berlusconienne du Parti communiste italien résumée par un seul slogan : *« On ne met pas en pièces une histoire, on n'interrompt pas une émotion. »* Dans sa version originale, le texte du ministre des postes et télécommunications, le républicain Oscar Mammi, préconisait simplement de limiter la publicité à un quota horaire variant de 10 % à 18 %, selon les chaînes publiques ou privées.

Mais, contre toute attente, l'aile gauche de la Démocratie chrétienne, en délicatesse avec sa direction depuis quelques semaines, a décidé de se rallier aux opposants du magnat de la télé privée et à leurs amis politiques. C'est une des conséquences politiciennes, et non des moindres, de l'affaire Mondadori... La conquête par M. Silvio Berlusconi de la première maison d'éditions italienne, entreprise il y a trois mois, avait soulevé un tonnerre de protestations dans l'opposition. En revanche, dans les cinq partis de la majorité, les réactions allaient de l'indifférence bienveillante chez les démocrates-chrétiens à l'enthousiasme chez les socialistes.

Aujourd'hui, les nuages s'amoncellent à l'horizon pour M. Berlusconi. Ses difficultés pourraient être de trois ordres : réglementaires, judiciaires et financières.

Un véritable cauchemar

Difficultés réglementaires d'abord. La Chambre des députés, après le Sénat, pourrait approfondir cet article de la loi Mammi qui va bouleverser la répartition des ressources publicitaires. L'application de ce seul article ferait perdre au groupe Fininvest 400 milliards de lires par an (environ 1 milliard 800 millions de francs), le quart de ses recettes publicitaires télévisées.

Un véritable cauchemar, cette loi Mammi, pour l'empire de *Sua Emittenza*. Une loi multiforme, dont le projet est né en 1987 et dont aucun des trente-neuf articles (disposition antitrust, incompatibilité entre chaîne nationale et chaînes locales) ne le favorise vraiment. Ses conseillers prédisent d'ailleurs, pêle-mêle, la fin de la télévision commerciale, l'arrêt de la coproduction de 50 % des films tournés dans la Péninsule et recommandent de regarder vers les pays de l'Est où, au moins, chacun cherche à créer des chaînes privées.

Difficultés judiciaires ensuite. Aucune des actions en justice lancées par M. Berlusconi ou ses alliés dans le groupe Mondadori ne semble devoir lui permettre d'arriver en position de force le 30 mars, lorsque se tiendra l'assemblée extraordinaire, convoquée par son adversaire M. Carlo De Benedetti. Une assemblée où celui-ci pourrait reprendre l'avantage grâce à une augmentation de capital.

Difficultés financières enfin... La santé de Mondadori n'est guère éclatante. A la fin de cette année, les bénéfices auront diminué de moitié par rapport à 1988... A peine 500 millions de francs. Ce qui ne compensera certainement pas le manque à gagner imposé par la loi Mammi. – *(Intérim.)*

Antenne 2 modernise son équipement technique

Le conseil d'administration d'Antenne 2 a approuvé un plan de modernisation sur trois ans des équipements techniques. La chaîne publique se donne ainsi la possibilité d'accéder un jour à la diffusion par satellite et de rester dans une compétition technologique qui s'annonce vive pour les dix ans à venir.

Dès cette année, la chaîne va se doter d'une nouvelle tête de réseau, ce point nodal où s'opère le dernier mélange des images avant leur diffusion. Le nouvel ensemble, plus fonctionnel, devrait permettre de faire l'économie de trente techniciens, qui seront reclassés à l'intérieur d'Antenne 2.

Parallèlement, la modernisation touchera les salles de montage et le studio 20, celui de l'information. L'année suivante, la chaîne publique transformera un deuxième gros studio de direct qui, modulaire et mobile, servira à la couverture des Jeux olympiques d'Albertville de 1992.

Les investissements nécessaires à ce plan de modernisation seront d'environ 55 millions de francs par an. La chaîne fait appel à l'aide du ministère de l'industrie, qui a débloqué, en octobre 1989, une tranche de crédits de 30 millions de francs pour subventionner la modernisation des studios français en normes numériques.

J.-F. L.

Le Conseil de la concurrence saisi par le ministre de l'économie

Eurocom et Carat veulent regrouper leurs achats d'espaces

Le ministre de l'économie et des finances a saisi *« pour avis »*, la semaine dernière, le Conseil de la concurrence à propos des *« éventuels dangers au bon fonctionnement de la concurrence »*, dans le domaine de l'achat d'espaces publicitaires, que pourrait représenter l'alliance entre Eurocom et Carat.

Intervenu en octobre 1989, ce regroupement, opéré par le biais de la holding britannique WCRS Plc, devait permettre à la filiale de Havas et au groupe dirigé par Francis et Gilbert Gross *« d'aborder le marché européen de l'achat d'espaces sous le chapeau de Carat »*, qui réalise déjà en Europe un chiffre d'affaires de 23 milliards de francs.

Mais, à l'époque, pour désarmer les critiques contre une nouvelle concentration, Eurocom et Carat avaient indiqué qu'ils géreraient séparément leur achat d'espaces publicitaires en France, pays dans lequel ils réalisent respectivement 8 et 9 milliards de francs de chiffres d'affaires.

Le 6 mars dernier, changement de stratégie : Alain de Pouzilhac, président d'Eurocom, a adressé à M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, une longue lettre dans laquelle il indique que le nouveau groupe Eurocom-Carat-WCRS souhaite inclure la France dans son domaine d'activité. Selon le président d'Eurocom, la part de marché cumulé des trois partenaires atteignait 23,1 % en 1988, un chiffre légèrement inférieur au seuil fatidique de 25 %, et qu'accueillent avec scepticisme de nombreux professionnels en situant la part de marché d'Eurocom-Carat à 45 %.

Un mois d'attente

La saisine du Conseil de la concurrence par le ministre des finances portera sur l'examen des structures du marché issues de cette nouvelle concentration. Le Conseil dispose de six mois pour rendre son avis sur le regroupement Eurocom-Carat-WCRS, un avis que le ministre n'est pas obligé de suivre.

Le Conseil de la concurrence, pour sa part, s'était *« saisi d'office »* dès février à propos des pratiques du marché publicitaire et, notamment, de la concentration des centrales d'achat et des abus de position dominante qui pourraient en découler (*le Monde* daté 18-19 février).

La décision que rendra le Conseil de la concurrence en ce domaine est, quant à elle, exécutoire. Mais il se passera au moins un an avant qu'elle ne soit rendue...

La situation du « Point »

Une lettre de M. Jacques Duquesne

M. Jacques Duquesne, PDG du groupe Le Point, nous a adressé la mise au point suivante :

Le Monde du 21 mars fait état des *« pertes du* Point *»*. Je ne sais comment il est possible de parler de *« pertes »* alors que le dernier exercice (1er juillet 1988 au 30 juin 1989 – il ne correspond pas, chez nous, à l'année civile), a été bénéficiaire et que les résultats de l'exercice actuel ne pourront pas être connus avant son terme, le 30 juin prochain.

Ce qui est vrai, c'est que le premier semestre de cet exercice (1er juillet 1989 au 31 décembre 1989) a été déficitaire, comme il l'est toujours, et comme il l'est en général pour les magazines de notre type : en raison notamment des faibles rentrées publicitaires durant les mois d'été, et des campagnes de recrutement d'abonnés, relativement onéreuses, qui sont regroupées pour l'essentiel sur ce seul semestre. En revanche, le deuxième semestre de notre exercice (1er janvier au 30 juin) est habituellement bénéficiaire. Le deuxième semestre de l'exercice précédent (1er janvier 1989 au 30 juin 1989) l'avait été.

Les comptes de *Gault et Millau* sont affectés par les mêmes phénomènes de saisonnalité (en sus des charges de restructuration citées par votre article).

La société Gaumont n'ayant racheté les actions du groupe Le Point détenues auparavant par Cinépar (société appartenant également à Nicolas Seydoux) qu'en juillet, ses comptes n'ont enregistré que les résultats du premier semestre de l'exercice (1er juillet au 31 décembre 1989). Ce qui explique peut-être la conclusion aventurée des *« différentes sources »* aussi anonymes qu'imprécises auxquelles vous faites allusion, conclusion selon laquelle le groupe Le Point aurait perdu environ 20 millions de francs en 1989. Cette conclusion n'est pas justifiée.



هكذا من الأصل

LIVRES • IDEES

Mélancolie présidentielle

Quand un chef d'Etat se laisse envahir par le sentiment des vanités et prend congé de son époque au sept cent soixante-sixième jour de son mandat

MÉMOIRES D'UN VIEUX PARAPLUIE
de Mangin.
Texte établi et présenté par Marc Bressant.
Ed. de Fallois, 382 p., 120 F.

Les Français sont d'étranges rêveurs. Ils s'éprennent volontiers des utopies, mais ils ont horreur d'être dupes. Ils aiment à la fois s'enflammer et se désabuser. Aussi, notre meilleure littérature politique est celle des moralistes. Après s'être enivré, on médite sur le naufrage des chimères et sur les tromperies du pouvoir. Les lendemains de fête inspirent les jugements les plus rigoureux, comme si l'on se vengeait de l'intempérance de ses rêveries.

Voici l'une de ces méditations, menée par un président de la République imaginaire. Un certain Marc Bressant présente le journal intime de ce chef d'Etat, qui porte le nom de Mangin. Derrière ces patronymes se dissimule le véritable auteur, un ancien diplomate. Le livre s'intitule joliment *Mémoires d'un vieux parapluie*. C'est une allusion à M. Thiers, qui se décrivait comme *« un vieux parapluie sur lequel il pleut depuis quarante ans »*.



« Garder un œil sur soi »

Récemment élu à la présidence, Mangin consacre tous les soirs un quart d'heure à son journal intime, afin de surveiller ses manières d'agir ou de penser. Quand on occupe la première place, la moindre des précautions, c'est de *« garder un œil sur soi »*, sous peine d'être dévoré par le personnage que l'on incarne.

Si le pouvoir corrompt, c'est que le monarque se trompe lui-même avant de tromper les autres. Lorsqu'il se confond avec son rôle, il perd son âme : il est la première victime des mensonges qui prétendent le servir. *« L'homme de qualité détruit nécessairement sa qualité en assumant le pouvoir suprême »*, écrivait Roger Vailland dans son *Eloge du cardinal de Bernis*.

Mangin redoute que cela ne soit vrai, *mais il ne désespère pas de* contrarier cette fâcheuse habitude. Il rêve de démentir le philosophe chinois qui reprochait aux princes de *« ne pas réfléchir assez sur eux-mêmes »*.

Il voudrait se préserver : savoir vivre une amitié comme celle qui réunissait Jules et Jim, ou savoir ressentir encore *« l'insoutenable douceur qu'offre parfois la capitale à l'automne »* et cette *« évidence de prairie éternelle »* que l'on trouve dans certaines matinées de printemps. Chaque soir, quand il écrit, le chef d'Etat s'efforce de redécouvrir l'inconnu très familier qui se promène dans l'époque sous une fausse identité.

Toutefois, depuis qu'il a accédé à la fonction de président, Mangin ne rencontre plus le même regard chez ses intimes, comme si l'homme singulier – ce mélange de chair et de rêves – disparaissait à leurs yeux. Les princes n'ont pas de *« complice »*.

L'apprentissage de Mangin sera d'abord celui de la solitude. Il connaîtra aussi les voluptés et les *perversions du dédoublement*. A force de s'observer en train de *« faire l'ange »* ou de *« faire la bête »*, il s'éloignera peu à peu de sa propre *« image »*.

Tenant son journal intime comme on se démaquille, Mangin sera porté à se distraire du rôle qu'il est *présumé* remplir. Il évoquera, sur un ton féroce et grinçant, le monde des simulacres, la mascarade sociale, le mauvais théâtre où personne ne saurait distinguer les courtisans des traîtres, ni les vivants des morts.

Une allégresse cruelle

Dans son avant-propos, Marc Bressant nous avait présenté le chef d'Etat comme *« un être perméable au dérisoire des choses »*. Ce trait de caractère se confirme chaque soir davantage. Et Mangin décrit, avc une allégresse cruelle, les mésaventures de l'humanité lorsqu'elle se *grime*. S'il n'économise pas son mépris, comme le conseillait Chateaubriand, c'est qu'il découvre le bonheur insolite que procurent la mélancolie shakespearienne et le sentiment des vanités.

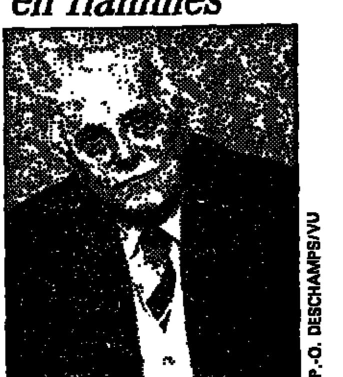
Ce livre très singulier sur la grande lassitude du paraître s'achève naturellement par la désertion de Mangin. Le sept cent soixante-sixième jour de son septennat, il prendra congé de cette époque où *« les gouvernements font semblant de gouverner, les travailleurs de travailler, les créateurs de créer, les jouisseurs de jouir et les rieurs de rire »*.

Ainsi, le président de la République aura été dévoyé par la littérature. Nous devrions mesurer davantage les dangers qu'elle comporte.

François Bott

LE FEUILLETON
de Michel Braudeau

Les jours en flammes


P.-O. DESCHAMPS/VU

A quatre-vingt-sept ans, Jean Tardieu (notre photo) se souvient de son enfance, quand le cocher annonçait cérémonieusement : *« On vient chercher Monsieur Jean. »* Jean Giono évoque aussi sa famille et son enfance dans ses entretiens avec Jean et Taos Amrouche.
Page 22

« Small is beautiful »

La nouvelle est un genre en plein renouveau, les éditeurs sont de plus en plus nombreux à en publier, des collections apparaissent et les nouvellistes sortent du ghetto.
Page 24

LE DÉBAT

Malaise dans la psychanalyse

La psychanalyse a perdu le rôle dominant qu'elle avait conquis à la fin des années 60. Elle est aujourd'hui en crise à la fois *comme théorie et comme* pratique.
Page 26

L'étrange meurtre de Hautefaye

En 1870, un jeune noble est massacré, sans raison apparente, par des paysans de la Dordogne. Alain Corbin a reconstitué l'affaire

LE VILLAGE DES CANNIBALES
d'Alain Corbin.
Aubier, 204 p., 88 F.

Alain de Monéys n'a pas eu de chance. Ce jeune noble s'était rendu en voisin, cet après-midi-là, à la foire de Hautefaye pour acheter, dit-on, une génisse destinée à une famille d'indigents. Personne apparemment n'avait rien à lui reprocher. Bien sûr, en cette année 1870, un mois après la déclaration de guerre, les paysans de la Dordogne, farouchement attachés à Napoléon III, pouvaient douter de la ferveur patriotique de la noblesse locale.

Mais justement notre infortuné visiteur, quoique exempté pour *« faiblesse de constitution »*, avait décidé de s'engager. Non, vraiment, rien ne pouvait laisser prévoir l'explosion de colère qui allait lui coûter la vie.

Le prétexte ? Son cousin aurait crié *« Vive la République ! »* avant de quitter opportunément les lieux. Prise de fureur, la foule aurait transféré sur un autre membre de la famille sa soif de vengeance. L'affaire aurait certes pu tourner autrement et ne pas aller jusqu'au meurtre.

Après tout, les violences villageoises n'étaient pas rares à l'époque et elles ne se terminaient *pas toutes dans le sang*. Des manifestations contre les agents des impôts s'étaient produites plusieurs fois dans les campagnes aux cris de *« Il faut les tuer ! »* sans que ce mot d'ordre fût mis à exécution.

Le noble et le républicain

Il a donc fallu un extraordinaire concours de circonstances pour qu'à Hautefaye le supplice d'Alain de Monéys aille jusqu'à son terme et pour que personne ne parvienne à endiguer la folie meurtrière de ses agresseurs.

Il aurait suffi, peut-être, que le jeune homme consente à admettre que son cousin avait bien poussé le cri en question ; ou encore que les gendarmes, affectés habituellement à la surveillance des foires et des marchés, fussent présents à Hautefaye où, par malchance, ils n'étaient pas venus ce jour-là ; ou que le maire, affolé, ne ferme pas sa porte au blessé, que ses amis avaient réussi, provisoirement, à arracher à ses poursuivants. Mais rien ne put sauver Alain de Monéys.

C'est cet enchaînement criminel qu'Alain Corbin a tenté patiemment de reconstituer. Car à ses yeux l'accumulation des causes, directes ou indirectes, qui ont provoqué la mort du jeune homme transforme un fait divers banal en miroir grossissant de la sensibilité paysanne au XIXe siècle.

Le sauvage assassinat d'Alain de Monéys donne à voir, poussée jusqu'à l'extrême, la logique d'un comportement que des incidents plus ou moins comparables avaient pu partiellement mettre au jour dans le passé, mais qui s'exprime ici dans toute sa netteté.

Ce comportement, Alain Corbin en souligne, au-delà de l'apparent paradoxe, la profonde cohérence. On peut en effet s'étonner que le reproche fait à un aristocrate présumé légitimiste soit de s'être proclamé républicain ; mais pour ces fervents bonapartistes le noble et le républicain représentent alors conjointement la figure de l'ennemi.

« Dans l'esprit des paysans de la région, précise l'auteur, *défense de la dynastie et défense de soi se confondent. »* Aussi associent-ils *« dans la perception d'une menace qui pèse sur l'empereur et sur eux »* tous ceux qui veulent la chute de l'Empire et qui, en ce début de guerre franco-allemande, prennent en outre le visage du « Prussien », auquel Alain de Monéys est aussitôt identifié.

« Le massacre de Hautefaye est un cri d'amour adressé à l'empereur en butte à la multiplicité des périls. » Ainsi les paysans se rassemblent-ils dans cette conduite de transgression et font-ils de celle-ci *« avant tout une manifestation identitaire »*.

Thomas Ferenczi
Lire la suite page 28

EN POCHE

Les passions nationales du vingtième siècle

Selon Michel Winock, la France a connu deux sortes de nationalismes : un nationalisme ouvert, issu de la philosophie optimiste des Lumières, et un nationalisme fermé, fondé sur une vision pessimiste de l'histoire. A la première catégorie appartiennent, par exemple, l'amour de la nation célébré par Michelet au dix-neuvième siècle ou « une certaine idée de la France » défendue par Charles de Gaulle au vingtième siècle. A la deuxième se rattachent aussi bien les tentations du bonapartisme que les délires du fascisme et de l'antisémitisme.

Michel Winock propose, en ouverture du recueil réunissant, d'une part, quelques-uns de ses articles parus dans *l'Histoire* ou dans d'autres publications au cours des dix dernières années et, d'autre part, plusieurs chapitres de son *Edouard Drumont et Cie*, une étude approfondie, qui n'est pas seulement réflexion sur le passé mais aussi inquiétude pour le présent, s'il est vrai que la *« grande débâcle »* des utopies de gauche s'accompagne d'une *« nouvelle flambée nationaliste »*.

Les chapitres suivants illustrent par des cas concrets ces analyses historiques, soit à travers des thèmes devenus souvent des mythes (la décadence, la « causalité diabolique » liée à la théorie des boucs émissaires, Jeanne d'Arc et les juifs...), soit à travers des portraits de dirigeants ou d'écrivains (Boulanger, Sorel, Péguy, Céline, Bernanos...). Un riche et vivant panorama de l'histoire contemporaine.

T. F.

▶ **Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France,** *de Michel Winock. Le Seuil, coll. « Points-Histoire », 446 p., 45 F.*

● Dans le domaine historique, trois ouvrages importants sont repris dans la collection « Champs-Flammarion » : *la Persistance de l'Ancien Régime : l'Europe de 1848 à la Grande Guerre,* de l'historien américain Arnod J. Mayer, traduit de l'anglais par Jonathan Mandelbaum (nº 212) ; *Mâle Moyen Age,* ouvrage dans lequel Georges Duby traitait de l'amour médiéval (nº 216) ; G. Duby préface également le livre de Jacques Rossiaud sur *la Prostitution médiévale* (nº 217).

● Dans la collection « Points-Seuil » est réédité *Nus, féroces et anthropophages,* de Hans Staden, étonnant document ethnologique datant du seizième siècle sur les Indiens Tupis du littoral atlantique du Brésil. Traduit de l'anglais par Henri Ternaux Compans ; préface de Marc Bouyer (nº 209).

● Sur une autre tribu, *les Iks,* du Nord-Ouganda, paraît dans la collection « Terre humaine-poche » le livre de Colin Turnbull. Traduit de l'anglais par Claude Elsen (Presses-Pocket, nº 3024).

● Retour au berceau hellénistique, avec le livre de Kostas Papaioannou sur *la Civilisation et l'art de la Grèce ancienne,* paru chez Mazenod en 1972, qui interroge l'esprit d'une civilisation à travers ses réalisations. Préface d'Alain Pons (Livre de poche « Biblio-Essais », nº 4111).

● Dans la collection « Agora », chez Presses-Pocket, sont réédités *l'Eloge de la liberté* du penseur libéral anglais Isaiah Berlin, traduit par Jacqueline Carnaud et Jacqueline Lahana (nº 58), et le récit de Mircea Eliade écrit à la suite de son séjour en Inde à la fin des années 20. Traduit du roumain par Alain Paruit (nº 51).

● Chez le même éditeur, le dalaï-lama livre dans un ouvrage inédit intitulé *Océan de sagesse* la synthèse de sa pensée religieuse. Traduit de l'anglais par Jackie Landreaux-Valabrègue (nº 3513).

● Publiées en 1969, les *Lettres à Lou* d'Apollinaire constituent une superbe correspondance amoureuse où le jeu sentimental et érotique vient adoucir les premières années de la Grande Guerre, vécues par le poète-combattant : *« La nuit descend/On y pressent/Un long, un long destin de sang. »* Préface et notes de Michel Décaudin (« l'Imaginaire-Gallimard », nº 228).

● Chez le même éditeur, en « Folio », *Tante Martine,* un beau récit sur la vieillesse, d'Henri Bosco, datant de 1972 (nº 2140), et *Septentrion,* de Louis Calaferte, roman autobiographique, condamné, lors de sa parution, à la quasi-confidentialité (nº 2142).

● Dans les « Cahiers rouges », chez Grasset, les *Lettres de Vincent Van Gogh à son frère Théo,* dans le choix établi et traduit par Georges Philippart (nº 105), et *Catherine-Paris,* de la princesse Bibesco, publié en 1927 et dont Ghislain de Diesbach écrit dans sa préface qu'il s'agit d'un *« livre dense, précieux et ciselé comme un objet de Fabergé, brillant de tous les paradoxes de Marthe Bibesco, de toute la fantaisie de son humour, et teinté de la nostalgie d'une société sur le point de disparaître... »* (nº 115).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

ON VIENT CHERCHER MONSIEUR JEAN
de Jean Tardieu. Gallimard, 142 p., 72 F.

ENTRETIENS AVEC JEAN ET TAOS AMROUCHE
de Jean Giono. Gallimard, 332 p., 155 F.



D.R.

« Monsieur Jean » enfant (1910), un jour de vendange chez ses grands-parents

Les jours en flammes

CE qu'il peut rester d'une vie est bien fragile, les écrivains le savent tout particulièrement, qui passent le plus clair de leur temps à noircir du papier avec le menu récit de tout ce qui leur arrive – ou ne leur arrive pas. A embellir ou désosser leur existence comme un pauvre poulet élevé dans l'encrier, qui ne vole pas souvent, sitôt farci de commentaires et plumé pour la postérité. Mais après tout c'est ce qui les rend sympathiques aussi, cette façon de dépenser leur vie tout en parlant, de renverser un peu du trop-plein de chaque jour.

Il en est du reste de fort économes qui ne consentent qu'à peine à livrer leurs souvenirs, mûrement choisis et sur le tard. Jean Tardieu est de ceux-là, qui livre à quatre-vingt-sept ans quelques souvenirs d'enfance lumineux comme des billes de verre et, dans la seconde partie de *On vient chercher Monsieur Jean,* les étapes d'une méditation sur le vide et la vie, *« cette permanence dans l'éphémère... qui est la fatalité de l'être et le supplice de l'esprit »*.

Le poète du *Fleuve caché,* de *Formeries, Comme ceci, comme cela* dont l'angoisse flottante sous l'humour est proche de celle d'Henri Michaux, s'est fait connaître du grand public par une petite pièce intitulée *Un mot pour un autre,* dont il ne cesse depuis de regretter l'ombre qu'elle porte au reste, considérable, de son œuvre. Cette pièce, jouée à l'époque où Ionesco triomphait, exploitait un système assez simple : sur un canevas connu de tous – un petit adultère de vaudeville avec amant dans le placard – les personnages échangent des répliques que tout le monde attend, mais dont les mots ont été remplacés par d'autres, ce qui nous permet de comprendre parfaitement un texte absurde.

Quand madame de Perleminouze dit : *« Pauvre chère petite tisane ! ...Si j'étais vous je prendrais un autre lampion ! »*, on traduit aisément : *« Pauvre chère petite voisine ! ...Si j'étais vous je prendrais un autre amant ! »* Et l'on n'oubliera jamais ce cri de femme volage que surprend son légitime époux : *« Fiel ! Mon zébu ! »* Mais pour obéir au vœu de l'auteur, passons sur ces jeux.

L'ENFANCE de Jean Tardieu, qui se représente le cerveau humain et ses circonvolutions comme le plan d'une ville *(« de là vient que ma pensée est souvent parcourue de lieux dans l'espace plutôt que de successions dans le temps ou que les deux façons d'évaluer se surperposent, comme si mon existence personnelle n'était rien d'autre qu'une ville en miniature »)*, s'inscrit dans deux rues au pied de Montmartre, la rue Chaptal et la rue Ballu. Dans la première il vit dès l'âge de deux ans, en 1905, jusqu'en 1938. C'est là que son père Victor peint ses grandes toiles et que sa mère Caroline, dite Câline, joue de la harpe. Là qu'il passe le temps de la guerre et découvre Molière à qui il rend un bel hommage.

L'autre pôle de cette enfance bourgeoise et studieuse est dans la rue Ballu, où vit sa marraine fortunée qui s'adonne au modelage dans ses moments de loisir. Dans l'atelier, il lit de grands livres illustrés jusqu'à l'heure où le cocher à chapeau de cuir, double cape et long fouet, lui annonce cérémonieusement : *« On vient chercher Monsieur Jean. »*

A dix-sept ans il retourne rue Ballu soigner des troubles nerveux par le modelage chez sa marraine. Un peu plus tard c'est d'autres troubles qu'il vient apaiser dans un petit bordel de la même accueillante artère, où il attend aujourd'hui que le cocher de sa marraine lui apparaisse une dernière fois et lui murmure à l'oreille sa fameuse petite phrase.

EN 1931-32 il découvre Berlin et ses travestis, puis se marie et déménage pour le boulevard Arago, entre deux mondes *(« aux pas pesants des prisonniers battant la semelle à l'heure de la promenade obligatoire, répondait auprès de nous le pas libre et léger des jeunes gens qui venaient jouer au tennis, accompagnés du bruit rassurant des balles blanches sur les courts »)*. Il se souvient aussi de Bellême, où Roger Martin du Gard se retire dans son petit château et surtout de Pontigny où les rencontres organisées par son professeur de khâgne, Paul Desjardins, lui font connaître Gide et Radiguet.

Ces souvenirs sont pour la plupart très heureux, pleins d'amitié, on y sent un homme profondément bon et attachant. La seconde partie du livre est plus inquiète et dévoile les ressorts intimes du désir et du travail poétique. Ce qu'inspire à Tardieu le monde entr'aperçu de nos fantasmagories : *« un effarement sans fin »*. La sensation du vide, la peur de tomber dans l'infini, la crainte de l'ombre, une fois dominées, deviennent des ressources précieuses *(« cette obscurité qui nous terrifie et nous alimente puissamment »)* et préparent à la perte de l'identité, *« la récompense, promise à l'enfant que j'étais, par le vertige de l'inépuisable vide, qui est l'angoisse et le salut »*.

On ne guérit donc de rien, d'aucune des terreurs de son enfance, au mieux quatre-vingt-sept ans après le premier effroi se persuade-t-on qu'il y a là aussi, dans ce qui nous fait trembler, le sens et la clé de cette vie à jamais incompréhensible, que Tardieu désigne d'une formule magnifique : *« une poignée de jours en flammes dans une énorme obscurité »*.

A lire les entretiens (radiophoniques) que Jean Giono eut avec Jean Amrouche et sa sœur Taos en 1952, tous les auteurs n'ont pas un sentiment si précaire, menacé de leur existence. Giono paraît dans ces pages (on aimerait entendre sa voix, ne pourrait-on éditer en cassettes une partie de ces conversations ?) armé d'un appétit, d'une force et d'un équilibre inébranlables. Le doute ne le traverse pas trop souvent, ou il en fait peu de cas, et la mélancolie n'est pas son fort. Il penche plutôt pour l'ennui auquel il donne son vrai sens, que les Amrouche ne semblent pas saisir d'emblée, celui de tourment, de grande tristesse. Ennui vient de haine, en latin. Et l'ennui de Giono se lave dans le sang, pas moins. Rien ne distrait si bien le genre humain que la vue du sang versé.

Il avoue paisiblement le côté cruel de son caractère à ses interlocuteurs un peu choqués, qui le sont davantage encore quand il parle de ses parents disparus et les imagine dans un au-delà très débonnaire, ce qui nous vaut des échos indignés.

Jean Giono : *« On a oublié encore une chose au sujet de l'enfer : si vous êtes assuré de retrouver en enfer quelqu'un que vous avez éperdument aimé dans votre vie, il n'y a plus d'enfer !*

– Jean Amrouche : *C'est une vue un peu simple.*

– J.G. : *Souffrir avec ceux qu'on aime peut être simple, mais en tout cas, moi, je le sens d'une façon profonde. Moi, j'accepte !*

– J.A. : *Non, Giono, ce serait trop facile ! »*, etc.

Mais en dehors de ce point de théologie, les Amrouche sont de très bons confesseurs, pleins de sympathie et assez tenaces quand il le faut, sur le comportement de Giono pendant la guerre notamment.

Les portraits de famille sont exceptionnels, celui du grand-père, carbonaro meurtrier venu d'Italie en France après avoir soigné le choléra à Alger, et qui meurt volontairement dans un incendie, est une figure altière et terrible que l'on retrouvera dans *le Hussard sur le toit.* Ce grand-père lègue un trésor avec lequel le père de Giono achète un lopin de terre et fait creuser un puits, pour une fortune.

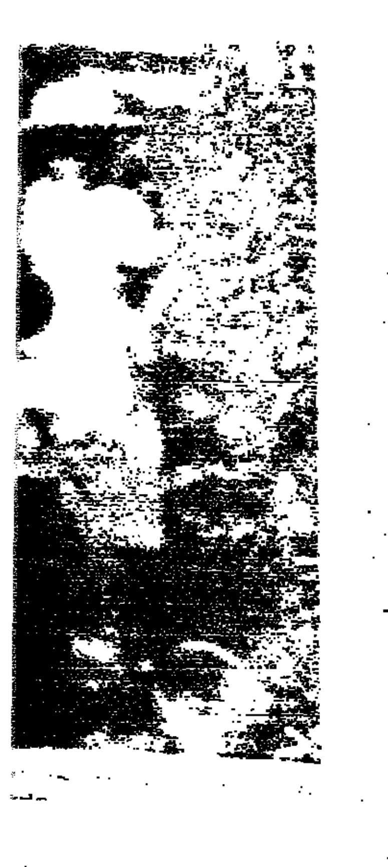
La mère est repasseuse, le père cordonnier, et tout ce qu'en dit Giono est si confiant, si tendre et reconnaissant – le récit de la mort de son père, notamment, – qu'on voit d'où lui viennent une si grande confiance en soi et un tel amour de la vie. Il les traite en personnages de roman, parce qu'ils ont assez d'épaisseur sans doute, aussi parce qu'il est si formidablement doué pour raconter qu'il peut s'emparer de tout et de chacun et improviser en parlant quelques pages à peu près parfaites, toutes cousues pour un livre.

A côté des figures réelles de l'enfance, l'arracheur de dents Casagrande entre autres, il y a celles que le romancier invente. Il s'explique longuement sur la mise au monde de ces êtres hybrides de papier et d'emprunt et sur la vie qu'ils mènent entre ses pages peu à peu. Comment il doit piéger sa propre inspiration également : il part se promener sans papier ni crayon, car alors il n'aurait aucune idée. Au bout d'un moment, l'idée arrive, donc, et il doit la noter avant de la perdre. Mais sans crayon. Il se sert alors d'un bloc de papier à cigarettes (bien qu'il ne fume que la pipe) et du bout charbonneux d'une allumette pour écrire. Ses personnages, ses fantômes n'ont pas encore repéré cette malice.

LES passages consacrés à son pacifisme, son attitude contestée pendant la guerre, sont moins ensoleillés. Il développe son point de vue anti-héroïque, reprend la phrase avec laquelle il se fit tant d'ennemis : *« Je préfère vivre couché que mourir debout »*, ce qui est une pensée courte sous un grand béret, surtout quand d'autres meurent sans vous connaître, loin de Manosque, précisément pour que vous puissiez vivre, couché ou non.

Mais la réponse de Giono est plus longue, plus complexe que cela. Et s'il est agaçant de l'entendre dire qu'il a, bien sûr, protégé des juifs, des francs-maçons, des résistants, il faut lire les extraits de son journal de guerre (cité dans l'entretien nº 17) et surtout l'histoire du petit Joseph, connu en prison. C'est l'une des plus poignantes qui puissent arriver à un homme désabusé, et l'explication, dit Giono, de certaines choses encore restées mystérieuses : *« Là, j'avais la preuve que je vivais ! »*

هكذا من الأصل



LITTÉRATURE FRANÇAISE

Blason du Sud-Ouest américain

Yves Berger renonce au roman pour explorer la voie de l'épopée géographique

LA PIERRE ET LE SAGUARO
d'Yves Berger.
Grasset, 150 p., 80 F.

De *« l'Amérique septentrionale, je n'aime que la pierre, le saguaro, les Indiens morts »*, écrit Yves Berger dans le nouveau livre qu'il consacre, une fois de plus, aux Etats-Unis dont il a fait sa source d'inspiration, son domaine de rêve et d'écriture. Trois beaux romans, largement espacés, en sont sortis : *le Sud* (1962) où la Virginie du dix-neuvième siècle figurait une allégorie de la littérature, *le Fou d'Amérique* (1975) qui contait, à travers une faible intrigue amoureuse, la découverte progressive de ce continent et le génocide des Indiens qu'elle avait provoqué, *les Matins du Nouveau Monde* (1987) où un adolescent sous l'occupation allemande forgeait sa mythologie américaine à travers livres d'histoire et de fiction et recevait sa libération des héros qu'il s'était donnés.

Renonçant cette fois à tout soutien romanesque, il nous entraîne à travers le Sud-Ouest américain et les Etats qui le constituent, principalement l'Arizona, l'Utah, le Nouveau-Mexique, avec des pointes poussées vers le Colorado, le Nevada, la Californie, pour en dénombrer et décrire les merveilles. On chercherait en vain un plan, une carte. C'est à nous de les établir, non sans mal, pointant sur l'atlas les hauts lieux que l'écrivain fait surgir dans un savant désordre, tous repérés d'ailleurs par les Américains qui transforment en *« National Monuments » ces exploits dus à la géologie*, à l'érosion, aux fleuves, au Colorado notamment, à la végétation épineuse du désert, et de temps à autre à la main très ancienne de l'homme.

Le parcours en zig-zag à travers *l'espace d'un Etat à l'autre, à travers* le temps d'un voyage à l'autre, à travers l'esprit qui superpose à la chose vue les images, les histoires, laissées dans la mémoire par les livres et les westerns, ne dessine pas un itinéraire. Il compose comme un blason dont les éléments, empruntés à la réalité de la terre et du ciel – rochers, cirques, gouffres et crêtes, flore et faune, arcs-en-ciel et nuages, hommes de jadis et de naguère *plutôt que d'aujourd'hui* – fournissent les figures emblématiques.



P.O. DESCHAMPS/VU

Yves Berger a fait des Etats-Unis son domaine de rêve et d'écriture

De cette partie du Nouveau Monde, Yves Berger a reçu le sentiment de la beauté absolue. Il s'efforce à la dire par les mots seuls, relevant le défi lancé autrefois par André Breton qui leur préférait la photographie. Le pari est-il gagné ?

Moi qui ne connais pas le Sud-Ouest américain, j'ai certes beaucoup appris sur lui dans ce livre. Mais j'avoue aussi m'être souvent égarée parmi ces mégalithes qui ne doivent aux hommes que leur nom, baptisées *mesas* par les Espagnols, parce que leur sommet, haut de trois, cinq, six cents mètres, est arrasé comme une table. Tantôt massifs et solitaires, ils jaillissent de la plaine. Tantôt ils s'amincissent en colonnes, cheminées, doigts et s'enfoncent dans un abîme qui descend jusqu'aux entrailles de la terre, à moins qu'ils ne le surplombent dans un équilibre précaire.

Je me suis sentie perdue entre ces canyons, les uns secs, les autres enserrant un oasis verdoyant ou un fleuve qui, vu des deux mille mètres où se situe sa rive, apparaît comme un mince fil d'argent. Là, on m'impose un paysage aride et, soudain, des pins pinderosas, des trembles, escaladent les pentes. Où suis-je alors, *dans la plaine, dans la montagne*, dans le désert, dans la forêt ?

Santa-Fe, la capitale du Nouveau-Mexique, est-ce une ville bleue dans un site rouge marqué par les monts du Sang-du-Christ ? Est-ce une ville rouge, par la latérite et la brique issues de son sol, que la nuit tombante et le brouillard rendent bleue ?

Le flou obtenu par la superposition des lieux est accru par une imagination visionnaire. Car, bien entendu, rien ne reste ce qu'il est. Si l'on scrute d'un peu près les moyens de cette transfiguration, on est frappé par l'abondance des métaphores militaires et guerrières. Même à travers la pierre et le cactus, le sang coule, des plaies s'ouvrent, des mutilés, des infirmes s'avancent. Bien plus que la beauté absolue, c'est le pays de sa vie intérieure que peint Yves Berger, hanté par le mal, la souffrance, l'inévitable dégradation, la mort.

Des silhouettes passent dans ce décor tragique. C'est le conquistador Coronado, responsable de tant de massacres ; ce sont les chefs indiens Cochise et Géronimo qui, au col Apache, traquent le gros gibier des diligences ; c'est, enfin, la sépulture donnée au milieu du désert à un écrivain américain qui n'avait vécu que pour lui : Edward Abbey.

La Pierre et le Saguaro est un étrange livre. Il tient du guide touristique et du récit de voyage et il échappe à ces catégories par l'incantation, le lyrisme et la vision épique. On l'aimera pour l'une ou l'autre de ces raisons, pour son réalisme ou pour sa magie, et mieux encore, si on se laisse subjuguer, pour la fusion de ces deux attitudes opposées face au réel. Ce *rapprochement des contraires* se retrouve dans un style qui oscille entre une extrême recherche littéraire et un naturel familier. Yves Berger, avec une exigence naïve et altière, ouvre une voie : l'épopée géographique.

Jacqueline Piatier

Alain Bonfand dans l'intimité de l'art

Des lettres où l'amour de l'art se confond avec l'amour

LETTRES D'AOUT
d'Alain Bonfand.
La Différence, 238 p., 79 F.

A l'égard de certains livres, on le sait et le sent bien, l'attention risque de faire place à la négligence, à la paresse. Négligence qui permettra au lecteur pressé de se tenir à l'écart de ce qui ne peut être assez rapidement identifié, classé dans une catégorie préconçue. C'est à l'une de ces flottantes non-catégories que ressortissent les *Lettres d'août*, d'Alain Bonfand. Le lecteur, s'il accepte néanmoins de s'écarter des chemins déjà tracés et de suivre la voie sinueuse auquel ce livre l'engage, s'enrichira, en retour, des effets d'un réel saisissement.

Ecrit intime, essai informel sur l'art et la représentation, l'ouvrage d'Alain Bonfand est plus encore une tentative d'approcher l'intimité de l'art, d'accueillir dans le fond de soi ce que l'art est propre à nous apprendre et à nous dire de nous-mêmes.

Pour recevoir un tel enseignement, il faut se tenir dans une intime conscience, faire que son regard ne soit pas seulement passerelle conduisant hors de soi, mais passage reliant l'intériorité au monde de la représentation. Passage qui ramène aussi bien à ce fond intime, marqué, de quelque manière transformé, par l'émotion que le regard a transmise, et accru d'elle. C'est donc bien moins du fait esthétique lui-même que se préoccupe Alain Bonfand que de la *nature de cette émotion*. Aussi informé et savant soit-il – la science de l'auteur est, en la matière, impressionnante (1), – son propos est le contraire de celui du spécialiste. Loin d'être une *protection médiatrice opposée à l'émotion*, le savoir se fait tout entier vibration émue, pensée et parole de cette émotion.

Espace d'un vécu singulier, l'intimité n'est pas ici une notion abstraite, un concept séparé de ce vivre, extérieur à sa singularité. *« Je ne cherche en l'œuvre que le signe de votre présence. »* Ces trente et une lettres, Alain Bonfand les adresse à l'Aimée qui a pris figure d'absente. Ecrites à partir de cette absence, du cœur meurtri d'un deuil amoureux, elles y reviennent pour tenter de conjurer *« la distance, ce nom approximatif de l'oubli »*.

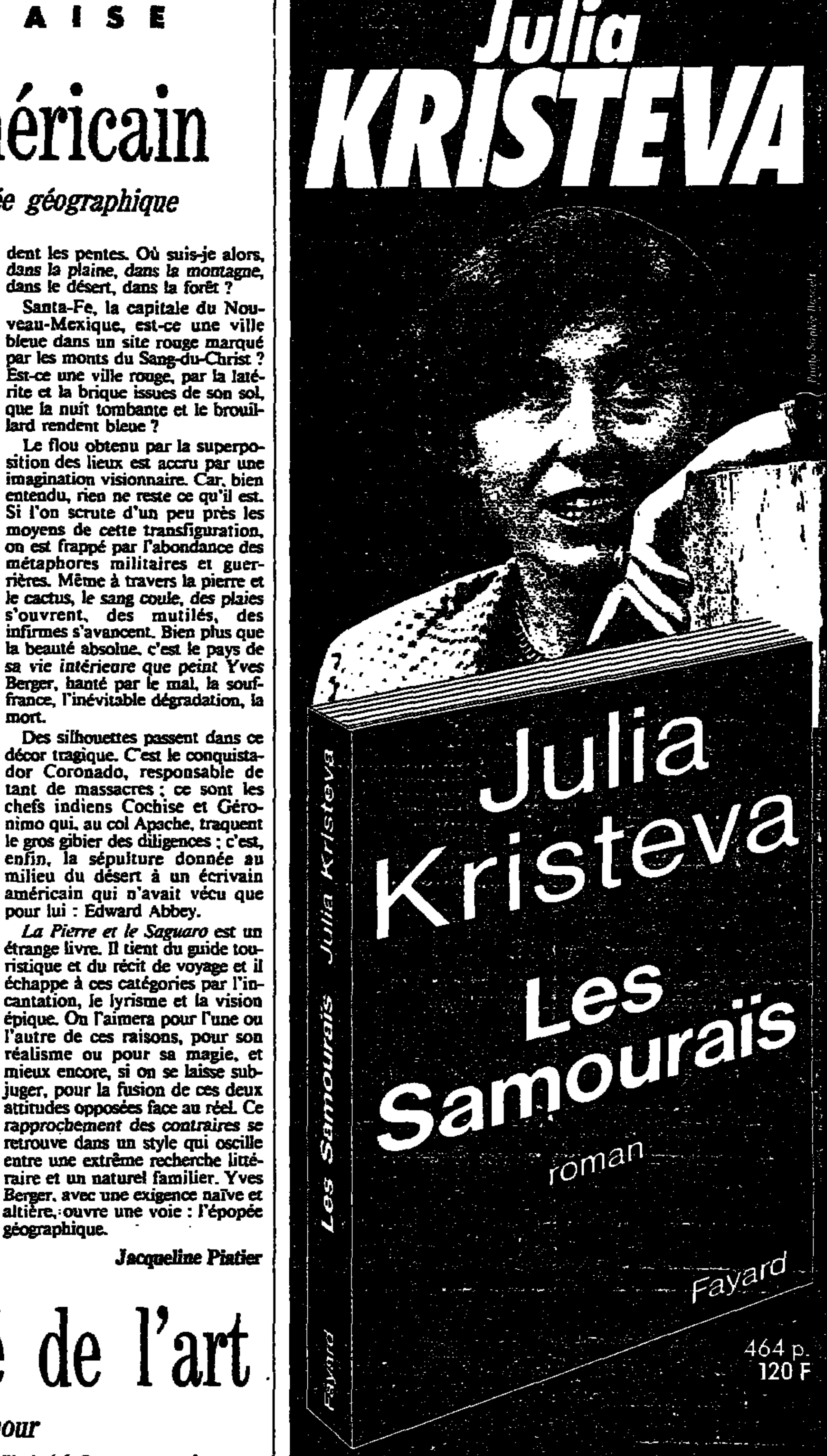
L'impudeur est la manifestation vulgarisée, galvaudée et avilie de l'intimité. On y pose, on s'y montre vêtu des oripeaux avantageux d'une fausse nudité, dans un carnaval social qui ne dévoile que lui-même. Au point exactement opposé de ce type de manifestation, Alain Bonfand écrit : *« Le cœur est l'instant démasqué du visage »* ; et plus loin : *« Le visage, c'est le nom de l'impossible. »* Phrases mystérieuses et claires pourtant qui disent, à travers la *« promesse d'un bonheur brisé »*, la volonté de faire surgir, de recomposer, comme en *« surimpression »* de la *« perte »*, le visage perdu.

« J'habite un monde reconstruit selon la logique de votre absence. » Ce monde douloureusement ordonné à un manque central, Bonfand ne le remplit pas, ne le sature pas d'images, idoles ou fétiches qui combleraient, en le déniant, le manque. L'œuvre vaut autant, sinon plus, par l'invisible qu'elle suggère que pour ce qu'elle donne à voir. Le *« regard est celui de l'amour qui voit parce qu'il aime et non pas, comme on le croit, qui aime parce qu'il voit »*. L'œuvre me *« regarde »*, elle *« ne requiert plus d'être expliquée mais m'explique »*.

« Fable du désir », livre de la solitude et du désœuvrement amoureux, de l'amour qui remonte son cours, les *Lettres d'août* d'Alain Bonfand épèlent les *« noms particuliers du manque »*. Que la plainte et l'élégie empruntent les chemins de l'œuvrement artistique, d'une analyse rigoureuse, exigeante, parfois difficile, n'est pas le signe d'une originalité qui cherche à s'affirmer. L'amour de l'art n'est pas un nom séparé, autonome, de l'amour. Négligence et paresse n'auraient pas seulement l'inconvénient de nous faire passer à côté d'un livre singulièrement intense et grave. Elles laisseraient cette gravité en souffrance, en solitude.

Patrick Kéchichian

(1) *Alain Bonfand a publié en 1986, chez le même éditeur, un essai : Paul Klee, l'œil en trop.*



NOUVELLES

« Small is beautiful »

La nouvelle est un genre en plein renouveau, les éditeurs sont de plus en plus nombreux à en publier et les nouvellistes sortent du ghetto

LES nouvellistes ont en commun avec les poètes de cultiver avec délices le syndrome des minorités opprimées. On ne les aime pas, on ne les lit pas, on ne les édite pas, sinon du bout des lèvres et en rechignant. Comparant leur sort avec celui des romanciers – qu'il leur arrive aussi d'être – ils se vivent comme les *Cendrillons du conte éditorial*, rêvant à ce grand soir où leur graine de citrouille se transformera en Ferrari et où la petite pointure de leurs textes sera enfin reconnue comme la marque même de leur essence aristocratique.

Cette délectation morose des auteurs de fictions brèves ne manque pas de fondement. Côté morosité, il suffit d'établir des constats. Alors que le temps est devenu la matière la plus rare et la plus recherchée, les écrits courts, ceux que l'on peut lire entre cinq stations de métro ou d'autobus, n'ont pas atteint le large public que connaissent les livres-pavés, inlassablement délayés. Un auteur connu dont les romans ont du succès aura quatre ou cinq fois moins de lecteurs s'il publie un recueil de nouvelles – que son éditeur, la plupart du temps, n'aura accepté que pour *lui faire plaisir* et conserver la chance de publier son prochain livre. Les journaux, les revues sont de moins en moins nombreux à accueillir régulièrement dix ou quinze feuillets de fiction, leur préférant le compte rendu, le commentaire, l'interview.

Côté délectation, on remarquera que les nouvellistes, sans doute parce qu'ils ont le sentiment d'être minoritaires, peu puissants et d'appartenir à une sorte de tribu rêveuse, n'ont pas entre eux le comportement arrogant et jaloux qui caractérise les « gens de lettres ». Ils se rencontrent une fois par an à Saint-Quentin dans des agapes chaleureuses ; ils participent sans se décourager à des rencontres, à des tables rondes et à des colloques sur la nouvelle où ils ne se disputent guère et s'encouragent beaucoup. Certains de n'avoir rien à perdre, peu assurés de pouvoir gagner quelque chose, ils donnent une image presque idyllique de la république des lettres. Mais cet apaisement n'est pas résigné ; il est militant. Le militantisme des nouvellistes s'appuie sur la discrète certitude de la supériorité de leur art. *Small is beautiful.*

En littérature, qui peut faire moins peut faire plus. La forme brève est au roman ce que le parfum est à l'eau de toilette. C'est l'essence même de l'art de la fiction, la plus fine pointe de la technologie narrative. Et si la nouvelle a si peu de lecteurs, c'est simplement parce qu'elle exige les meilleurs : ceux qui seront capables d'imaginer un espace à partir de quelques traits ; le drame d'une vie à partir d'une minute de vacillement ; les fureurs de l'histoire à travers la seule description d'un regard.

Quelque chose pourtant est en train de changer dans le cocon, étroit mais douillet, tissé autour de la nouvelle. Depuis quelques années, les éditeurs sont plus nombreux à devancer les lecteurs pour proposer des fictions courtes. Après Paul Fournel, ses *Mots* et ses *Demi-mots*, chez Ramsay d'abord, puis aujourd'hui chez Seghers ; après Tony Cartano et sa collection de nouvellistes français aux Presses de la Renaissance, Pierre Belfond et ses micro-romans, le mouvement semble s'accélérer et tout un archipel de collections vient enrichir notre géographie.

Le samedi 24 mars à 16 heures, au Salon du livre, un débat sur la nouvelle est organisé par *le Monde diplomatique* et les éditions Complexe. *Le Monde diplomatique* demeure l'un des rares organes de presse à publier régulièrement des nouvelles qui sont autant de regards sur les relations entre l'écriture et la réalité sociale des nations du globe (1). Complexe inaugure une collection de textes brefs, *L'heure furtive*, par la publication d'un petit livre-cadeau dans lequel des écrivains, des critiques – parmi lesquels Alexandre Zinoviev, Michel del Castillo, Pierre Mertens – disent, de manière brève évidemment, en quoi la nouvelle est une forme d'écriture irremplaçable, un art dont la concision, si elle ressortit à la technique littéraire, exprime une réalité que le roman est inapte à appréhender. Nous publions ici l'intégralité de la contribution de Pierre Mertens à cet ouvrage collectif. Le renouveau de la nouvelle se manifestera encore au Salon du livre par l'attribution d'un prix littéraire particulièrement bien doté. Le jury du « Prix Maupassant », composé d'écrivains nouvellistes, remettra en effet une bourse de 80 000 francs à l'auteur du meilleur recueil de nouvelles françaises publié depuis un an... à l'exclusion évidemment des membres du jury, de Jean Vautrin, de Georges-Olivier Châteaureynaud, d'Alain Absire, de Claude Pujade-Renaud, de Christiane Baroche, de François Salvaing ou de Daniel Zimmermann, de François Coupry, par exemple. Mais la tribu des nouvellistes est aujourd'hui assez étoffée pour échapper aux poisons de l'autocélébration.

Pierre Lepape

(1) *Le Monde diplomatique* a consacré le numéro 6 de sa publication « Manière de voir », aux nouvelles (« le Monde des livres », du 19 janvier).

Faire bref et en dire long

par Pierre Mertens

Et d'abord une citation. Dans une nouvelle, l'auteur évoque *« une idée qui lui vient momentanément, une émotion profonde : une chose pour laquelle on n'était pas né, mais un coup du destin (...). A la suite de cet unique événement, le monde acquiert soudain une nouvelle profondeur où les yeux se tournent vers l'intérieur, il croit que ce seul exemple lui donne une nouvelle vision de la réalité des choses : voilà comment la nouvelle est venue »*. Une définition d'un orfèvre en la matière, puisqu'elle émane de Robert Musil qui, avec *Trois Femmes* et *Noces*, nous a offert des chefs-d'œuvre du genre (comme il semble exemplaire, d'ailleurs, que l'auteur d'un des romans les plus pléthoriques du siècle se soit adonné aussi à l'écriture de textes courts...). *« Une chose pour laquelle on n'était pas né... Un coup du destin... Une nouvelle profondeur... Une nouvelle vision de la réalité... »*

Au fond, Musil parle un peu de la nouvelle comme il ferait d'une conversion, ou mieux d'un rituel initiatique. Le héros d'une nouvelle vit un conflit inattendu, une crise fortuite, la montée d'une fièvre même si, en apparence, il ne se passe rien. *Lui se passe.* Il traverse, sous nos yeux, une ligne de démarcation. Il subit une métamorphose. Il ne sera plus jamais le même. Maupassant, Mansfield et Tchekhov, ou James Hawtorne, Melville, Hemingway, ou bien Flannery O'Connor, ou encore des Forêts, Buzzati, Baroche, ne donnent à voir que cela : *un passage*. Une incision rapide comme l'éclair dans le tissu du réel, comme a dit, à peu près, Morand. La coagulation d'un instant qui tirerait alors la prose du côté de la poésie, ainsi que l'a suggéré Faulkner. Le nouvelliste se condamne au style. Le temps d'une extase ou d'une transe, ou de la fixation d'un vertige. D'une estocade, parfois.

Toute écriture joue du temps, sur le temps, avec le temps. Mais, dans la nouvelle, l'auteur met une contention qui explique, à elle seule, pourquoi on adapte souvent avec plus de réussite, au cinéma, des nouvelles que des romans. *Blow up* (Cortazar/Antonioni), *la Stratégie de l'araignée* (Borges/Bertolucci), constituent de beaux exemples de cela. Le cinéaste peut, à loisir, distendre une narration qui se recharge, au fur et à mesure, telle une batterie. C'est au prix de cette élasticité, de cette patience, que les images peuvent se révéler aussi fortes et aussi denses que les mots du texte. Car on joue aussi bien sur la vivacité que sur le ralentissement de l'exposition.

Nous pouvons oublier de multiples épisodes d'un roman qui nous a, cependant, bouleversés. La nouvelle, non : elle se révèle infiniment mémorable. Nous n'oublierons jamais *le Nez* de Gogol, ni *Neige silencieuse, Neige secrète*, de Conrad Aiken, ni *le Salon de musique*, de Tara Shankar Banerji, ni *Eléphant et Colisée*, de Lowry, ni *Poisson banane*, de Salinger ou *Dry September* de Faulkner. Parce que « c'est plus court » ? Mais non : parce que c'est, au sens propre, *saisissant*. Nimbé d'une aura – comme Stendhal jetant, à Salzbourg, un rameau au fond d'une mine de sel, nous assistons à une cristallisation. Quand le roman, lui, épuise l'imagination du lecteur, la nouvelle la sollicite et la réembraye. Pour dire tant, en si peu de pages, Poe ou Kafka, ou Mac Cullers et Pasternak s'évadent du prosaïsme, et réconcilient la prose avec la poésie qui assure son temps, son rythme, sa pulsation.

Il faut renoncer aux idées reçues. Quand la nouvelle se rapporterait toujours au moment, le roman miserait sur la durée, l'écoulement du temps. *Une rose pour Emily*, de Faulkner, et *Wakefield*, de Nathaniel Hawtorne résument en quelques pages toute une vie.

Quand on s'éprendrait du héros romanesque, on n'aurait égard qu'à la situation du personnage de nouvelle. Faux : la petite Roque, Bartleby, saint Julien l'Hospitalier et Lenz, de Büchner, au même titre que Mme Bovary, Zeno ou Swann, sont des caractères magnifiquement familiers. Quand le roman serait d'essence symphonique, la nouvelle laisserait plutôt entendre une musique de chambre. Faux, encore. *Les Neiges du Kilimandjaro* constituent bien une symphonie. Et *le Bal du comte d'Orgel*, un trio... *La Nuit transfigurée*, de Schönberg, c'est une nouvelle. *La Suite lyrique*, de Berg, un vrai roman.

En réalité, les deux genres n'ont pas la même vocation. Que l'observation ou l'imagination d'un écrivain s'empare d'une anecdote, il sait aussitôt s'il en fera le noyau d'une nouvelle ou la laissera se déployer, irradier dans le tissu d'un roman.

Quand on s'étonne du petit nombre de lecteurs de nouvelles – en France, bien sûr, – on souligne parfois naïvement que le genre s'accorde pourtant bien à une époque où la vie serait trépidante et fragmentée, et le temps réservé à la lecture d'autant rétréci. Le raisonnement ne tient pas : le plus souvent, il faut lire lentement un texte bref et ne sauter aucune marche dans cet escalier, à peine de s'égarer, de laisser le secret tapi entre les phrases se dissoudre.

Le plus difficile : composer un recueil où les textes n'apparaissent pas seulement additionnés, mais traversés par un fil rouge, et surplombés par un dénominateur commun. En telle sorte qu'ils se répondent, interagissent les uns avec les autres.

Tout le poids de l'énigme – l'heure de la vérité – l'humilité de la confidence – un peu de voyance – Simples sociologues s'abstenir.

▶ **Ecrivain, Pierre Mertens a reçu le prix Renaudot en 1988 pour *Les éblouissements* (Seuil).**

Francine de Martinoir, la « bazarette »

L'écrivain doit son surnom à son goût de la fabulation

LA BAZARETTE,
de Francine de Martinoir,
Payot, 274 p., 110 F.

Une bazarette est, en Provence, une femme qui aime raconter des histoires, en inventer. Francine de Martinoir se souvient qu'on lui donnait ce surnom, dans son enfance marseillaise. Dans ces nouvelles, qui sont autant de mises en scène de la parole, de ses triomphes et de ses chutes, elle a gardé le goût de la fabulation, le plaisir de recomposer des destins : celui de Mélanie, *« l'allumeuse »*, de *Flaminie Borgomano*, l'ancêtre, comédienne noyée dans le tourbillon de ses *« défis chimériques »* avant d'être internée ; de Lorenzino, le vieux promeneur de Mesari.

Pourtant, devenue romancière, Francine de Martinoir sait qu'elle est désormais portée au soupçon. *Dans la Bazarette*, à l'aube de l'écriture d'un nouveau livre dont elle cherche la musique, elle nous fait pénétrer au cœur du travail imaginatif. Après avoir vainement tenté d'accrocher ses souvenirs à la lumière du visage de Clotilde, une de ses élèves, Carole Fontana se laisse entraîner par un élan de *« curiosité »* – ce besoin inquiet de fiction – vers le fiancé de la jeune fille, l'officier Gilles Cadalière.

Elle pénètre *« par effraction »* dans son existence. Mais quand il lui révèle une part de son passé – pendant la guerre d'Algérie, il a été chargé de *« nettoyer »* la région de Tizi-Ouzou – elle bute contre l'opacité d'un réel, rétif à son désir d'imaginaire : dérisoire parodie de celui qu'elle avait rêvé fragile et complexe, il ne se transformera jamais en personnage et l'abandonne comme *« un passeur au milieu du fleuve »*.



Quand la bazarette n'éprouve pas *« le soulagement émerveillé »* de dénouer des intrigues, elle écoute. Les héroïnes de Francine de Martinoir aspirent à la mort des désirs, au silence du cloître intérieur où s'évanouissent les troubles de l'âme et la rumeur de *« théâtre »* d'un monde hostile. Le souvenir des lieux, le fond du tableau leur importent davantage que la mémoire des visages. Aussi chacune de ces nouvelles – écrites avec cette délicatesse désenchantée et cette tristesse fervente qui sont la marque du talent de Francine de Martinoir – repose sur une lumière, une couleur, le rythme d'allegro d'un déjeuner printanier et le parfum de cendre et de savon du lavoir où autrefois elle jouait à la bazarette et pouvait, sans risque de se perdre dans l'épanchement ébloui de ses récits, tout raconter.

Jean-Noël Pancrazi

La nostalgie d'Hadzis

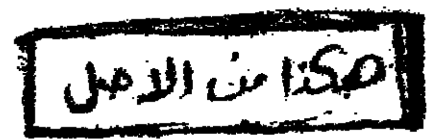
LE CAHIER DU DÉTECTIVE
de Dimitris Hadzis,
traduit du grec par Michel Volkovitch,
Ed. Complexe, 160 p., 59 F.

LE TESTAMENT DU PROFESSEUR
de Dimitris Hadzis,
traduit par Michel Volkovitch et Patricia Portier,
Ed. de l'Aube, 117 p., 59 F.

Le public grec apprécie bien plus la nouvelle que le public français. Certains des écrivains grecs contemporains les plus populaires sont essentiellement des nouvellistes. C'est notamment le cas de Dimitris Hadzis, né à Jannina en 1913, mort en 1981, qui vient d'être traduit pour la première fois en français : cinq de ses textes paraissent sous le titre *le Cahier du détective*, deux autres, nettement plus longs, sous le titre *le Testament du professeur*. Les uns et les autres évoquent la ville de Jannina à la veille de la dernière guerre. Hadzis porte sur sa ville le regard nostalgique de l'exilé qu'il fut : communiste engagé, il a dû quitter la Grèce à la fin de la guerre civile. Il a passé vingt-cinq ans de sa vie dans les pays de l'Est et n'a pu regagner sa patrie qu'après la chute de la dictature des colonels, en 1974.

L'émotion qu'il éprouve, et qu'il communique admirablement à son lecteur, est d'autant plus vive qu'il sait pertinemment que ce petit monde est condamné à disparaître. Hadzis donne une image sombre et attachante de la Grèce de province. Malgré le ton apparemment neutre de son écriture, malgré sa pudeur, on devine qu'il aime infiniment les gens dont il parle. Il manie en maître l'art du suspense : l'histoire de l'imprimeur qui cherche à élucider le mystère de la mort d'un clochard et qui trouve finalement l'explication dans l'itinéraire de sa propre vie est un modèle de nouvelle policière.

Vassilis Alexakis





NOUVELLES

Quand Annie Saumont observe les enfants...

MOI, LES ENFANTS, J'AIME PAS TELLEMENT
d'Annie Saumont. Syros-Alternatives, collection « Libre court », 140 p., 65 F.

LE PONT, LA RIVIÈRE
d'Annie Saumont. Anne-Marie Métailié, collection « L'élémentaire », 72 p., 55 F.

Deux éditeurs chanceux – Syros-Alternatives et Anne-Marie Métailié – inaugurent une collection de textes brefs avec l'un des maîtres de la nouvelle en France, Annie Saumont. Que dire sur cette femme discrète et effacée que nous n'ayons déjà dit ? Répéter qu'elle a atteint la parfaite maîtrise de la forme courte, qu'elle a sa voix – brève, sèche, très reconnaissable – et que les lecteurs qui auraient la curiosité d'ouvrir ses livres seraient gagnés à la lecture des nouvelles.

Dans les onze textes qui composent *Moi, les enfants, j'aime pas tellement* comme dans les deux que rassemblent *le Pont, la Rivière,* Annie Saumont observe avec son habituelle acuité, son absence de complaisance et de sentimentalisme, des enfants et des adolescents : le « grand » violent de *la Gifle du mardi,* qui prétend *« dresser »* un plus petit que lui ; le dealer trop blond de *Shampooing traitant,* Marie, la sale gosse, et la délicieuse petite bande de gamins qui jouent au foot sous la direction de *« Platini-moi »* dans *Partie perdue.* Une belle équipe, qui rêve de championnat et finit par se retrouver face aux anciens de la maison de retraite – ceux qu'on avait prévus pour faire le public. *« Platini-moi et le centenaire, on s'est serré la main. Paraît que Platini, le vrai, a un grand-père. Le mien, il est mort.*

» Les vieux, faut les laisser gagner avant qu'ils soient morts, parce que, alors, c'est trop tard.

» Donc, voilà. On avait perdu. Nous, les gars de l'équipe de France, qui rêvait de s'éclater au Mondial. Platini-moi savait que les filles se gêneraient pas pour rigoler. Quand les croulants de la maison de retraite auraient fini leur baratin. »

Dans *le Pont* et *la Rivière,* deux nouvelles plus elliptiques, Annie Saumont suggère les blessures, les incertitudes de l'enfance, tout ce qui s'inscrit en chacun alors qu'il n'en a encore qu'un vague pressentiment, tout ce qui ne le lâchera plus, à moins qu'il ne le reconnaisse et décide de ne pas laisser sa vie dépendre des premières déchirures.

Pas de morale, bien sûr. Et toujours le doute sur la frontière entre le réel et le rêvé : *« Tout ça pouvait bien s'être passé dans ma tête,* lit-on à la fin de *la Rivière. J'ai regardé l'eau sans trouver la réponse. Eau silencieuse, eau dormante, eau insondable, qui parfois monte en une crue soudaine. »*

Josyane Savigneau



Nouvelles collections

● LES ÉDITIONS VERDIER qui publient le recueil de Pierre Mertens, *les Chutes centrales,* ne veulent pas enfermer la nouvelle dans le ghetto d'un genre. Elles publient des textes de fiction, français ou étrangers, sans trop se préoccuper de la taille et de l'étiquette. C'est ainsi que dans leur collection italienne « Terra d'altri », que dirigent Philippe Renard et Bernard Simeone, elles ont présenté des nouvelles de Giorgio Caproni (*le Gel du matin*) ou de Domenico Rea (*Spaccanapoli*), des proses brèves de Mario Luzi (*Trames*) ou qu'elles proposent aujourd'hui un fort beau recueil de nouvelles d'Arturo Loria, *le Registre* (traduit de l'italien par Michel Arnaud. 110 p., 72 F) publié à la fin des années 20.

Chez Pierre Mertens, le romancier n'avance jamais seul dans l'écriture. Il est accompagné par le drame de l'histoire, par les destins qui s'y affrontent, par les œuvres qui s'y blessent. Au début de cette année a paru un recueil de textes consacrés à son œuvre et qui s'intitulait très justement *Pierre Mertens l'arpenteur* (Labor). Qu'il évoque l'écrivain allemand *Uwe Johnson, le scripteur de mur* (Actes Sud), qu'il analyse à travers les œuvres de Duras, de Kundera ou de Gracq les dédoublements des écrivains, le rapport de trahison qu'ils entretiennent avec les réalités de leur époque (*l'Agent double,* Complexe), qu'il écrive, en se plaçant dans le personnage d'Alban Berg mourant, *Une histoire mondiale de l'humiliation* (*Lettres clandestines,* à paraître en avril au Seuil) ou qu'il rassemble des nouvelles autour des « chutes centrales » – de ces moments où l'individu plonge dans le vide innommable qu'il découvre au centre de lui-même, – Pierre Mertens arpente en effet, en géomètre moraliste qui sait qu'aucune morale ne peut être donnée, les landes de l'Histoire contemporaine et de l'imaginaire qui la double. Au bout de ce travail d'évualuation sans fard, constamment repris, revérifié, réexploré, et dont l'écrivain ne s'exclut jamais, se dessine, tremblante, ouverte, fragile, prête à se défaire, la figure d'un nouvel humanisme. (206 p., 89 F.)

● L'HEURE FURTIVE qu'inaugurent les éditions Complexe a pour ambition de publier des textes courts qui rendent compte de l'ensemble de la littérature contemporaine. C'est ainsi qu'on trouvera, à côté d'une nouvelle très surprenante de Manuel Vazquez Montalban, *Happy End,* dans laquelle se heurtent quelques-uns des grands mythes de notre époque, *le Cahier du détective* du Grec Dimitris Hadzis *(lire ci-contre). Eté indien* du Hollandais Jef Geeraerts, *Gens de Taipei* du Chinois Bai Xianyong ou *Histoires de Blancs* de l'Américain Langston Hughes.

● L'ÉLÉMENTAIRE est une collection que dirige Robert Davreu chez Anne-Marie Métailié. Ce traducteur de Thomas Hardy, professeur de philosophie, signe lui-même un des petits volumes, *Mémoire à contretemps.* On ne trouve ici que des textes français, et l'on préfère au recueil de nouvelles un texte unique mais de soixante ou soixante-dix pages : *Patagonie,* de Judith Schlanger, *Forestières,* de Robert Marteau. Seule exception, Annie Saumont dont le livre *le Pont, la Rivière* est composé de deux nouvelles.

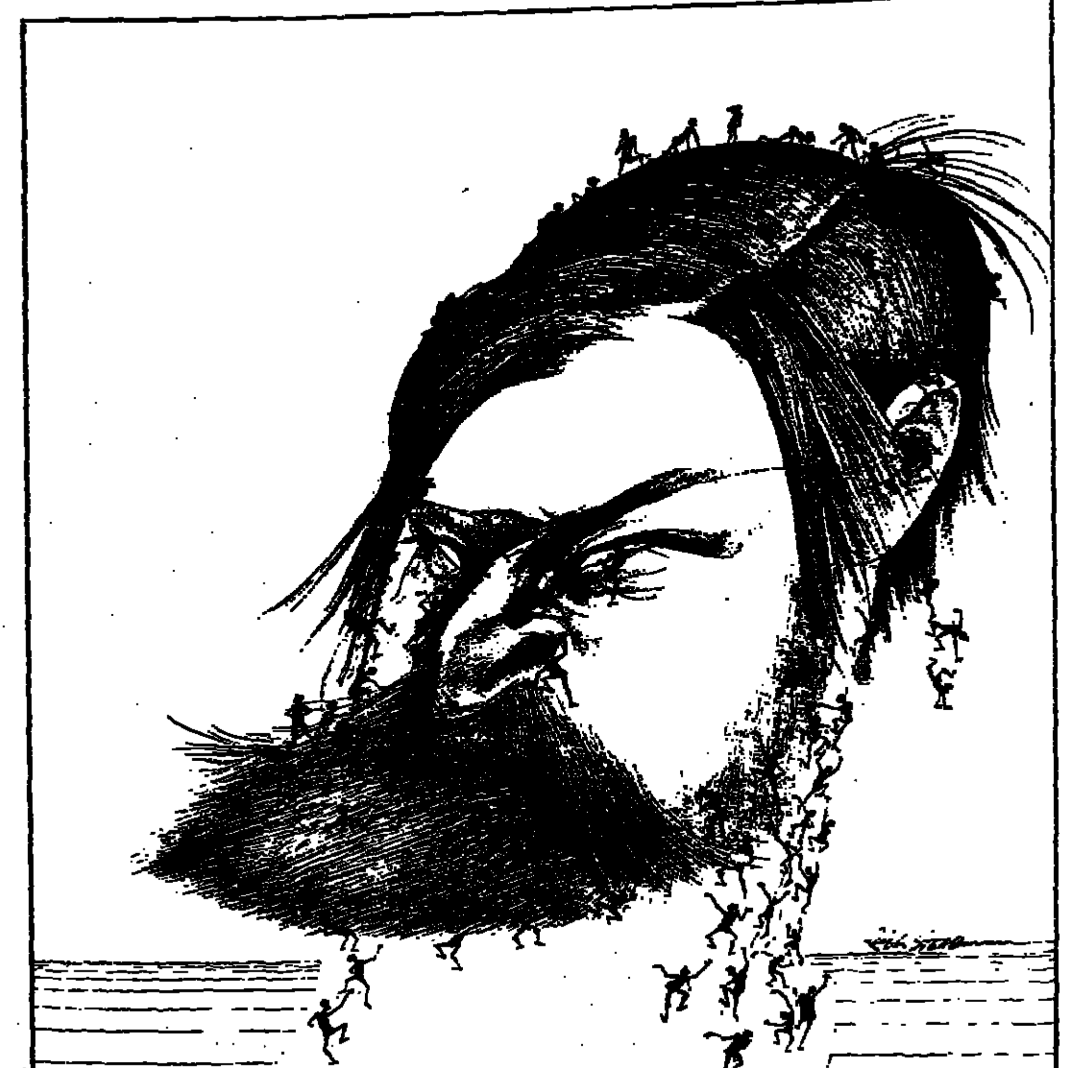
● LIBRE COURT, aux éditions Syros-Alternatives publie également un recueil de textes d'Annie Saumont *(lire ci-dessus).* Sous ce même nouveau label se trouvent également réunis Roland Topor (*le Sacré Livre de Proutto*), Tito Topin (*le Jinome de Casablanca*), Pierre Autin-Grenier (*l'Ange au gilet rouge*). La qualité de ces textes plaide aussi en faveur de la directrice de collection qui les a choisis. On créditera donc Christiane Ferniot d'un solide goût littéraire, et l'on considérera comme une aberration passagère, un malheureux accident, le choix qui l'a conduite à publier sous le titre *les Meilleures Nouvelles de l'année 1989* (Syros, 190 p., 85 F) certains textes d'une insigne faiblesse. Des nouvelles remarquables comme celles de Paul Fournel, de Gilbert Lascault, de Jacques Jouet, de Robin Cook, de Christiane Baroche ou de Pierrette Fleutiaux (et d'autres tout à fait réussies) semblent faire tache.

● LES NOUVELLES FRANÇAISES, la collection que dirige Tony Cartano aux Presses de la Renaissance, a été créée l'an dernier. On ne la signalera donc parmi les nouveaux venus que pour souligner l'excellence des trois recueils qu'elle a déjà publiés : *le Jardin dans l'île* d'Olivier Chateaureynaud, *Mémoires du bout du monde* d'Alain Absire et *le Crime de dona Clara* de Gloria Alcorta. Trois écrivains de premier rang qui ne figurent pas dans le palmarès de Christiane Ferniot ; pas plus qu'Alexis Salatko, dont *Vingt-deux nuances de gris* vient de paraître dans « Les nouvelles françaises » (186 p., 89 F). Salatko, qui a trente-deux ans, a écrit *« la chronique d'une petite bourgade que l'on chercherait en vain dans le Guide Michelin. Là-bas, comme dans la chanson de Prévert, hiver comme été, c'est toujours l'hiver ! Villa sous la pluie (même quand le soleil luit), ville frontière entre rêve et réalité ».* Et confirmation d'un talent éclairant pour dire l'ombre, l'incertitude, les pitreries intimes, les mille couleurs du gris.

P.L.



LE DÉBAT



Extrait de « Freud par Steadman » (Aubier Montaigne).

Malaise dans la psychanalyse

Contestée par de nombreux psychiatres, qui lui préfèrent d'autres formes de psychothérapie, la psychanalyse a perdu le rôle dominant qu'elle avait conquis en France à la fin des années 60, non seulement parmi les spécialistes mais aussi dans l'ensemble du champ intellectuel. La suspicion dont elle est l'objet a notamment pour effet la relance du projet d'un ordre des psychanalystes, qui permettrait, selon ses initiateurs, un meilleur contrôle de la profession. Bref, la psychanalyse semble aujourd'hui en crise, à la fois comme théorie et comme pratique

De l'hégémonie à la banalisation

Un entretien avec le sociologue Robert Castel qui montre comment ont évolué les conditions du métier de psychanalyste

« Peut-on parler aujourd'hui d'une crise de la psychanalyse ?

– Je préférerais parler d'un double déplacement. Le premier concerne la place de la psychanalyse dans la culture, le second l'organisation de la psychanalyse comme profession.

» En se banalisant, la psychanalyse a probablement perdu l'hégémonie qu'elle exerçait sur la culture. Par exemple, il y a encore une quinzaine d'années, en psychiatrie, il *était absolument indispensable* de faire référence à la psychanalyse. A ce quasi-monopole a succédé aujourd'hui une situation de grand éclectisme, d'ailleurs contradictoire, puisqu'on y trouve à la fois un retour à l'objectivisme médical et une sorte de fuite en avant dans un psychologisme qui prend des formes moins rigoureuses que la psychanalyse, *telles que* le mouvement du potentiel humain, les thérapies familiales, la bioénergie, mais qui n'aurait pu exister sans la psychanalyse : j'ai désigné ailleurs du nom de *« bâtards de la psychanalyse »* ces pratiques qui s'inscrivent dans un mouvement *général de vulgarisation* de la psychanalyse, où la doctrine freudienne demeure comme un noyau dur, entouré par une constellation assez vague de références plus ou moins lointaines au message freudien.

– Ce que vous appelez le retour à l'objectivisme médical n'est-il pas renforcé par le récent développement des neurosciences, qui s'opposent partiellement aux théories psychanalytiques ?

– La critique de la psychanalyse au nom de la science, ou plutôt du scientisme, a toujours existé. C'était, par exemple, celle que formulait le professeur Debray-Ritzen dans les années 70. Mais, pour qu'elle *porte vraiment, il faudrait que* l'audience de la psychanalyse soit due à son efficacité thérapeutique, ce qui est douteux. Son succès se situe bien au-delà.

La fin de l'impérialisme

– La critique « poppérienne », à laquelle se rattache Ernest Gellner, ne consiste-t-elle pas aussi à dénier tout caractère scientifique à la psychanalyse ?

– Pas seulement. Les auteurs qui appartiennent à la tradition de *Popper choisissent* de voir dans la psychanalyse une pratique sociale comme une autre, même si elle est en même temps autre chose. Ernest Gellner traite la psychanalyse comme il a traité l'islam dans un de ses *livres* précédents : il la considère comme *un fait social, que l'on peut* examiner du dehors et auquel on peut poser la question des conditions de possibilité de son succès. C'est s'attaquer à l'extraterritorialité de la psychanalyse, c'est-à-dire à sa prétention exorbitante de n'avoir de compte à rendre que par *rapport à elle-même, par* rapport à ses propres postulats et à ses propres finalités.

– En parlant des « bâtards de la psychanalyse », vous avez évoqué la diversification des pratiques qui procèdent du message freudien. Le travail en institution, c'est-à-dire en hôpital psychiatrique, n'a-t-il pas été le commencement de ce mouvement ?

– Sans doute. Le développement de la psychothérapie institutionnelle analytique, pendant *la période d'expansion* de la psychanalyse, a correspondu à une *tentative* pour annexer à celle-ci à la fois le domaine de la psychose et celui de l'institution. Dès lors le modèle canonique de la relation duelle entre l'analyste et l'analysant qui caractérisait la pratique freudienne ne s'appliquait plus qu'à un secteur limité de l'ensemble des pratiques psychanalytiques. Mais une deuxième *étape a été franchie quand* d'autres orientations sont apparues, en concurrence avec celle de la psychanalyse. Il y a quinze ou vingt ans, un jeune psychiatre qui se voulait moderniste ne pouvait l'être qu'en se réclamant de la psychanalyse. Désormais il a d'autres modèles à sa disposition.

– Venons-en au second point, c'est-à-dire à l'organisation de la profession. Comment *celle-ci a-t-elle évolué depuis* les années 70 ?

– *L'évolution de la profession* n'est évidemment pas étrangère au projet de création d'un ordre des psychanalystes, qui vient d'être relancé par Serge Leclaire. La psychanalyse a toujours vécu tant bien que mal la contradiction qui est au fond même de sa nature : d'une part, elle n'est pas une profession tout à fait comme les autres, l'échange entre l'analyste et l'analysant supposant une liberté *totale*, condition du transfert et du *contre-transfert ; mais d'autre* part, aucune pratique sociale ne peut se passer d'un minimum de contrôle sur ses membres afin d'offrir une garantie minimale dans la relation de service entre un professionnel et son client.

» Le problème est aussi vieux que la psychanalyse, mais celle-ci avait réussi à le gérer tant bien que mal à travers la structure des sociétés de psychanalyse. Cette structure s'était montrée capable, au prix de bien des drames, d'assurer la survie et même la promotion *de la psychanalyse*. Toutefois, pour qu'elle fonctionne convenablement, deux conditions devaient être remplies : en premier lieu, l'homogénéité de ses membres, obtenue grâce à la cooptation par un groupe de pairs, sur le modèle de la corporation du Moyen Age, où l'apprenti, au terme d'un long apprentissage, devient un pair à son tour et participe à part entière aux *prérogatives du métier* ; en second lieu, la gestion d'intérêts essentiellement endogènes, tels que la défense de l'orthodoxie psychanalytique et la formation des analystes, c'est-à-dire la reproduction du corps.

« Une situation d'éclatement »

« Or, d'une part, le milieu a cessé d'être homogène : on y trouve encore les « pairs », qui forment l'establishment, mais aussi des cadres moyens, en particulier beaucoup de psychanalystes qui travaillent en institution, et même l'équivalent d'un prolétariat, soumis au travail intermittent ou précaire, *voire au chômage*, et beaucoup plus difficile à contrôler, ne serait-ce que parce qu'il ne bénéficie pas des avantages matériels et symboliques de la « parité ». Et, d'autre part, les sociétés de psychanalyse gèrent désormais beaucoup d'intérêts extérieurs à la seule pratique de la psychanalyse : telle école a, par exemple, une *politique institutionnelle*, c'est-à-dire d'im*plantation dans les institutions* psychiatriques ou parapsychiatriques, une politique universitaire, médiatique, éditoriale, voire internationale.

» En exagérant un peu, je dirais qu'on ne contrôle pas une multinationale comme on contrôle une corporation. Cette double évolution, qui a conduit à une situation d'éclatement *ou, en tout cas*, de diversification, explique qu'en dehors même des pressions venues de l'Etat ou de l'Europe, la question d'un ordre des psychanalystes soit aujourd'hui posée, à partir des transformations internes au champ psychanalytique.

– N'assiste-t-on pas à un reflux de la psychanalyse ?

– Il y a moins eu reflux que, je le répète, banalisation. La psychanalyse *s'est propagée un* peu comme une onde de choc qui, en se *diffusant*, perd de son intensité, de sa puissance de rupture mais qui, pour autant, n'en devient pas évanescente. Sous une forme plus apaisée, moins prestigieuse peut-être, moins flamboyante sans doute, moins prétentieuse parfois, elle conserve des positions solides. D'une part, il reste des noyaux durs de praticiens *rigoureux, défenseurs* de l'orthodoxie, gardiens de l'héritage *en quelque sorte*. D'autre part, les schémas d'explication que la psychanalyse a contribué à lancer se sont vulgarisés, un peu comme une religion se laïcise, et ils forment la matrice d'une culture psychologique généralisée. En ce sens, la psychanalyse, ce n'est pas *fini*. »

Propos recueillis par Thomas Ferenczi

► **Sociologue, Robert Castel est l'auteur de : *le Psychanalysme* (1973), *l'Ordre psychiatrique* (1976), *la Société psychiatrique avancée* (avec Françoise Castel et Anne Lovell, 1979), *la Gestion des risques : de l'anti-psychiatrie à l'après-analyse* (1981).**

L'apothéose de l'éthique protestante

La psychanalyse répond à l'impératif : « Donnez-nous aujourd'hui notre attention quotidienne. »

LA RUSE DE LA DÉRAISON
d'Ernest Gellner.
Traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat,
Presses universitaires de France,
240 p., 145 F.

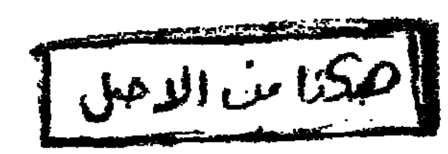
Nous savons bien aujourd'hui que la psychanalyse, si elle meurt un jour, ce sera de vieillesse et non pour avoir été réfutée. Plus personne ne croit en sa scientificité et tout le monde s'accorde sur le caractère douteux de son efficacité thérapeutique. Les psychanalystes eux-mêmes en ont une conscience si aiguë qu'ils ne prétendent plus « guérir ». Groupés dans des associations qui évoquent la mafia ou les partis léninistes, ils tentent de survivre dans une guerre de gangs qui défraye sporadiquement l'actualité. Les plus sérieux se réfugient dans l'histoire de leur mouvement, *cependant que les partisans* de la vieille école assistent, atterrés, au détournement des valeurs freudiennes par les aigrefins de l'inconscient.

Paradoxalement, ce qu'il y a de plus neuf dans la psychanalyse, c'est Freud. C'est à lui, encore et toujours, qu'il faut revenir. Ce que fait un sociologue britannique, Ernest Gellner, dans un livre à l'humour pince-sans-rire, *la Ruse de la déraison*. Son projet est ambitieux : expliquer comment, en l'espace de moins d'un demi-siècle, le système d'idées mis au point à Vienne par Freud a pu conquérir une si grande partie du monde, au point de devenir l'idiome dominant pour l'étude de la personnalité et des relations humaines. *« On n'avait rien connu de tel depuis la diffusion de la pomme de terre et du maïs*, écrit ironiquement Gellner, *et cette propagation fut plus rapide encore tout en ayant des implications sans doute plus profondes.* » Freud a ramené dans son home cossu de la Berggasse le « minimum nietzschéen » propre à séduire ses contemporains sans les effrayer. *« L'histoire*, selon Gellner, *a joué un bien étrange tour à l'Europe en faisant de Nietzsche un Allemand et de Freud un juif. On n'aurait guère pu aller plus loin dans l'inversion des stéréotypes coutumiers.* » D'un côté donc, Nietzsche sombrant dans la folie, ce qui ne manque pas de bienséance de la part de quelqu'un qui a miné les bases mêmes de la rationalité. De l'autre, Freud qui proclame que l'homme n'est point maître en sa demeure, mais qui fut, lui, le maître absolu, incontesté et quelque peu complaisant de son propre logis, sans parler de ceux de quantité d'autres.

L'image, souvent caricaturale, que propose Gellner est celle d'un Freud, bourgeois viennois, ayant dans une poche son « minimum nietzschéen » et dans l'autre sa « neutralité bienveillante ». Car Freud a compris que l'homme de la modernité ne vit plus dans la peur de la faim ou des agressions physiques, mais dans l'angoisse d'être méprisé ou ignoré. Ce qu'il demande dans sa prière quotidienne, ce n'est plus du pain, mais de l'attention. Et Freud, génialement, va mettre au point le dispositif, théorique et pratique, qui saura subjuguer les individualistes impénitents et les spécialistes du monologue intérieur que nous sommes tous devenus. A cet égard, commente Gellner, la séance psychanalytique est un chef-d'œuvre qui associe les impératifs d'un échos individualiste *et ordonné* qui a la manie des règles et ceux de l'abandon et d'une intense émotion. Bref, *« la séance analytique est le point culminant, l'apothéose de l'éthique protestante. »*

La prouesse de Mussolini fut de faire partir les trains à l'heure, celle de Freud, plus remarquable encore, fut de rendre ponctuels les psychiatres. Il est toujours amusant de voir ce qu'un sociologue retient de la psychanalyse. Les réflexions de Gellner laisseront de glace les praticiens ; elles raviront les esprits les plus irrévérencieux, sans les convaincre toutefois que l'essai de Gellner, écrit dans l'esprit d'un Karl Kraus qui aurait assimilé Max Weber et Karl Popper, soit vraiment décisif pour briser le mur de Berlin de l'inconscient.

Roland Jaccard





LE DÉBAT

Se souvenir pour oublier

par François Roustang

Il est toujours téméraire, il est vain sans doute, de vouloir prédire le futur. Mais ne suffit-il pas de regarder le présent pour se rendre compte que le paysage culturel s'est modifié ? Il y a peu, de nombreux intellectuels se sentaient parés pour toute éventualité en brandissant le freudo-marxisme. Certains avaient pris soin de mettre la formule à la page en la revêtant des traits du lacano-althussérisme. A partir de ces deux bastions, tout le territoire pouvait être balayé, et les réponses tombaient drues et certaines. Les interrogations ont cependant repris, et non pas seulement sous la poussée des événements politiques les plus récents. Depuis plusieurs années, un glissement de terrain a eu lieu, venant de deux horizons différents.

La psychanalyse n'est plus apparue aux jeunes intellectuels d'une solidité à toute épreuve. Dans les dissertations des étudiants en philosophie et en sociologie, par exemple, la référence aux textes de Freud ou de Lacan était de mise il y a dix ou quinze ans. Elle a quasiment disparu aujourd'hui ; et les uns et les autres se sont remis à la lecture des faits et à l'étude de textes plus rigoureux. Comme si la citation de ces grandes figures ne fournissait plus une autorité suffisante pour emporter l'adhésion et qu'il était nécessaire de revenir à la modestie du véritable travail.

Mais, plus directement, ce sont les jeunes psychiatres qui ont sérieusement douté de l'efficacité de la psychanalyse. Il y a vingt ans, on comptait comme des exceptions dans les salles de garde ceux qui n'étaient pas en analyse. Aujourd'hui, la proportion semble s'être inversée. La longueur des cures et leurs effets, à tout le moins problématiques dans de nombreux cas, les ont conduits à s'intéresser à d'autres techniques psychothérapeutiques (thérapie familiale, hypnose ericksonienne, programmation neurolinguistique, relaxation, rebirth, etc.).

La chair et la liberté

Mais comme la théorie psychanalytique, par ses développements et sa brillance, jouit encore chez eux d'une aura incontestable et que ces nouvelles techniques n'ont pas réussi à produire des justifications théoriques d'une ampleur satisfaisante, elles sont pratiquées par les plus fins avec quelque honte légère. Pourtant, chacune à sa manière, elles répondent à des carences de la psychanalyse, et par là on peut être sûr qu'elles vont continuer à se répandre à ses dépens. Elle mineront la psychanalyse dans la culture tant qu'elle se montrera incapable d'élargir son champ et de se transformer pour les intégrer ou les penser.

Si la psychanalyse me semble avoir vieilli, et vieillir de plus en plus mal, c'est qu'elle souffre de deux carences. Tout d'abord, bien qu'elle prétende être libératrice, elle a négligé de penser et de faire passer dans sa technique le comment de la décision, c'est-à-dire de la responsabilité ou de l'approbation. Elle juge suffisante, pour venir à bout de toutes les difficultés, la technique de l'association libre.

Chacun serait censé découvrir sa vérité ou son désir par le seul fait de parler sans intention, ou bien il devrait pouvoir *éviter la répétition par la* connaissance des déterminants de sa névrose. Impossible, pourtant, de transformer le destin qui pèse sur nous en histoire sans provoquer la liberté, sans se faire responsable de cela même que l'on a subi, sans s'approprier ce qui s'impose. Or cela demanderait des modifications dans la technique et, bien sûr, dans la théorie.

En second lieu, la psychanalyse, qui fonde son efficacité sur la réminiscence, la prise de conscience et l'interprétation, néglige l'oubli comme condition de l'action, la mise en acte de la sensibilité et de l'imagination en vue de la formation d'un corps relationnel. D'où le développement débridé à côté d'elle des techniques corporelles qu'elle regarde avec mépris. Elle a joué un rôle dans la culture en cherchant à comprendre les secrets de l'âme humaine. Mais cette culture a poussé tellement loin la frénésie d'intellectualisation que la psychanalyse, au lieu de la suivre, devrait réapprendre à pratiquer la bêtise pour pouvoir penser et à se souvenir pour oublier.

Enfin, il faudra bien s'apercevoir que l'œuvre de Freud est marquée, beaucoup plus qu'on ne le pense, par les idéologies de son temps, que sa conception du lien social ou de la structure psychique explique, *sans rien proposer d'autre*, l'évidence de la dictature.

Comme le montre le récent livre de Maren et Marcelo Viñar, *Exil et torture* (éditions Denoël), la théorie analytique est capable de justifier l'effondrement de celui qui a été soumis à la torture, elle est muette lorsqu'il s'agit de rendre compte de la possibilité de la résistance au tyran. Il lui manque la chair et la liberté. Si la psychanalyse continue sur la voie de la prétention, *si nécessaire aux* nomenclatures, elle disparaîtra avec les doctrines qui, sous nos yeux, partent aujourd'hui en fumée.

► Psychanalyste, François Roustang est l'auteur de *Un destin si funeste* (1976), *Elle ne le lâche plus* (1980), *le Bal masqué de Giacomo Casanova* (1984), *Lacan, de l'équivoque à l'impasse* (1986).

Autres parutions

● **L'expérience psychanalytique**, de Pierre Marie (Aubier, 125 p., 82 F). *« Aujourd'hui comme hier, la suspicion à l'égard de la psychanalyse est là »*, affirme l'auteur dans son avant-propos. Pourquoi ? Parce que *« l'expérience psychanalytique est et n'est rien d'autre qu'une expérience* critique », et qu'à la différence de la religion, de l'idéologie ou de la science, elle ne cesse de nous rappeler *« la valeur relative et arbitraire de toute représentation du monde »*.

● **L'ombre de l'objet. Sur l'inactualité de la psychanalyse**, de Marie Moscovici (Seuil, 154 p., 65 F). *« Il est globalement de bon ton, dans les cercles où l'on pense, en y incluant une bonne partie des milieux psychanalytiques, de considérer, avec ou sans affliction, que la psychanalyse, tout spécialement dans sa modalité freudienne, est sur son déclin »*, écrit Marie Moscovici. A cette tentation, qu'elle juge *inhérente à la discipline elle-même*, s'il est vrai, comme le disait Lacan, que *« le psychanalyste a horreur de son acte »*, l'auteur entend résister, à la façon du saumon qui remonte le courant.

● **Le président Thomas Woodrow Wilson. Portrait psychologique**, de Sigmund Freud et William C. Bullitt, *préface de* Gérard Miller, traduction de Marie Tadié (Payot, 449 p., 68 F). *« La personne du président américain (...) m'a été, dès le début, antipathique et (...) cette aversion n'a fait qu'augmenter avec les années, à mesure que j'en savais davantage sur lui. »* Ainsi commence le portrait que Freud a consacré, au début des années 30, en collaboration avec le diplomate américain William C. Bullitt, au président Wilson. Publiée pour la première fois en 1966, cette étude, qui fut mal accueillie par la communauté psychanalytique, est rééditée par Payot

Melanie Klein héroïne de Schnitzler

Le destin de celle qui fut longtemps considérée comme le mauvais génie de la psychanalyse

MELANIE KLEIN, SON MONDE ET SON ŒUVRE
de Phyllis Grosskurth.
Traduit de l'anglais par Cédric Anthony.
Presses universitaires de France, 640 p., 295 F.

Melanie Klein aurait pu être une héroïne d'Arthur Schnitzler, écrivain qu'elle idolâtra dans sa jeunesse. Elle était née à Vienne, le 30 mars 1882, d'un père médecin, sans patients et sans ressources, et d'une mère qui, pour assurer l'ordinaire, tenait une boutique où elle vendait des reptiles, ce qui horrifiait Mélanie. Elle avait également un frère, Emanuel, dont elle fut l'unique passion. Emanuel, littérateur fin de siècle, cocaïnomane et tuberculeux, aussi séduisant que suicidaire, parcourut fièvreusement l'Italie dans l'espoir d'y trouver la mort ; il la rencontra dans un hôtel de Côme à l'âge de vingt-cinq ans, avec la même exaltation qu'un Otto Weininger. Melanie se sentit responsable de sa mort et en porta la culpabilité le restant de ses jours, ce qu'avait *sans doute* espéré Emanuel, son amant fantôme.

Avec la même obstination qu'elle mit ensuite à imposer ses thèses sur la psychanalyse, Melanie parvint, par l'intermédiaire de Georg Brandes, à éditer les aphorismes de son frère. Elle épousa l'un des plus proches amis du disparu, l'ingénieur Arthur Klein, tout en ayant la certitude de commettre la première grave erreur de son existence. Dépressive, insatisfaite, tourmentée par le remords, elle en vint à écrire des récits, des fragments de prose et des sketches dans l'esprit d'un Arthur Schnitzler. On croise dans ses nouvelles des épouses frustrées soignant leurs nerfs sur la Riviera et s'abandonnant à des amants qui leur révèlent combien elles ont été flouées : le désir de mort, comme délivrance de toute souffrance, l'emporte sur la soif de vie.

« Psychologie de bourreau professionnel »

Dans son enfance déjà, Melanie Klein était torturée par l'idée *qu'elle se convertirait un jour au* catholicisme. Quand elle découvrit, en 1914, l'œuvre de Freud, la psychanalyse devint pour elle, comme pour beaucoup de juifs, une religion avec ses propres rites, secrets et exigences de loyauté inébranlable : elle *s'y convertit* avec l'ardeur d'une néophyte en dépit du scepticisme de Schnitzler à l'égard de la scolastique freudienne et des sarcasmes de Karl Kraus, autre écrivain passionnément admiré.

Comme l'observe sa biographe, Phyllis Grosskurth, professeur à l'université de Toronto et auteur d'études sur Havelock Ellis et Margaret Mead, Melanie Klein, fascinée par le concept d'inconscient, en suivit les séduisants développements jusque dans les profondeurs spéculatives dont Freud s'était méfié.

Phyllis Grosskurth, dans cette biographie minutieuse, plaide la cause de Melanie Klein. Il est vrai que si cette dernière apparaît aujourd'hui comme la figure la plus importante de la psychanalyse après Freud, pendant longtemps, et même après sa mort, en 1960, elle en fut la plus controversée. Pourquoi ?

Outre qu'on lui reprocha toujours de n'avoir aucune formation médicale, ni même universitaire, on eut beaucoup de peine à admettre qu'elle *mette* l'accent *sur les éléments* psychotiques et destructeurs dans le développement du nourrisson. On ne toléra pas davantage qu'elle nous plonge dans l'enfer primitif de cette zone obscure et pleine d'ombres que constituent les premiers mois de la vie de l'enfant.

Si Freud voyait dans l'angoisse de castration liée à l'Œdipe la source de la névrose, Melanie Klein, elle, lira dans les angoisses psychotiques un procès de morcellement. Si Freud proposait le concept de pulsion de mort à titre hypothétique, Melanie Klein, elle, soutiendra que la pulsion de mort, cliniquement observable, est à la racine de tout sentiment de persécution et, par conséquent, de toute angoisse. *« Psychologie de bourreau professionnel »*, commentera avec ironie Ronald Laing.

Melanie Klein est de ces personnages, comme Freud ou Lacan, dont on fait les mythes. En dépit de l'opposition d'Anna Freud et de sa propre fille, Melitta Schmideberg, elle imposa sa vision d'une humanité hantée par des fantasmes archaïques et de sombres terreurs.

Au terme de son existence, elle répéta encore que *« la menace d'anéantissement par l'instinct de mort au-dedans représente — et je m'écarte de Freud sur ce point — l'angoisse primordiale... »* C'est *cette même angoisse qui draine* souterrainement toute l'œuvre d'Arthur Schnitzler. Oui, décidément, Melanie Klein aurait pu être une de ses héroïnes...

R. J.

□ Signalons que cette biographie paraît aux Presses universitaires de France dans une nouvelle et remarquable collection, « Histoire de la psychanalyse », que dirige Alain de Mijolla. On y découvrira aussi l'essai de Peter Gay, *Un juif sans dieu*, et la correspondance de Freud avec James et Alix Strachey.



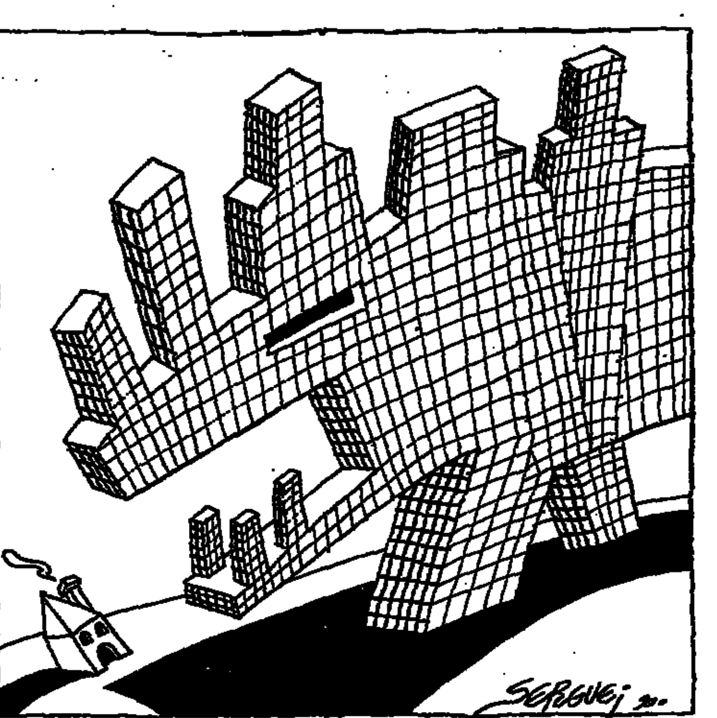
L'OUBLI DE LA CITÉ
de Jocelyne Dakhlia.
La Découverte, 326 p., 180 F.

VILLES OUVRIÈRES, 1900-1950
sous la direction de Susanna Magri et Christian Topalov.
L'Harmattan, 239 p., 130 F.

L'ÉCOLE DE CHICAGO,
présentation d'Yves Grafmeyer et Isaac Joseph. 378 p., 120 F.

FUREURS DE VILLE
de Jean-Paul Dollé. Grasset, 235 p., 99 F.

En quête des villes



LES villes sont de plus en plus conquérantes ; elles deviennent agglomérations, conurbations, mégapoles ; elles s'étendent sans limites précises sur les espaces qu'ouvrent les poussées de la modernité ; elles entassent, encombrent, défont, refaçonnent : la transformation et le mouvement sont leur loi. Leur expansion semble effacer leur histoire ; et déjà, de divers côtés, arrive l'annonce de la prochaine désintégration de la ville historique. Celle-ci serait condamnée au seul maintien d'îles du passé – éléments d'une ville-musée – prises dans la nouvelle et dévorante étendue urbaine. La ville paraît n'exister que pour elle-même ou, comme le note Robert Doisneau, photographe et « badaud de Paris », elle tend à ne plus refléter qu'elle-même ; elle se montre sous cet aspect par les façades en miroir, par l'architecture du reflet.

C'est peut-être vite oublier que les villes sont des « mémoires » fixées dans l'espace, inscrites dans la matérialité, et que les conquêtes totales et les révolutions folles veulent les abolir pour imposer l'oubli. Le détour anthropologique, parce que la discipline traite des sociétés de la tradition où l'oralité prévaut, conduit à redécouvrir l'effet et la force des mémoires collectives : ce que disent encore les cités d'ailleurs, issues d'une longue histoire mais restées en marge du front avancé de la modernité.

Jocelyne Dakhlia, dans un livre érudit et brillant, produit d'une double recherche d'anthropologue et d'historienne, interprète le travail de la mémoire et de la parole particulier à une région du Sud tunisien, « pays des palmes » et des villes-oasis. Un pays du *limes* où la relation au pouvoir central reste complexe, préservatrice d'autonomie, utilisatrice d'une stratégie de l'oubli de l'histoire récente afin de maintenir la distance et la spécificité. Les bouleversements survenus au cours des dernières décennies – cassures de l'ordre lignager, mobilité sociale intense, émigration, effets du tourisme – n'ont pu qu'exacerber l'*« ajustement de la mémoire aux réalités du présent »*.

En interrogeant toutes les sources, celles de l'écrit traité comme gardien de la « grande histoire » de la ville ou de la région, celles qui ne sont pas dans les livres mais se trouvent dans la transmission orale, les pratiques et la culture matérielles, Jocelyne Dakhlia montre comment s'effectue la *« ré-invention du passé »* ; à partir de traditions qui en sont la *« substance vive »*. Tout un *travail collectif qui a, pour une part, un caractère paradoxal et ne s'accomplit pas dans la production d'une histoire unifiée.*

Il fait prévaloir l'idéal du lignage au détriment d'un idéal de la cité. Il engendre des récits qui tendent à occulter les enjeux sociaux actuels. Il attribue une valeur prépondérante au temps des fondations et non aux événements. Il produit l'image d'une société capable de cantonner le pouvoir et de faire obstacle au mouvement. Ce n'est pas à celui-ci que la cité est associée ; il est masqué par l'effet d'une tradition fabriquée afin de maintenir une identité collective au-delà des différenciations nouvelles. *L'image présente de la ville est brouillée par l'excès de « tradition »*.

L'HISTOIRE et la sociologie conjuguées *placent les grandes* villes de cette fin du siècle sous l'éclairage du passé encore proche. *Ce que font* les auteurs d'un ensemble d'études consacré aux « villes ouvrières », principalement Paris et ses banlieues, de 1900 à 1950, sous la conduite de Susanna Magri et Christian Topalov. Ils traitent d'un univers social en voie de disparition, d'une classe sociale en cours d'effacement, de représentations du monde urbain formées à une « époque peu épique », dont les friches industrielles et les cités de la nouvelle pauvreté sont aujourd'hui les tristes vestiges. C'est la reprise d'une histoire sociale, celle des gens ordinaires, en un temps de ruptures, le nôtre ; avec une mise en question des généralisations relatives à la formation des métropoles, à la constitution d'une identité ouvrière et populaire dans les cadres de la vie quotidienne et des institutions. C'est aussi *« la remise en cause du culturalisme populiste des années cinquante »*.

Le système des références est classique – le lieu, le travail, la famille, – mais la démarche est nouvelle ; elle allie plusieurs disciplines, elle recourt au comparatisme, elle manifeste la diversité des situations et des conditions. Un mythe est brisé par la démonstration que les ouvriers ne sont pas « à part », qu'ils forment des groupes hétérogènes, que leurs espaces urbains et *« leurs parcours dans la ville »* diffèrent. Le fil conducteur est trouvé dans la relation des diverses catégories ouvrières à l'espace, dans ses variations à mesure des changements de l'organisation de la production.

C'est sous cet aspect que sont considérés, *en multipliant* les approches, la résidence *ouvrière et* la mobilité résidentielle, les formes de *sociabilité et de solidarité*, les modes de vie et la *« citoyenneté ouvrière »*, les stratégies des acteurs et les bouleversements résultant de la formation des banlieues, etc. Ce qui est montré : un usage très diversifié de la grande ville par les ouvriers, une expérience productrice de cultures et d'identités elles-mêmes diverses.

C'EST en 1925 que les sociologues, anthropologues, de Chicago publient un manifeste : *la Ville*, texte-programme et d'une certaine façon éloge de la ville. Il est opportun que soient repris, avec une excellente présentation d'Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, les écrits principaux de ceux qui furent avec Robert Park les fondateurs d'une école encore célébrée. Une formule la désigne : écologie urbaine. Une ambition l'anime : saisir en sociologue l'insaisissable de la ville. Celle-ci est vue comme une création de l'homme où l'homme se crée en même temps que la civilisation. Et, aussi, comme un phénomène naturel ; un « super-organisme » par lequel trois ordres se révèlent, territorial, économique (avec la concurrence) et culturel (avec la communication) ; une création qui s'appréhende en mouvement sous l'action de *« forces à la fois sociales et naturelles »*.

Tout l'effort tend à *« saisir la spécificité du milieu urbain comme forme originale et fondamentalement instable de liaison entre la société et l'espace »*. Par sa nature même, la ville est un laboratoire de la science sociale où se donnent à voir des effets de position et de contexte, des jeux d'identités, des processus de libération et d'individuation, des milieux sociaux et culturels mouvants, des changements rapides et les différenciations poussées jusqu'à l'excès – et aussi un grossissement de *« tous les traits et tous les caractères de la nature humaine »*.

L'Ecole de Chicago a été critiquée en raison de ses contradictions, de ses hésitations entre un naturalisme (la ville, organisme) et un culturalisme (la ville, *état d'esprit*). Il faut la créditer d'avoir entrepris l'observation directe la plus vaste, d'avoir considéré à partir de l'expérience urbaine des thèmes précurseurs : la complexité, les équilibres masqués par un désordre apparent, la communication comme condition de la vie commune, l'individualisme et le cosmopolitisme modernes. Et puis, l'appréhension de l'esprit moderne sous l'aspect de la rationalité calculatrice.

EN ce temps où la prophétie postmoderniste proclame la mort des villes, les constitue en simulacres ou les réduit à l'état de valeurs patrimoniales, des voix rares disent encore la *« poétique de la ville »* (Pierre Sansot) ou l'amour passionné des villes. Au-delà des images « positives » de la science sociale, des images « négatives » de certains théoriciens, se situent celles qui naissent d'une reconnaissance subjective, sensuelle, amoureuse des grandes villes ; sans nier pour autant les misères et les exclusions dont celles-ci sont l'abri.

Jean-Paul Dollé, par son dernier livre : *Fureurs de ville*, entraîne dans son exploration personnelle, fulgurante et multiple du monde des villes. Celles d'Europe où se nourrit l'amour du lieu. Celles, Paris et ses banlieues, où s'accomplit le parcours d'une vie, où se forment une sensibilité et un imaginaire, où se constitue une pensée du monde et de l'histoire. Dans cette errance qui allie la ville et la mémoire, qui joue des effets d'association d'idées, qui fait naître le commentaire critique du paysage urbain et des politiques dites de l'« aménagement », se compose par mouvements successifs une autre connaissance de la ville. Celle qui trace les contours d'un monde à découvrir.

Car le texte passionné et provocant de Jean-Paul Dollé s'achève sur une double attente. La réflexion sur la ville conduit à une réflexion sur la démocratie, nourrit l'espérance d'*« une nouvelle urbanité démocratique »*, d'une nouvelle manière de *« vivre l'autre, de côtoyer l'étranger »*. En bref, un appel à faire de la ville le lieu où se ressource le *« plaisir de l'échange, du débat, et de la maîtrise »*, où la loi démocratique devient plus visible et séductrice. Une attente appelle l'autre, celle d'une civilisation urbaine ravivant l'*« invention de conduites, de mœurs qui permettent l'épanouissement du libre comportement de chacun, de l'affirmation de son éthique »* ; une civilisation ouverte, *« plurielle, face à l'univocité despotique »*. Il ne fallait pas moins de cette sommation au monde de devenir une « République-Ville », pour que soit ranimé un désir de ville qui tirerait sa force du désir de liberté.

L'étrange meurtre de Hautefaye

Suite de la page 21

Cependant un autre aspect de la sensibilité collective se révèle à l'occasion de cette affaire : il concerne non pas les auteurs du meurtre, mais ceux qui seront appelés à les juger au nom de la société et qui auront, eux, une réaction d'horreur. On mesurera ainsi le décalage entre la population « civilisée » des villes et les « sauvages » des campagnes. *« Les paysans du foirail*, écrit Alain Corbin, *vont se heurter à l'incompréhension totale de la société englobante. »* Ce que celle-ci eût, à la rigueur, admis un siècle plus tôt, ne pouvait plus que lui inspirer, en 1870, un sentiment d'épouvante.

Telle est bien la seconde leçon de l'événement : en cette fin du dix-neuvième siècle, le spectacle de la cruauté est devenu insupportable à la plus grande partie du corps social. Sans doute peut-on dater des premières années de la Révolution l'apparition de ce nouvel état d'esprit face à la barbarie et à la souffrance. *« Les hommes du dix-neuvième siècle jettent un regard étonné sur l'étrange cruauté des générations qui les ont précédés »*, conclut l'auteur, qui voit à juste titre dans le retentissement du crime de Hautefaye le signe de cette importante mutation des mentalités.

Dans ses précédents livres, consacrés à l'attitude des Français à l'égard du sexe *(les Filles de noce)*, des odeurs *(le Miasme et la Jonquille)* et de la mer *(le Territoire du vide)* au cours des deux derniers siècles, Alain Corbin avait dessiné à grands traits l'évolution de nos manières de vivre et de penser. Avec *le Village des cannibales*, il choisit au contraire de se concentrer sur un épisode précis de notre histoire. Mais qu'il procède du général au particulier ou du particulier au général, c'est toujours notre imaginaire qu'il scrute avec attention.

Le récit du drame de Hautefaye est, de ce point de vue, un modèle d'analyse. Il pourrait être l'esquisse d'une histoire sociale de la violence dans sa relation avec la « civilisation des mœurs » qui affecte, depuis le Moyen Age, nos actes et nos représentations.

Thomas Ferenczi

□ Signalons la publication en livre de poche, dans la collection *Champs* Flammarion, du Territoire du vide, (416 p., 41 F).

Une année de morts sans importance

CHRONIQUES DE LA MORT VIOLENTE
de Sylvie Péju.
Plon, 322 p., 140 F.

Sylvie Péju a voulu savoir quels drames intimes dissimulaient les froides statistiques du ministère de l'intérieur : mille cinq cent vingt-neuf personnes tuées dont cent un infanticides. *Chroniques de la mort violente*, qu'elle publie aujourd'hui, est le résultat de son enquête. Un livre dur, sans concession, aux mots aussi secs que les faits, grâce auquel on est contraint de se rappeler que, derrière les néons de la société de consommation et les flonflons du commerce de la charité, des êtres, la plupart du temps à bout de misère, de solitude ou de désespoir, tuent ou laissent mourir des proches.

Sylvie Péju a dépouillé la presse, comparé les appréciations des uns et des autres, non pour appréhender une vérité impossible à cerner, mais pour essayer de comprendre l'instant où un destin a dérapé. Quatre ou cinq lignes, quelques pages au plus, lui suffisent pour relater ces faits divers. Peu d'affaires connues mais, en revanche, une multitude de hasards malheureux.

Quatre chapitres – les parricides, les infanticides, les crimes passionnels et les assassinats crapuleux – composent l'ouvrage. Ce classement thématique, en « télescopant » les affaires d'un même genre, montre à quel point les mêmes causes reproduisent les mêmes effets, en particulier pour les meurtres de nouveaux-nés.

En France, si l'on en croit Sylvie Péju, on tue son père avec une arme à feu alors qu'on étrangle plus volontiers sa mère. Dans la plupart des cas, le parricide ponctue des années de haine, de violence ou d'incompréhension. Une manière de sortir de l'enfance, de s'affirmer en tant qu'individu ou de se venger de décennies de soumission.

« Après leur premier souffle »

L'infanticide met mal à l'aise. La presse en parle peu, les tribunaux accordent souvent les circonstances atténuantes aux coupables, et l'administration s'en tient aux cent un cas reconnus et ne se soucie pas de *« distinguer parmi le millier et demi de victimes les quelques centaines d'enfants à qui leurs parents avaient donné la mort – souvent sans intention de la donner – après leur premier souffle. »*

Le panorama, que dresse Sylvie Péju de ces *« mauvais rêves »* enfouis dans des sacs-poubelles, est particulièrement effrayant et on comprend qu'elle ait eu parfois la nausée en mettant à nu ce qui reste d'ordinaire derrière les portes et les volets clos des appartements. La femme, le plus souvent, agit seule. L'homme se contentant de se noyer un peu plus dans l'alcool ou de se réfugier devant son téléviseur.

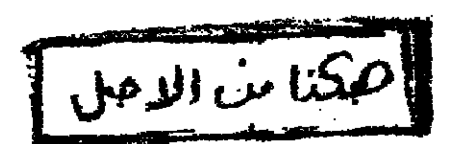
Quelques femmes réussissent même à cacher leur grossesse à leur compagnon. L'une d'entre elles tuera ainsi à quatre reprises sans éveiller le moindre soupçon chez un amant *« qui l'avait côtoyée pendant quatre ans sans aucun désir de la connaître »*.

Toutes les classes sociales se croisent et se valent dans cette France d'un autre siècle où battre sa progéniture constitue un défoulement comme un autre. Cinquante mille enfants subissent des sévices de la part de leurs parents et quelques-uns d'entre eux meurent chaque année des suites de leurs blessures. La seule loi vraiment appliquée, en la matière, étant celle du silence !

« La passion est une turbulence, l'ordre ne s'en accommode pas », note Sylvie Péju qui, non sans tendresse, évoque ces amours impossibles qui rendent *« certains assassins plus humains »*. La réalité, ici, marque quelque retard sur la fiction. La littérature et le cinéma nous ayant habitués à plus de fièvre et de talent dans la passion amoureuse poussée jusqu'au crime, peut-être sommes-nous un rien blasés ?

Des crimes crapuleux, il n'y a finalement pas grand-chose à dire. Ils devraient être rangés dans la catégorie des *« accidents du travail »*. Sylvie Péju, guère tendre envers la justice, relève à juste titre que les peines ne sont pas plus logiques que les crimes. Un hasard heureux ou malheureux de plus...

Pierre Drachline



هكذا من الأصل

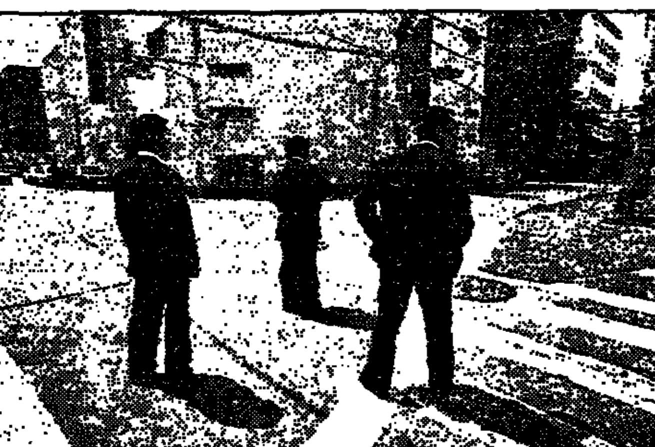
SOCIÉTÉ

Le Japon du crime

Deux journalistes américains présentent un tableau honnête de la pègre nippone

YAKUZA, LA MAFIA JAPONAISE,
de David Kaplan et Alec Dubro, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Françoise Deschodt, Editions Philippe Picquier, 445 p., 140 F.

Le truand japonais (*yakuza*) est un peu comme la geisha : l'un de ces archétypes nippons folklorisés par l'Occident. Le livre de ces deux journalistes américains est le résultat à la fois d'un important travail de documentation et d'une enquête de terrain. Il a le mérite de présenter, pour la première fois en langue occidentale, un tableau de la pègre japonaise contemporaine, c'est-à-dire l'une des *plus importantes* organisations criminelles du monde, comptant quelque 86 000 membres et dont le « chiffre d'affaires » atteint plusieurs centaines de millions de dollars.


ALBERTO VENZAGO/MAGNUM

Les *yakuza* ont une longue histoire, plus ancienne que celle de la Mafia sicilienne (née au dix-neuvième siècle), source d'un mythe largement entretenu de bandit d'honneur. Elle est brièvement abordée dans ce livre, qui est axé sur le rôle de la criminalité organisée depuis la guerre. Décrivant la genèse des trois grands syndicats du crime contemporains, les rites sur lesquels repose cette fraternité élective, son intégration sociale (comme la Mafia, qui s'est développée dans l'humus sicilien, la pègre nippone vit en symbiose avec la société légale), les auteurs mettent en lumière les liens qui se tissèrent entre la pègre nippone et les services secrets américains au lendemain de la défaite, ainsi que le complexe politico-criminel qui s'est constitué dans les années 50 et 60.

Ils montrent notamment le rôle que jouèrent de puissants personnages interlopes, intermédiaires entre la pègre et la société légale, que furent Yoshio Kodama et Ryoichi Sasagawa (les passages consacrés à ce dernier ne pourront qu'édifier les autorités françaises, qui feignent d'ignorer *qui* est M. Sasagawa et entendent accorder, si ce n'est déjà fait, le statut d'organisation d'intérêt public à la fondation que ce grand « philanthrope » a créée en France...). D'intéressants développements pour un public occidental sont en outre consacrés à la corruption au Japon et à la liaison de la pègre avec l'ultranationalisme, quoique les auteurs ne montrent pas assez, à notre sens, combien aujourd'hui cette collusion tient plus à un opportunisme criminel (les organisations d'extrême droite sont pour beaucoup des instruments de chantage) qu'à des convictions idéologiques – comme l'a récemment montré l'attentat contre le maire de Nagasaki.

Malgré ses mérites, le livre de Kaplan et Dubro appelle des restrictions. Tout d'abord, par son souci d'investigation agressive, il *n'est pas exempt* de jugements rapides et n'échappe pas toujours à une vision encore folklorisée, et dépassée, du *yakuza*. Le petit doigt coupé en gage de repentir, les tatouages et autres caractéristiques du *yakuza* du cinéma tendent à appartenir au passé : le *vieux truand nippon, comme le* parrain sicilien d'autrefois, privilégiait la puissance ; ses héritiers tiennent du patron soucieux de profit. Quant aux codes d'honneur, ils ont vacillé.

En outre, si le monde de la pègre vit toujours en symbiose avec la société, les liens avec le pouvoir politique sont moins étroits qu'ils ne l'ont été jusqu'à la fin des années 70. De longs développements sont enfin consacrés à un phénomène encore marginal, qui aurait gagné à être résumé dans l'édition française : la pénétration de la pègre nippone aux Etats-Unis. En revanche, les crimes économiques, nouvelle activité des *yakuza*, ne sont qu'esquissés.

On pourra surtout reprocher aux auteurs de ne pas avoir essayé d'actualiser leur vision dans la préface à l'édition. Leur livre paru en 1985 traite de la situation du début des années 80. Or, beaucoup de choses ont changé. Ils ont préféré insister sur le fait que leur ouvrage n'a pas trouvé d'éditeur au Japon. Or, existe sur l'archipel une énorme documentation sur la pègre (revues, magazines, livres). Si les *Yakuza* de Kaplan et Dubro apportent des informations peu connues à un public occidental, ce n'est pas le cas pour les Japonais.

Les auteurs cherchent à faire croire que le silence qui a accueilli leur livre au Japon est dû à une supposée *« censure »* à l'encontre d'une *« histoire secrète »* de l'après-guerre qu'ils auraient mise au jour. Pour qui a accès aux sources japonaises, toutes les informations qu'ils donnent sont connues, sinon de notoriété publique. Il est possible que certains éditeurs aient craint d'éventuelles réactions du milieu mais il est inexact d'affirmer qu'il y a au Japon une sorte de « complot du silence » à propos de ce livre. Il est donc regrettable que dans l'édition française les auteurs cherchent à tirer de ce sensationnalisme facile et « exotique » un argument de vente : informatif, leur livre se suffit à lui-même par sa présentation, sans doute imparfaite, mais globalement honnête, de la pègre nippone.

Philippe Pons

Signalons également : *La Philosophie japonaise des Enfers*, de Takeshi Umehara, qui, selon son traducteur et préfacier Alain-Robert Coulon (aidé de Kanoko Yuhara), *« à partir de positions qui passent incontestablement pour être conservatrices »*, cherche *« à créer une forme nouvelle de pensée qui; tout en plongeant ses racines dans les profondeurs de l'ancien Japon, resterait compatible avec les exigences modernes de la façade économique d'avant-garde du pays »*. (Méridiens-Klincksieck, 214 p., 125 F).

□ **Le dernier numéro de la revue** *Vagabondages* (nº 77, janvier-mars 1990) présente une anthologie de la poésie japonaise (*Vagabondages*, 3, rue Séguier, 75006 Paris, 43 F.)

Gangstérisme à la chinoise

Des anciens du Kouomingtang aux narcotrafiquants de Hongkong et de Taïwan, les inquiétantes ramifications de la pieuvre orientale

TRIADES
la mafia chinoise
de Gerald L. Posner, traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Françoise Mayneris. Stock, 338 p., 120 F.

Le fantasme des sociétés secrètes chinoises, de ce péril jaune sournois venu du Céleste Empire, depuis Fu Manchu jusqu'à *l'Année du dragon* de Michael Cimino, demeure une constante de notre vision de l'Orient (1). Ce qui est différent ne peut être qu'inquiétant. Certes, aujourd'hui le racisme n'est *plus* de mise pour les Asiatiques, mais ce vieux fond d'inquiétude persiste.

Le crime organisé chinois semble avoir pris de mode la *cosa nostra* sicilienne, *tandis* que les *« parrains »* colombiens sont trop nouveaux sur le marché. Le livre du journaliste américain Gerald Posner, qui vient quelques années après celui de Fenton Bresler (2), a pour but de nous faire connaître les inquiétantes ramifications de cette pieuvre orientale, aux yeux bridés, des anciens du Kouomingtang et des aventuriers du fameux « Triangle d'or » aux narcotrafiquants de Hongkong et de Taïwan, avec leurs connexions en Amérique du Nord et en Europe occidentale (3).

Tout en se défendant de racisme envers *« des millions de Chinois honnêtes et travailleurs »*, l'auteur nous gratifie de formules à l'emporte-pièce telles que : *« A côté des Chinois, les mafiosi vont finir par apparaître comme des enfants de chœur »*.

Le lecteur se doit de frissonner en lieu et place de l'enquêteur entrant dans d'infâmes bouges ou se frottant à de redoutables gangsters venus chercher fortune en intoxiquant notre jeunesse face à une police impuissante ou corrompue ; sauf quand elle est américaine, et encore... Les détails foisonnent sur les Triades – nom donné aux gangs chinois – parfois vrais, parfois faux. Comme ceux sur le rôle d'un nommé Charlie Soong – dont une fille épousa Tchiang Kaï-shek et l'autre Sun Yat-sen – *et dont* l'auteur décrit l'influence aux Etats-Unis en 1943, soit... vingt-cinq ans après sa mort. Il ne faut cependant pas négliger les liens – discrets mais d'autant plus efficaces – qu'il établit entre les mondes de la politique et de la finance et celui de la drogue.

Les sociétés secrètes chinoises sont un sujet qui mérite d'être approfondi, et réactualisé. Les Triades trouvent leur origine dans ces sociétés secrètes (4), patriotiques contre l'envahisseur mandchou ou révolutionnaires contre l'ordre établi corrompu, comme les premiers mafieux étaient de vrais nationalistes. Des dynasties se sont écroulées face à des révoltes paysannes dont le chef fonda la lignée suivante.

Né parmi les intellectuels nationalistes et dans les arrière-cours des boutiques de Chinois d'outre-mer, le Kouomingtang de Sun Yat-sen fut lui aussi une société secrète, s'appuyant sur d'autres mouvements clandestins. Certains étaient peu recommandables, comme cette fameuse « Bande verte » qui aida Tchiang Kaï-shek à massacrer les communistes en 1927 (voir *la Condition humaine* de Malraux) et dont le chef dirigea la police de la concession française de Shanghaï. Ce qui explique sans doute pourquoi les nationalistes ont maintenu des relations avec certains trafiquants d'héroïne ou avec des gangs comme celui qui fut utilisé en 1984 pour assassiner, aux Etats-Unis, l'opposant Henry Liu.

A leur manière aussi, les communistes ont constitué une sorte de société secrète qui a réussi à prendre le pouvoir au Kouomingtang au nom du nationalisme et de la morale, et à le conserver ; mais on ne saurait dire combien de temps durera cette nouvelle dynastie rouge. Mao Zedong, qui lança en 1936 un appel au patriotisme de la société des « Gelaohui » pour lutter contre les Japonais, et qui, une fois aux affaires, continua de gouverner avec des méthodes de conspirateur, était conscient du rôle des sociétés secrètes.

Mais point n'est besoin de se dissimuler derrière un éventail, ou un paravent chinois, chacun sait que les Triades ont rapidement évolué vers le crime. Elles ont ajouté à leur panoplie de méfaits le trafic de la drogue, mais elles ne l'ont pas créé : ce triste privilège revient aux Britanniques qui, pour équilibrer leur balance commerciale avec la Chine, la forcèrent au siècle dernier à consommer de l'opium. Les plantations légales en Inde produisaient bien plus que celles du « Triangle d'or » ajoutées à celles d'Amérique du Sud, et les opiomanes chinois se comptaient par dizaines de millions, permettant des fortunes aujourd'hui honorables (5)...

Les services spéciaux français en Indochine, puis les Américains pendant la guerre du Vietnam, reprirent ce flambeau peu reluisant avec le trafic de l'héroïne, au départ un médicament créé par la firme Bayer (6). Nul doute que la drogue aurait fait un jour ou l'autre son apparition sur notre planète. Mais probablement pas avec une telle ampleur sans ces coups de pouce *quasi officiels*. *Gerald Posner* laisse ainsi entrevoir l'incohérence, la naïveté ou le cynisme du président Richard Nixon qui, en même temps qu'il déclarait la guerre au trafic d'héroïne qui faisait des ravages aux Etats-Unis mais surtout parmi les GI's au Vietnam, laissait ses services spéciaux soutenir les trafiquants du Laos au nom de l'anticommunisme.

Etroitement liées, longtemps tenues à l'écart, soumises à des traditions hiérarchiques, les communautés chinoises d'outre-mer, tout comme les Siciliens aux Etats-Unis, sont certainement un terreau facile pour les sociétés secrètes, qui jouent le rôle de « protecteur », au sens noble comme au sens abject du mot, avec d'autant plus de facilité que la police a du mal à pénétrer ce milieu fermé. Et qu'on ne lui en donne guère les moyens. Un jour portées aux nues, un autre montrées du doigt par ces généralisations hâtives dont nous sommes parfois coutumiers, ces communautés sont en fait comme les autres, ni meilleures et ni pires. Peut-être serait-il bon de les considérer enfin ainsi, au lieu de leur attribuer, en toute irrationnalité, un temps des passe-droits injustifiés, un autre une couverture médiatique caricaturale. Mais un tel livre reste à écrire...

Patrice de Beer

(1) Voir *Péril jaune, peur blanche*, Jacques Decornoy, Grasset, 1970.

(2) *The Chinese Mafia*, Fenton Bresler, Hamlyn Paperbacks, Londres, 1980.

(3) *Les Grandes Manœuvres de l'opium*, Catherine Lamour et Michel R. Lamberti, Seuil, 1972.

(4) *Les Sociétés secrètes en Chine*, Jean Chesneaux, Julliard « Archives », 1965.

(5) *Foreign Mud, Anglo-Chinese Opium War*, Maurice Collis, Faber & Faber, Londres, 1946.

(6) *La Politique de l'héroïne en Asie du Sud-Est*, Alfred McCoy, Flammarion, 1980.

Autres parutions

● ***L'Art bouddhique tibétain***, ouvrage sur les trésors artistiques du Toit du monde, publié par la librairie You-Feng, 45, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, 360 p., 600 F.

● **Le Palais des saveurs accumulées**, Patrick Boman, carnet de route sur la nourriture et la « bouffe » chinoise, Climats, 64 p., 59 F.

● **Les Quatre Dragons**, Michel Deverge, étude sur ces « petits dragons » qui ont fleuri à la périphérie chinoise, Cheam, Notes africaines, asiatiques et caraïbes, diffusé par La Documentation française, 100 p., 75 F.

● **Tibet mort ou vif**, Pierre-Antoine Donnet, la genèse du drame tibétain par un ancien correspondant de l'AFP à Pékin, « Au vif du sujet », Gallimard, 352 p., 120 F.

● **Pa Pa Pa**, nouvelle de Han Shaogong, écrivain contemporain tirant son inspiration du terroir chinois, traduite par Noël Dutrait et Hu Sishe, Alinéa Novella, 128 p., 59 F.

● **Séduction**, récits de Han Shaogong, traduit par Annie Curien, Philippe Picquier, 96 p., 62 F.

● **Le Pousse-pousse**, roman de Lao She, un des classiques chinois contemporains, traduit par François Cheng et Anne Cheng, Philippe Picquier, 222 p., 89 F.

● **Yunnan-Guizhoui : Couleurs tribales de Chine**, album de Patrick Bernard et Michel Huteau. De belles photographies sur la géographie humaine de la Chine actuelle. Aneko éditions, 498, route du Lac, 88400 Xonrupt-Longemer, 31 × 26 cm, 176 p., 280 F.

LA PENSÉE UNIVERSELLE

Poètes du temps présent

Jean DAULNOYE
« Au nom du Père »
128 pages, 61,20 F T.T.C.

Christian NOIR
« D'absences en errances »
32 pages, 40,10 F T.T.C.

Mathilde ROBY
« Bouquet de pensées »
112 pages, 55,90 F T.T.C.

Elisabeth CONSTANCE
« Brins de poésie »
64 pages, 45,40 F T.T.C.

Max VILLE
« Chansons d'automne »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Pierre DUCOS
« Les chants de la maturité »
144 pages, 60,10 F T.T.C.

Marie-Christine GACON
« C'est la vie »
96 pages, 52,80 F T.T.C.

Anna BLONDEAU
« Le courage de nos amies les bêtes »
32 pages, 40,10 F T.T.C.

Jacques BUSSEUIL
« Du cygne au flamant »
80 pages, 45,40 F T.T.C.

Valérie HUET
« Des odes romantiques »
32 pages, 40,10 F T.T.C.

Alain SUTTER
« Elsa »
48 pages, 43,30 F T.T.C.

Pierre RAGONNEAU
« En dehors du temps »
48 pages, 43,30 F T.T.C.

Joël HENRY
« Extase »
32 pages, 39,80 F T.T.C.

Teresa-Maria MORIGLIONI-DRAGAN
« La fête de la solitude »
64 pages, 45,40 F T.T.C.

Chantal MARTIN-BOULANGER
« L'île des songes »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Chantal KUNTZ
« Les intemporelles »
96 pages, 54,90 F T.T.C.

Michèle PERESSUTTI
« Le jardin de vie »
80 pages, 48,50 F T.T.C.

Sonia CATEL
« Lorsque « je » deviens « nous »
80 pages, 50,60 F T.T.C.

Paul ALEXIA
« Maran Atha »
80 pages, 54,90 F T.T.C.

Claude DUCREUX
« Mes années vertes 1943-1945 »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Thierry ROUSSEL
« La minute de silence »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Marie-José HERRIOT
« Musique des mots »
96 pages, 52,80 F T.T.C.

Laurence FLORET
« Le mystère des vers »
32 pages, 39 F T.T.C.

Robert QUINIO
« Poésies de Bretagne »
80 pages, 50,60 F T.T.C.

Joseph BRUGGEMAN
« Poèmes champêtres »
64 pages, 47,50 F T.T.C.

Gilles GOUTERMAN
« Poème, j'aime que tu m'aimes »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Philippe COULANGE
« Poèmes mornes »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Jean-Luc FORTIN
« Quand tout ira mieux »
80 pages, 48,50 F T.T.C.

Ramy MORCOS
« Roman d'un poème parisien »
80 pages, 47,50 F T.T.C.

Gaston JAILLET
« Sauce piquante »
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Mireille MALIVERT
« Sonnets en vrac »
64 pages, 47,50 F T.T.C.

Bruno TOMASINI
« Sentiments secrets offerts au monde »
80 pages, 50,60 F T.T.C.

Robert GRANDPIERRE
« Tout en flânant »
48 pages, 43,30 F T.T.C.

Thérèse SAILLENFEST
« Une amitié particulière »
32 pages, 39 F T.T.C.

Rose-Anne NUVOLI
« Une façon de voir »
32 pages, 40,10 F T.T.C.

Romans, contes et nouvelles

Jacqueline-Marylène REZIGUE
« Berry »
Un retour aux sources, une quête de souvenirs.
64 pages, 44,30 F T.T.C.

Dominique LEGROS
« Château de femmes »
Une jolie comtesse, une chambre de torture et pas mal de sadomasochisme.
224 pages, 110,80 F T.T.C.

Jean-Daniel BOURLET de la VALLEE
« La crevette rose aux yeux mauves »
Un recueil humoristique qui a pour seul but de faire rire.
156 pages, 71,70 F T.T.C.

Jeanne ZIMMER
« Le destin en filigrane »
Les interférences entre rêve et réalité
dans la vie d'une femme.
224 pages, 83,40 F T.T.C.

Augustine BLAISE
« Les filles d'Alexandre »
Face à une énigme dont leur grand-mère leur révèle certains indices.
96 pages, 48,50 F T.T.C.

MINE
« La fièvre acheteuse »
De petits boulots en grandes galères,
une course effrénée au job.
56 pages, 43,30 F T.T.C.

Jean ROUX
« Histoires d'un cœur de chasse »
La chasse, c'est l'Homme, la Bête et, autour d'eux, la nature.
128 pages, 55,90 F T.T.C.

Marie BONIFAS
« Il faisait beau en septembre »
Des histoires vécues en Afrique noire et en Amérique du Sud.
192 pages, 71,70 F T.T.C.

Robert FRUND
« La longue haleine »
Une marche à travers le silence,
dans un pays où l'oubli de l'enfant a tout ravagé.
128 pages, 53,80 F T.T.C.

Didier POGNON
« Le livre du rêve »
Un monde onirique sans bornes,
que seul l'esprit a le privilège de parcourir.
64 pages, 46,40 F T.T.C.

Barbara PESTEL
« Le maître servile »
Dans un manoir anglais, deux êtres,
complices malgré eux de leur asservissement.
304 pages, 111,80 F T.T.C.

Catherine THIEULEUX
« Marie »
En remontant le temps, une jeune muette retrouve la parole.
224 pages, 95 F T.T.C.

Guillaumette LEBOISSELIER
« Mylène »
Il est bien difficile d'être heureux toute sa vie durant.
112 pages, 49,50 F T.T.C.

Agnès FRANÇOIS
« Nul ne pouvait savoir »
La tête dans les nuages, le cœur à bout de bras.
112 pages, 47,50 F T.T.C.

Eric DUVAL
« Objectif : France »
Pour désamorcer une situation apocalyptique où se joue le destin du pays.
416 pages, 165,60 F T.T.C.

Nathalie MARAZZI
« La passion blessante »
Une passion aveugle pour un homme macho, menteur et infidèle.
120 pages, 57 F T.T.C.

Anne-Marie BARTHOD
« Le pantin cassé »
L'hésitation d'un être à se replonger dans le « semblant de vivre »
112 pages, 53,80 F T.T.C.

Augustine BLAISE
« Percelune » suivi de « Monsieur Pissenlit »
Percelune la merveilleuse fée, punit les méchants et protège les gentils.
48 pages, 40,10 F T.T.C.

Nathalie DUHAL
« Pedro Lornat : mes femmes »
Un macho cynique, polygame par vocation, rencontre une tueuse lesbienne.
128 pages, 64,40 F T.T.C.

Adi LOVE
« Le porte-voix magique »
L'amour d'un jeune réalisateur et d'une future star au Festival de Cannes.
56 pages, 43,30 F T.T.C.

Christian HEBERT
« Question de temps »
Un homme désespéré lutte en vain pour sa survie.
128 pages, 57 F T.T.C.

Serge MEYER
« Serge et Diane »
Un conquérant de l'impossible abat les frontières
qui le sépare de son amour.
224 pages, 88,60 F T.T.C.

Marcelle CELOTTI
« Souvenirs du chien Dick »
Elever un chien, quelle affaire ! surtout lorsqu'un enfant s'en mêle.
48 pages, 42,20 F T.T.C.

Samantha DREAM
« Tourmentes et tourments »
Dans un village breton, au sein d'une nature sauvage et tourmentée.
160 pages, 63,30 F T.T.C.

Guy BOURHIS
« Trois petits cœurs d'or »
Entrez dans le monde merveilleux des rencontres avec les animaux.
32 pages, 40,10 F T.T.C.

Marie-Dominique SIMON
« Trouver l'étoile du berger »
Pour lever la chape de silence qui recouvre l'inceste.
96 pages, 48,50 F T.T.C.

Alain DE SCARPONNE
« Une alchimie singulière »
Un voyage dans le temps, à la découverte de personnages fascinants.
288 pages, 117,60 F T.T.C.

Rosa GENOT
« Une fille singulière »
L'évocation sentimentale d'une France qui n'est plus.
272 pages, 95 F T.T.C.

Georges TEFAS
« Une servante stylée »
Dans le Paris des années folles, des tourbillons de fantaisie amoureuse.
288 pages, 114 F T.T.C.

Maurice THUILIERE
« Verde »
Au Chili, vers 1850, la lutte d'une poignée d'émigrants allemands
contre la forêt, l'eau et le cosmos.
224 pages, 97,10 F T.T.C.

GEORGE-MARYSE
« Le zodiaque amoureux »
Des nouvelles coquines, des aventures légères au soleil des tropiques.
160 pages, 66,50 F T.T.C.

Récits, souvenirs

André LOUBIENGA
« La bête noire »
Le « Kaféolé » (métis africain) victime du tribalisme.
240 pages, 97,10 F T.T.C.

Ghislaine SOCQUET-JUGLARD
« Chaphi »
Une nuit d'angoisse dans la brousse centrafricaine
156 pages, 73,90 F T.T.C.

Luce POZIN
« Dossier »
L'étendue du pouvoir et des compétences psychiatriques,
la liberté de conscience individuelle.
208 pages, 79,10 F T.T.C.

Jean VIAU
« Exode 1945 »
Le journal d'un prisonnier français rapatrié par
les Russes après cinq ans de captivité.
328 pages, 124,50 F T.T.C.

Rachel BIRMAN GIGUET
« Judith »
Une dramatique épopée du temps du nazisme. Les juifs de Roumanie.
526 pages, 200 F T.T.C.

Gérard ROHRBACHER
« Mes mémoires de guerre 1939-1945 »
L'étonnante épopée d'un Alsacien-Mosellan enrôlé de force sous la bannière hitlérienne.
170 pages, 72,80 F T.T.C.

Bruno ARMANET
« Mes songes des nuits d'automne »
Une jeunesse tourmentée, passée dans les séminaires. Une vision
personnelle de la religion
256 pages, 92,80 F T.T.C.

Serge KUTNERIAN
« Le té d'or »
Les aspects amusants du métier d'architecte.
240 pages, 88,60 F T.T.C.

Essais

Michel LANDRY
« L'état dangereux »
Peut-on mesurer la dangerosité des criminels et des malades mentaux ?
256 pages, 86,50 F T.T.C.

Daniel OUKAOUR
« Légende d'un homme »
Un essai qui tente de décoder les discours du mythe des religions.
240 pages, 91,80 F T.T.C.

Louis DELEBARRE
« Le magnifique don de Dieu »
Ne le refusez pas. Qui offrira jamais mieux ?
256 pages, 89,70 F T.T.C.

Maître Slimane YAHIA-CHERIF
« La tourmente d'Alger »
L'incubation puis l'explosion sociale d'octobre 1988, en Algérie.
208 pages, 79,10 F T.T.C.

François BARUCHELLO
« Venise, unique au monde »
Histoire de la Vénétie des origines à nos jours.
224 pages, 97,10 F T.T.C.

Théâtre

Raymond VIODE
« Le drame éternel »
Survenu il y a deux mille ans, un drame qui renaît chaque jour à la célébration de la messe.
112 pages, 47,50 F T.T.C.

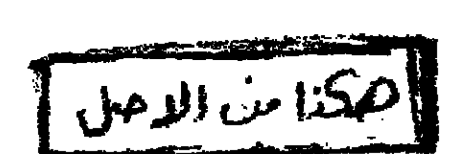
Louis MARTIN
dit « Limonade »
« Le Sétois et ses histoires »
Dans la meilleure tradition méridionale, cinq comédies amusantes.
288 pages, 114 F T.T.C.

Charles SAMUEL
« Le témoin de Dieu »
Dans la tour de Londres, y'avait un prisonnier : Thomas More.
144 pages, 53,80 F T.T.C.

Claude MUZET
« Un fait divers en 1792 »
Sous la Terreur, un événement authentique mais secondaire : l'assassinat du maire d'Etampes.
80 pages, 48,50 F T.T.C.

4, rue CHARLEMAGNE, PARIS-4e. TÉL. : 48-87-08-21

Les prix indiqués sont ceux pratiqués en notre librairie.
DIFFUSION, LIBRAIRIE, VENTE : 4, rue Charlemagne, PARIS (4e) - Téléphone : 48-87-08-21



هكذا من الأصل

Les fureurs de Jules Vallès

Le deuxième volume des Œuvres de Vallès, avec la trilogie de Jacques Vingtras, paraît dans « la Pléiade ». C'est l'occasion de relire un écrivain de la plus haute lignée.

ŒUVRES
tome II, 1871-1885
de Jules Vallès,
Présentation de Roger Bellet.
« Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 2 046 p., 420 F.

Le premier tome des *Œuvres* de Vallès avait paru dans la « Bibliothèque de la Pléiade » en 1975. Voici enfin le tome II, et nous avons maintenant tout (ou presque) de ce qui compte dans ce qu'a écrit Jules Vallès, je dis « presque » parce que, pour ces articles – et ils furent innombrables, – c'est un « choix » qui nous est offert. Pas moyen, c'est l'évidence, de procéder autrement. Mais un « choix » vous laisse toujours sur votre faim, avec cette idée aussi, involontaire mais persistante, que le choix du présentateur n'est peut être pas celui que nous aurions fait nous-mêmes. N'en parlons plus ; et il importe bien davantage de dire, et de souligner, à quel point ledit présentateur a conduit admirablement son travail.

Il s'agit de Roger Bellet, membre de l'enseignement supérieur. Salut à ce chercheur passionné qui ajoute – et comment ! – à notre connaissance de Vallès, ce qui n'est jamais du temps perdu. Une merveille, je parle sérieusement, un modèle insurpassable du genre, les *« notes et variantes »* qui accompagnent ici le texte de *l'Enfant*, du *Bachelier*, de *l'Insurgé* ; près de cent pages pour *l'Enfant*, cent trente pour *le Bachelier*, cent quarante-trois pour *l'Insurgé*, et jamais inutiles ; jamais l'ombre d'un bavardage ; d'intéressantes précisions, ou même des adjonctions de première importance, comme, pour *l'Enfant*, le *« document Scheler »*, qui ne couvre pas moins de six pages, en petits caractères.

Je ne me risquerai à n'être pas entièrement d'accord avec Roger Bellet qu'au sujet de la rédaction de *l'Insurgé* : pour Bellet, Séverine, qui publia *l'Insurgé* en 1886 (un ouvrage « posthume » de Vallès, inachevé à sa mort), aurait été son *« ordonnatrice »* et non pas sa *« rédactrice »*. Il semble tout de même difficile de croire que la mise en ordre des textes laissés par Vallès ait exigé une telle dépense de semaines et de mois ; Vallès mourut le 14 février 1885, et *l'Insurgé* ne vit le jour qu'en mai 1886. Je reste persuadé que Séverine, avec un parfait discernement d'ailleurs, composa – pour donner au livre sa forme définitive, en s'aidant d'ébauches qu'elle avait sous les yeux – du Vallès digne de Vallès lui-même.

Je dois avouer ma partialité. Autant j'ai de gêne et de réserve à l'égard de Benjamin Constant, ou d'Alfred de Vigny, ou de Sand, autant je dois me défendre pour n'être pas, déraisonnablement, un « inconditionnel » de Vallès. Oui, bien sûr, oui, je sais, il y a sa *Lettre à Mirès* et ses complaisances d'ambitieux pour les « honnêtes gens », je veux dire les « hommes d'ordre », je veux dire les nantis bien pensants. Mais je sais aussi par où il avait passé et sa connaissance pratique, non littéraire, abominablement concrète, de la misère, et je peux comprendre qu'il ait eu soudain assez, et par-dessus la tête, de sa *« demi-portion de ragoût à la cantine »* pour unique repas, et de ce *« vin bleu »* qu'il lui fallait avaler dans des *« verres qui, à force d'être mordus par la fuchsine et le campêche, en avaient le cul violet »*, et ça me serre le cœur, je le reconnais, d'entendre Vallès parler de ses espoirs révolutionnaires de 1847-1852 comme d'une *« chimère tombée »*.

Mais on ne dira jamais assez, non plus, de quel énorme coup de reins moral Vallès donna la preuve, à trente-trois ans, pour réussir quoi ? Pas autre chose que le sabordage délibéré de son succès, le retour à sa *« chimère »*, la reconquête de sa dignité. Lui qui ricanait, en 1857, de ces *« professeurs* [comme son père] *à quinze cents francs »* par an, ces minables chez qui *« la soupe cuit sur le poêle »*, il était parvenu, s'étant vendu, littéralement vendu, avant-hier, à l'Argent roi, à gagner quinze cents francs *par mois*. C'est l'opulence. Et il en jouit avec une sorte d'ostentation. Stop ! Terminé. Plus possible. Il donne libre cours à sa vocation et il change ses gros salaires contre des amendes et des mois de prison.

« Les années béantes »

C'est Max Gallo, dans son beau livre récent et chaleureux sur Vallès, qui m'a appris qu'il a refusé, en 1884, la place qu'on lui offrait à l'Académie Goncourt, et nous savons ce qu'il pensait (avant, pourtant, l'annulation de son reniement) des candidats à l'autre Académie, la vraie, la « française », qui sont devant la porte réclamant : *« Cordon, siouplait ! »*, et faisant campagne *« avec un drapeau déteint, un habit retourné »*. Comme on devine ce qu'il éprouve, en 1871, échappé du carnage versaillais, et réfugié à Londres ! Quelle pitié ! Quel accablement ! On avait bien vu en mars que le printemps sentait le miracle... Et ce qui est arrivé c'est l'horreur, *« de quoi vous laisser les bras rompus et non seulement le cœur lourd, mais qui crève de chagrin et de désillusion. Voilà devant moi les années béantes »*. Et l'affreux coup dur du 2 décembre 1875 – eh oui ! encore un 2 décembre sinistre dans sa vie, – quand sa petite fille de dix-huit mois est morte.

Un Vallès qui sait aussi se blaguer lui-même. Ainsi à propos du fameux cours de Michelet en 1850 (et que le gouvernement interdira en 1851). Michelet remplissait son cours d'allusions percutantes aux tyrans et à l'*« infâme »* qu'il convient d'*« écraser »* au plus vite ; l'auditoire réagit par de beaux rires de connivence. Vallès n'est pas toujours sûr d'avoir bien saisi l'astuce, mais il rit de confiance. Malheureusement, il a, tel jour, éclaté de rire à contre-temps, tout seul, parce qu'il croyait avoir perçu, dans le discours du Maître, une perfidie nouvelle et admirable. Et il se trompe, et il fait scandale, et tout le monde le regarde, et il ne sait plus où se mettre. Il pratiquait au besoin l'humour noir. Souvenir des râclées que lui administrait son père, pour son bien. Il se résignait, bon petit, sans rancune : *« Quand mon père m'a beaucoup battu, il est tout en sueur, alors je me traîne vers la fenêtre pour la fermer afin qu'il n'attrape pas un courant d'air. »* Et ceci pour convaincre Arnould de venir vivre avec lui, caisse commune, et il se chargerait de la bectance ; en vue de l'allécher, il lui confie : *« Pour la matelote de veau, je ne crains personne... Je n'ai abordé le fourneau qu'un peu tard, mais avec un profond sentiment des sauces. »*

Ce style-là nous amène tout droit aux mérites de Vallès écrivain. De très grands mérites. Sans la moindre hésitation, je place Jules Vallès dans le peloton de tête des écrivains français – ceux qui savouraient les syllabes, dégustateurs de sonorités, créateurs de ces rythmes suprêmes *« qui nous ôtent l'idée de compte »* : Rabelais, Chateaubriand, Hugo, Rimbaud, Claudel, Céline – et aujourd'hui Vautrin.

Et pourquoi ne dirais-je pas que je suis avec lui, à fond, à bloc, quand à l'assertion de Gambetta : *« Il n'y a pas de question sociale »*, Vallès répond violemment : *« Il n'y en a pas d'autre. »*. Et pourquoi cacherais-je que je n'ai jamais pu oublier l'article de Séverine pour le premier anniversaire de la mort de Vallès (*le Cri du peuple*, 15 février 1886), où elle le revoit, dans l'été 1884, si faible et si décharné ; elle le transportait elle-même, dans ses bras, de sa chaise longue à son lit. Et il me regardait, dit-elle, avec *« des yeux pleins de tendresse et de désespoir »*.

Quand on pense au temps qu'il a fallu pour que la critique officielle reconnaisse que Vallès appartient à la plus haute lignée ! C'est avec consternation que je me suis aperçu du fait que Lanson, l'honorable et respectable Lanson, dans la première édition en 1912 de son *Histoire de la littérature française*, ne prononçait même pas le nom de Jules Vallès, et qu'en 1924 encore, dans sa dix-huitième édition, il n'osait toujours pas réparer cette impardonnable omission. Parce que Jules Vallès avait été « communard », et communard au maximum, membre de la Commune de Paris, les haines se sont déversées, ignoblement, sur sa mémoire. Paul de Saint-Victor : *« L'incendiaire couvait sous l'énergumène »* ; Pontmartin : il tenait *« du mulâtre et du loup »* ; Sarcey : *« Un vulgaire bandit. »*

Je n'aimais déjà guère Léon Bloy, avec son écriture convulsive et ses outrances permanentes (ce que Mauriac appelait *« le faux bon style »*), mais Bloy s'est surpassé dans son *Pal*, le 5 mars 1885, où il désigne Vallès, parmi les *« charognes »*, comme *« l'immonde parmi les immondes »*. Le plus beau aura été tout de même Ferdinand Brunetière, qui se précipita avec une furie sauvage sur le cadavre à peine refroidi de Vallès. Vallès meurt le 14 février (1885) et Brunetière vomit sur lui dès le 1er mars dans la *Revue des Deux Mondes*, pour faire savoir à son public que Vallès était un *« forban »* doublé d'un *« tartufe »* ; chez lui, *« l'unique accent de la convoitise »*, *« l'envie brutale du jouisseur »* ; *« il n'a jamais rien aimé »*. Tout cela à cause de la peur terrible qu'il a eue, Ferdinand, devant la Commune, pour la Sainte Propriété.

Alors, pour finir, je cède à la tentation d'une surprise. Veuille, lecteur, te rendre attentif. *« Que de tirades nauséabondes n'avons-nous pas dû absorber sur la valeur sociale du christianisme, sur les secours qu'il apporte à l'ordre établi, sur l'apaisement qu'il fournit aux employeurs et aux propriétaires (...). Et, certes, il y a là vers la foi une route qui n'est pas complètement inadmissible, puisqu'elle a pu tenter certains originaux du genre de Ferdinand Brunetière, mais il n'en est guère de plus répugnante. »* Signature ? Paul Claudel, dans *Positions et propositions*, tome II, p. 78. De quoi (non ?) compenser quelques autres textes, un peu différents, du même.

Henri Guillemin

□ Signalons la publication en Presses-Pocket, dans la collection « Lire et voir les classiques » dirigée par Claude Aziza, de *l'Enfant*, de Jules Vallès, préface et commentaires d'Alain Viala (382 p., 26 F).


LAUROS GIRAUDON

Jules Vallès pendant la Commune en mai 1871

Plaidoyer pour un révolté

DU COURTISAN A L'INSURGÉ
d'Henri Guillemin.
Arléa, 172 p., 85 F.

Les éditions Arléa rééditent, précédé d'une introduction nouvelle, un texte d'Henri Guillemin sur Jules Vallès paru en 1973 dans *Précisions*. Cet *« essai historique et critique sur* la Trilogie *de Vallès »* défend l'auteur de *Jacques Vingtras* contre les attaques de Brunetière qui, dans la *Revue des Deux mondes*, deux semaines après la mort de Vallès, affirmait sans nuances que celui-ci *« tiendra[it] dignement sa place dans un musée national des horreurs »*.

Henri Guillemin plaide non seulement pour le militant, dont il salue le courage, mais aussi pour l'écrivain, qu'il tient pour l'égal des plus grands. Il rappelle que celui-ci eut la brève tentation de l'honorabilité confortable, qui le conduisit à rédiger un traité sur *l'Argent*, hommage à la spéculation financière signé d'*« un homme de lettres devenu homme de Bourse »*, mais que bien vite la révolte reprit le dessus. Il évoque enfin Vallès communard qui, loin d'attiser la haine, tenta, dans ses appels du *Cri du peuple*, d'empêcher le sang de couler.

Un beau portrait, dressé par un chrétien fervent en l'honneur d'un athée non moins déclaré qui lui semble, par la force de ses convictions, *« beaucoup plus « croyant » qu'un intégriste catholique plus ou moins masqué, serait-il pape »*.

T. F.

EN VITRINE

ARTS

« Der Sturm », de l'expressionnisme au communisme

Le destin de la revue *Der Sturm* (« la Tempête », qui devait secouer et régénérer la culture), fondée en 1910 par le Berlinois Herwarth Walden, se confond avec celui de l'expressionnisme allemand. D'abord influencé par le modèle du Viennois Karl Kraus et de sa prestigieuse revue *la Torche*, H. Walden se tourne à partir de 1912 vers les arts plastiques. Introducteur en Allemagne des futuristes italiens et des cubistes français, il organise quelques mémorables expositions expressionnistes, publie les manifestes de Kandinsky, August Macke ou Franz Marc.

La première guerre mondiale décime les rangs du groupe Sturm. H. Walden et ses amis s'enferment dans des recherches esthétiques de plus en plus ésotériques. Tant qu'il s'agissait de contester la culture officielle du Reich wilhelminien et de soutenir les avant-gardes, H. Walden pouvait masquer le vide politique de son utopie d'un art autonome, affranchi des contraintes sociales. Désormais, l'apolitisme du Sturm paraît intenable.

La brusque conversion de H. Walden au communisme en 1919 a de quoi surprendre, d'autant plus que ses conceptions artistiques ne changent pas. Sa revue s'ouvre aux dadaïstes, à Kurt Schwitters et à sa « *méthode Merz* », puis aux constructivistes. Mais l'audience de *Der Sturm* diminue à mesure que se durcit son dogmatisme politique. En juin 1932, H. Walden liquide sa revue et émigre à Moscou (au même moment, d'autres intellectuels allemands, naguère apolitiques, se fourvoient dans le mouvement nazi). En 1941, il ne fait pas bon être allemand et juif sous la dictature stalinienne : Walden meurt assassiné à la prison de Saratow.

Jacques Le Rider

► **« Der Sturm » de Herwarth Walden ou l'utopie d'un art autonome**, *de Maurice Godé. Presses universitaires de Nancy (25, rue Baron-Louis, 54000 Nancy), 280 p., 230 F.*

POÉSIE

Max Jacob, astrologue du dimanche

Un après-midi de 1939, à Montargis, Max Jacob improvisa une manière de jeu littéraire en dictant à son ami Marcel Béalu une suite de courts textes poétiques sur les planètes et les signes astrologiques. Dans sa chaleureuse présentation, Marcel Béalu considère ces pages comme « *une note en marge d'une œuvre bien vivante* ».

« *Je crois fermement à l'astrologie*, disait Max Jacob, *mais rarement aux astrologues.* » Le poète s'amusait à classer les lettres de ses amis dans des dossiers étiquetés aux signes du zodiaque et, à l'occasion, il prodiguait un horoscope, à sa façon, à ses proches.

Les férus d'astrologie seront sans doute déçus par cet ouvrage. En revanche, les amateurs de la poésie de Jacob retrouveront, çà et là, des petites merveilles échappées d'une parole où l'humour était rarement absent. L'amour des astres n'empêchait pas Max Jacob de demeurer vigilant en cette même année 1939. « *Je suis bien de ton avis sur cette guerre*, écrivait-il à Marcel Béalu, *troubles pour des années, inondations, décomposition. Je ne trouve pas que le monde sente le cadavre ; il est plein d'inventions horribles mais raffinées...* »

P. Dra

► **Petite Astrologie de Max Jacob**, *présentée par Marcel Béalu, Le Bibliophile rémois (19, bd Paul-Doumer, 51100 Reims), 48 pages, 120 F.*

Une épopée gasconne

Ce n'est pas parce que la poésie a, paraît-il, l'éternité devant elle que l'on devrait attendre encore vingt ans avant d'oser dire de Bernard Manciet qu'il est le plus grand poète occitan – et l'un des grands poètes, tout court, de cette seconde moitié du vingtième siècle. Né à Sabres, dans les Landes, en 1923, il a déjà une œuvre considérable derrière lui ; plusieurs recueils de poésie (tous en gascon), mais aussi des nouvelles, une trilogie romanesque (*le Jeune Homme de novembre*) traduite en 1987 (1) et trois essais rédigés directement en français : *le Triangle des Landes* (2), *le Golfe de Gascogne* (3) ainsi qu'un splendide travail sur Bossuet encore inédit.

Chantre cosmique dans la tradition de Virgile et de Saint-John Perse, nourri de la Bible et des orateurs chrétiens, il vient de nous donner son chef-d'œuvre, une impressionnante épopée – mûrie pendant vingt ans – de plus de quatre cents pages, dans une édition bilingue dont il a établi lui-même la version française. Un poème qui devrait trouver des lecteurs bien au-delà de l'Occitanie car, s'il évoque le destin des Landes, il constitue aussi une saisissante allégorie de la déréliction de l'homme moderne « *par ces temps de ténèbres* ».

Derrière sa volonté de ramener le gascon – dans ses formes parfois les plus archaïques – au rang qui fut le sien au temps des troubadours, Bernard Manciet est en effet un poète à la fois métaphysique et résolument actuel. Si *l'Enterrement à Sabres* suit, dans sa composition, la liturgie catholique des défunts, la « Donne » que l'on y enterre personnifie la civilisation qui s'est développée, au fil des siècles, entre Adour et Garonne, de l'Atlantique aux Pyrénées.

Manciet a les moyens de ses ambitions. Il apostrophe Dieu, les peuples et ses voisins, avec toutes les ressources de son éloquence. Le plus étonnant est que, de cette ample fresque où défilent les travaux et les jours du paysan landais, émerge finalement la plus secrète, la plus intérieure des musiques.

Christian Delacampagne

► **L'Enterrement à Sebres**, *de Bernard Manciet, éd. Ultreïa (bilingue français-gascon), 440 p., 200 F. (Peut être commandé directement à l'éditeur, 40420 Garein.)*

(1) Ed. du Chemin vert.

(2) Arthaud, 1981.

(3) Flammarion, 1987.



PHOTO

Inde de toujours

Quand, jeune étudiant dans une Inde en pleine tourmente, Madanjeet Singh partit à la découverte de son pays un vieil appareil photo bricolé à la main, il n'imaginait pas, malgré son enthousiasme de néophyte, qu'il s'attelait à une œuvre historique. Cet étudiant passionné de la chambre noire et de peinture avait déjà photographié les horreurs de la guerre civile entre hindous, musulmans et sikhs ou la beauté des pierres. Il s'attachait cette fois à quelque chose de bien plus simple, mais aussi de tellement plus compliqué, aux gens.

Ces photos qui ont plus de quarante ans et qui avaient déjà, à l'époque, attiré l'attention de Nehru, donnent un portrait des Indiens par un Indien au moment de l'indépendance, avec cette chaleur que seul un compatriote peut avoir pour ses compatriotes. Sans misérabilisme ni esthétisme pour cacher une misère qui perdure dans chaque village et à chaque coin de rue, Madanjeet a su tirer parti du noir et blanc pour décrire les problèmes de la société indienne à travers de véritables instantanés : pauvreté et travail des enfants mais aussi beauté souriante de l'enfance, détresse des réfugiés ouvriers et paysans à l'ouvrage, femmes suivant leur mari dans les champs...

L'Inde d'hier et d'aujourd'hui, dans son étonnante diversité mais aussi avec ce qui l'unit, telle que la voit un Indien éclairé, qui l'aime telle qu'elle est mais sans jamais vouloir qu'elle reste confite dans son passé pour le seul plaisir de l'œil. Un document historique...

P. de B.

► **Ceci est mon peuple**, *de Madanjeet Singh, Weber, 172 p., 92 planches en noir et blanc, texte de l'auteur, 480 F.*

ROMANS

Trois humanistes

Le Salon du livre est une bonne occasion, pour le lecteur fatigué de ces « romans-kleenex » qui abusent impunément de la générosité des forêts, de s'offrir le plaisir de trois bons premiers romans parus lors de la rentrée littéraire de septembre. Ils ont en commun une réelle préoccupation humaniste ou philosophique, qui cependant, pour chacun d'eux, ne dénature ni ne dérange la trame d'une narration bien charpentée et foisonnante.

Avec pour épisode culminant la bataille de Stalingrad, *le Crépuscule des hommes* restitue la tourmente des années de guerre, vécues dans les rangs d'une compagnie de l'armée allemande.

Dans ce roman évidemment grave, riche en rebondissements et en « caractères », Vincent Gabarra – un éducateur de trente-huit ans, biologiste de formation – ne cesse de s'interroger sur les véritables fondements d'une morale, et de poser la délicate question d'une actualité sans âge : innocents dans un monde coupable, ou coupables dans un monde innocent ?

C'est encore la guerre qu'évoque le récit de Jean-Pierre Escande qui commence à soixante ans sa carrière de romancier, mais cette fois-ci du côté des vignobles occitans, par le portrait d'un ancien maquisard truculent, anarchiste, soupe-au-lait...

Il cultive sa gourmandise et ses paradoxes, cuve ses accès de mélancolie en compagnie de personnages « singuliers » dont certains, animaux à la langue bien pendue, semblent tout droit sortis des romans de Marcel Aymé.

Michel Hendrel (pseudonyme de l'universitaire Daniel-Henri Pageaux), quant à lui, entraîne le lecteur dans le seizième siècle gascon. Il s'agit là d'une véritable épopée – dont *le Sablier retourné* n'est que le premier volet, – menée bride abattue dans cette Europe mouvementée d'alors, bourrée d'érudition, de finesse et d'humour.

Valérie Cadet

► **Le Crépuscule des hommes**, *de Vincent Gabarra. Presses de la Renaissance, 385 p., 120 F.*

► **Roi étranger visitant l'Exposition universelle**, *de Jean-Pierre Escande. Arléa, 333 p., 120 F.*

► **Le sablier retourné**, *de Michel Hendrel. Belfond, 426 p., 120 F.*

L'inquiétante biologie

1989. La *Human Genome Organization* tient son premier congrès. Il s'agit (cela s'appelle le « séquençage ») de décrypter les informations que contiennent les chromosomes humains. Vingt-trois pays s'y intéressent, mais la CEE amende le projet par crainte d'une espèce d'eugénisme donnant naissance à une société fondée sur le classement génétique des individus.

Jean-Louis Mandel, généticien, craint qu'on puisse orienter les destins individuels en arguant de la présence de certains gènes. C'est la réalité qui met en jeu la science et la politique.

2015. L'épidémie dite « *feu sacré* » met en péril l'humanité. La procréation par accouplement est interdite. Une gestation artificielle permet la naissance de « *bios* », êtres sans parents. Autoritairement imposé, ce nouveau genre de vie donne aux biologistes *tous les pouvoirs* et les libertés démocratiques sont anéanties. C'est la fiction qui met en jeu la science et la politique.

Il va devenir de plus en plus difficile aux héritiers d'Huxley et de Wells d'imaginer l'inimaginable. Fort de ses connaissances scientifiques, Isi Beller, pour son premier roman auquel l'amour et l'aventure donnent une dimension humaine et immédiate que n'ont pas toujours les œuvres de science fiction, allie parfaitement l'art du romancier et la précision du technicien des mystères de la vie.

L'entreprise n'était pas simple de maintenir l'intérêt du lecteur avec une histoire où se mêlent la peur des virus, les manœuvres du FBI, le secret d'un Prix Nobel, l'ombre du fascisme, l'action de réseaux de Résistance, les magouilles de la Mafia, les relations d'un homme et d'une femme prêts à tous les risques pour réinventer l'amour. L'entreprise est réussie.

On rebondit de thème de *réflexion en action mouvementée*, on suit cet entrelacs de *drames et d'émotions* sans s'y perdre. C'est qu'il s'agit bien d'un roman,c'est-à-dire,non pas d'une excroissance délirante de l'imagination, mais d'un moment de vie d'êtres de chair exposés à tous les dangers d'une science qui n'est rien de moins que fiction.

Pierre-Robert Leclercq

► **Le Feu sacré**, *d'Isi Beller, Robert Laffont, 576 p., 125 F.*

L'Hexaméron, un livre qui fonde un groupe littéraire

L'Hexaméron réunit six écrivains qui veulent « afficher leurs différences »

L'HEXAMÉRON
Il y a prose et prose
de Michel Chaillou, Michel Deguy, Florence Delay, Natacha Michel, Denis Roche, Jacques Roubaud, Seuil, « Fiction & Cie ». 120 p., 69 F.

« L'Hexaméron *de saint Ambroise (quatrième siècle), inspiré, on s'en souvient, d'un précédent* Hexaméron *dû à Basile de Césarée, était constitué d'un ensemble d'homélies sur les* six jours *de la création »*, déclarent tranquillement, en toute humilité, les auteurs du nouvel *Hexaméron*, Michel Chaillou, Michel Deguy, Florence Delay, Natacha Michel, Denis Roche, Jacques Roubaud. *« Notre* Hexaméron, ajoutent-ils, *est le récit, par des voies différentes, de six journées de création littéraire. Une « Genèse », donc. Comme nous n'étions que six, la question du repos du septième jour ne s'est pas trouvée posée. »*



Les écrivains de l'Hexaméron : de gauche à droite, Denis Roche, Natacha Michel, Michel Chaillou, Jacques Roubaud, Michel Deguy, Florence Delay

Ce petit livre – où l'on retrouvera, avec intérêt ou irritation, selon ce que l'on pense de chaque auteur, des textes très caractéristiques des écrivains susnommés, – Denis Roche, qui le publie dans sa collection Fiction & Cie, le commente avec beaucoup plus d'humour. *« Nous ne sommes plus à un âge où, d'habitude, on constitue des groupes littéraires. Nous nous y mettons quand tous les autres, eux, ont plutôt divergé »*, dit-il. Il sait de quoi il parle, lui, l'ancien de la revue *Tel Quel* que dirigeait Philippe Sollers. Denis Roche avait d'ailleurs participé à l'exclusion de Michel Deguy, qui se retrouve à ses côtés dans *l'Hexaméron*.

« En fait, nous avons d'abord écrit le livre, puis nous nous sommes dit : « Nous sommes un groupe et en voilà la manifestation. » *Nous avons en commun notre intérêt pour la littérature qui se fait aujourd'hui. Beaucoup d'écrivains ne lisent pas leurs contemporains. Nous tous, nous lisons ce qui sort et nous nous posons des questions. »* Tout est bon, selon Denis Roche, et on ne saurait lui donner tort, pour lutter contre l'apathie qui règne actuellement en France à propos de la littérature.

Faut-il pour autant en revenir aux groupes figés et au dogmatisme ? *« Ce n'est absolument pas notre intention*, répond-il. *Plus qu'un manifeste*, l'Hexaméron *est une déclaration, et la première intervention de notre groupe. Mais il y en aura d'autres et elles seront à chaque fois différentes, surprenantes. Nous ne sommes pas les seuls à réfléchir sur l'époque et sur la littérature. De Milan Kundera à Danièle Sallenave, on pourrait multiplier les exemples. Mais tous ces gens sont des isolés, des solitaires. Même les romanciers des éditions de Minuit. Nous, nous avons voulu être ensemble. »*

« Le sous-titre du livre, Il y a prose et prose, *on peut certes le voir comme une provocation*, conclut Denis Roche. *Mais ce n'est pas un mot d'ordre. C'est plutôt une façon de s'opposer à cette dissémination que l'on constate actuellement, à ce rôle omnivore du roman qui a tout avalé. Par exemple, il n'y a quasiment plus d'essayistes littéraires. On est dans le règne du* « tout est bien. Il y a ceux qui réussissent et ceux qui échouent, c'est tout. » *Nous, nous sommes pour afficher les différences. »*

Jo. S.

Prague à l'heure de l'ouverture culturelle

Comme en prélude à la visite officielle du président Havel en France, Prague accueillait, du 12 au 16 mars, des poètes français (parmi lesquels Jacques Réda, Paul de Roux, Philippe Jaccottet, Claude-Michel Cluny...) et les principaux éditeurs des régions du Sud. Organisée à l'initiative du centre régional des lettres Languedoc-Roussillon – auquel s'étaient associés les centres Poitou-Charentes, Aquitaine et Midi-Pyrénées – et de l'attaché culturel français à Prague, M. Yves Bergeret, lui-même poète, cette rencontre était également une première préfiguration d'un nouvel espace d'échanges culturels ouvert par le changement politique en Tchécoslovaquie. La présence au Salon du livre de Paris d'une importante délégation tchèque s'inscrit évidemment dans la même perspective.

Aussi curieux de notre littérature – plusieurs anthologies de poésie française sont annoncées en Tchécoslovaquie – que désireux d'être reconnus et donc davantage traduits, les écrivains et les poètes tchèques ont réservé un accueil attentif à leurs homologues français. De leur côté, les éditeurs ont pris des contacts nombreux, dont on peut penser, ou souhaiter, qu'ils deviennent, dans les mois à venir, féconds. D'autant que c'est toute une littérature, longuement maintenue sous contrôle et dans le carcan de la censure d'Etat, que s'apprête à découvrir, au grand jour de la démocratie, le public tchèque.

Au cours de l'une des rencontres organisées durant cette semaine, un éditeur praguois s'étonnait avec force que la seule anthologie récente de poésie tchèque et slovaque, publiée en 1987 aux Editions Messidor, ait eu besoin de l'autorisation de la commission nationale tchécoslovaque pour *l'UNESCO*. Les anthologies que s'apprêtent à publier la revue *Textuerre* et, à l'automne, la collection « L'Extrême contemporain » (Berlin), préparée par Petr Kral, auront un caractère heureusement moins officiel...

P. Ke.

EN BREF

□ ***Le fonds Camus à L'IMEC.*** – L'Institut Mémoires de l'édition contemporaine (IMEC) vient d'accueillir le fonds d'archives et de documents concernant Albert Camus. M. Jack Lang a inauguré ce fonds en présence des héritiers de l'écrivain. D'autre part, l'IMEC se voit confier les archives des Editions Flammarion pour la période 1875-1945 et celles des Editions Aubier-Montaigne pour 1924-1945. Enfin M. Claude Durand, PDG des Editions Fayard, devient président de l'Institut dans le bureau duquel entre M. Jean Lissarague, directeur général du groupe Bordas.

□ **Wole Soyinka en France.** – L'écrivain nigérian de langue anglaise, Wole Soyinka, prix Nobel de littérature 1986, est en France jusqu'au 27 mars pour une tournée dans différentes universités, à Paris et en province. Au cours de cette tournée Wole Soyinka donnera des conférences à Bordeaux, Dijon, Tours et Paris-III. Les éditions Belfond ont récemment publié un livre de poèmes de l'écrivain, *la Terre de Mandela*.

□ ***Hommage à Beckett.*** – Un hommage à Samuel Beckett est organisé lundi 26 mars au Centre Pompidou (grande salle, 20 h 30). Des textes de Beckett seront lus par des comédiens connus pour leur familiarité avec l'œuvre du l'écrivain : Jean-Louis Barrault, Pierre Chabert, Madeleine Renaud, Pierre Dux... Ce programme est proposé par Tom Bishop.

□ **Hommage à Queneau.** – L'Institut français de Francfort organise ce printemps une série de manifestations autour de Raymond Queneau. 23 avril-31 mai : exposition Raymond Queneau, en coopération avec les éditions Gallimard et les éditions Suhrkamp ; 2 mai : Ludwig Harig et Eugen Helmle, traducteurs de Raymond Queneau, lisent des extraits de la nouvelle édition allemande d'*Exercices de style* ; 5 mai : représentation du spectacle *Exercices de style*, mis en scène par Jacques Seiler. En mai, aura lieu également un cycle cinématographique à propos de Queneau. La radio Hessischer Rundfunk a programmé en outre une émission sur l'Oulipo.

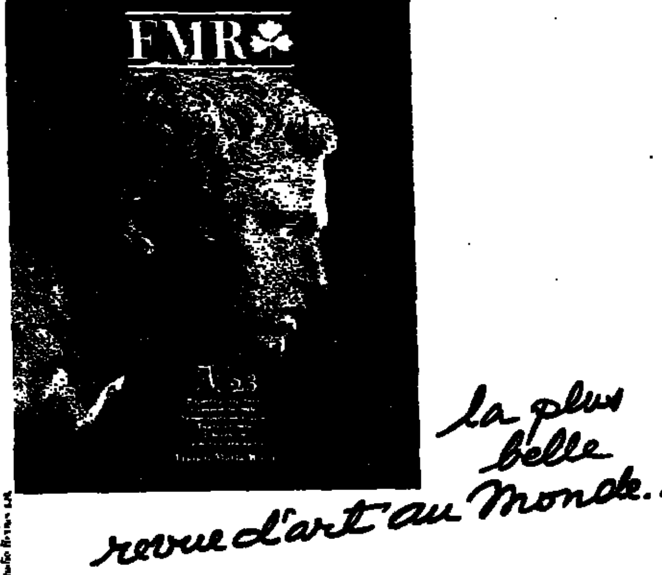
□ **Prix Nerval.** – *Le prix de traduction* franco-allemande Gérard-de-Nerval 1990 a été décerné à Jean Amsler pour *les Aventures de Simplicissimus* de Hans Grimmelshausen, publié chez Fayard et préfacé par Pascal Quignard (voir « le Monde des livres » du 16 mars).

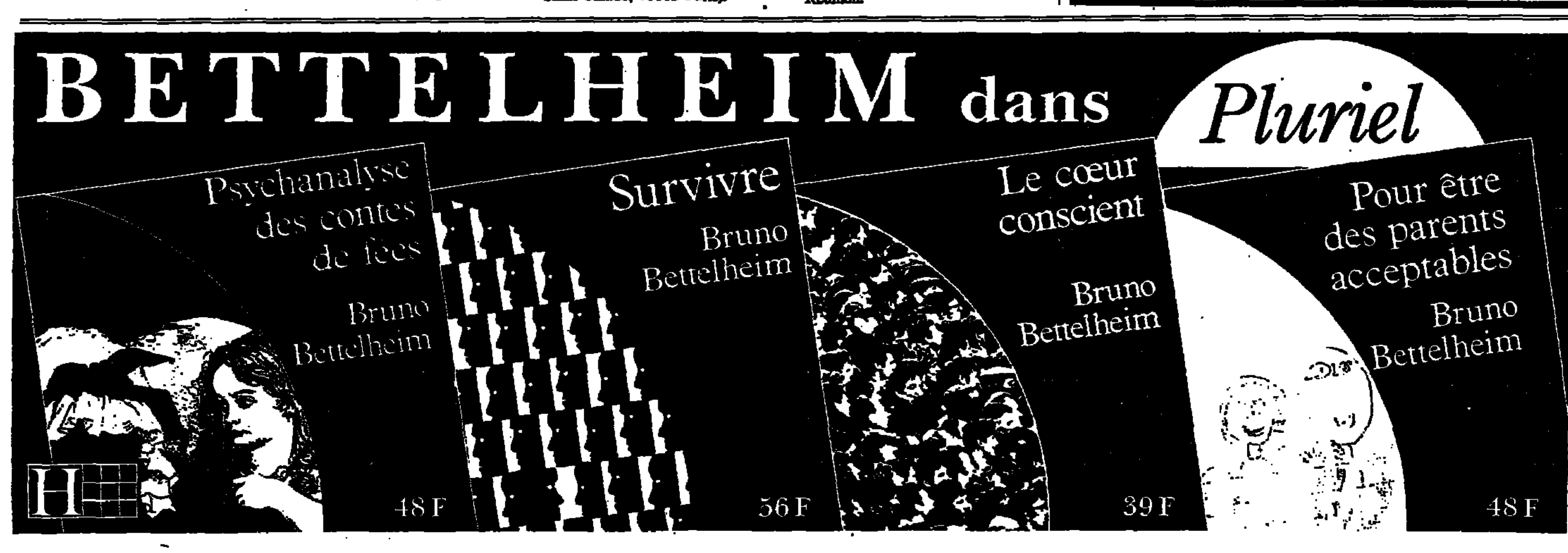
□ **Prix Jean-Giono.** – Le premier prix Jean-Giono a été attribué à l'écrivain québécois Yves Beauchemin pour son roman *Juliette Pomerleau* (éditions de Fallois). Doté, par les Assurances générales de France, d'une somme de 50 000 F, ce prix, créé à l'occasion du vingtième anniversaire de la mort de Jean Giono, est décerné par un jury constitué de Pierre Bergé, Françoise Chandernagor, Jean Dutourd, Marcel Jullian, Gilles Lapouge, Patrick Modiano, Claude Mourthe, Franco-Maria Ricci et Jean-Pierre Rudin.

□ **Passion politique et religieuse.** – Le cercle Bernard Lazare organise un colloque sur le thème « L'expression passionnelle en politique et en religion », les 24, 25 mars et 8 avril (cercle Bernard Lazare, 10, rue Saint-Claude, 75003 Paris).

□ ***Missions Stendhal.*** – *Créées en* 1989 par le ministère des affaires étrangères, les Missions Stendhal donnent à des écrivains la possibilité de faire un séjour à l'étranger (de deux semaines à six mois) pour réaliser une œuvre, en échange d'une participation aux activités culturelles de l'ambassade de France dans le pays concerné. Les lauréats sont choisis par un jury renouvelé chaque année. *Pour 1990 ont été retenus les projets* de : Jean-Pierre Ceton, Olivier Rolin, Georges-Olivier Chateaureynaud, Dominique Fernandez, Patrick Deville, Jean-Noël Pancrazi, Thierry Laget et Leïla Sebbar. Le prochain jury se réunira en décembre 1990 pour le programme 1991. Les dossiers comprenant biographie, bibliographie et exposé du projet sont à envoyer avant le 1er octobre à : Yves Mabin, sous-directeur du livre et de l'écrit, ministère des affaires étrangères, 23, rue Lapérouse, 75116 Paris.

□ **De Cassis à la Réunion.** – La ville de Cassis organise un Printemps du livre, les 23, 24 et 25 mars ; le Salon du livre de Caen aura lieu les 31 mars et 1er avril ; enfin, plus exotique, le premier Festival du livre de l'océan Indien se tiendra du 2 au 7 avril à la Réunion.





La maison commune du Grand Palais

Le dixième Salon du livre fait une grande place cette année – mode et actualité obligent ! – aux pays de l'Est, *transformant pour une* semaine le Grand Palais en « maison commune », plutôt qu'en appartement communautaire...

A l'initiative de la direction du livre et de la lecture et du *Syndicat national* de l'édition, une centaine d'intellectuels et de professionnels (auteurs, éditeurs, directeurs de revues littéraires) ont été invités à participer à une série de débats et de tables rondes sur *l'« état de la littérature »* dans leurs pays respectifs : la Pologne, la RDA, la Roumanie (dimanche 25, à 14 heures, 16 heures et 18 heures) ; la Hongrie, l'Union soviétique (mardi 27, à 13 heures et 15 *heures*) ; la *Bulgarie*, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie (mercredi 28, à 13 heures, 15 heures et 17 heures).

Pour les écrivains, dont un certain nombre ne sont jamais venus, il s'agira de participer de manière active à la sortie en France de leurs livres. Parmi eux, le Bulgare Victor Paskov *(Ballade pour George Henig)*, les Hongrois Peter Esterhazy *(Trois anges me surveillent)* et Peter Balassa, les Polonais J.-M. Rymkiewicz *(Umschlaqplatz)* et Andrzej Kusniewicz *(le Roi des Deux-Siciles, Vitrail)*, les Allemands de l'Est Werner Heidiczek *(Départs imprévus)* et Walter Janka *(Difficulté avec la vérité)*, le Roumain Marin Sorescu *(Paysans du Danube)*, les Tchécoslovaques Bohumil Hrabal *(Vends maison où je ne veux plus vivre, moi qui ai servi le roi d'Angleterre)*, Pavel Reznicek *(l'Imbécile)*, Vaclav Jamek *(Traité des courtes merveilles*, Prix Médicis 1989), Lajos Grendel de langue hongroise *(Tir à balles)*, les Soviétiques André Bitov *(la Maison Pouchkine*, Prix du meilleur livre étranger), Anatoli Pristavkine *(les Enfants du Caucase)*, Fazil Iskander *(Sandro de Tcheghem)*, Vladimir Doudintsev *(les Robes blanches)*, Vladimir Makanine *(les Vieux Livres, le Précurseur)*, les Yougoslaves Alexandre Tisma *(l'Usage de l'homme, le Kapo)*, Dragoslav Mihailovic *(Quand les courges étaient en fleur)*.

Quant aux professionnels du livre (les « nouveaux » et les « anciens » font parfois partie de la même délégation !), ils seront invités à une première journée d'échanges avec leurs confrères français sur « Les perspectives d'échanges éditoriaux et commerciaux » (samedi 24 à 10 heures et 15 h 30). Immédiatement après le Salon, la matinée du vendredi 30 mars sera consacrée à une séance avec l'ensemble des participants à ces rencontres afin d'en faire le bilan.

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



DR

Bohumil Hrabal... dans une brasserie

Ecrire à l'Est

Un entretien avec l'écrivain tchèque Bohumil Hrabal et le directeur de la revue roumaine « Secolul XX », Stefan Augustin Doinas

NÉ à Brno en Moravie, en 1914, Bohumil Hrabal appartient à la génération qui *« a été nourrie par le lait de l'Autriche-Hongrie »*, aime-t-il dire. Et il tient à répéter ce qu'il doit à la ville où il a choisi de vivre et où se situent la plupart de ses livres. Il vient cette semaine pour le Salon, trois semaines après son voyage à Nantes où il recevait le prix du cinquième Festival du livre. Nous l'avons interrogé dans... une brasserie.

Pour lui, Prague est une ville littéraire par essence. *« Les grandes littératures naissent au carrefour de plusieurs subconscients linguistiques dans des lieux d'intersection géographiques »*, explique-t-il, reprenant une pensée d'un de ses amis, Manuel Frynta. Un triangle : *« Odessa, Petrograd, Prague. Prague est un carrefour typique de l'inconscient slovaque, juif et tchèque. C'est pourquoi s'y déploient les talents d'hommes comme Kafka, Richard Weiner, Rainer Maria Rilke. Ce carrefour va de Zurich à Trieste, là où Joyce a terminé* Ulysse. *Et le sommet se trouve ici-même à Paris, qui est le carrefour de tous les subconscients. Strindberg a dit que Paris est un forceps qui lui a permis de faire naître ses idées. »*

Au printemps 1989, il a fait un voyage aux Etats-Unis et il est en train d'écrire un livre sous forme de lettres à une jeune Américaine : *Lettres à Doubenka*, des textes débridés qui s'ouvrent de plus en plus sur l'actualité.

« Pendant mon voyage, Havel était en prison. Les Américains m'interrogeaient et je leur répondais : « Vaclav Havel est un héros comme Socrate et Prométhée. Prométhée a volé le feu et c'est pourquoi l'aigle dévorait son foie. Vaclav Havel a volé le feu de la superstructure communiste et c'est pourquoi il est en taule... »

» Le mythe de Socrate est lié au mythe de Havel : Socrate a pourri la jeunesse et ensuite, il avait le choix : l'émigration ou la mort. Socrate a décidé qu'il allait obéir aux lois de la patrie ; comme Vaclav Havel. Et c'est pourquoi Havel est en prison... »

– Comment avez-vous pu laisser paraître vos livres en Tchécoslovaquie avec les coupures ?

– Les coupures ont été faites avec mon accord. Je ne fais pas partie des gens de caractère ferme. Mes livres, après de légères coupures faites par moi-même, ont eu le même succès que s'ils avaient été publiés in extenso. *Je ne suis un émigré ni de l'intérieur ni de l'extérieur. Je suis un émigré de l'infini humain et de l'éternel humain, et cela n'est pas une position politique* (dans les années 70 deux de ses livres ont été interdits : *les Bourgeons* et *Devoir à la maison*).

« Je me suis toujours conduit selon ce principe : en certaines périodes, mieux vaut être roseau que chêne. Le Christ nous enseigne que, dans certaines situations, il a dit à ses disciples : soyez rusés comme le renard. Et dans les situations que nous avons connues ces dernières années, si on n'avait pas su se faire roseau, on était brisé comme le chêne et si on ne se faisait pas renard, on allait en prison.

– Est-ce une autocritique ?

– C'est toujours sciemment que j'ai accepté ce jeu avec les maisons d'édition. On me reproche parfois mon opportunisme. Et moi, je suis d'accord.

– Vous vivez dans les brasseries, endroit idéal pour les échanges...

– Je fréquente les tavernes de Prague, ma préférée est le Tigre d'or... Cela fait plus d'un quart de siècle que je me tiens là, pas seulement avec des amis, mais avec des flics, des gens du parti. Je dois trouver un modus vivendi ; *sinon, je ne pourrais plus y aller. Vous savez, il y a les vierges intactes, il y a celles qui ont perdu leur virginité !*

» C'est la façon dont je vis. Ce qu'on appelle l'ironie pragoise, l'ironie socratique, parce que Socrate, chaque fois que quelqu'un prenait le contrepied de ses opinions, il se montrait d'accord avec lui. Et ensuite, il en faisait à sa tête. C'est ma manière de vivre à Prague. Si je devais être aussi pur que le veulent ceux qui ne m'aiment guère, je n'aurais plus qu'à me suicider. Mais il faut se dire que les gens de la sécurité d'Etat comme les gens du parti sont aussi des êtres humains...

» Maintenant nous avons eu la révolution de velours. Avant, on ne savait pas qui était au parti, maintenant on le sait et on se dispute ; il y a des schismes comme au temps des grandes batailles religieuses. Lorsque j'avais vingt ans, dans les années 50, j'ai écrit : « Personne ne sait que je suis un marxiste de gauche. »

– On sait que votre livre préféré est *Une si bruyante solitude*.

– Je l'ai écrit à une période où j'ai dû faire semblant d'être roseau, c'était il y a sept ans. Il y a trois variantes : la première était en vers, la seconde était en tchèque pragois populaire, la troisième dans un tchèque volontairement parfait. C'est le livre sur lequel j'ai travaillé le plus longtemps. J'étais absolument obsédé par le passage d'une version à l'autre.

– Et votre autobiographie, *les Noces dans la maison*, près de mille pages qui doivent paraître à l'automne chez Laffont ?

*– C'est du subconscient de roseau. Un flot continu, la manière des deux derniers chapitres d'*Ulysse. *Ma mission dans la vie, c'est de connaître Kafka et Joyce. Cela fait quarante ans que je les lis tous les deux et maintenant je les perçois dans leur entier. »*

Le garçon passe : *« Une autre bière ! J'ai une énorme faim de bière, mais je n'en bois pas tellement. »*

LA revue roumaine *Secolul XX* (« Vingtième siècle ») a été consacrée en 1987 comme *« la meilleure revue du monde »*. Ses sommaires révèlent à quel niveau d'exigence se situe cette « revue de littérature universelle » qui a toujours voulu combler, depuis sa création en 1961, le grand vide d'information en ce qui concernait la littérature étrangère et traiter le plus complètement possible les thèmes abordés : sur la France (avril 1970), l'Europe (triple numéro, 1980), Roland Barthes (triple numéro, 1981), Goethe (1982), Eugène Ionesco (1982). Interdite plusieurs fois, la revue, par miracle, a résisté. On annonce pour bientôt le numéro Cioran, interdit l'an dernier.

A Bucarest, au siège de la revue, dans le décor grandiose – mais élimé – de l'hôtel particulier qui abrite l'ensemble des publications de l'Union des écrivains, Stefan Augustin Doinas, qui dirige la revue avec Dan Haulica, nous a parlé de la littérature en Roumanie.

Essentiellement poète *(« La poésie, le seul domaine qui m'intéresse »*, dit-il), Doinas, né en 1922 près d'Arad, en Transylvanie, professeur de roumain dans son village natal jusqu'en 1955, a remporté des prix dès ses premiers poèmes, *l'Alphabète poétique* (1947) suivi du *Livre des marées* (1964), *l'Homme au compas* (1966), *Hypostases* (1968). Il est aussi un grand traducteur : Mallarmé, Hölderlin, Goethe, Dante *(Canzoniere)*, Ungaretti, Benjamin Fondoiannou (alias Benjamin Fondane), Valéry, surtout, dont il a publié une traduction des poésies complètes qui a valu – à Doinas, et à Valéry, – en mars 1989, une interdiction !

« Avant, j'étais tranquille parce que j'étais interdit, sourit-il. *Maintenant, depuis que nous voulons faire cette nouvelle Union des écrivains, tout est différent. Nous avons tant de besoins à satisfaire : besoin de nouvelles maisons d'édition, de nouveaux locaux, de nouvelles voitures, de nouvelles machines à écrire et à photocopier ; besoin d'une nouvelle loi du timbre. Actuellement 0,75 % par exemplaire vendu revient à l'Union des écrivains, il faudrait arriver à 1,50 %...*

» Besoin aussi d'endiguer une vraie haine des intellectuels. « Nous ne pensons pas, nous travaillons ! », proclamaient des slogans lors d'une manifestation contre le Front. Comme si cela était incompatible !

– Comment fonctionne l'Union des écrivains aujourd'hui ?

– Nous avons jeté les bases de nouvelles maisons d'édition : la nôtre, Cartea Romanesca (Le Livre roumain) ; Humanita, que dirige le philosophe Gabriel Liiceanu, spécialisé dans les sciences humaines ; L'Univers pour les traductions étrangères ; Eminescu pour la littérature contemporaine ; Minezrva pour les classiques ; Albatros pour la jeunesse ; Ion Creanga pour les enfants ; Meridiane pour l'art. Depuis quatre ans, nous devions avoir des élections, mais cela a été impossible. Dans cette équipe qui dirige aujourd'hui l'Union, et dont je fais partie, nous nous sommes choisis nous-mêmes (1). *Et on a commencé à nous critiquer. Aussi est-il indispensable de faire un congrès avant les élections.*

» Nous travaillons donc à un nouveau statut de l'écrivain et du droit d'auteur ; car, nous, écrivains, nous avons la mauvaise habitude d'écrire ce que nous signons ! Avant, nous avions Nicolae Ceausescu, le plus grand écrivain qui n'ait rien écrit lui-même. Nous ne possédons aucun manuscrit de lui. Comme de Socrate !...

– Vous êtes originaire de Transylvanie, vous avez fait vos études à Cluj. Que pensez-vous des affrontements qui ont repris là-bas, entre Roumains et minorité hongroise ?

– En Transylvanie, on vient d'assister à la création d'un mouvement, le Foyer des ancêtres (Vatra stramoscasca), qui revendique un retour aux traditions roumaines. Les Hongrois, de leur côté, procèdent à une sécession, un véritable apartheid, non seulement dans les écoles, comme la nouvelle loi l'autorise, mais aussi dans les hôpitaux, les restaurants, les garages.

» Les Hongrois ont un comportement spécifique de minorité. Et nous, Roumains, nous ne nous comportons pas comme une majorité. Une majorité se doit d'être généreuse, pour apaiser les mécontents. Je peux comprendre les Hongrois ultra-nationalistes parce qu'ils sont une minorité. Je dois faire sentir à l'autre qu'il est mon égal.

– Pensez-vous réellement qu'il soit possible de faire taire un antagonisme multiséculaire ?

– La xénophobie a quelque chose de trivial. J'ai été éduqué dans une mentalité chauvine. Je suis fils de paysans. Mes parents croyaient qu'ils étaient de bons Roumains parce qu'ils haïssaient les Hongrois, les anciens maîtres... Mais ils parlaient le hongrois... Moi-même, du fait que j'ai eu des contacts avec des Hongrois et des juifs roumains, je ne suis absolument pas xénophobe.

– Vous n'êtes certainement pas représentatif...

– Je suis très content de ne pas être représentatif. Mais ceux que je hais, ce sont les Tziganes, qui, d'ailleurs, ne se sont pas déclarés comme minorité nationale.

– Qu'est-ce qui a changé pour vous, dans votre travail, dans votre écriture ?

– Je crains qu'avec cette liberté d'expression la politique n'envahisse le terrain littéraire. On va se diriger vers l'immédiat, le journalisme, et je ne suis pas tenté par cela. Je crois que je vais rester celui que j'ai été. Je ne cultive pas la poésie de l'estrade, la poésie qui peut descendre dans la rue. Je ne vais pas changer maintenant. Je crois qu'on est dans un moment de l'histoire culturelle où on peut pratiquer toutes les modalités poétiques. Maintenant, chacun peut connaître tout ce qui se fait, et c'est une grande tentation de réaliser sa propre identité. On part de l'imitation, et on arrive à soi-même. Il n'y a pas de poète aujourd'hui qui ne soit victime de l'intertextualité. On doit donc s'isoler pour se définir soi-même. La grande tentation : réussir le langage le plus épuré possible. »

(1) L'Union des écrivains comprend actuellement : Mircea Dinescu, Ana Blandiana, Octavian Paler, A. Paleologu, Dan Desliu, Eugen Simoion.

Le fantastique de Cronstadt

LE CAPITAINE DIKSTEIN
de Mikhaïl Kouraev.
Traduit du russe par Annie Sabatier.
Albin Michel, 208 p., 98 F.

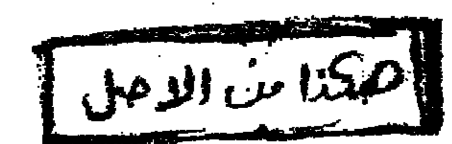
Le roman de Mikhaïl Kouraev bouleverse le lecteur habitué aux clichés de la prose soviétique ; tout est inhabituel et, comme dit plusieurs fois Kouraev lui-même, *« impossible »*. La première chose inimaginable est le mélange de styles opposés : la narration commence par une description du réveil de Dikstein, qui *nous fait penser à Joyce et à son Ulysse*, puis c'est un moment du *quotidien de la province soviétique* (Gatchina, près de Leningrad), à la *manière de Platonov*, puis l'histoire de l'insurrection *des marins de Cronstadt* (vue de l'intérieur – pour la première fois en *littérature soviétique*), puis un essai historique sur la ville de Gatchina, la capitale *militaire* de l'empereur Paul Ier, puis d'autres scènes du *quotidien* russe proches de la manière sarcastique de Zochtchenko, enfin quelques pages sur la cathédrale de Gatchina qui nous font penser à Boulgakov.

Cette *diversité* des styles est voulue, elle est parfaitement maîtrisée par l'auteur, qui nous fait voir la folie de cette existence soviétique, qui est fantastique, même quand l'auteur garde une *fidélité absolue* à la réalité. L'autre aspect du roman qui déroute le lecteur est la proximité du vrai et du faux, du réel et de l'imaginaire, du *rêvé et du vécu*.

La vie d'Igor Ivanovitch Dikstein est certes *invraisemblable*, tout en étant la parabole de l'existence soviétique. C'est que son nom de famille aussi bien que ses prénom et patronyme appartiennent à un autre, à un *officier marinier* fusillé à Cronstadt en 1921 en tant qu'insurgé. Exécuté par mégarde ou parce que ses bottes ont attiré l'œil d'un soldat rouge ? Qu'importe. Celui que le narrateur nomme *« le gars à la mèche »* a peur du pouvoir des bolcheviks et il s'empare de la personnalité du *mort*. Le faux Dikstein a fait la guerre de 1941-1945, *fut prisonnier* des Allemands, puis détenu des *camps staliniens pour avoir été* prisonnier, donc traître, puis employé, enfin *retraité* sans pension, puisqu'il ne pouvait rien démontrer ni prouver. Le voilà donc qui mène une vie misérable, *mais qui ne diffère pas trop de* celle des autres Soviétiques, chacun *d'eux étant plus ou moins* dépersonnalisé.

Le sous-titre du roman le Capitaine Dikstein est « Récit fantastique ». Y a-t-il vraiment du fantastique chez Kouraev ? Bien sûr ; mais c'est l'irréel de la vie soviétique, pas d'un genre littéraire. Cette vie semble être impossible (comme l'a été pendant presque trente ans le mur de Berlin), mais elle est malgré tout une réalité incontestable. Elle le reste encore.

Efim Etkind



BILLET

Tokyo derrière Wall Street

Le Kabuto-cho, qui a chuté de plus de 23 % depuis le début de l'année, est en train de perdre le titre de première Bourse mondiale. Il avait ravi cette place à Wall Street voici exactement trois ans, lors des fêtes de Pâques de 1987, avant de *creuser l'écart quelques mois plus* tard, aidé par le krach d'octobre 1987.

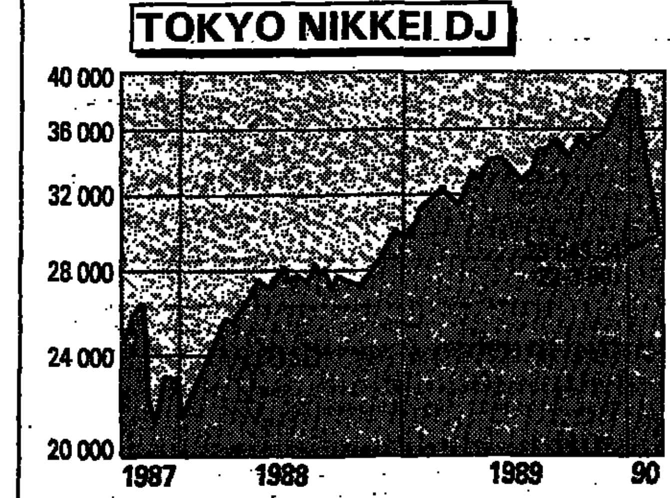
La Bourse de New-York reprend donc l'avantage, sa capitalisation boursière en actions s'élevant depuis le début de cette semaine, selon, *les Echos* du 22 mars, à 13 207 milliards de francs, contre *13 018 milliards pour la place* japonaise.

Plutôt qu'un mouvement de balancier brutal, cette correction apparaît comme un rééquilibrage des excès antérieurs. La croissance boursière du Japon s'est, en effet, accélérée au cours de la dernière décennie. Le cap *des 100 000 milliards de yens* (4 800 milliards de francs) de capitalisation boursière avait été franchi en avril 1983, celui des 200 000 milliards en mars 1986 et la barre des 400 000 milliards en juin 1987, alors que le Japon devenait le premier pays créditeur du monde. La Bourse dépassait *les 500 000 milliards de yens* en mai 1989, et représentait à la fin de l'an dernier, avec plus de 600 000 milliards de yens, à elle seule, 45 % de la capitalisation boursière mondiale. Sa part aujourd'hui vient d'être ramenée à 34,28 %, juste derrière les 34,78 % détenus par la Bourse *américaine.*

Le palmarès des dix plus importants groupes cotés dans le monde risque lui aussi d'être modifié en conséquence. L'an dernier, seules deux firmes américaines (IBM et Exxon) et une du Vieux Continent, Royal Dutch, arrivaient à se glisser dans ce classement entièrement dominé par les Japonais et dont le leader incontesté était NTT. Ce titre du géant des télécommunications, qui pesait à lui seul plus que toutes les valeurs négociées en France l'an dernier (163,86 milliards de dollars, contre 114,8 milliards de dollars *pour la place française), est l'un* des plus affectés par la tourmente boursière qui sévit depuis janvier au Japon.

Mais, tout comme la hausse, la vigueur de cette baisse s'explique non seulement par l'environnement économique mais aussi en partie de manière structurelle par les échanges relativement modérés sur le marché boursier, où ne seraient négociés au plus qu'un tiers des titres de sociétés. Les deux tiers restants seraient immobilisés dans des participations croisées qui permettent aux sociétés japonaises de verrouiller leur capital.

D. G.



Au lendemain de la fête de l'équinoxe, durant laquelle les marchés financiers étaient fermés au Japon, le mouvement de baisse a repris de plus belle jeudi 22 mars. Le yen a poursuivi sa dégringolade retrouvant son niveau de janvier 1987, malgré l'intervention de la Banque du Japon et le relèvement des taux d'escompte quarante huit heure auparavant *(voir page 44)*. L'indice Nikkei perdait plus de 6 % durant la matinée avant de ramener ses pertes à 3,1 % à la clôture.

L'ajustement de l'accord salarial dans la fonction publique

Crise de confiance entre le gouvernement et les syndicats de fonctionnaires

La réunion de négociation sur l'ajustement de l'accord salarial 1988-1989 entre M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, et les cinq organisations syndicales signataires (FO, FEN, CFDT, CFTC et autonomes de la FGAF), le mercredi 21 mars, a tourné court. Le ministre a proposé une augmentation de 0,5 % en niveau de la rémunération brute des fonctionnaires au 1er janvier 1990, alors que les syndicats, compte tenu du glissement des prix en 1988 et 1989, demandent un rattrapage de 1,7 % en niveau et de 1,3 % en masse. Un nouveau rendez-vous a été fixé au 27 mars.

Dans la partie de bras de fer qui vient de s'engager entre le gouvernement et les syndicats autour de l'ajustement de l'accord salarial 1988-1989, le problème est technique, mais l'enjeu est évidemment politique. Signé à l'automne 1988, cet accord entérinait les hausses en niveau intervenues en 1988 (2 % en augmentations générales) et prévoyait une majoration de 2,2 % en 1989, à laquelle s'ajoutait l'attribution uniforme de points d'indice. Mais surtout il prévoyait une clause de rendez-vous dont la rédaction – début 1990, dès que l'évolution des prix sera connue, les signataires *« examineront alors la situation économique générale afin de définir les mesures d'ajustement de la base hiérarchique »* – avait conduit FO à signer.

Aujourd'hui, comme lors des précédents rendez-vous de ce type, la clause de rendez-vous donne lieu à des interprétations différentes. Pour M. Durafour, il s'agit seulement d'une clause de fin de parcours, *« un retour à l'indexation qui compromettrait l'assainissement en profondeur de l'économie »* étant catégoriquement exclu. Pour les syndicats, il s'agit bien d'une clause de sauvegarde qui doit garantir le pouvoir d'achat par rapport à l'évolution réelle des prix.

Le différend est d'autant plus grand que les uns et les autres ne raisonnent pas sur les mêmes bases. Le gouvernement prend en compte la masse salariale, qui englobe toutes les augmentations perçues par les fonctionnaires (générales, catégorielles et individuelles). Ainsi, la masse salariale a augmenté en moyenne de 4,05 % en *1988*, selon les pouvoirs publics, pour une hausse des prix de 2,7 %, soit un gain de pouvoir d'achat de 1,3 %. En 1989, le bilan officiel est encore plus favorable aux fonctionnaires, puisque sont intervenues les mesures de M. Jospin en faveur des enseignants et la prime de croissance. Résultat : la masse salariale a progressé en moyenne de 6,7 % (pour 3,6 % de prix), soit un gain de pouvoir d'achat de 3 %.

Désaccord total

Les syndicats ne se contentent pas de refuser la prise en compte du glissement vieillesse-technicité (promotions et ancienneté) – dont l'exclusion ramène le solde de pouvoir d'achat à – 0,2 % en 1988 et + 1,4 % en 1989, – ils ne veulent intégrer ni les mesures catégorielles ni la prime de croissance. Bref, le seul moyen de leur donner satisfaction est de combler l'écart (réel) entre le niveau des rémunérations et le glissement des prix, qu'ils chiffrent à 1,7 %. Techniquement, le désaccord est total. Mais s'il persistait il aurait surtout d'importantes implications politiques.

Si aucun accord n'intervient entre le gouvernement et les syndicats, le premier risque d'ouvrir avec les seconds une véritable crise de confiance. *Les chances d'aboutir* à un accord salarial pour 1990 et 1991, dans le schéma actuellement envisagé, seraient sérieusement compromises. Les syndicats *mettraient en effet en avant le fait* qu'ils ne peuvent plus faire confiance à un gouvernement qui ne respecte pas la parole donnée. Ils pourraient alors faire la grève de la signature, ce qui, au-delà de la fonction publique, aurait des répercussions sur d'autres dossiers, comme la négociation sur la structure financière destinée à financer le surcoût de la retraite à soixante ans pour les régimes complémentaires.

Une telle crise de confiance conforterait FO dans son refus de *signer le récent accord sur la grille* de la fonction publique. l'organisation de M. Marc Blondel s'empressant de souligner que les syndicats « officiels » qui ont ratifié ce texte *ne pourront à l'arrivée qu'être* trompés, comme ils l'auront été sur la clause de sauvegarde. La CFDT, la FEN, la CFTC, la CGC, la FGAF feront-elles alors marche *arrière ? Cela leur sera difficile.* Mais la fédération FO des PTT, qui était, elle, favorable à la nouvelle grille, se trouvera déstabilisée, avec le risque de voir celle-ci mettre à exécution, aux côtés de la CGT, sa menace d'une « grève générale » dans les postes.

Même si M. Durafour a souligné la fragilité de l'amélioration de la *situation économique, en mettant* en avant le chômage et le déficit du commerce extérieur et la nécessité de défendre le franc, le gouvernement est bien conscient du risque social *et politique. Il lui reste* une semaine pour trouver le point d'équilibre. L'arbitrage sera délicat...

MICHEL NOBLECOURT

Alors que la grève est peu suivie

Les représentants des salariés divisés sur la réforme des PTT

Le projet de réforme des PTT, présenté mercredi 21 mars par le gouvernement, a été diversement apprécié par les syndicats, l'éventail des réactions allant du rejet total (CGT) à l'approbation (CFDT). La participation à la grève générale, lancée par la CGT, bien que très maigre, a augmenté un peu mercredi avec des pointes dans certaines régions. Alors que plusieurs centres de tri étaient perturbés dans la nuit, une baisse globale du nombre des grévistes semblait perceptible jeudi matin.

Dans un long texte, la CGT affirme qu'*« il faut imposer le retrait pur et simple »* du projet de loi et ajoute que *« la grève générale doit vraiment monter en puissance »*. Depuis lundi 19 mars, la CGT a en effet appelé à une grève générale reconductible.

Selon la direction de la poste, la participation, de 1,5 % lundi, est montée à 1,6 % mardi et 3,3 % mercredi, en raison d'une grève *dans certains centres financiers.* Dans les centres de tri postaux, elle était de 11,8 % mercredi (contre près de 7 % la veille) Dans certaines régions (Provence-Alpes-Côte d'Azur, Bordeaux, Corse), le mouvement est plus suivi avec des pointes à 7,5 %. Dans quatre centres de tri de la capitale (Paris-Nord, PLM, Austerlitz et gare de l'Est), on a enregistré une participation dépassant les 50 % dans la nuit de mercredi à jeudi. Il en a été de même en banlieue (à Créteil et à Trappes) et en province (Bordeaux, Avignon, Toulouse, Nîmes, notamment, ainsi que Marseille).

Mais la direction indiquait jeudi matin que la participation au mouvement baissait et ramenait le chiffre *global de participation à 2 ou* 3 %. La CGT, pour sa part, indiquait jeudi matin que 300 services de la poste et des télécoms (dont 40 centres de tri) étaient en grève mercredi, soit plus que mardi (200).

La fédération FO a mis en garde le gouvernement contre *« la poursuite de son projet de démontage des PTT, conduisant à remplacer un service public d'Etat par un service public de commerce »*. Elle assure qu'elle *« prépare activement la grève générale, vraisemblablement à compter du 2 avril prochain »*. Dans une déclaration à FR3, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, assurait mercredi soir que *« la communication, c'est le corollaire du droit d'association. Cela veut donc dire que seul l'Etat peut être garant de l'égalité dans ce domaine »*. Sud-PTT, né de la dissidence de cédétistes, assure quant à elle que *« le mécontentement grandit »* et *« invite le personnel à montrer sa détermination dans le refus de l'abandon du statut d'administration d'Etat »* .

La CFTC juge *« inadmissible »* que le projet *« ne précise pas les conditions de financement du service public (tarifs, rémunération des fonds déposés au Trésor, compensation de l'aide à la presse »* pour la Poste et qu'il *« limite ses activités financières »* .

Enfin, M. Jean-Claude Desrayaud, secrétaire général de la fédération PTT-CFDT, a assuré lors d'une conférence de presse que son syndicat *« ne fera pas grève »* contre ce projet dans lequel il *« se retrouve » sur de nombreux points.* Comme la CFTC, il s'inquiète particulièrement de la viabilité des services financiers de la Poste, estimant que le gouvernement a cédé *« au lobby des banques »*. Il a assuré, en outre, qu'il allait *« continuer à faire avancer »* les négociations sur le volet social, la réforme des classifications et qualifications.

F. V.

Pour la première fois depuis 1981

La balance courante de l'OPEP de nouveau excédentaire

Les pétrodollars sont de retour. Pour la première fois *depuis 1981 la balance courante* de l'OPEP a été excédentaire l'an dernier de 10,7 milliards de dollars après avoir été déficitaire en moyenne de 3,1 milliards par an de 1982 à 1988.

Ce redressement, explique la revue *spécialisée Pétrostratégie*, citant la direction de la prévision du ministère français de l'économie, s'explique par la remontée très forte l'an dernier (+33 %) *des revenus d'exportations* pétrolières des treize pays de l'OPEP.

Ce véritable « bond », alors que les importations de biens et de services n'augmentaient que de 3,5 % a entraîné un doublement de l'excédent commercial (de 26,8 à 53,2 milliards de dollars), lequel pour la première fois depuis huit ans a plus que *compensé le déficit de la* balance des « invisibles » (42,5 milliards de F.).

La balance courante de l'OPEP avait affiché un excédent moyen de 43,6 illiards de dollars par an entre 1974 et 1981, le record historique ayant été atteint en 1980 avec un excédent de « pétrodollars » de 96,6 milliards. Le reflux des prix du brut et la chute de la production du cartel avait transformé a partir de 1982 *cet excédent en* déficit.

Le *retour aux excédents* courants paraît durable puisque, selon la Direction de la prévision, les pays de l'OPEP devraient enregistrer de nouveaux excédents en 1990 et 1991.

Tandis que la Banque d'Angleterre soutient la livre

La City critique le budget de Mme Thatcher

Le premier budget de M. John Major a été très mal accueilli dans la City, mercredi 21 mars, tandis que la livre chutait brutalement par rapport au dollar et au mark. La Banque d'Angleterre est intervenue massivement pour soutenir la devise britannique, qui est cependant passée en dessous de la barre psychologique de 1,60 dollar pour une livre.

LONDRES

de notre correspondant

Les grandes institutions financières, les unes après les autres, ont commenté très négativement le caractère trop *« gentil »*, selon elles, du budget présenté mardi par M. Major. Le chancelier de l'Echiquier *« a manqué une occasion unique de mettre un frein aux excès de la consommation »*, estime Shearson Lehman. *« La punition pour cette politique fiscale facile risque d'être une nouvelle hausse des taux d'intérêt »*, affirme Phillips & Drew. Il y a un consensus à la City pour estimer qu'une nouvelle hausse des taux, actuellement de 15 %, est très probable dans les prochaines semaines et que *M. Major aurait dû procéder à des* augmentations d'impôts pour tenter de limiter l'inflation qui atteint désormais 8 %.

Des experts regrettent également que le chancelier n'ait pas profité du budget pour porter à 16 % les taux d'intérêt, sans attendre d'y être forcé par une nouvelle dégringolade de la livre.

Le Trésor réplique que ces honorables gentlemen de la City se soucient fort peu de la situation politique. Il aurait *été suicidaire* pour les conservateurs d'augmenter encore les taux, qui sont répercutés sur les prêts hypothécaires qu'ont souscrits de nombreux Britanniques, à la veille de l'élection partielle du 22 mars dans le Mid-Staffordshire. Les Tories ont quasiment fait leur deuil de cette circonscription, jadis considérée par eux comme imprenable, mais ils veulent éviter que la victoire travailliste ne soit trop éclatante.

Rumeurs de complot

La révolte d'une partie de l'électorat tory traditionnel contre le *nouvel impôt local, la « Poll Tax »*, les rumeurs de complot, au sein du parti conservateur, contre la « Dame de fer », et la chute de celle-ci dans l'opinion pèsent à l'évidence sur la tenue de la livre. Selon un sondage publié jeudi par *le Financial Times*, près de la moitié des hommes d'affaires britanniques estiment désormais que les conservateurs ont davantage de chance de gagner les prochaines élections, prévues avant juin 1992, s'ils se débarrassent préalablement *de Mme Thatcher.*

Les commentaires acerbes de la City ont immédiatement provoqué la colère de Mme Thatcher. Downing Street a fait savoir que celle-ci n'éprouvait que du mépris devant l'*« absence d'intelligence »* des grandes institutions financières et continuait à juger son budget *« honnête et ferme »*.

DOMINIQUE DHOMBRES

En progression de 46 % sur l'année précédente

LVMH a réalisé des profits records en 1989

1989 a été un bon cru pour le groupe LVMH. La multinationale du luxe a réalisé l'an passé des profits records.

Le résultat net du groupe pour 1989 s'élève à 2,932 milliards de francs, en progression de 46 % par rapport à l'année précédente. Le chiffre *d'affaires atteint 19,635 milliards* de francs, en hausse de 19 % par rapport aux 16,442 milliards réalisés l'année précédente. La branche cognac et spiritueux a réalisé l'an passé les meilleures performances. Pour la première fois, le cognac apporte la plus forte contribution au résultat opérationnel du groupe.

Ces bons résultats n'empêchent pas M. Bernard Arnault, PDG de LVMH et M. Henry Racamier, chef de file du clan Vuitton, de se retrouver jeudi 22 mars devant la cour d'appel de Paris, à propos d'une demande d'annulation de 12 % du capital du groupe de luxe.

ÉCONOMIE

SERVICES

Pour protéger les voyageurs européens

La CEE s'attaque aux sur-réservations aériennes

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La Commission européenne souhaite protéger l'utilisateur contre les pratiques abusives des compagnies aériennes en matière de vente de places. Dans un projet communiqué, mercredi 21 mars, aux gouvernements membres de la CEE, l'exécutif des Douze demande l'indemnisation des passagers victimes de la sur-réservation.

Partant du constat que, régulièrement, un certain nombre de voyageurs ne se présentent pas à l'embarquement sans prévenir, les transporteurs ont pris l'habitude de vendre plus de sièges que les avions n'en comportent.

A l'instar de ce qui se fait aux Etats-Unis, la Commission souhaite que soient recensées les personnes voulant abandonner leur place de plein gré. Celles-ci devront bénéficier d'un billet sur un autre vol et d'une incitation financière.

Pour les passagers qui se verraient tout de même refuser l'accès au vol, la Commission prévoit les indemnisations suivantes : 25 % du prix de la classe économique pour un retard compris entre trente minutes et quatre heures, et 50 % au-delà de ce délai. L'exécutif communautaire estime, en outre, que les compagnies devront couvrir un certain nombre de frais résultant des contre-temps (consigne des bagages, communications téléphoniques, restaurants, hôtel, etc.).

MARCEL SCOTTO

La deuxième saison du parc d'attractions

Astérix espère retrouver l'équilibre

Ayant pris une gorgée de potion magique, le parc Astérix s'apprête, à partir du 4 avril, à affronter sa deuxième saison, avec l'espoir de parvenir à l'équilibre financier. L'an dernier, ayant reçu 1 340 000 visiteurs au lieu des 1 800 000 espérés, il n'en était pas très loin, avec un déficit d'exploitation de 3 millions de francs seulement pour un chiffre d'affaires de 230 millions (taxes comprises) ; mais il restait quelque 50 millions de francs de frais financiers.

Une augmentation de capital de 150 millions de francs, « bouclée » fin décembre 1989, suivie par les six principaux actionnaires, qui détiennent maintenant plus de 72 % du capital (1), a permis de faire face aux amortissements et d'achever des investissements complémentaires d'un montant d'environ 60 millions de francs.

« Nocturnes » en été

On a par exemple ajouté un restaurant de 800 places et des attractions, amélioré la signalisation et la circulation. La capacité globale du parc devrait atteindre 26 000 personnes, soit 5 000 de plus. Paradoxalement, en 1989 on a dû refuser du monde certains dimanches : 150 000 personnes au total sur la saison.

Pour éviter cette mésaventure, on a aussi modifié la « commercialisation » du parc : les visites organisées pour les collectivités ont été portées sur la semaine, un calendrier complexe d'ouverture avec des « nocturnes » en été a été mis au point.

Enfin, pour diminuer les dépenses d'exploitation, les responsables du parc ont réorganisé le personnel : baisse du nombre des saisonniers (un millier pour 150 permanents), développement du travail à temps complet et de la polyvalence, et recrutement de 180 jeunes sur des « contrats de qualification ».

(1) La Générale des eaux : 16,42 %, Accor : 15,33 %, la banque Barclays : 15,17 %, Dumez : 10,1 %, la GMF : 8,5 %, et l'UAP : 7,16 %.

REPÈRES

BUDGET

Fort déficit américain en février

Le déficit budgétaire américain a connu une brusque aggravation en février, atteignant 36,42 milliards de dollars (207 milliards de francs), un bond de 30,1 % par rapport au même mois de l'année dernière, a annoncé mercredi 21 mars le département du Trésor.

L'impasse pour les cinq premiers mois de l'exercice commencé le 1er octobre 1989 est de 97,52 milliards de dollars (556 milliards de francs), seulement 2,48 milliards au-dessous de la limite autorisée pour l'ensemble de l'année par la loi Gramm-Rudman de réduction du déficit budgétaire. En janvier 1990, le gouvernement fédéral avait dégagé un excédent de 9,42 milliards de dollars. Les analystes américains tablent désormais sur un déficit pour l'année de 160 à 165 milliards de dollars, c'est-à-dire supérieur aux 152 milliards de l'exercice 1989.

COMMERCE INTERNATIONAL

Les Etats-Unis sont redevenus le premier pays exportateur du monde

Les Etats-Unis ont retrouvé l'an dernier leur place de premier exportateur mondial, après avoir été devancés trois années de suite par l'Allemagne fédérale, selon les premières estimations chiffrées du commerce mondial en 1989 des experts du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), publiées jeudi 22 mars.

La valeur du commerce mondial des marchandises a augmenté de 7,5 % en 1989, dépassant pour la première fois la barre des 3 000 milliards de dollars, à 3 090 milliards. En 1988, la valeur du commerce s'était établie à 2 880 milliards, alors qu'elle était inférieure à 2 000 milliards en 1985.

Grâce à une forte augmentation en volume, les exportations américaines ont atteint 11,8 % du total, celles de l'Allemagne Fédérale 11 % et celles du Japon 8,9 %. La France s'est classée au quatrième rang des pays exportateurs, avec une part de 5,7 %, contre 4,9 % pour le Royaume-Uni.

CONFLITS

Forte augmentation en janvier

En raison de la grève de la BNP, d'ampleur nationale, les statistiques des conflits du travail, pour le mois de janvier, ont enregistré une forte hausse. Au total, 350 000 journées de travail ont été perdues au cours du mois pour cause de conflit généralisé, au lieu de 900 en décembre 1989 et 700 en janvier 1989.

En revanche, les conflits localisés, qui ont touché 161 établissements en janvier 1990, se maintiennent à un niveau relativement faible, conforme à la moyenne enregistré depuis ces derniers mois. Il y a eu 45 500 journées de travail perdues au lieu de 33 800 en décembre 1989 et 61 600 en janvier 1989.

SALARIES

215 000 emplois créés en 1989

Au cours de l'année 1989, les effectifs salariés ont augmenté de 1,7 %, d'après les résultats définitifs de l'enquête trimestrielle du ministère du travail, rendus publics le 21 mars. Avec 14 078 millions de salariés, les secteurs marchands non agricoles auraient donc créé 215 000 emplois supplémentaires.

Hormis les industries agricoles et alimentaires et l'énergie, tous les secteurs d'activité augmentent maintenant leurs effectifs employés. Le dernier en date à y être parvenu, celui des industries des biens de consommation, a réussi une hausse de 0,2 % au quatrième trimestre, rompant ainsi une tendance à la baisse vieille de dix ans.



ÉCONOMIE

INDUSTRIE

En dépit des mauvais résultats de la filiale américaine

Renault-Véhicules industriels bénéficiaire en 1989

Les résultats 1989 de Renault Véhicules industriels ont de quoi irriter et réjouir tout à la fois les dirigeants du groupe. Motif de *satisfaction : la filiale poids* lourds de Renault confirme son redressement. Pour la seconde année consécutive, elle affiche un résultat bénéficiaire. Déception *ensuite* : les très mauvaises performances de Mack, le constructeur de poids lourds détenu à 45 % par RVI aux Etats-Unis, ont lourdement affecté les comptes.

Avec un résultat net consolidé du groupe à 930 millions de francs pour 1989, en repli de 7 % par rapport à 1988, Renault Véhicules industriels est bien en deçà du 1,5 milliard de profits qu'annonçaient encore ses dirigeants en novembre dernier. Et pour cause : les pertes du constructeur Mack Trucks ont dépassé le milliard de francs l'an dernier (185 millions de dollars). Mack Trucks a souffert de la mauvaise conjoncture américaine, mais également, a analysé M. Jean-Pierre Capron, patron de RVI, *« de problèmes de coûts et du lancement mal maîtrisé d'une nouvelle gamme de véhicules »*. Le renouvellement complet de l'équipe dirigeante imposé par RVI à l'été dernier, les mesures drastiques de restructuration appliquées au cours du dernier trimestre 1989 n'ont pas suffi à remonter la pente. RVI table cependant sur un retour de Mack à l'équilibre à la fin de cette année.

La branche européenne du groupe a apporté davantage de satisfaction. En dépit des mauvais résultas de la filiale britannique, malade, RVI a réalisé en Europe des profits record, à 1,77 milliard de francs (avant impôt et intéressement), en hausse de 51 % en 1989 par rapport à 1988. L'endettement net total de RVI reste toutefois élevé : un peu plus de 4,4 milliards de francs l'an passé.

Avec un chiffre d'affaires de 34,3 milliards de francs, en hausse de 1,28 % par rapport à 1988, RVI offre un visage globalement présentable à Volvo Trucks, son partenaire depuis le mois dernier. Commentant cet accord M. Jean-Pierre Capron a précisé que les *« domaines vitaux »* pour les deux constructeurs à savoir les *« marques, les réseaux commerciaux et les gammes de produits »*, ne seraient pas partagés. En revanche, les sites de production pourraient être spécialisés, et les deux partenaires prévoient des plans communs en matière de recherche et de développement de nouveaux composants et organes.

C. M.

La stratégie du groupe pétrolier britannique

BP va vendre ses activités d'exploration-production en France

BP France a annoncé, mercredi 21 mars, qu'elle avait engagé des consultations dans le but de céder l'ensemble de ses activités d'exploration-production en France. Le groupe britannique, a expliqué M. Jean-Pierre Bloch, président de BP France, a décidé de concentrer ses investissements d'exploration-production dans les régions du monde où les chances de découverte sont importantes, ce qui n'est pas le cas en France. En outre, a-t-il ajouté, *« compte tenu des pertes enregistrées depuis dix ans par la filiale française de BP et de l'importance des investissements nécessaires dans le raffinage, le réseau de distribution et la chimie, notre cash-flow doit aller en priorité à ces activités »*.

BP est le cinquième producteur de pétrole brut sur le territoire français, avec une production de 4 400 barils/jour, soit 220 000 tonnes par an. Il possède des actifs au centre du Bassin parisien et en Aquitaine. *« Cette activité* [l'exploration-production] *s'est bien développée depuis 1981, mais elle a toutes les chances d'avoir une valeur plus grande pour d'autres que pour BP »*, a expliqué M. Bloch.

Précisant que la réorganisation récemment annoncée au niveau du groupe (*le Monde* du 21 mars) n'aurait pas de conséquences sur les effectifs de la filiale française, celle-ci ayant déja procédé depuis 1988 à un allégement important, M. Bloch a annoncé que, pour la première fois depuis neuf ans, BP France serait en mesure de distribuer un dividende à ses actionnaires.

En dépit des mauvaises performances persistantes de l'activité pétrolière, la société a en effet considérablement amélioré ses résultats consolidés l'an dernier, puisque la capacité d'autofinancement a été multipliée par deux et demi à 2,12 milliards de francs et que le résultat net (part du groupe) a été multiplié par quatre, passant de 324 millions à 1,215 milliard de francs.

Ce résultat *« exceptionnel »*, a souligné M. Bloch, s'explique par les gains sur les stocks dus à la revalorisation des prix du brut (pour 526 millions de francs) et par la fusion au sein de BP France de ses principales filiales, dont BP Chimie, fortement bénéficiaire.

Enfin, la direction de BP a annoncé qu'elle allait prendre tous les moyens de regagner sa part du marché de l'essence, tombée depuis quatre ans de 6 % à moins de 5 % en raison de la concurrence des grandes surfaces, et que le groupe alignerait désormais ses prix, dans toutes les zones où cela est nécessaire, avec ceux pratiqués par les supermarchés.

Une filiale d'United Brands s'implante aux Antilles françaises

Une filiale de la société multinationale américaine United Brands vient de s'implanter aux Antilles françaises, en rachetant des exploitations bananières en Martinique et en Guadeloupe et en proposant d'assurer le transport de la production bananière de ces îles vers la France et l'Europe, a-t-on appris le 21 mars à Pointe-à-Pitre. Chiquita Brands, la filiale de United Brands, a porté à 100 % sa participation de 47 % dans la Compagnie des bananes (9 % de la production guadeloupéenne) et a racheté une importante exploitation bananière à la Martinique. Le PDG de la Compagnie générale maritime (CGM), M. Claude Abraham, a affirmé mercredi à Pointe-à-Pitre que *« cette implantation est une menace »*. *« Elle est plus grande pour les producteurs que pour ma compagnie »*, a-t-il ajouté, en soulignant que *« la politique des multinationales américaines consiste à contrôler la totalité de la chaîne, de la production à la commercialisation, en prenant leurs marges à tous les stades »*.

Après une progression de 65 % de ses bénéfices

Le groupe ABB veut se développer à l'Est

STOCKHOLM

de notre correspondante

C'est Bruxelles que M. Percy Barnevik, le PDG de ABB, avait cette fois choisi pour présenter les résultats du groupe pour 1989, afin de bien faire comprendre à ceux qui en doutaient encore que ABB est européenne et pas seulement suédo-suisse. Et, en plus, représente un groupe qui se développe en beauté : 922 millions de dollars de bénéfice, soit une augmentation de 65 % par rapport à 1988 ; 20,560 milliards de chiffre d'affaires (+ 15 %) ; 21,460 illiards de commandes (+ 20 %). *« Ces résultats s'amélioreront encore cette année »*, dit M. Barnevik confiant.

Les remous provoqués en 1988 par la fusion Aséa-Brown Boveri se sont aujourd'hui apaisés, la restructuration et les rationalisations sont à peu près terminées, et les positions de ABB en Europe occidentale sont solides. L'absorption en 1989 des américaines Westinghouse T&D et de Combustion Engineering lui permettra par ailleurs cette année de doubler son chiffre d'affaires en Amérique du Nord, de 3 à plus de 6 milliards de dollars. Pas de grandes acquisitions en vue, que ce soit en Europe occidentale, où *« la poussière est retombée »* ou en Amérique *« où ABB n'a plus rien à acheter »*.

Il s'agit maintenant de s'établir en Europe de l'Est. *« Ceux qui ne le font pas tout de suite seront éliminés du jeu »*, estime M. Barnevik. De ce côté-là, ABB dispose d'atouts particuliers, qui devraient effectivement lui faciliter la tâche, étant donné que 40 % des activités du groupe sont liés directement ou indirectement à la protection de l'environnement, et à la recherche et au développement dans ce domaine, qu'il s'agisse par exemple de la nouvelle technique de combustion de la lignite, ou d'autres procédés industriels touchant les techniques énergétiques et les moyens de transport.

Les possibilités sont grandes pour ABB, qui a déjà commencé à s'implanter dans ces pays aux installations vétustes et polluantes. Pour ce qui est de la production d'énergie, d'ailleurs, M. Barnevik pense que le nucléaire va faire un come-back dans le monde car c'est une *« bonne alternative »*.

Pologne, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie : plusieurs joint-ventures sont en préparation ou déjà sur le point de démarrer comme en Pologne, mais la direction de ABB n'en attend pas de profit avant au moins cinq ans.

FRANÇOISE NIÉTO

En rachetant une usine aux Etats-Unis

Oberthur devient le numéro deux de l'impression fiduciaire outre-Atlantique

L'imprimeur français François-Charles Oberthur, spécialisé dans l'impression fiduciaire (billets de banque, chéquiers, etc.), vient de réaliser une belle opération aux Etats-Unis. En rachetant à Ramapo, dans l'État de New-York, une usine spécialisée dans l'impression de billets, le groupe français prend pied sur le continent nord-américain. Et se propulse du même coup au deuxième rang de l'impression « haute sécurité » outre-Atlantique, *via* sa filiale Banknote Corporation of America, créée pour l'occasion.

Selon des sources bien informées, ce sont les autorités américaines qui ont approché Oberthur, craignant de dépendre d'un seul fournisseur à la suite de la fusion en cours entre American Banknote Company et *US* Banknote. Oberthur a racheté l'usine de Ramapo à American Banknote Company, cette cession étant l'une des conditions imposées par la commission antitrust pour donner son feu vert à la fusion.

Outre l'usine, Oberthur a racheté pour 6 millions de dollars (35 millions de francs) un contrat de sous-traitance qui lui permet de commencer à travailler immédiatement aux Etats-Unis.

L'objectif du groupe français, qui a enregistré l'an dernier un chiffre d'affaires de 400 millions de francs (dont 240 millions dans l'impression fiduciaire et le reste dans les billets de Loto et les cartes de paiement électronique), est de réaliser un chiffre d'affaires de 100 millions de francs aux Etats-Unis d'ici deux ou trois ans.

□ **Accord de pêche entre le Maroc et la CEE.** – A la suite de la réunion à Rabat les 19 et 20 mars de la commission mixte entre les représentants de la CEE et ceux du gouvernement marocain, un accord a été trouvé dans le conflit sur la pêche.

Ce protocole définit notamment les garanties juridiques pour les pêcheurs espagnols qui fréquentent les eaux du royaume chérifien. Le conflit avait provoqué il y a deux semaines le blocage par les pêcheurs de plusieurs grands ports du sud de l'Espagne.

Pour le 125e anniversaire de l'UIT à Genève

Le ministère de l'industrie financera la démonstration de TVHD européenne

M. Roger Fauroux n'a pas apprécié que le matériel français – et européen – de télévision haute définition soit absent lors du 125e anniversaire de l'UIT (Union internationale des télécommunications), qui sera célébré à Genève le 13 mai pour une histoire de gros sous (*le Monde* du 21 mars -Insolite). Son ministère a ainsi fait savoir qu'il participerait au financement d'une opération de démonstration.

La présence des industriels européens lors de cette manifestation apparaît *« indispensable »* aux yeux du ministre pour *« démontrer à la communauté internationale des télécommunications la qualité du travail effectué par le projet Eurêka 95 depuis quatre ans, et la pertinence des options retenues »*.

L'UIT avait annoncé sa décision de renoncer à présenter une démonstration de matériel européen de TVHD en *« raison des conditions financières inabordables »*. La firme japonaise Sony, qui avait proposé de prendre gratuitement la place des européens avec le système nippon MUSE avait alors été retenu par l'UIT.

L'UIT se dit, elle, prête à montrer les deux matériels.

Où 275 entreprises sont-elles chaque jour au service de votre entreprise ?

Où l'informatique délivre-t-elle de vraies solutions ?

A Infomart, découvrez, testez, comparez avec les constructeurs et distributeurs, les matériels de pointe et logiciels, les grandes marques qui comptent sur le marché.

Où la bureautique devient-elle un outil stratégique ?

Définir la solution bureautique adéquate, donner à votre entreprise de nouveaux moyens d'optimiser ses performances, à Infomart, des spécialistes incontestés se penchent sur votre projet.

Où les télécommunications apportent-elles des réponses précises aux entreprises ?

Analyser chacune des données en se situant d'emblée au coeur du problème posé, à Infomart, les nombreuses nouveautés, les multiples possibilités de transmission d'informations sont à votre portée et les meilleurs spécialistes à vos côtés pour vous conseiller.

Où l'organisation de bureau invente-t-elle de nouveaux espaces de travail ?

A Infomart, des professionnels vous aident à créer l'espace de travail en parfaite adéquation avec votre profession, le cadre de vie qui optimise l'efficacité et le bien-être dans votre entreprise.

Où l'entreprise découvre-t-elle les techniques modernes de communication ?

Les résidents d'Infomart vous apportent les meilleures solutions pour vos réalisations vidéo, son, infographique... Disponibles en permanence, ils vous aident à choisir les moyens optimaux pour appliquer votre stratégie de communication.

Allez vite à Infomart. C'est au CNIT

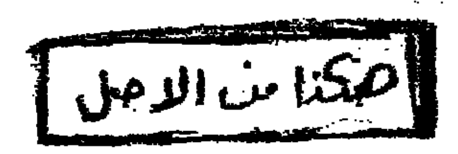
Infomart, c'est un nouveau concept de collaboration inter-entreprises. 275 Sociétés sont là pour vous aider à décider, comparer, tester, découvrir les nouveautés technologiques en informatique, bureautique, télécommunications, organisation de bureau, communication d'entreprise. Une concentration exceptionnelle de matière grise sur 4 étages de show-rooms organisés pour vous accueillir. De plus, pour vous guider, Infomart met à votre disposition un service d'orientation organisé à partir d'une banque de données chaque jour réactualisée et regroupant plus de 5000 produits et services.

Pour mieux préparer votre visite.

NUMERO VERT 05.20.22.24



C'EST AU CNIT, C'EST GRATUIT, C'EST TOUTE L'ANNEE.



Le Monde

AFFAIRES

Histoire et entreprises

Dans la boîte à outils managériale promue dans les années 80 on trouvait en bonne place le concept, flou mais brillant, de culture d'entreprise. Nombreux furent les consultants qui glosèrent sur cette idée. Selon les règles de l'art en vigueur la culture d'entreprise se définissait par six composantes : la saga de ses fondateurs, l'histoire de l'entreprise, son métier, ses valeurs, ses signes et ses symboles (rites, mythes, logos). On le voit, l'histoire n'apparaissait que comme l'un des éléments de l'ensemble. Pratiquement à égalité avec des matériaux moins nobles constituant une mythologie discutable et malléable à souhait. Nombreux furent les dirigeants qui, lors de la mise au point de leur sacro-saint « projet d'entreprise », cédèrent à la tentation de manipuler les faits historiques dans le sens de leur stratégie.

L'arrivée, encore discrète, des historiens dans ce monde d'historiographie et d'hagiographie constitue un apport fondamental. A l'opposé du concept trop peu scientifique de « culture », ils réfléchissent en termes d'identité de l'entreprise et cherchent à faire apparaître dans leurs travaux une problématique souvent éloignée de l'image apaisée et linéaire proposée par les plaquettes publicitaires célébrant les anniversaires des sociétés.

En toute logique les chefs d'entreprise devraient donc se méfier de ses destructeurs de mythes. Pourtant la démarche historique fait une percée incontestable. Les dirigeants sont conscients de l'utilité d'études sérieuses pour la connaissance des « chromosomes » de leur groupe et pour la formulation de leur stratégie. Même les entreprises récentes (dont celles du secteur informatique) se penchent sur leurs racines afin de comprendre, et de maîtriser, leur modèle de croissance, leurs forces et leurs faiblesses. Bien menée, une étude d'historien remplace donc avantageusement la multiplication d'autres approches qui varient au gré des modes. Reste à savoir si la grande majorité des patrons d'aujourd'hui, sortant de plus de dix ans de culte médiatique de la personnalité, sont prêts à assumer les risques de l'Histoire.

D. Py.

« L'historien d'entreprise doit se refuser à toute démarche déterministe »

plaide M. Maurice Hamon, le directeur des archives de Saint-Gobain

ANCIEN élève de l'Ecole nationale des Chartes, archiviste-paléographe, M. Maurice Hamon est le pape français de l'histoire appliquée dans l'entreprise. Depuis 1974, il dirige le service des archives de Saint-Gobain. Convaincu depuis longtemps de ce que l'histoire peut apporter à l'entreprise dans la définition de sa stratégie comme dans ses relations humaines ou dans sa politique de communication, il reconnaît certaines dérives, publicitaires notamment. Elles ne doivent pas conduire à un rejet de l'histoire mais à la définition d'une éthique professionnelle dont il donne ici quelques éléments.

« Il y a cinq ans, vous aviez organisé un premier colloque sur l'histoire et l'entreprise (1). ***Où en sont aujourd'hui les relations entre l'une et l'autre ?***

– Les choses ont beaucoup changé. Il y a cinq ans, historiens et archivistes, nous avions plaidé en faveur de la nécessité de l'histoire dans l'entreprise. Il n'y avait alors que très peu de sociétés qui s'intéressaient à leur histoire. Surgissaient, en France, quelques premières expériences, isolées. La fin des « trente glorieuses » avait cependant créé un certain malaise parmi les dirigeants d'entreprise. Ils s'étaient un temps appuyés sur les travaux des sociologues, puis sur ceux des théoriciens du management scientifique. Sur les ruines d'une modernité mise à mal, l'histoire émergeait dans ce paysage. Appliquée à l'entreprise, elle apparaissait comme un outil d'analyse fin et complexe permettant de prendre en compte les aspects rationnels et irrationnels de la vie de l'entreprise.

» De nombreuses initiatives ont depuis cette période fleuri. Aujourd'hui, les entreprises s'intéressent à leur histoire. La grande révolution, c'est surtout que, il y a cinq ou six ans, la finalité et le champ de l'histoire d'entreprise étaient définis par les savants, les historiens. Aujourd'hui, les entreprises sont souvent partie prenante. Nous sommes davantage préoccupés désormais par la contingence de l'histoire appliquée à l'entreprise.

– Qu'est-ce que l'histoire peut apporter à l'entreprise ?

– L'histoire appliquée telle que nous la pratiquons n'est pas un simple démarquage de l'histoire savante, celle de la discipline universitaire. Nous devons, certes, avoir la même méthodologie, la même compétence et la même rigueur. Mais nous ne nous situons pas d'un point de vue académique. Nous étudions les phénomènes concrets comme par exemple la tradition d'innovation, le type de relations sociales, les strates historiques et culturelles de l'entreprise dans leur relation avec le présent. Nous cherchons à identifier ce qui reste de pertinent dans le passé et ce qui ne l'est plus.

– Vous avez une vision très instrumentale de l'histoire d'entreprise ?

– L'histoire appliquée a une « mission » dans l'entreprise. On peut certes créer un discours manipulateur. C'est un danger permanent. Cela renvoie d'ailleurs à un problème plus général. Toute histoire est fille de son temps. Tous les pouvoirs politiques, tous les médias propagandistes ont essayé de manipuler l'histoire. Les manuels de la IIIe République étaient de l'histoire appliquée destinée *à développer* un *sentiment* républicain. Autre exemple, les pays neufs accédant à l'indépendance recréent souvent une histoire non innocente. Il en va de l'histoire d'entreprise comme de la « grande » histoire.

– Les dirigeants d'entreprise n'ont-ils pas en permanence cette tentation d'une histoire à leur entière dévotion ?

– C'est une tentation naturelle, forte et, je dois le reconnaître, assez fréquente. Certains dirigeants recherchent encore des historiographes et ont une conception «mérovingienne » de l'histoire, l'histoire-récit, celle qui raconte les choses qui se sont passées. L'histoire appliquée doit en fait reconstituer et interpréter les faits pour les organiser en questions.

– L'entreprise va-t-elle payer quelqu'un à étudier son histoire si cela risque de lui porter tort?

– Il est vrai que la liberté d'action de l'historien peut conduire à des nuisances pour l'entreprise. Dans le cas idéal, il ne devrait jamais y avoir ni censure ni pression sur le travail de l'historien. Si l'historien appliqué, comme tout historien qui se respecte, doit se soumettre à son sujet, il doit accepter le sujet d'étude, mais pas son contenu. Il peut partir sur certaines pistes et être corrigé par l'entreprise et inversement. Il doit avoir droit à l'impertinence, de manière à mieux aider aux décisions, mais il doit se refuser à toute démarche déterministe.

» Le chef d'entreprise a toujours la latitude de faire sa propre lecture d'une histoire, mais après avoir laissé à l'historien la liberté de son travail. Pour les premières études historiques que nous avons réalisées sur Pont-à-Mousson, certains étaient persuadés que les dirigeants de l'époque nous avaient demandé, à Alain Baudant et moi même, de démontrer, à travers la période 1918-1939, que le capitalisme familial avait été nuisible à l'entreprise qui n'avait finalement du son salut qu'à l'arrivée des technocrates. Alain Baudant a montré (2) des faiblesses à Pont-à-Mousson, que la politique de communication des années 60 avait d'ailleurs bien masquées, mais il n'a pas dit que la nature du capitalisme familial était en cause, seulement son mode d'exercice. Nous n'avons pas à personnaliser le débat, mais à identifier des mécanismes.

– La liberté est-elle plus grande en dehors qu'à l'intérieur de l'entreprise?

– Non. Certains chercheurs universitaires ont connu de grandes difficultés d'investigation. Je crois personnellement que les équipes intégrées, comme chez Saint-Gobain, qui servent de relais sont aussi indépendantes que les cabinets extérieurs tels qu'ils existent désormais. Ceux-ci travaillent souvent au coup par coup et à la demande. Ils sont à la merci de leurs clients. Il n'en reste pas moins que certains ont réalisé des travaux très intéressants.

» Le cabinet Public Histoire a ainsi réalisé pour le promoteur immobilier Auguste Thouard des ouvrages sur l'histoire des quartiers de Paris tout à fait passionnants, avec des révélations intéressantes. On y apprend par exemple que le nouvel immeuble du ministère des finances, quai de Bercy, suit le tracé du mur des fermiers généraux ! Par ce type d'initiative, l'entreprise démontre qu'elle s'intéresse à une réflexion sur son métier, fait un acte culturel et adopte une façon intelligente de communiquer.

– N'y-a-t-il pas parfois des excès dans l'utilisation de l'histoire ?

– Il y a certes des utilisations parfois superficielles de l'histoire, celle qui vise par exemple à assimiler ancienneté et excellence. « Brasseurs de père en fils ». « Fondé en... », tout cela ne veut rien dire. Il a pu y avoir des changements dans les systèmes de gestion, dans la propriété... Une telle dérive publicitaire est difficile à éviter. Elle ne doit pas conduire à condamner l'histoire appliquée à l'entreprise en général. Elle est souvent le fait d'entreprises qui ignorent au contraire l'histoire appliquée.

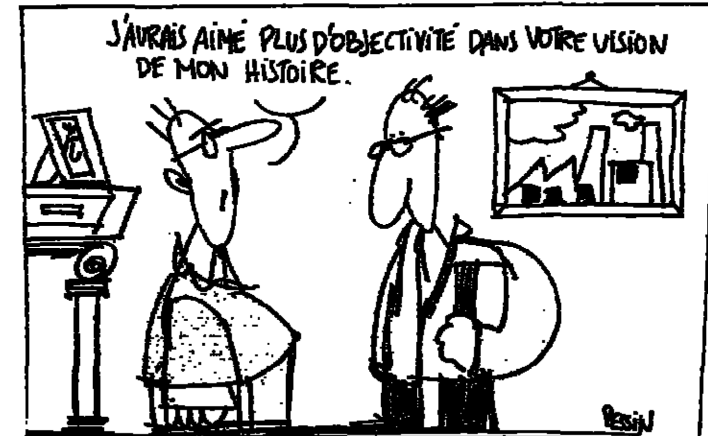
– L'histoire est-elle réservée aux grandes entreprises ?

– Non. Les grands groupes jouent certes en ce domaine un rôle de locomotives. Ils en ont la curiosité et les moyens. Mais l'histoire peut aussi être un outil pour les PME-PMI, à condition de trouver les partenaires adéquats. »

Propos recueillis par
ERIK IZRAELEWICZ

(1) Les actes de ce colloque avaient été publiés dans un ouvrage : *Mémoire d'avenir. L'histoire dans l'entreprise*. Maurice Hamon, Felix Torres, Economica, octobre 1987, 261 pages, 125 F.

(2) Dans son ouvrage *Pont-à-Mousson (1918-1939), stratégies industrielles d'une dynastie lorraine*, Publications de la Sorbonne, 1980. 307 pages.



L'avenir des groupes américains se prépare aussi dans leurs archives

Comment les chercheurs auscultent la mémoire des multinationales

NEW YORK

de notre correspondant

UN cliché suffisamment contrasté de George Merck, le fondateur de la dynastie, une vue du siège social de l'entreprise, en 1896, et sur lequel flottait – déjà – la bannière familiale, ce sont là quelques-uns des documents que les trente-quatre mille employés de Merck, Sharp, Dohme, répartis dans le monde entier, vont trouver dans le volumineux ouvrage sur l'histoire de leur groupe qui leur sera remis l'année prochaine. En 1991, le numéro un mondial de la pharmacie célébrera les cent ans de son existence et, à cette occasion, il a décidé de faire appel à un spécialiste pour mener ce travail.

Installé au troisième étage de l'immeuble Merck de Rahway, dans le New-Jersey, Jeffrey Sturchio ausculte méthodiquement la mémoire de la maison. *« Ma première tâche consiste effectivement à réaliser ce livre pour le centenaire de l'entreprise. C'est pour cela que j'ai été engagé l'année dernière, pour procéder à ce voyage à l'intérieur de la firme, le premier de cette ampleur que la firme aura réalisé. Mais ma mission est plus vaste. Il s'agit de trouver les racines d'un groupe multinational, de coordonner les tentatives qui ont pu être menées ici ou là. Tout cela pour essayer de comprendre comment, en respectant la tradition, ce groupe a pu rester lui-même et continuer à progresser*, explique-t-il. *En fait, il s'agit de préparer l'avenir, tout en préservant le passé* . »

Cet historien de métier qui a fait ses premières armes dans l'industrie chimique puis chez ATT, le géant des télécommunications, avant de venir consulter les archives d'un grand groupe pharmaceutique, n'a pas du *tout l'impression* de participer à une campagne publicitaire. En se plongeant dans les origines de la famille Merck et de la petite officine ouverte en 1668 à Darmstadt, en Allemagne, ce sont trois siècles d'histoire de l'une des principales industries mondiales – la chimie – qui défilent devant ses yeux. Il fait œuvre de chercheur, pas de spécialiste du marketing, et son intégrité d'historien n'a pas de raison d'entrer en conflit avec les intérêts supposés de son entreprise, laquelle, au demeurant, lui a laissé carte blanche.

Les deux années précédentes passées chez ATT, au sein de l'important département d'archives de Warren, dans le New-Jersey, lui ont aussi permis d'appliquer les enseignements tirés de l'université de Princeton, puis du centre Beckman d'histoire de la chimie, une unité de l'université de Pennsylvanie, où il s'est spécialisé dans les entreprises à molécules. Outre le docteur Sturchio, puisque c'est son titre, ils sont plus d'une centaine d'historiens-archivistes travaillant en entreprise et regroupés au sein de la Business Archivists Association, un groupe dépendant, à l'échelon national, de la Society of American Archivists, l'organe de la profession représenté dans les principales firmes américaines.

Des équipes et de l'argent

Les premières initiatives dans ce domaine remontent au début des années 50, rappelle Ed Rider, historien chez Procter and Gamble et l'animateur de ce groupe d'historiens d'entreprise. Firestone, le fabricant de pneumatiques, Ford, le géant de l'automobile, ont été parmi les premiers à faire appel à ces chercheurs. Puis il a fallu attendre une vingtaine d'années avant qu'en 1970-1980, d'autres grandes firmes se décident à rechercher leurs racines. Certaines à l'occasion d'un anniversaire marquant pour l'histoire de l'entreprise, comme c'est le cas pour Merck, d'autres en cherchant à retrouver les traces d'un produit, tel Nabisco qui a longtemps planché sur l'histoire de ses biscuits, d'autres, enfin, décidés à marquer la postérité en bâtissant un musée, ce qui fut le cas du chimiste Du Pont.

Toutes ces sociétés ont pour dénominateur commun une taille importante qui permet de consacrer des équipes – et de l'argent – à ce type de recherches et une longue histoire sans laquelle les travaux auraient vite pris fin. *« Pour les sociétés de création récente, on voit souvent la création de brochures sur l'histoire de la firme, mais ce n'est pas un véritable travail d'archiviste et de professionnel »*, souligne Ed Rider. *« D'ailleurs, la plupart du temps, c'est le service de relations publiques qui se charge de ces études. »* Certaines entreprises préfèrent les confier à l'extérieur. A un journaliste dans le cas de Gillette, qui a demandé à un homme de plume de raconter l'histoire du rasoir mécanique. A un membre de la Business History Conference, l'autre association, composée de *professeurs qui ne travaillent pas* en entreprise mais qui jouent le rôle d'historiens-conseil à la demande.

A une université, enfin, notamment celle de Duke, en Caroline du Nord, spécialisée dans les études sur la publicité et qui s'est vu offrir les archives de J. Walter Thomson, l'un des grands noms de Madison Avenue, *l'artère new-yorkaise où se* sont installées les firmes du secteur.

Tous ces historiens sont convaincus que de plus en plus d'entreprises vont faire appel à leurs services. Parce que souvent accusées de privilégier le court terme, elles cherchent à mettre leur passé en mémoire. Sans doute *aussi parce que*, après plusieurs années de rachats, de fusions, de démembrements et de course effrénée à la taille critique, les années 90 devraient permettre aux entreprises américaines de souffler un peu. De gérer leur croissance. De compter leurs morts. En confiant à d'autres le soin d'établir ce bilan compliqué.

SERGE MARTI

ClioMedia et les atouts du passé

Votre histoire constitue plus que jamais *« un capital formidable »* : en quelques mots, la plaquette de présentation destinée aux entreprises définit l'objectif de ClioMedia, un cabinet d'historiens créé en mars 1988. Il s'agit de permettre aux entreprises d'*« exploiter de façon optimale »* le capital que représente leur histoire. Son directeur, Pierre Dottelonde, âgé de trente-deux ans, explique sa démarche avec un enthousiasme facilement communicatif. Historien, c'est aussi un homme de communication. Son doctorat d'histoire en poche, il a d'abord été assistant à l'Institut universitaire d'études européennes avant de devenir historien conseil au groupe Havas.

Pierre Dottelonde s'est lancé seul dans l'aventure. Mais, deux ans après, il est entouré d'une équipe de trois collaborateurs permanents, historiens comme lui, à laquelle s'ajoute une dizaine d'occasionnels. Très vite, les commandes sont arrivées : un coffret sur le bicentenaire de la *Révolution en Picardie pour le* conseil régional, une recherche sur le plan construction et architecture pour le ministère de l'équipement, une histoire de Télédiffusion de France... Car ClioMedia ne s'adresse pas qu'aux entreprises, même si elles constituent l'essentiel de sa clientèle. Avec un succès qui ne s'est pas fait attendre : son chiffre d'affaires doit atteindre 1,5 million de francs sur l'exercice septembre 1989-août 1990 après un démarrage plus modeste (650 000 francs sur la période mars 1988-août 1989).

Pour aider les entreprises à valoriser leur histoire, ClioMedia propose un large panel de produits : le livre d'or, la bande dessinée, l'exposition, l'audiovisuel, voire le spectacle... De telles formules ne risquent-elles pas de transformer l'histoire d'une entreprise en conte de fées où tout le monde il est beau tout le monde il est gentil ? Pierre Dottelonde s'en défend : *« L'histoire hagiographique ne passe vraiment pas. Mettre davantage l'accent sur les aspects positifs ne signifie pas qu'on occulte les aspects négatifs. On ne passe pas sous silence les événements dérangeants. Nous nous comportons en historiens, soucieux de ne pas voir contester l'honnêteté et le caractère scientifique de notre travail, et, en dernier ressort, c'est le commanditaire qui décide ce qu'il publie. »*

L'hagiographie ne passe pas

ClioMedia décroche ses clients principalement par les contacts et le bouche à oreille mais elle mène aussi sa prospection en recherchant les dates de naissance des entreprises, un anniversaire constituant souvent *« un événement déclencheur »*. *« Au départ*, raconte Pierre Dottelonde, *l'entreprise qui a le désir de retrouver sa propre histoire cherche des réponses à une série d'interrogations : qui sommes-nous, qu'avons-nous fait, comment avons-nous évolué ? »*

La démarche du cabinet consiste à saisir à la fois l'évolution de l'entreprise ou de la collectivité – avec ses phases d'expansion, de régression ou de diversification – et celle de ses rapports sociaux. La vie interne du « sujet » est passée au crible : rapports de conseils d'administration, documents sociaux, circulaires au personnel. Mais ajoute Pierre Dottelonde, *« une part très importante est faite à la mémoire orale »*. Pour fouiller l'histoire, il faut en *retrouver les témoins, ancien* PDG comme ancien syndicaliste, anciens salariés et anciens actionnaires. Une tâche parfois difficile.

Pour 1990, ClioMedia a réalisé notamment un ouvrage sur l'histoire de SAE, le premier groupe français du bâtiment, et prépare une exposition sur le centenaire de Faure. *Une démarche plus* délicate qu'elle n'en a l'air puisque Faure après avoir été rachetée par Arthur Martin est aujourd'hui dans le giron du groupe Electrolux et n'est plus qu'une marque... Mais pour l'avenir proche, Pierre Dottelonde veut aussi diversifier ses activités en développant le conseil aux entreprises. Son idée est d'enrichir la perception de la mission d'audit. *« L'utilité des historiens est insuffisamment perçue par les entreprises*, assure Pierre Dottelonde, *alors que pour expliquer le présent il faut remonter loin dans le passé. »* ClioMedia est prête à proposer les services d'audits *« historiques et culturels »*. Quitte à entrer en conflit *avec ceux qui ne sont ni vraiment* culturels ni tout à fait historiques...

MICHEL NOBLECOURT

► ClioMedia, Histoire et communication, 24, rue Bonaparte, 75006 Paris. Tél : (1) 46-33-38-02.

Les éditions J.-C. Lattès, *le Monde* et le groupe HEC organisent le mercredi 28 mars 1990 un colloque « Histoire et Stratégie », sur le campus de Jouy-en-Josas. Renseignements au 39-56-72-73.

De Dietrich, l'indéboulonnable dynastie

Le numéro deux mondial des cuves en acier revêtu gère ses trois siècles d'histoire avec méthode. Et sans faire de vague, comme il sied en basse Alsace...

DERRIÈRE le fabricant d'appareils de cuisson De Dietrich, constructeur de rames pour TGV, installateur de chaudières et numéro deux mondial des cuves en acier revêtu pour l'industrie chimique, se cache la plus vieille dynastie industrielle de France et la plus indéboulonnable. De Jean, le fondateur, qui, en 1684, rachète la forge de Jaegerthal, située non loin du village de Niederbronn, au pied des Vosges du Nord, à Gilbert, l'actuel président du groupe, neuf générations De Dietrich se sont succédé aux commandes. Un record ! Ces anti-Buddenbrook forment en effet un cas unique dans l'histoire de l'industrie française.

Une belle exception au théorème énoncé par le romancier Thomas Mann. En trois cents ans, aucun héritier débile ou dévoyé n'a conduit l'entreprise familiale dans le fossé. Mieux, le contrôle familial sur l'entreprise, menacé à plusieurs reprises, a été à chaque fois restauré. Les établissements industriels De Dietrich ont survécu à une mise sous séquestre pendant la Terreur, à l'annexion de l'Alsace après la défaite de Sedan en 1870, à l'administration directe par les nazis entre 1940 et 1944. Et malgré la grande dispersion du capital (les 200 membres de la famille et leurs alliés se partagent 30 % des actions du groupe), les rumeurs récurrentes d'OPA (le 13 octobre 1988, l'alerte a été sérieuse, 40 000 titres ont changé de mains au cours d'une seule séance boursière), les De Dietrich, plutôt coriaces, tiennent encore les rênes en 1990.

« Je ne vais pas répéter que je suis là depuis trois cents ans pour arracher une commande », ironise Gilbert De Dietrich lorsqu'on l'interroge sur la place marginale accordée à l'histoire dans la vie du groupe. Le PDG affirme tout de go qu'il a mieux à faire, occupé à impulser une nouvelle dynamique à un ensemble de 4 000 salariés, dont le chiffre d'affaires frise les 3 milliards de francs, mais dont certaines activités (électroménager et équipement thermique principalement) souffrent de leur petite taille à l'échelle européenne. Les publicitaires eux ont exploité le filon. Les cuisinières et autres fours encastrables se vendent à l'odeur de l'ancienneté, au fumet de la tradition. *« Depuis trois cents ans nous améliorons le progrès »*, dit le slogan. Un discret cor de chasse frappé sur la moindre table de cuisson rappelle les origines seigneuriales du groupe De Dietrich, qui réalise encore 1 % de son activité avec l'exploitation de la propriété forestière familiale (pas moins de 2 500 hectares).

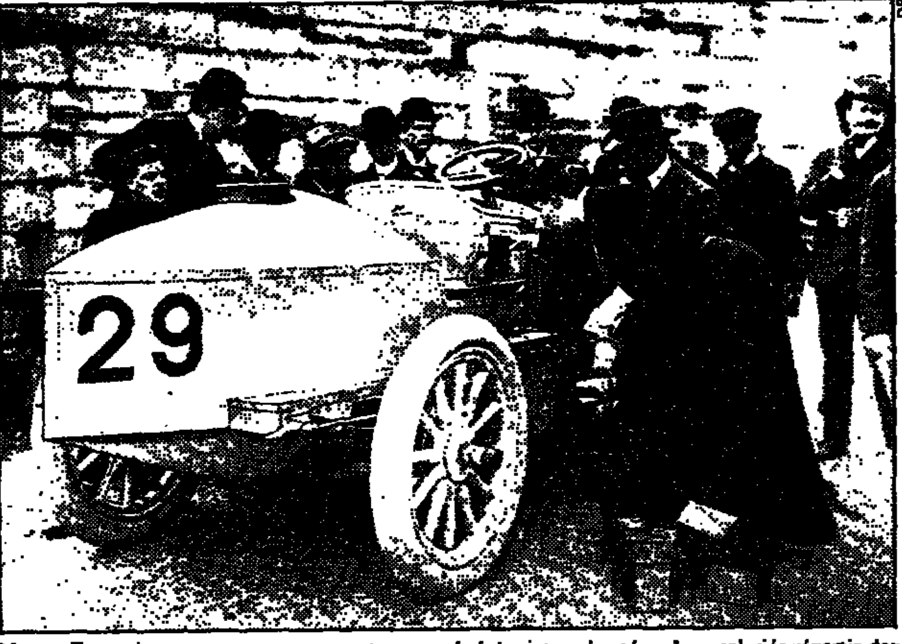
Il n'empêche. Seule la demande insistante des universitaires a amené le groupe à entreprendre un travail sur ses racines. Un professeur d'histoire à l'université de Strasbourg – adoubé pour un très sérieux ouvrage sur l'industrialisation de l'Alsace – et une généalogiste réputée s'y consacrent.. à mi-temps. Depuis trois cents ans, la chasse aux frais généraux superflus est un trait culturel dominant chez les De Dietrich.

La famille en fiches

L'exploitation méthodique des archives doit surtout à l'initiative d'un membre de la famille, qui agit depuis Paris, un peu en franc-tireur. Edouard Schloesing, député radical de la Quatrième, ancien chef de cabinet de Félix Gaillard, occupe en effet sa retraite politique à la mise en fiches systématique de la saga de la famille. *« Nous n'avons rien de honteux à cacher »*, explique-t-il.

Résultat : dans un appartement bourgeois de la rue de Rivoli, entre bibelots, tentures et gravures des ancêtres, un Macintosh se repait sans discontinuer des factures, discours, contrats, actes notariés rédigés en trois cents ans de gestion quotidienne. Sans oublier les notices bibliographiques : Rouget de Lisle, Saint-Just, Fouquier-Tinville, Ettore Bugatti, les premiers aviateurs, les députés du Reichstag, les membres du gouvernement Ben Bella, ont, chacun son tour, croisé la trajectoire d'un représentant de la dynastie alsacienne. Les familles alliées, les Schlumberger, les Mellon, les De Turckeim – en un mot toute la HSP (haute société protestante) strasbourgeoise et mulhousienne – ont également droit de cité sur disquettes.

« Une firme se penche sur son histoire pour deux raisons. Pour se forger des repères, des bornes, après une transformation rapide (internationalisation, forte croissance, diversification, changement de métier) qui dilue son identité. Ou pour affirmer une légitimité dans un environnement qui lui est hostile », constate Philippe Mioche, un jeune historien d'entreprise. Ainsi, chez Saint-Gobain, l'héritage de la Manufacture des glaces fondée en 1665 sert de fil rouge, de point commun aux 85 000 salariés répartis dans la vingtaine de pays où est implanté le groupe. De Dietrich, de trente ans sa cadette, ne ressent pas le même besoin.



Camille du Gast au départ de la course Paris-Madrid sur sa De Dietrich n° 29, le 24 mai 1903

Reichshoffen, Zinswiller, Niederbronn et Mertzwiller : depuis le dix-septième siècle, les implantations industrielles n'ont pas varié, chacune distante de l'autre d'une dizaine de kilomètres à peine. Seule la division électroménager a été délocalisée... à Vendôme, dans le Loir-et-Cher. Les comités stratégiques et autres conseils d'administration du groupe se déroulent au siège, entre les murs de grès rose du château de Reichshoffen. Des fenêtres on aperçoit la flèche de l'église du bourg, édifiée par les De Dietrich pour leurs employés catholiques. Le matin, la cloche du château appelle encore au travail cadres dirigeants et ouvriers de la première équipe. *« C'est une sorte de communauté. C'est un peu étouffant. La direction a du mal à se défaire de sa tradition paternaliste »*, note un syndicaliste. Dynastie familiale et fidélité au site valent ici principes de continuité. Pour combien de siècles ?

CAROLINE MONNOT

Des bougies pour conquérir une nouvelle notoriété

Les anniversaires d'entreprises se multiplient
Derrière la promotion se cachent aussi des enjeux stratégiques

LES manifestations du Bicentenaire auraient-elles déclenché un vrai vent de folie commémorative parmi les entreprises ? Toujours est-il que leurs anniversaires – fêtés en grande pompe ou en privé – se multiplient, entraînant dans leur sillage des cortèges de manifestations scintillantes qui ne doivent rien au hasard. Du Printemps qui fête mondialement le 125e anniversaire de ses grands magasins parisiens au jeune groupe CPU (services informatiques) qui souffle avec ses clients et son personnel sa dixième bougie, en passant par Alfa Romeo qui prépare pour juillet – et ses quatre-vingts ans d'activité industrielle – une caravane géante de quatre-vingts voitures de collection prêtes à parcourir les capitales de la CEE tout en parrainant le Philharmonique de la Scala de Milan, sa ville natale, l'esprit semble identique, si les moyens diffèrent.

Simple phénomène de mode importée des Etats-Unis, ou appel plus systématique à des stratégies marketing complexes qui tout en proposant de nouveaux objectifs commerciaux n'oublient pas de puiser dans la mémoire collective des entreprises ?

« Il faut bien distinguer entre deux stratégies d'anniversaire aux objectifs exactement inverses » commente Tristan Follin. Pour le directeur général, avec Jean-Pierre Beaudoin, d'Information et Entreprise (agence de relations publiques qui conseille depuis vingt ans grandes entreprises et groupes internationaux), *« l'anniversaire purement marchand, celui qui est le simple prétexte à promotion, n'a rien à voir avec l'anniversaire-commémoration qui a surtout un objectif d'image »*. Le premier est aussi vieux que le commerce. *« La manifestation qu'on appelle « l'anniversaire Prisunic », et qui ne se reproduit pas nécessairement à la même date, n'a strictement rien à voir avec le 125e anniversaire des grands magasins du Printemps »* affirme-t-on chez la filiale Magasins populaires du groupe. Dans le cas d'anniversaires de magasins (Prisunic, Champion, But, etc.) la chaîne ne fête pas vraiment sa date de naissance. Mais elle instaure une promotion à un moment de l'année particulier, souvent variable. C'est un rendez-vous entre deux temps de fortes dépenses de la clientèle (Noël, Fête des mères, vacances, rentrée). *« Tant mieux si cette promotion s'inscrit dans une stratégie globale de communication de la marque, mais là n'est pas la priorité au départ. »*

Le second type d'anniversaire, celui qui commémore effectivement la naissance de l'entreprise, est plus complexe : *« Il vise, surtout dans le cas de firmes dont l'objet fondamental reste immatériel, à accroître la notoriété, à réenclencher une politique d'image de marque »*, précise Tristan Follin.

« Nous n'avons pas attendu le Bicentenaire, puisque c'est le 8 novembre 1988 que nous avons décidé de lancer l'opération du 125e anniversaire du Printemps et que nous avons réuni, autour de l'ancien directeur général Jean-Claude Lapierre, une cellule spéciale anniversaire », précise-t-on dans l'entourage de Jean-Jacques Delort. Le président du directoire de la holding du groupe Printemps avait un objectif limpide : redynamiser les grands magasins. Et faire en sorte que l'ensemble du boulevard Haussmann *« retrouve un rôle moteur de vitrine, de théâtre, qu'il avait déjà eu par le passé »*.

L'arrivée du 125e printemps est donc apparu comme une somptueuse coïncidence à saisir. C'est ainsi que le patrimoine immobilier d'Haussman, a été rénové, qu'a été décidé le parrainage de l'exposition « Soliman le Magnifique », l'entrée des brasseries Flo pour la restauration, le changement d'agence de publicité, etc. Bref, qu'a été inscrite au programme cette année emblématique qui sera sans doute citée plus tard, dans les annales, comme une année à part. D'autant que force documents (livres, vidéos, dossiers), sans compter les innombrables coupures de presse et les achats d'espace de publicité ont été réalisés pour l'occasion.

Commémoration innovante

C'est un même souci : dynamiser, moderniser une firme profondément enracinée dans son passé, qui a conduit Jean-Louis Dumas, d'Hermès, à imaginer, dès 1985, avec plus d'un an d'avance, les festivités du 150e anniversaire de la « maison ». Le jeune PDG avait un objectif clair : extraire du passé de l'entreprise familiale toute sa puissance évocatrice. Mais pour repartir de plus belle. Ceux qui ont assisté en janvier 1986 au feu d'artifice lançant, depuis une construction éphémère sur la Seine, l'année des cent cinquante ans d'Hermès ne sont sans doute pas près de l'oublier. Même s'ils ont ignoré que, sous cette même stratégie de la fête, une vraie politique de marketing conduisait parallèlement, au-delà des fastes poétiques, la fringante cent-cinquantenaire à lancer de nouveaux produits innovants (montre, valise) tout au long de l'année et à travers le monde. Même si on n'aime pas citer de chiffres dans l'industrie du luxe, on admet, au « Faubourg », que le chiffre d'affaires 1986 a été un cru exceptionnel. Et l'on ne dénombre plus, là encore, le nombre d'articles de presse qui ont repris, accentué, amélioré, rappelé la notoriété d'Hermès. Il faut croire que le jeu valait les cent cinquante chandelles puisque d'autres centenaires ont depuis suivi le mouvement.

Pour Information et Entreprise, il faut toutefois se méfier de *« la dérive qui consiste de plus en plus à faire de l'anniversaire une idée de communication essentielle quand on n'en a plus d'autre »*. Patrice Carré, historien de formation, et enseignant à Paris-VII (DEA de sociologie des entreprises), est convaincu de l'utilité réelle des anniversaires. C'est d'ailleurs dans cette perspective qu'il faut comprendre, selon cet historien des télécommunications, les festivités qui ont associé le centenaire de l'annuaire papier (exposition, réédition de l'annuaire papier, éditions de beaux ouvrages de référence, laser sur le Trocadéro) aux cinq millions d'abonnés au minitel. *« C'est parce qu'un certain passé de tutelle des télécommunications sous l'administration de la poste est aussi en train de disparaître et d'être assumé, que l'on peut commémorer à présent cette histoire sans risque. Parce que dépassée, elle est devenue riche d'avenir. »*

Privilégier l'interne

Pour tous les spécialistes, l'erreur fatale, lorsqu'on veut fêter un anniversaire d'entreprise, est de ne pas y associer le personnel. C'est-à-dire de ne pas profiter de l'occasion pour valoriser ceux sans qui l'entreprise n'en serait pas là. Est-ce à cause de ce défaut de communication interne que, il y a dix ans, Alsthom devait connaître, dans son établissement d'origine, à Belfort, la plus importante crise de son histoire (deux mois de grève et d'occupation) ? Ce qui devait être le centenaire de l'établissement belfortain restera dans les annales comme « la grève du centenaire ». Etrange anniversaire qui a vu le train d'invités et le ministre (M. Poniatowski) incapables d'effectuer la visite de l'usine où était alors produit le TGV.

« Cet anniversaire nous est arrivé comme parachuté de Paris, de la direction générale. On ne nous a pas vraiment consultés. Pire, Paris n'a pas voulu nous accorder de prime », se souvient un syndicaliste. Il faut noter que les « Alsthom » de Belfort était sous le choc de la première publication du bilan social de l'entreprise : à production égale, Belfort était moins bien traité que d'autres usines du groupe. Trois jours avant les manifestations de la commémoration, le jeune directeur de l'établissement réunit un comité d'entreprise pour présenter les cadeaux d'anniversaire aux salariés : une médaille et une montre (contre un réveil offert pour le cinquantenaire). Les syndicats demandèrent alors que soit versée la seconde moitié du treizième mois et que s'ouvrent des négociations avec le directeur général d'Alsthom. Refus de Paris. La grève était sur les rails.

Les entreprises ont retenu la leçon. Le Printemps, par exemple, a associé les trois mille personnes des grands magasins à travers lettres spéciales, réunions avec les publicitaires et concours de logos.

Chez McDonald's France, pour célébrer les dix ans du groupe dans l'Hexagone, les directeurs de magasins et les franchisés ont été fêtés au cours d'un week-end exceptionnel à Deauville. *« Le groupe voulait montrer à quel point il était reconnaissant aux franchisés et aux autres de soigner l'image de McDonald's dans un pays comme la France, qui semblait devoir être si réticent au système du fast-food. »* C'est un spécialiste des goûters d'anniversaires d'enfants qui parle !

ANITA RUDMAN

Bourse : la mémoire peau de chagrin

Les interrogations sur le déménagement du siège de la Bourse de Paris traduisent les mutations d'une profession qui risque de devenir amnésique

LA Bourse quittera-t-elle le palais Brongniart pour s'installer dans des locaux moins vastes, mieux adaptés à ce qui reste du marché à la criée ? Cette question revient périodiquement, à la manière d'un serpent de mer, comme si les démentis répétés des responsables étaient peu convaincants. Il est vrai que la localisation en soi n'est pas fondamentale puisque l'activité boursière, au cours de sa longue histoire, ne s'est pas toujours effectuée au même endroit...

Le « big bang » à la française annoncé en mars 1987 et inscrit dans les textes un an plus tard, en adaptant le marché à l'environnement international, a rayé d'un trait de plume une culture existant quasiment sans interruption depuis Philippe le Bel. Cette révolution a non seulement fait disparaître une profession, celle d'agent de change, mais a introduit une autre culture en ouvrant les charges aux banques et établissements financiers. *« Nous sommes passés brutalement d'une civilisation de l'oral à celle de l'écrit »*, déplore Jean-Jacques Perquel, président de la société de Bourse GPK. *« Avant, tout reposait sur la bonne foi et la parole donnée. Les différends se réglaient autour de la corbeille ou chez le syndic. Maintenant, on compense par une multiplication de textes pour créer une structure effaçant la précédente et qui se rapproche du droit bancaire international. »* Finie l'approximation, l'heure est à la comptabilité au centime près.

L'arrivée massive de financiers dans le capital des sociétés de Bourse a totalement fait éclater l'homogénéité des quarante-cinq ex-charges parisiennes jusqu'alors toutes solidaires entre elles. Quels liens existent-ils dorénavant entre la trentaine d'établissements repris partiellement ou intégralement par les banques et les compagnies d'assurances, une dizaine à actionnariat étranger et les cinq ayant choisi le parti de l'indépendance ? Aucun, si ce n'est un passé qui risque rapidement de tomber dans l'oubli au fur et à mesure que disparaîtront les plus anciens.

Perte d'identité

La littérature à ce propos n'a jamais véritablement fleuri. Pendant très longtemps, un seul ouvrage, *la Prodigieuse Histoire de la Bourse*, d'Alfred Colling, a fait référence en retraçant l'histoire de cette corporation. Seul problème, il datait de 1949.

Les sociétés reprises totalement par les grandes banques de la place sont pour la plupart passées sous leurs fourches caudines, allant jusqu'à perdre leur ancienne identité pour une nouvelle dénomination entrant plus dans la ligne du groupe. Et que dire de celles où les étrangers sont entrés massivement. *« Si James Capel nous a achetés au départ, c'est parce que notre culture d'entreprise n'était pas assez forte. Les repreneurs pouvaient faire ce qu'ils voulaient de nous et nous ont modelés à leur manière »*, raconte-t-on chez Dufour-Lacarrière-Pouget, devenu depuis la reprise par les Britanniques « DLP James Capel ». *« DLP, dans le sigle, c'est ce qui reste de la mémoire... »*

Peu de sociétés évoquent encore facilement leur passé à l'exception de celles dont les dirigeants réellement aux commandes sont toujours des ex-agents de change, qu'elles aient des actionnaires importants ou qu'elles aient résolument opté pour l'indépendance.

Dans son bureau de l'avenue Auber à Paris, Jean-Pierre Pinatton, président de la société du même nom, a accroché en bonne place le portrait de M. Boscary de Villeplaine, fondateur en 1784 de cette charge, aujourd'hui la plus ancienne de France. Cet agent de change, nommé par Louis XVI, a exercé son métier jusqu'en 1818, traversant non sans risques des périodes pour le moins agitées. Ayant financé la fuite du roi puis la garde parisienne pendant la Révolution, il se réfugia quelque temps en Suisse durant Thermidor avant de revenir sous le Consulat. Napoléon le nommera ensuite syndic de la Compagnie des agents de change. *« Un ancêtre pour l'entreprise ayant su vivre des soubresauts pareils est un encouragement à relever les défis actuels »*, affirme Jean-Pierre Pinatton qui a choisi la voie de l'indépendance.

De son côté, la société de Bourse Ferri, Ferri-Germe dans la plaquette remise à sa clientèle, présente ses partenaires minoritaires (le Crédit foncier, la Caisse des dépôts, l'UAP) et consacre une page aux dates clés de cette maison créée par Louis Ferri en 1900. *« Nous ne sommes plus une entreprise de type paternaliste, mais nous avons gardé des usages de cette époque, comme l'absence de hiérarchie »*, explique Alain Ferri, président du directoire de cette entreprise passée en cinq ans de 100 à 250 salariés. *« Je ne les connais pas tous personnellement aussi bien que lorsque nous étions moins nombreux, mais ils savent qu'ils peuvent venir me voir quand ils le veulent. »*

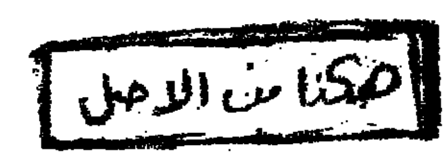
Un problème d'assimilation

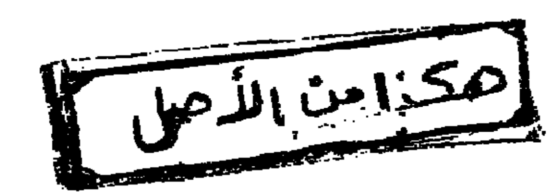
La création de nouveaux marchés et l'émergence de nouveaux métiers entraînant un doublement des effectifs à la Bourse, qui ont atteint environ 6 000 en moins de trois ans, posent un véritable problème d'assimilation. *« Nous sommes face à des mercenaires aux exigences salariales élevées, dont nous savons, si nous les recrutons, que deux ans plus tard ou même avant, ils nous quitteront subitement, emmenant avec eux une partie de la clientèle »*, indique Hubert Chenut, membre du directoire de François Dufour-Kervern. *« Or nous devons embaucher mais sans briser notre culture d'entreprise. »*

Ce problème d'intégration concerne toutes les sociétés de la place d'autant que la mutation n'est pas encore achevée, comme le constatent François Bacot, directeur général de Bacot-Alain, Paul-François Dubroeucq, directeur central de l'informatique à la Société de Bourses française, et Hervé Juvin, président de la société Médiance dans un ouvrage collectif, *le Nouvel Age des marchés français* paru en 1989. *« Malgré un point commun : la passion de la Bourse, des marchés, les hommes ne sont plus les mêmes. A l'évidence, si le boursier des années 60 était un humaniste, un littéraire sachant manier les chiffres, mais surtout l'intuition, le nouveau recruté des années 80 est un aventurier passant par la technique pour continuer l'aventure, celui des années 90 sera un mathématicien, un informaticien, un homme sachant concilier intuition, réalisme, avec concepts et systèmes. »*

Mais comment retrouver subitement cette intuition, aujourd'hui souvent délaissée au profit de la technique ? Peut-être en fouillant dans une mémoire mise en jachère à moins que, dans certaines ex-charges, elle ne soit déjà totalement en friche.

DOMINIQUE GALLOIS





s pour conquérir
velle notoriété

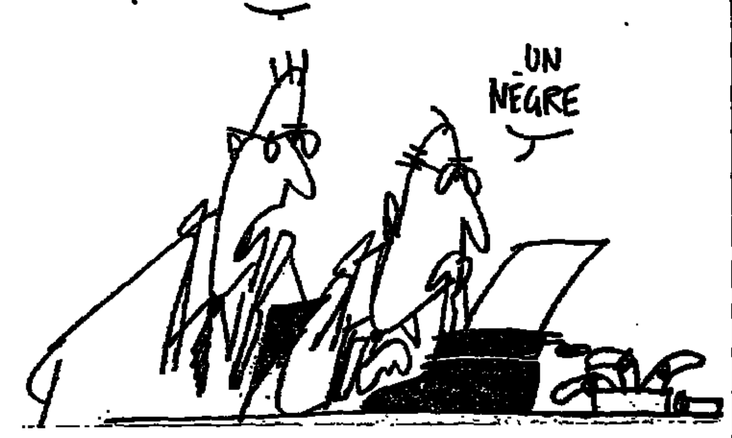
chagrin

Plumes de patrons

Des PDG saisis par l'écriture...

ILS ont fondé des entreprises, dirigé des hommes et souvent gagné beaucoup d'argent. Mais pour certains patrons, seul l'écrit donne la vraie consécration. Ces PDG rêvent de voir leur nom imprimé en haut de la couverture d'un livre. Mais pour obtenir ce statut d'auteur, rares sont ceux qui comme Jean Vinaver, l'ancien PDG de Gillette France, se lancent dans le théâtre. La plupart optent pour la solution la plus simple : raconter leur vie ou celle de leur entreprise.

Souvent d'ailleurs les deux se confondent. Si Roger Martin commence son livre par la phrase : « *Je suis né à Asnières-sur-Seine, le 8 avril 1915 (...)* », c'est bien l'histoire de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson qu'il raconte dans *Patron de droit divin*. Ces 570 pages, qui industriels justifie que leur fondateur en raconte la création : c'est ce qu'a fait Akio Morita, le PDG de Sony, dans *Made in Japan* ou René Sautier, ancien PDG de Sanofi, dans *l'Autre Façon d'être un patron* (Interéditions). De son côté, Charles Mérieux a demandé à un écrivain, Louise Lambrichs, de l'aider à rédiger *le Virus de la découverte* (Robert Laffont). Il y raconte comment, après avoir débuté ses travaux de recherches au fond d'une étable, il a construit le numéro un mondial des vaccins. L'attachement que certains cadres portent à leur entreprise peut aussi donner lieu à un ouvrage. C'est le cas de Fernand Picard qui durant les trente-quatre années qu'il a passées à la Régie Renault a tenu un journal qui fourmille de détails sur sa collaboration avec Louis Renault ou la vie de cette entreprise sous



retracent du même coup l'histoire des Trente Glorieuses et de l'expansion industrielle française, ont été éditées par la prestigieuse maison Gallimard. L'ambition de l'auteur, il est vrai, était grande. Comme il l'indique dans la préface : « *L'occasion de m'attendrir sur mon propre compte ne fut cependant pas ma seule motivation. En écrivant ces lignes, j'ai pensé aux historiens qui chercheront à démêler l'écheveau des bouleversements intervenus dans nos affaires au cours de cette période.* »

La démarche de Jacques de Fouchier est semblable. Fondateur de la Compagnie bancaire, puis président de Paribas, cet homme né en 1911 raconte dans *le Goût de l'improbable* (Fayard) et *la Banque et la Vie* (Editions Odile Jacob) son itinéraire de haut fonctionnaire et de banquier. Cet inspecteur des finances reconnaît sa fascination pour l'écriture : « *Il me semblait au surplus que ma position hybride d'écrivain déçu et de banquier comblé me désignait assez bien pour tenter de dissiper les préventions tenaces dont sont entourés en France les métiers de finances et ceux qui les pratiquent.* » Cette idée de décrire un milieu et un métier est aussi ce qui a présidé à *Souvenirs d'un banquier français* (Denoël), publication posthume des notes de Jean Morin, que ses responsabilités au Crédit lyonnais ont conduit à Moscou, Smyrne, Constantinople et Le Caire entre 1900 et 1947.

Les financiers ne sont pas les seuls à vouloir témoigner sur l'histoire de leur entreprise, qui traverse quelquefois l'Histoire tout court. Ainsi le récit que fait Karl Winnacker, l'ancien PDG de Hoechst, dans *Un grand pari industriel* (PUF) du redressement de cette société allemande après la guerre. La place de certains géants

l'Occupation, publié sous le titre *l'Epopée de Renault* (Albin Michel).

Certains ouvrages plus narcissiques insistent davantage sur la personnalité et l'action de l'auteur. Et plus celui-ci est médiatique, meilleures sont les ventes ! Sans complexe, Bernard Tapie, dans *Gagner* (Robert Laffont), annonce la couleur : « *Si certains fantasment Tapie avec le Stetson du JR de* Dallas, *il est vraiment nécessaire que je leur explique d'où je viens, qui je suis, ce que je crois et ce qui me fait avancer.* » Il faut croire que ce plaidoyer *pro domo* intéressait : cet ouvrage s'est vendu à 160 000 exemplaires. Un record pour cette catégorie de livres qui font rarement des succès de librairie. Notamment parmi les étrangers : ainsi, *J'ai tellement aimé le produit que j'ai acheté l'entreprise* (J.C. Lattès), une autobiographie du PDG de Remington, n'a pas battu des records de ventes. Les Américains semblent avoir une forte propension à raconter leur vie : John Sculley, le PDG d'Apple, rappelle son itinéraire dans *De Pepsi à Apple* (Grasset), et Donald Trump, le milliardaire de l'immobilier, a commis 339 pages sous un titre sans ambiguïté : *le Plaisir des affaires* (Ergo Press).

Les Français, eux, restent conformes à leur réputation de polémistes. Dans *la Roue de la fortune* (Fayard) et *En première ligne* (Albin Michel), Pierre Moussa, l'ancien patron de Paribas, et Jean-Maxime Lévêque qui dirigea le CCF, font plus que raconter leur carrière. Les ouvrages de ces deux banquiers sont surtout des argumentaires contre les nationalisations effectuées par les socialistes en 1982 et un panégyrique du libéralisme économique.

FRANÇOISE CHIROT

Quand les salariés ont la mémoire longue

Ouvriers et employés revendiquent un « regard de l'intérieur » irremplaçable

AVEC sa gouaille de titi parisien, Robert Doisneau, le photographe des instants d'éternité, se confond avec Renault. Pas l'énorme groupe industriel d'aujourd'hui, mais celui de l'usine de Billancourt, populaire, de l'avant-guerre. Cinquante ans plus tard, il est toujours imprégné par cet épisode qui dura de 1934 à mai ...1939. C'est là qu'il est né, professionnellement, qu'il a trouvé son style. Banlieusard de coeur, pour toujours.

« *Renault, ce fut pour moi (...) la fin de ma jeunesse* », écrit-il dans un délicieux petit livre, où son nom s'inscrit dans le célèbre losange, couleur minium (1), qui retrace cette période de sa vie, photos au charme rétro à l'appui. « *Comme les coursiers ou les jardiniers, nous étions des scories au milieu de ce monde du travail* », ironise-t-il, observateur fasciné qui se refusait en même temps à l'intégration au milieu. Doisneau ne fut pas un employé modèle et il parle de Louis Renault comme d'un mégalomane paternaliste encore très artisanal de comportement. Il finit par être licencié : « *(...) j'arrivais en retard à Billancourt et je devais trafiquer ma feuille de pointage* ».

Parmi les salariés modestes – mais Doisneau fut-il jamais un vrai salarié? – rares sont ceux qui, pour un moment de leur vie se sont identifiés à une entreprise, et se racontent. Le labeur au quotidien est muet, sans histoire, autre que celle d'un métier ou d'une technique, servie par des anonymes, collectivement reconnus. La mémoire, surtout industrielle, oublie les individus.

Il y a quelques années encore, seuls les militants politiques ou syndicaux échappaient à ce silence, paradoxalement au nom des souffrances endurées pour le compte de la classe ouvrière, nécessairement assimilée à une masse laborieuse indistincte. Pour l'exemple, ils s'exprimaient sentencieusement, livrant le fruit de leur expérience, mais c'était moins l'entreprise et sa culture ou son histoire qu'ils relataient que la confrontation d'univers opposés, la lutte au jour le jour.

Ainsi parle Claude Poperen, entré chez Renault en 1949 à l'âge de dix-huit ans et qui y resta jusqu'en 1967, dirigeant de la CGT et communiste, ensuite membre du bureau politique du PCF avant de devenir, récemment, reconstructeur. En 1983, son livre intitulé *Renault, regards de l'intérieur* (2), préfacé par une autre figure historique cégétiste de Billancourt, Roger Silvain, avait des vertus pédagogiques. Tout comme l'ouvrage de Henri Rollin, *Militant chez Simca-Poissy* (3), paru en 1977, à une époque où la CGT livrait bataille au syndicat CFT, de sinistre mémoire. Il fallait encourager l'abnégation des obscurs, confrontés à la répression patronale et à la violence physique d'adversaires qui ne reculaient devant aucune méthode musclée. Il fallait encourager des vocations qu'un tel climat pouvait anéantir.

Renouer les fils de la vie collective

Dans la même lignée, on peut trouver d'autres exemples, toujours appuyés sur le cas de grosses entreprises à forte valeur symbolique, ou sur ce qui, de près ou de loin, pouvait ressembler à des « *forteresses ouvrières* ». Ainsi, *Militant chez Renault* (4), daté de 1965, et écrit par Daniel Mothé, dirigeant CFDT, ou le célèbre livre post soixante-huitard de Robert Linhart, *l'Établi* (5), terrible leçon d'un retour à l'usine Citroën de Levallois pour un intellectuel, normalien de surcroît. Mais cette veine-là, bien que maintenue, manque de héros à désigner et les bouleversements idéologiques n'arrangent rien. Sauf à imaginer – et cela existe – que des militants exceptionnels se transforment en sociologues, il y a peu à attendre d'une histoire ouvrière qui se perpétuerait au travers du récit d'une aventure individuelle dans l'entreprise, censée représentée toutes les autres.

En revanche, un autre courant existe depuis peu, nourri par l'extraordinaire accélération des mutations technologiques et plus encore peut-être par le climat fin de siècle provoqué par la vague récente des restructurations. Il consiste, non plus à privilégier l'individu, mais, pour une communauté de travail, à se réapproprier son histoire. Celle d'une profession, souvent prestigieuse mais qui perd ses attributs, ou d'une usine qui craint pour son identité, voire se sait condamnée.

Dans cette hypothèse, le syndicat et plus souvent le comité d'entreprise tente de renouer les fils d'une vie collective et d'en laisser une trace. Cela donnera lieu à une exposition puis parfois à un livre que les salariés et les anciens s'arracheront. En France, le ministère de la culture participe à des opérations en ce sens.

Pour son quatre-vingtième anniversaire, en 1980, la Fédération syndicale de la métallurgie italienne, la FIOM, a par exemple édité une histoire photographique du travail en Italie, surtout turinoise et milanaise. Plutôt que de grands discours, ou que des textes argumentés, elle a préféré laisser l'évocation du passé à des images chargées d'émotion, à des clichés surannés. Rien de propagandiste dans la démarche, tant le caractère désuet des cortèges donne de la distance aux oriflammes et aux slogans syndicaux que l'on voit sur des cartes postales vieillies.

Qui s'en étonnera ? La sidérurgie lorraine et son agonie ont été le prétexte dramatique à ces célébrations en forme d'adieux. « *La rouille de l'oubli, grâce à la photographie, ne s'ajoutera pas à celle des outils, en l'automne et l'hiver de l'homme du fer* », conclut Serge Bonnet dans la préface du livre où il a rassemblé des illustrations dues à Robert Doisneau (encore), Gilbert Mangin, Françoise Poli et quelques autres pour témoigner d'un monde finissant. De hauts-fourneaux en manifestations du dernier espoir, *Automne, hiver de l'homme du fer* (6) se veut ce qui restera d'une culture qui célébrait l'ouvrier sidérurgiste. A Pompey, où l'usine a depuis disparu, le comité d'entreprise dirigé par la CFDT a voulu laisser une ultime trace avec *la Treuille* (7), recueil de photographies d'amateurs pour l'essentiel qui raconte l'histoire d'un mastodonte industriel et plus encore de ses servants, humbles et quelquefois pathétiques dans leurs attitudes, les soirs de veille à côté du métal en fusion. Cette « *sorte d'album de famille nombreuse* », est préfacé par Pierre Dumayet qui raconte comment, quand le mari était tombé dans le haut-fourneau, un cube d'acier, placé sur la cheminée de la veuve, représentait « *un morceau de la vie de l'homme* ».

A l'Aérospatiale de Châtillon, les événements n'étaient pas aussi tragiques qui ont amené le comité d'entreprise, également dirigé à l'époque par la CFDT, à réaliser *Mémoire d'usine* (8) en 1985. Simplement, on s'était rendu compte que, depuis cinq ans, le tiers du personnel avait été renouvelé et qu'environ mille deux cents salariés avaient moins de cinq ans d'ancienneté. L'objectif était donc de « *susciter l'émergence d'une entité culturelle de la communauté des salariés* », « *de restituer la culture des hommes et des femmes de l'usine* ». La direction n'y vit d'ailleurs pas d'inconvénient mais dans les métiers de l'aviation, on aime entretenir les fastes du passé et l'on sait s'y souvenir de ses pionniers. Privilège d'une jeune industrie.

Aux verreries champenoises, anciennement Charbonnaud, à Reims, c'est la reprise par le groupe BSN de cette entreprise familiale qui provoqua le déclic. Face à la nouvelle culture modèle qu'on leur proposait, les salariés ont eu envie de dire d'où ils venaient et à quoi ils tenaient. Le comité d'entreprise se chargea de mener une étude historique, de recueillir des témoignages et il en sortit une exposition qui donna lieu à un abondant catalogue publié aux Éditions de la Manufacture.

Pour finir, il faut aussi évoquer l'exemple de notre propre journal. Entre un déménagement et un changement de technologie, le comité d'entreprise voulut sauver « *la mémoire du Monde* » et peut-être emporter ses souvenirs à Ivry et Falguière. Bernard Noël écrivit un livre-reportage sur les préparatifs de ces transferts tandis qu'une équipe de photographes faisait un dernier relevé, *in situ*.

ALAIN LEBAUBE

(1) *Doisneau*. Editions Hazan, 1988.

(2) *Renault, regards de l'intérieur*, par Claude Poperen. Éditions sociales, 1983.

(3) *Militant chez Simca-Poissy*, par Henri Rollin. Editions sociales, 1977.

(4) *Militant chez Renault*, par Daniel Mothé. Editions du Seuil, 1965.

(5) *L'Établi*, par Robert Linhart. Editions de Minuit, 1980.

(6) Presses universitaires de Nancy, serpenoise 1986.

(7) *La treuille*. L'ergonaute, comité d'entreprise de Pompey. Editions La différence, 1986.

(8) *Mémoire d'usine*. Comité d'établissement de Châtillon. Editions Syros.

BIBLIOGRAPHIE

Blaise Pascal, le hasard et l'UAP

LA prière est l'une des manières de conjurer le sort. Mais sauf à être convaincu que Dieu a étendu sur vous sa main protectrice, il y a tout intérêt à contracter une assurance. Ce n'est pas le moindre des mérites de Michèle Ruffat, Edouard Vincent Caloni et Bernard Laguerre, trois chercheurs de la Maison des sciences de l'homme (MSH), que d'avoir fait apparaître dans l'ouvrage qu'ils ont consacré à l'UAP et à l'histoire de l'assurance (1) le lien essentiel qui existe entre cette industrie et la manière dont chacun vit, travaille et meurt au sein d'une société donnée, à une époque donnée.

Comme l'expliquent les auteurs dans leur postface, faire l'histoire d'une compagnie d'assurances n'a pas de sens si celle du secteur économique et celle du « *contexte historique qui l'a portée* » ne sont pas menées en parallèle. Ce grand livre cartonné, bourré d'une riche iconographie, nous promène donc à travers l'assurance, de l'Antiquité à nos jours. Ce n'est ainsi pas un hasard si les premières formes d'assurances naissent concrètement au treizième siècle, autour de l'activité la plus périlleuse qui soit, le transport maritime autour de la Méditerranée. Ce n'est pas un hasard non plus si « *l'apparition des sociétés juridiques* [d'assurances] *est directement liée à celle des premières formes de capitalisme* ». Au point qu'en cette fin de vingtième siècle les compagnies d'assurances apparaissent comme de gigantesques tirelires jouant un rôle considérable dans le paysage financier international.

L'ouvrage, volontairement conçu pour le grand public, fourmille de figures connues, comme Blaise Pascal qui jeta sur le papier les bases théoriques de l'assurance-vie au dix-septième siècle, ou inconnues comme ce Clavière qui, à la veille de la Révolution francaise, fonda la première compagnie française d'assurance-vie. La polémique que Clavière (un Girondin) eut avec Robespierre, le chef des montagnards, mérite d'être rapportée pour son ton étonnamment moderne. « *La technique* [de l'assurance-vie] *ne peut être mise à la disposition du seul service de la puissance publique* », affirma Clavière au cours d'une séance houleuse de la Convention. Ce à quoi Robespierre répliqua : « *Les assurances substituent le service du calcul au service de l'humanité et font disparaître la sensibilité générale qui en est l'une des bases.* » L'énorme appareil réglementaire qui encadre aujourd'hui l'activité des compagnies d'assurances n'est-il pas le compromis direct résultant de ces deux visions du monde profondément antagonistes ?

Cette histoire de l'assurance, trop riche pour être réellement résumée, fait aussi ressortir le rôle des hommes, ces derniers ne disparaissant jamais derrière les structures. L'ouvrage fourmille de portraits. La naissance de l'Union des assurances de Paris par fusion de trois compagnies est davantage présentée comme une aventure humaine que comme une nécessité économique abstraite. Les auteurs ont fort utilement puisé dans une iconographie historique et publicitaire qui rappelle que l'assurance est le meilleur moyen que les hommes se sont donné pour corriger le hasard, c'est-à-dire (le plus souvent) le malheur.

YVES MAMOU

(1) *L'UAP et l'histoire de l'assurance*, éditions J.-C. Lattès.

Miroir, mon beau miroir ...

Le 13 octobre 1986 disparaissait *à l'âge de cent un ans Hermann* Von Siemens, petit-fils du mythique *fondateur de l'entreprise qui* porte encore son nom cent quarante-trois ans après *sa naissance*. Fils d'un fermier aux nombreux enfants, Werner – qui n'avait pas encore droit à la particule – fait un peu figure de Dieu dans le panthéon Siemens.

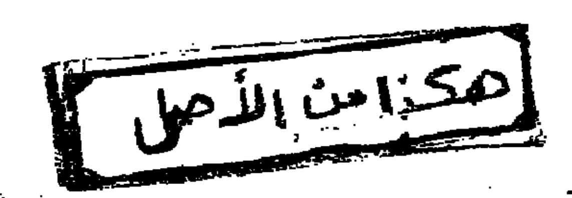
Son œuvre, qui épouse la naissance de l'industrie électrique allemande à partir de 1842 (date de sa première découverte importante ... en prison), est largement évoquée dans une salle du musée Siemens, ouvert il y a soixante-dix ans déjà. Situé initialement à Berlin, berceau de l'entreprise, le musée a déménagé à Munich lors de la guerre froide. Dans ses 2000 mètres carrés, il abrite, notamment, une rutilante locomotive électrique, la première du monde, utilisée en 1882 dans une mine de charbon ; le premier télégraphe à index ; des éléments de la plus longue ligne télé*graphique du monde, qui reliera* Londres à Calcutta, en 1868 (vingt et un ans après *le naissance du* groupe) et restera en service jusqu'en 1931...

Cette épopée romanesque, entre autres, est évoquée dans un livre en cours de finition, rédigé en français par l'un des membres du musée, Mme Andrée Michel, et M. Frans Longin, responsable du journal d'entreprise de Siemens Belgique. Document dont les premiers chapitres sont passionnants à lire, tant le développement de l'entreprise apparaît « ex-post » d'une implacable cohérence, comme seule la technologie est capable d'en engendrer.

Pourtant, ce livre minimise le rôle du groupe lors des deux guerres mondiales. Celui-ci est toujours présenté comme une victime des politiques, et les années les plus noires de la seconde guerre ne sont pour ainsi dire pas traitées. A l'inverse, les auteurs développent bien la période de reconstruction, bien qu'ils passent sous silence les retombées du plan Marshall.

Siemens n'est pas la seule entreprise à « retraiter » l'histoire. Evoquant l'Occupation, les Chroniques de la compagnie IBM France, à usage interne, expliquent : « *Les relations de la compagnie avec les troupes d'occupation ne diffèrent en rien de ce qu'elles furent dans les autres entreprises industrielles françaises*, peut-on y lire. *Les drames de cette époque, encore douloureux aujourd'hui pour beaucoup de ceux qui les vécurent, furent à la compagnie ce qu'ils furent ailleurs, avec leurs cortèges de déchirements, de croyances et d'intérêts divergents, d'amitiés rompues.* » Avant de reconnaître que « *la compagnie devra, bon gré mal gré, se soumettre aux exigences des autorités allemandes* ».

F. V.

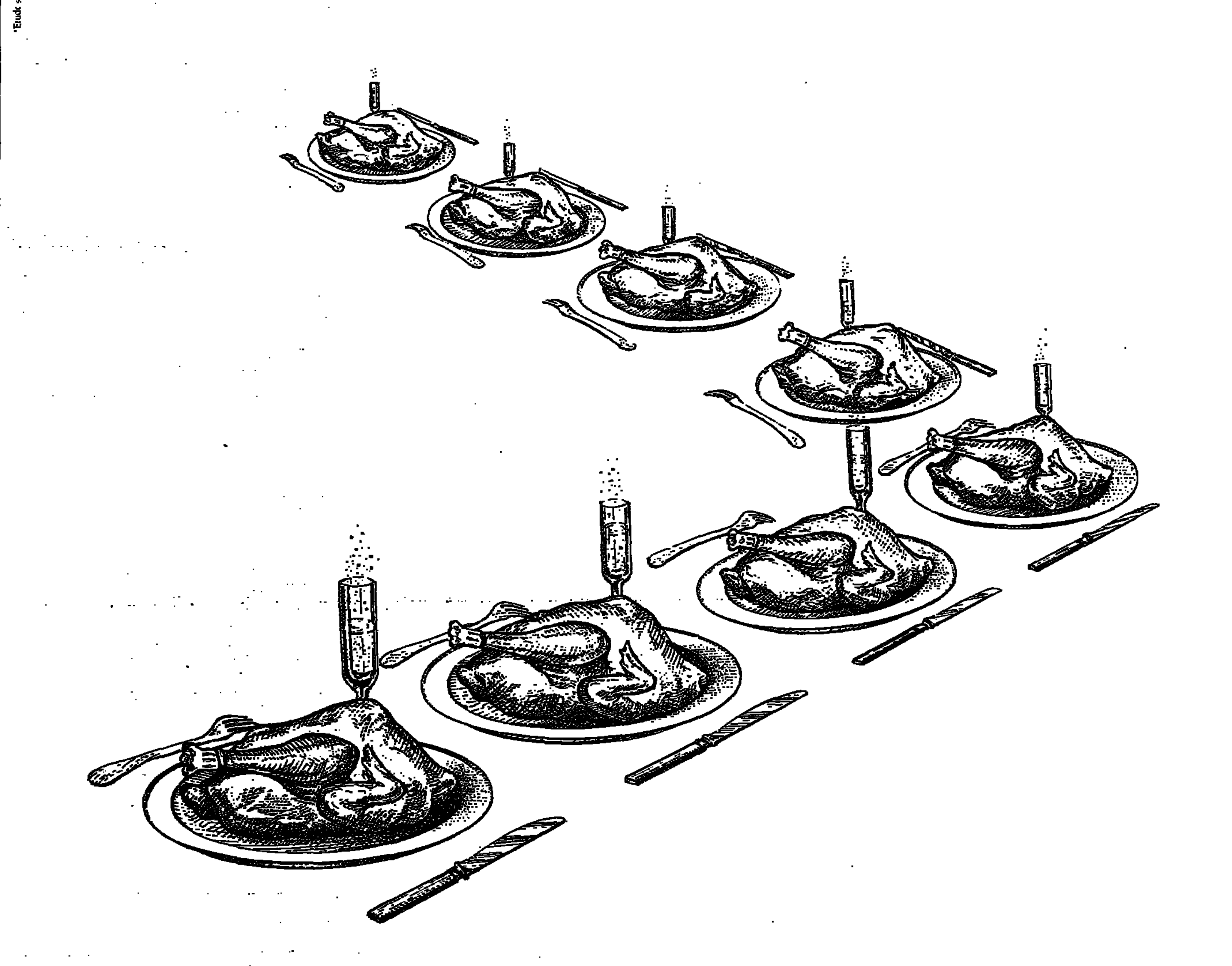


mémoire longue

asard et l'UAP

on beau miroir ...

DELTA AIR LINES A BEAUCOUP FAIT POUR QUE LES OISEAUX MIGRATEURS VOYAGENT TOUJOURS ACCOMPAGNES D'UN EXCELLENT CHAMPAGNE.



L'amour du vol. Voilà en quelques mots toute la philosophie de Delta Air Lines. C'est cette philosophie qui permet à Delta d'être élue la compagnie aérienne numéro un en terme de satisfaction des passagers parmi toutes les compagnies aériennes américaines depuis 16 années successives*. C'est pourtant simple : nous aimons notre métier et nous avons choisi de vous le montrer. Aimer voler, c'est vous faire voler vers autant de destinations que possible. De Paris, nous vous emmenons chaque jour à Atlanta, dans un aéroport aussi pratique que moderne et de là, nous vous proposons grâce au système Delta, plus de 240 destinations aux Etats-Unis, au Mexique et au Canada. Ne soyez pas surpris malgré tout de trouver à 10 000 mètres d'altitude de très bonnes caves à vins. Pour vos réservations, voyez votre agent de voyage ou appelez Delta à Paris au (1) 47.68.92.92, à Lyon au (16) 78.38.17.59, à Marseille au (16) 91.56.61.08, à Nice au (16) 93.82.24.03, à Toulouse au (16) 61.21.13.26.



*Etude statistique réalisée auprès des passagers par le U.S. Department of Transportation.

MARCHÉS FINANCIERS

Avec l'aide de trois banques étrangères

La Société générale organise le rachat de Rorer par Rhône-Poulenc

Rhône-Poulenc ne manquera pas d'argent pour racheter la firme pharmaceutique américaine Rorer. La Société générale va en effet syndiquer pour le groupe français, et avec trois autres banques étrangères, un crédit international de 1,6 milliard de dollars (9,3 milliards de francs) pour financer cette opération. Cet emprunt bénéficie de la garantie Rhône-Poulenc. Il est monté avec la Barclays Syndications (GB), la Chase Investment Bank (EU) et la Royal Bank of Canada.

Le système de financement ainsi mis en place est constitué de deux crédits. Un crédit revolving multidevises amortissable d'une contre-valeur de 1,2 milliard de dollars (7 milliards de francs) sur une durée de 7 ans, dont 18 mois de grâce, *soit* une durée de vie moyenne de 4 ans et 3 mois.

La marge est de 0,15 % au-dessus du Libor pendant les trois premières années et de 0,20 % au cours des quatre dernières années. La commission de non-utilisation est de 0,0625 %, étant entendu que les emprunteurs se sont engagés à utiliser la *facilité à hauteur* d'au moins 70 %. Le deuxième crédit est un revolving multidevises d'une contre-valeur de 400 millions de dollars pour une durée de 2 ans. La marge est de 0,125 % au-dessus du Libor et la commission de non-utilisation est la même que pour le premier crédit.

EN BREF

□ **Club Mediterranée : Rolaco succède à Suez.** – Le groupe saoudien Rolaco, de Genève, a acquis les 2,4 % du capital du Club Méditerranée que détenait la Société générale de Belgique, filiale du groupe Suez . Rolaco, qui possède aussi 12 % des actions de la Compagnie internationale des Wagons-Lits, *devrait obtenir* un *siège* au conseil d'administration du Club. 45 % du capital de celui-ci est identifié : 8,91 % pour le groupe Caisse des dépôts, 6,45 % pour le Crédit Lyonnais, 5,02 % pour l'UAP, 4,99 % pour Nippon Life, 4,5 % pour Mercury (société de portefeuille), 3 % pour Seibu Season, 2,92 % pour le groupe Agnelli, 2,78 % pour Edmond de Rotschild, 2,4 % pour Rolaco, 2 % pour Accor, 1,4 % pour le personnel et 0,72 % pour Paribas. M. Gilbert Trigano souhaite mettre son entreprise à l'abri d'une OPA et veut consolider son tour de table avec un partenaire d'outre-Atlantique

□ **La COB et le SIB, son homologue britannique, élaborent une charte déontologique.** – La Commission des opérations de Bourse et le Security and Investment Board britannique ont élaboré une charte déontologique commune. Les deux autorités boursières affirment que *« l'intermédiaire financier doit respecter l'intégrité du marché »*, assurer *« la primauté des intérêts de son client »*, mettre au point un régime spécial pour les *« opérations personnelles des salariés »*, contrôler leurs activités et faciliter la surveillance des autorités de marché. L'information des clients doit être globale et sa loyauté envers eux totale, notamment dans l'exécution des ordres de Bourse. Enfin, l'intermédiaire doit prévenir les conflits d'intérêts et les régler au mieux.

□ **Après l'achat du seul assureur est-allemand, Allianz accusé de pratiques anti concurrentielles.** – Allianz, le numéro un ouest-allemand de l'assurance européenne s'est défendu, mercredi 21 mars à Berlin-Est, des accusations selon lesquelles son entrée à 49 % dans le capital de la Deutsche Versicherung, monopole des assurances est-allemand, serait anti-concurrentielle. La Deutsche Versicherung prendra, à partir du 1er mai la succession de la société d'Etat Staatliche Versicherung. Le prix de la transaction entre Allianz et l'Etat est-allemand, qui conservera dans un premier temps 51 % des titres de la nouvelle société, n'a pas été révélé.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



La société SOGERAP invite ses actionnaires à participer à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mardi 24 avril 1990 à 10 h 30 dans les salons Hoche (salon Etoile), 9, avenue Hoche, 75008 Paris.

Tout actionnaire, quel que soit le nombre de titres qu'il possède, nominatifs ou au porteur, a le droit de prendre part à cette assemblée ou de s'y faire représenter par un autre actionnaire ou par son conjoint, ou de voter par correspondance.

Des lettres d'admission ainsi que des formules de pouvoir ou de vote par correspondance seront mis à la disposition des actionnaires par les intermédiaires financiers auprès desquels sont déposés les titres, ou par le service des assemblées du Crédit lyonnais, 4, rue de Choiseul, 75002 Paris.

Un jeton de présence de 30 F sera alloué à tout actionnaire assistant à l'assemblée.



B.F. Im. SOVAC

Le conseil d'administration de la banque de financement immobilier SOVAC, dont le capital est entièrement détenu par SOVAC, s'est réuni le 14 mars 1990 et a arrêté les comptes de l'exercice 1989.

ACTIVITÉ COMMERCIALE

Les financements nouveaux réalisés en 1989 par B.F.Im. SOVAC pour son propre compte ont atteint 3 696 millions de francs en 1989, en progression de 3 % par rapport à 1988 ; ils concernent :

– Les crédits aux acquéreurs, pour 2 664 millions de francs, en diminution de 1 % ; à cet égard, il est précisé que le développement important de SOVAC Evolution au second semestre 1988 a été freiné en 1989 par la hausse des taux du court terme, sur lesquels est ajusté le taux de SOVAC Evolution ;

– Les financements aux professionnels de l'immobilier, pour 1 032 millions de francs, en progression de 18 %.

Les encours gérés par B.F.Im. SOVAC s'élevaient à 15 968 millions de francs au 31 décembre 1989 (+ 2 %).

RÉSULTATS

Le bénéfice net de l'exercice 1989 est de 75,3 millions de francs (à comparer à 81,7 millions de francs comprenant 18,3 millions de francs de plus-values nettes à long terme en 1988).

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale, qui se réunira le 27 avril prochain, la distribution d'un dividende global de 49,5 millions de francs (identique à celui de l'exercice précédent), le solde étant affecté aux réserves.

NEW-YORK, 21 mars ⬇

Nouvel effritement

Une tentative de reprise a échoué mercredi à Wall Street. Après être un instant remonté à 2 759,68, l'indice des industrielles a perdu tout le terrain gagné initialement, et même au-delà, pour s'établir à 2 727,93, soit à 10,81 points en dessous de son niveau précédent. Le bilan de la journée a été nettement plus négatif que ce résultat. Sur 1 953 valeurs traitées, 588 seulement ont monté, mais 873 ont baissé tandis que 492 ne variaient pas.

Une fois encore, c'est le déclenchement de programmes de ventes sur ordinateurs qui a pesé sur le marché. Mais le fait est que l'ampleur de ces programmes n'a pas été très importante. La faiblesse relative de l'activité en témoigne avec seulement 132,35 millions de titres (contre 177,32 millions la veille).

Selon les spécialistes, la Bourse américaine s'est en réalité offert une pause après le bon parcours effectué la semaine dernière. En attendant Tokyo sans doute. Mais les deux places sont-elles encore connectées ? En attendant, avec la glissade du Kabuto-cho, Wall Street a retrouvé sa première place mondiale en termes de capitalisation.

VALEURS	Cours du 20 mars	Cours du 21 mars
Alcoa	67 1/8	66 5/8
A.T.T.	41 7/8	41 7/8
Boeing	70 1/2	71 1/8
Chase Manhattan Bank	27 1/8	27
Du Pont de Nemours	39 1/8	38 3/4
Eastman Kodak	38 3/4	38 3/4
Exxon	46 3/4	46 1/4
Ford	48 1/2	48
General Electric	64 5/8	64 1/8
General Motors	47 3/4	47
Goodyear	37 1/8	38 1/4
I.B.M.	108	107 1/4
I.T.T.	52 3/4	52 3/8
Mobil Oil	62 1/4	61 5/8
Pfizer	60 1/2	59 1/2
Schlumberger	50 7/8	50 5/8
Texaco	58 1/8	58 3/8
UAL Corp. ex-Allegis	152	152 7/8
Union Carbide	22 3/8	22 3/8
U.S.X.	35 3/4	35 5/8
Westinghouse	76 5/8	75 1/8
Xerox Corp.	56 3/8	56 1/8

PARIS, 21 mars ⬆

Raffermissement

Après trois jours de ventes bénéficiaires et 2 % de baisse, un mouvement de reprise s'est dessiné mercredi rue Vivienne. Timidement *amorcé à l'ouverture matinale* (+ 0,06 %), il s'est ensuite développé et, vers 13 heures, l'indice CAC 40 enregistrait une progression de 0,7 %. Plus tard dans l'après-midi, son avance se réduisait à 0,55 %. La liquidation générale, qui doit avoir lieu jeudi 22 mars, serait-elle déjà faite ? Une certitude déjà : sauf un retournement inattendu de tendance en dernière minute, cette liquidation, pour la première fois gagnante de l'année, sera aussi la plus somptueuse (+ 6,43 %) depuis avril 1989 (+ 6,67 %).

Manifestement, les investisseurs n'ont pas tenu compte des avertissements de prudence lancés par M. J.-M. Rausch, ministre du commerce extérieur, à propos du résultat plutôt rassurant du mois de février : « Une hirondelle ne fait pas le printemps. »

Tout en manifestant une certaine retenue, des spécialistes estiment qu'un affaiblissement du deutschemark à la faveur de la réunification monétaire des deux Allemagnes permettrait à la France de ne pas utiliser l'arme des taux. Notre monnaie pourrait apparaître ainsi attrayante à l'étranger, qui pourrait rechercher des placements en valeurs françaises, ce d'autant, si l'on en croit M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, que notre pays pourrait bien encore s'offrir pour 1990 un taux de croissance de 3,2 %. Avec les 4 % pronostiqués par son homologue allemand, M. Theo Waigel, pour la RFA, les deux voisines ont de bonnes chances d'occuper le terrain économique. « De toute manière, la France a des cartes à jouer dans les pays de l'Est, qui pourraient bien lui rapporter un demi-point de croissance par an », nous disait un financier connu, revenu quelques instants marteler de ses pas les dalles du palais.

Signalons que l'or a fortement baissé à Londres et sur les autres places : 389,90 dollars l'once contre 399,65 dollars.

LONDRES, 21 mars ⬇

Petite baisse

La Bourse et le marché obligataire *ont manifesté leur mauvaise humeur* au lendemain de la présentation d'un budget jugé trop peu sévère mercredi à Londres, mais les pertes importantes de début de séance ont été largement épongées en fin de journée.

Aidé par une ouverture en hausse de Wall Street, l'indice Footsie des cent principales valeurs a clôturé en baisse de 9,4 points à 2 250,3, après avoir cédé jusqu'à 29 points dans la matinée.

Quelque 444 millions d'actions ont changé de mains contre 376 millions la veille.

La faiblesse de la livre sterling s'est répercutée sur les obligations d'Etat, tandis que les actions des mines d'or souffraient à l'instar du métal.

Des prévisions négatives d'analystes ont poussé Thorn EMI et Trafalgar House à la baisse, tandis que le recul du sterling profitait aux sociétés internationales telles que Reuters.

Guinness a été soutenue à l'approche *de ses résultats annuels* jeudi, tandis que Grand Metropolitan bénéficiait de l'approche d'une visite d'analystes aux Etats-Unis pour inspecter les opérations de sa filiale Pillsbury.

Malgré ses résultats record, BAT Industries a cédé quelques fractions, tandis qu'ICI reculait après des prévisions pessimistes de sa filiale australienne.

TOKYO, 22 mars ⬇

Nouvel accès de faiblesse

Après une *séance* de matinée agitée, la Bourse de Tokyo a limité les pertes jeudi après-midi pour clôturer la journée sur un nouveau repli de 3,1 % dans un marché toujours très pessimiste.

L'indice Nikkei a abandonné jeudi 963,85 yen terminant à 29 843,34 yen dans un volume d'affaires modéré (580 millions d'actions). En fin de matinée, alors que la moitié des actions ne parvenaient pas à être cotées faute d'acheteurs, la baisse avait atteint 6,4 %, soit près de 2 000 yen. Le baromètre de la Bourse repassant pour la première fois depuis novembre 1988 sous la barre des 29 000 yen.

Cette semaine, en trois séances (mercredi étant férié), le Kabuto-cho a perdu près de 9 %. Un recul qui atteint 23,3 % depuis le début de l'année.

VALEURS	Cours du 20 mars	Cours du 22 mars
Akai	1 080	1 080
Bridgestone	1 370	1 300
Canon	1 400	1 430
Fuji Bank	3 100	3 020
Honda Motors	1 580	1 600
Matsushita Electric	1 880	1 870
Mitsubishi Heavy	896	840
Sony Corp.	7 330	7 340
Toyota Motors	2 070	2 070

FAITS ET RÉSULTATS

□ **P and O prolonge son OPA sur Laing Properties.** – La compagnie de navigation britannique Peninsular and Oriental Steam Navigation (P and O) a annoncé, mardi 20 mars, une prolongation jusqu'au 2 avril de son OPA de 441 millions de livres (4,1 milliards de francs) sur le groupe immobilier Laing Properties. P and O *n'a en effet pas* reçu assez d'actions en réponse à son offre, lancée le 5 février dernier (*le Monde* du 7 février), pour réclamer l'OPA inconditionnelle. Jusqu'ici seul 0,26 % du capital en actions ordinaires de Laing a *été* apporté à P and O. Cette firme et son allié Chelsfield détiennent actuellement au total 23,4 % de Laing (21 % détenus par Chelsfield, 0,6 % apporté à l'OPA auxquels s'ajoute une petite participation de P and O).

□ **BAT Industries : hausse de 24 % du bénéfice imposable annuel.** – BAT Industries, le conglomérat britannique du tabac et de l'assurance convoité par Sir James Goldsmith, a annoncé une hausse de 24 % de son bénéfice imposable à 2,04 milliards de livres (20 milliards de francs) l'an dernier, contre 1,64 milliard de livres. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 21,6 milliards de livres (200 milliards de francs) contre 17,6 milliards, en progrès de 22 %. L'été dernier, BAT Industries avait fait l'objet d'une OPA hostile de 13 milliards de livres de Hoylake Investments, un consortium piloté par Sir James Goldsmith. Hoylake, après avoir échoué dans cette tentative, entend renouveler son OPA dès que possible.

□ **Net redressement du résultat de la SGCA.** – La Société générale de courtage d'assurance, SGCA, troisième cabinet de courtage français, a opéré en 1989 un net redressement, avec un résultat net consolidé de 9,7 millions de francs, contre 1,1 million en 1988, a indiqué mardi 20 mars son président, M. Christian Rocheteau.

Le chiffre d'affaires consolidé est inchangé à 215,8 millions de francs, et l'amélioration du résultat est due essentiellement à un resserrement des frais généraux et à la restructuration qui a accompagné le regroupement de l'ensemble des activités parisiennes dans le nouveau siège social.

□ **Fichet-Bauche : redressement du résultat net.** – Fichet-Bauche (groupe Navigation mixte) s'est nettement redressé en 1989 avec un résultat net de 42,8 millions de francs, en progression de 90 % sur le bénéfice de 22,7 millions de 1988 (0,4 million en 1987). Le chiffre d'affaires s'est inscrit en hausse de 7,4 %, à 2,46 milliards de francs français contre 2,29 milliards en 1988.

Fichet-Bauche fait état d'un chiffre d'affaires et d'un carnet de commandes en sensible progression au premier trimestre 1990, du fait notamment du contrat passé en mars 1990 avec la société TransManche Link pour la surveillance de 270 locaux et de 50 kilomètres de galeries du tunnel sous la Manche.

□ **Casino s'associe avec Laurent pour les pièces détachées automobiles.** – Casino, qui exploite 25 centres auto, par le biais de sa filiale Auto-Service, vient de créer, avec Laurent, grossiste en pièces détachées pour l'automobile, deux filiales pour rationaliser et centraliser les achats. Laurent emploie 850 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 500 millions de francs.

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arnault & Associés	....	414	Int. Metal Service	....	....
Asystel	....	90 d	Le gd livre du mois	....	441 60
B.A.C.	....	200	Loca Investissement	....	280
B. Demachy & Assoc.	....	575	Locamic	....	136
Banque Tarneaud	180	[illegible]	[illegible] Communication	....	209 90
B.I.C.M.	....	800	[illegible]	....	230
Boiron	....	409	Molex	212	224 90
Boisset (Lyon)	....	220	Navale-Delmas	....	1276
Câbles de Lyon	....	2810	Olivetti-Logabax	240	....
Calberson	....	702	Om. Gest. Fin.	....	571
Cardif	....	860	Pinault	....	505
C.A. I.-de-Fr. (C.C.I.)	....	1080	Presbourg (C. In. & Fin.)	....	91
C.D.M.E.	....	1981	Présence Assurance	....	498
C. Equip. Elect.	....	353	Publicat. Filipacchi	....	762
C.E.G.E.P.	....	280	Rexel	....	781
C.F.P.I.	....	....	Rémy & Associés	....	377
Ciments d'Origny	....	650	Rhône-Alpes Écu (Ly.)	....	310
C.N.I.M.	....	820	St-Honoré Matignon	....	228 50
Codetour	....	285	S.C.G.P.M.	....	748
Conforama	....	1127	Segin	....	307 10
Creeks	....	428	Sélection Inv. (Lyon)	....	105 10
Dafsa	....	....	S.E.P.	....	402
Dauphin	....	616	Serbo	....	538
Devanlay	....	986	S.M.T. Goupil	....	319 80
Deville	....	479	Sodinforg	....	81 60 d
Dolisos	....	178	Supra	....	211
Editions Belfond	....	245	Thermador Hold. (Lyon)	....	315
Elysées Investissem.	....	15 35	TF 1	....	328
Finacor	....	186	Unilog	....	183
Garonor	....	800	Union Financ. de Fr.	....	550
Gr. Foncier Fr. (G.F.F.)	....	431 50	Viel et Cie	....	174
Gravograph	....	235			
Guintoli	....	685			
I.C.C.	....	288			
Idia	....	315			
Idianova	....	145			
I.M.S.	....	1185			
IRZ	....	300			

Marché des options négociables le 21 mars 1990

Nombre de contrats : 14 373.

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT Mars dernier	OPTIONS D'ACHAT Juin dernier	OPTIONS DE VENTE Mars dernier	OPTIONS DE VENTE Juin dernier
Bouygues	640	–	10	–	–
CGE	560	17,50	39	–	15,50
Elf-Aquitaine	640	4,10	28	16	26
Eurotunnel SA-PLC	50	3,10	8	0,80	3,90
Euro-Disneyland SC	100	–	–	–	5
Havas	–	–	–	–	–
Lafarge-Coppée	350	5	21	6,50	14,10
Michelin	133	7	–	2	–
Midi	1 300	5	55	60	–
Paribas	640	21	48	5	27
Pernod-Ricard	1 167	–	–	3	27
Peugeot SA	775	61	–	1	18,50
Rhône-Poulenc CI	440	12	30	–	–
Saint-Gobain	600	2,50	25,50	22	–
Source Perrier	1 700	1,50	32,50	160	–
Société générale	520	59	68	–	8
Suez Financière	440	12	30	3,50	14
Thomson-CSF	140	2,20	11	4,50	–

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 21 mars 1990

Nombre de contrats : 107 425.

COURS	ÉCHÉANCES Mars 90	ÉCHÉANCES Juin 90	ÉCHÉANCES Septembre 90
Dernier	100,48	100,76	100,96
Précédent	99,94	100,28	100,42

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT Juin 90	OPTIONS D'ACHAT Sept. 90	OPTIONS DE VENTE Juin 90	OPTIONS DE VENTE Sept. 90
100	1,80	2,37	1,03	1,53

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,76 F ⬆

Le yen cédait encore du terrain le jeudi 22 mars, après la fermeture, la veille, de la place de Tokyo. La devise américaine s'est échangée jusqu'à 155,50 yens, *avant de clôturer à 154,83 yens.* En Europe, la poussée du billet vert était plus modérée, et celui-ci cotait 5,76 francs contre 5,7550 francs mercredi au fixing.

Le franc continuait de se raffermir, et le mark s'échangeait à 3,3720 francs jeudi contre 3,3757 mercredi.

FRANCFORT	21 mars	22 mars
Dollar (en DM)	1,7080	1,71
TOKYO	**21 mars**	**22 mars**
Dollar (en yens)	clos	154,83

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (22 mars) . . 10 1/16-10 3/16 %
New-York (21 mars) . . 8 5/16-8 3/8 %

BOURSES

PARIS *(INSEE, base 100 : 29-12-89)*

	20 mars	21 mars
Valeurs françaises	93,8	
Valeurs étrangères	94,3	
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	519,20	517,72
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 925,39	1 937,18

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

Industrielles	2 738,74	2 727,93

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

Industrielles	1 777,6	1 771,4
Mines d'or	295,5	294,7
Fonds d'Etat	76,79	75,91

TOKYO

	20 mars	22 mars
Nikkei Dow Jones	30 807,19	29 843,34
Indice général	2 273,18	2 173,17

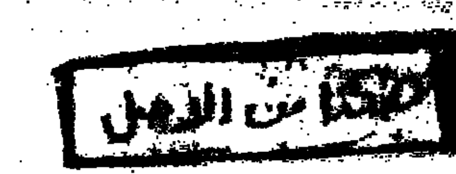
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

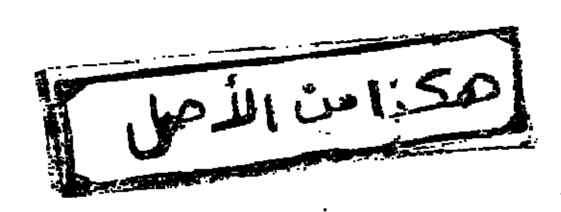
	COURS DU JOUR + bas	COURS DU JOUR + haut	UN MOIS Rep. +	UN MOIS ou dép. –	DEUX MOIS Rep. +	DEUX MOIS ou dép. –	SIX MOIS Rep. +	SIX MOIS ou dép. –
$ E-U	5,7575	5,7625	+ 88	+ 100	+ 185	+ 210	+ 570	+ 660
$ can.	4,8751	4,8835	– 131	– 105	– 230	– 193	– 610	– 586
Yen (100)	3,7418	3,7221	+ 82	+ 96	+ 172	+ 198	+ 538	+ 610
DM	3,3675	3,3719	+ 59	+ 76	+ 128	+ 145	+ 308	+ 380
Florin	2,9932	2,9974	+ 36	+ 47	+ 79	+ 98	+ 240	+ 298
FB (100)	16,2275	16,2507	– 38	+ 41	– 27	+ 111	+ 119	+ 574
FS	3,7853	3,7911	+ 38	+ 53	+ 84	+ 111	+ 284	+ 364
L (1 000)	4,5713	4,5789	– 102	– 71	– 178	– 131	– 508	– 386
£	9,1775	9,1912	– 398	– 354	– 814	– 741	– 2115	– 1931

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E-U	8 1/8	8 3/8	8 1/4	8 3/8	8 5/16	8 7/16	8 9/16	8 11/16
Yen	6 1/2	6 3/4	7 1/2	7 5/8	7 1/12	7 5/8	7 5/8	7 3/4
DM	7 1/2	7 3/4	7 15/16	8 1/16	8 1/16	8 3/16	8 11/16	8 13/16
Florin	8	8 1/4	8 7/16	8 9/16	8 9/16	8 11/16	8 15/16	9 1/16
F.B. (100)	10 1/8	10 5/8	10 1/4	10 1/2	10 1/4	10 1/2	10 1/2	10 3/4
F.S.	8 3/4	9	8 3/4	8 7/8	8 13/16	8 15/16	9	9 1/8
L (1 000)	12	13	12 1/8	12 1/2	12 1/4	12 5/8	12 1/2	13
£	14 3/4	15	15 3/16	15 5/16	15 3/8	15 1/2	15 5/8	15 3/4
F franç.	10	10 1/14	10 3/16	10 5/16	10 3/8	10 1/2	10 3/4	10 7/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.





MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 21 MARS

Cours relevés à 17 h 38

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
3852	C.N.E. 3% ★	3850	3800	3830	− 0 52
1051	B.N.P. T.P.	1053	1055	1055	+ 0 19
1226	C.C.F. T.P.	1230	1231	1240	+ 0 81
1046	Créd. Lyon. T.P.	1056	1060	1060	+ 0 38
1680	Renault T.P.	1728	1720	1718	− 0 46
2044	Rhone-Poul. TP	1935	1936	1935	....
1220	St-Gobain T.P.	1215	1219	1215	....
1190	Thomson T.P.	1250	1250	1240	− 0 80
845	Accor	880	883	881	+ 0 11
610	Air Liquide	655	685	659	+ 0 61
2130	Als. Superm.	2099	2079	2079	− 0 95
556	A.L.S.P.I. ★	570	565	569	− 0 18
2550	Arjom. Prioux ★	2571	2610	2566	− 0 19
615	Arnaudet-Rey ★	600	600	600	....
975	Aux. Entrepr. ★	1015	1019	1022	+ 0 69
525	Av. Dassault ★	499	515	500	+ 0 20
300	Axa Midi Assur.	264	264	262 90	− 0 42
340	BAFIP ★	334	333	331	− 0 90
325	Bail-Equipem. ★	315	314	317 50	+ 0 79
990	Bail Investiss. ★	954	970	951	− 0 31
420	B.N.P. C.I. ★	395	392	394 50	− 0 13
885	Bolloré Tech.	865	869	869	+ 0 46
490	Cie Bancaire ★	586	585	589	+ 0 51
730	Bazar H.-V. ★	687	685	679	− 1 16
760	Béghin-Say ★	776	785	784	+ 1 03
1410	Berger (Ma)	1380	1389	1389	+ 0 65
655	Bic ★	658	641	647	− 1 67
960	B.I.P. ★	945	920	920	− 2 65
570	B.I.S. ★	585	582	595	+ 1 71
2830	Bongrain S.A. ★	2895	2895	2860	− 1 21
1000	Bon-Marché ★	987	988	986	− 0 10
550	Bouygues ★	575	579	584	− 1 91
175	B.P. France ★	174 30	174	173 70	− 0 34
710	B.S.N. ★	755	741	766	+ 1 46
810	Canal Plus ★	800	804	801	+ 0 13
430	Cap Gem. S. ★	470	470	471	+ 0 21
3100	Carrefour ★	3255	3237	3178	− 2 37
160	Casino ★	147	149	147 20	+ 0 14
120	Casino A.D.P. ★	119	118	116 20	− 2 35
985	Castorama D.I.	1068	1070	1075	+ 0 66
150	C.C.M.C.	151	148	148	− 1 99
655	C.E.G.I.D.	620	605	625	+ 0 81
245	Centrest	254	252	254 70	+ 0 28
555	C.E.P. Comm.	558	568	565	+ 1 25
405	Cerus CER	390	384 50	380	− 2 56
490	Cetelem ★	529	525	545	+ 3 02
680	C.F.A.O. ★	575	575	575	....
540	C.G.E.	569	569	574	+ 0 88
1520	C.G.I. Informat.	1590	1588	1580	− 0 63
1190	C.G.I.P. ★	1302	1300	1305	+ 0 23
600	C.G.P.	598	590	598	....
1110	Chargeurs S.A ★	1150	1146	1130	− 1 74
770	Cica	745	748	748	+ 0 40
1300	Ciments franç. ★	1490	1476	1502	+ 0 81
700	Club Méditerr. ★	677	673	676	− 0 15
185	C.M.B. Packag.	184 50	185 80	186 40	+ 1 16
160	Codetal ★	171 10	170	170	− 0 64
410	Cofimeg ★	402	402 10	402	....
470	CPR (Par.-R.) ★	473 50	471	471 10	− 0 51
695	Coles ★	800	810	792	− 1
280	Cpt. Entrepr. ★	312	312	312	....
970	Compt. Mod. ★	1050	1050	1050	....
390	Concept S.A.	383	379 50	380	− 0 78

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1240	Créd. Foncier ★	1288	1295	1310	+ 1 67
495	C. F. Internat. ★	488	480	500	+ 2 46
230	C.C.F. ★	224 50	223	220	− 2
....	Crémon U.A.P.	600	600	600	....
705	Cr. Lyon. (CI) ★	686	675	690	+ 0 58
1310	Crédit Nat. ★	1310	1300	1345	+ 2 67
300	C.S.E.E. ★	304 50	296 10	294	− 3 45
3820	Damart S.A. ★	3500	3510	3530	+ 0 86
1850	De Dietrich ★	1795	1770	1760	− 2 51
220	Dév. P.d.C. (Li)	209	209 10	209 50	+ 0 24
310	Dév. R. Sud-Est	315	312	315	....
590	D.M.C.	566	561	560	− 1 06
4600	Docks France ★	4110	4110	4092	− 0 44
820	Dumez ★	867	875	864	− 0 35
2030	Eaux (Gén.) ★	2293	2300	2312	+ 0 83
500	Ecco ★	529	520	530	+ 0 19
910	Electrofinanc. ★	940	933	930	− 1 06
400	El. S. Dassault ★	364 50	361	354	− 2 88
585	Elf-Aquitaine	628	629	626	− 0 32
425	− (certific.) ★	455	460	459	+ 0 88
1320	Epeda B.-F.	1325	1315	1320	− 0 38
2700	Essilor ★	2525	2617	2493	− 1 27
1180	Essil. Int.(DP) ★	1168	1175	1163	− 0 43
690	Esso S.A.F. ★	675	670	666	− 1 33
2400	Eurafrance ★	2310	2310	2270	− 1 73
1810	Eurocom ★	1870	1875	1890	+ 1 07
100	Eurodisneyland	98	97 20	97 75	− 0 26
4300	Euromarché ★	4039	4039	3970	− 1 71
1230	Europe n° 1 ★	1264	1260	1255	− 0 71
56	Eurotunnel ★	51 90	51 50	52	+ 0 19
1700	Exor ★	1706	1695	1705	− 0 06
1780	Facom ★	1702	1701	1705	+ 0 18
1180	Fichet-Bauche ★	1345	1360	1400	+ 4 09
199	Finextel ★	200 60	202	202	+ 0 70
420	Fives-Lille ★	400	400	405	+ 1 25
2310	Fromager. Bel ★	2460	2370	2475	+ 0 61
1780	Gal. Lafayette ★	1642	1632	1635	− 0 43
510	Gascogne ★	508	504	505	− 0 59
1530	Gaz et Eaux ★	1550	1555	1605	+ 3 55
1120	Géophysique ★	1071	1071	1100	+ 2 71
690	Gerland ★	659	659	655	− 0 61
720	Groupe Clef ★	760	758	750	− 1 32
1490	Gr. Victoire	1500	1505	1540	+ 2 67
1120	− (certif.)	905	910	912	+ 0 77
1300	GTM-Entrep. ★	1280	1280	1280	....
1160	Guyenne-Gas. ★	1085	1084	1081	− 0 37
370	Hachette ★	369	373	367	− 0 54
1420	Havas ★	1478	1484	1500	+ 1 49
580	Hénin (La) ★	565	569	570	+ 0 88
1130	Hutchinson ★	1115	1116	1105	− 0 90
270	Imétal ★	301	306 20	315 50	+ 4 82
78	Immobil. Phénix	79	78 50	78 80	− 0 25
136	Ingénico ★	106 20	103	104	− 2 07
5430	Inst. Mérieux ★	5560	5600	5540	− 0 36
510	Interbail ★	503	507	503	....
1600	Intertechnique ★	1530	1520	1500	− 1 96
1010	J. Lefebvre ★	1070	1080	1050	− 1 87

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
1100	Labinel ★	1160	1149	1171	+ 0 95
2530	Lab. Bellon ★	2550	2631	2630	+ 3 14
320	Lafarge-Coppée	347 50	349	344 20	− 0 95
1310	Lebon ★	1221	1220	1230	+ 0 74
3150	Legrand ★	3590	3600	3600	+ 0 28
1780	Legrand (DP) ★	1720	1715	1750	+ 1 74
510	Legris Ind.	573	580	582	+ 1 57
....	Leroy-Somer ★	2128	2125	2140	+ 0 56
770	Locabail Im. ★	771	785	772	+ 0 13
530	Locafrance ★	505	507	498 50	− 1 29
645	Locindus ★	842	850	844	+ 0 24
490	Luchaire ★	505	503	502	− 0 59
4680	L.V.M.H. ★	4620	4646	4690	+ 1 52
626	Lyonn. Eaux ★	587	590	595	+ 1 36
320	Majorette (Ly) ★	331	325	331	....
395	Mar. Wendel ★	405	402	400	− 1 23
345	Matra ★	378 50	371 90	371 90	− 1 74
4800	Merlin-Gerin ★	4950	4960	4955	+ 0 10
205	Metaleurop ★	220 40	220	218 90	− 0 68
230	Métrologie Int. ★	227 30	227	226	− 0 57
131	Michelin	135	135 10	138	+ 2 22
1290	Midi (Cie)	1239	1242	1232	− 0 56
174	Midl. Bk SA ★	174 90	171 10	174 80	− 0 06
460	Min Salsig (Ma)	440	435	435	− 1 14
178	M.M.BM. ★	177 90	177 50	176 80	− 0 62
123	Moulinex ★	122	122	120 10	− 1 56
1890	Navig. Mixte ★	2170	2150	2210	+ 1 84
166	Nord-Est ★	181	182	183 90	+ 1 60
430	Nordon (Ny)	455	442 60	450	− 1 10
730	Nouvelles Gal. ★	697	700	705	+ 1 15
790	Occid. (Gén.) ★	819	819	810	− 1 10
1670	Omn.F.Paris ★	1650	1655	1690	+ 2 42
370	Olipar ★	374	376	383	+ 2 41
4300	Oréal (L') ★	4700	4790	4865	+ 3 51
620	Paribas	640	647	654	+ 2 19
1650	Pechelbronn ★	1585	1585	1589	+ 0 25
265	Pechiney CIP ★	283 20	282	287 50	+ 1 52
155	Pechiney Int.	169 50	168 60	170	+ 0 29
585	Penhoet ★	560	555	550	− 1 79
1340	Pernod-Ricard ★	1201	1209	1230	+ 2 41
705	Peugeot S.A.	827	823	828	+ 0 12
405	Plastic Omn. ★	425	425	425	....
490	Poliet ★	530	530	542	+ 2 26
1160	Prétabail Sic. ★	1130	1130	1130	....
880	Primagaz ★	803	804	803	....
600	Printemps ★	618	618	612	− 0 97
3780	Promodès ★	4040	4080	4041	+ 0 02
640	Radiotechn. ★	631	645	649	+ 2 85
200	Raff. D. Total ★	206	206	212 50	+ 3 16
3150	Redoute (La) ★	3221	3220	3200	− 0 65
400	R.-Poulenc CIP ★	451	450	450 50	− 0 11
325	Robur financ.	320	320	320	....
102	Rochette (La)	99 80	98	99 70	− 0 10
1950	Roussel-Uclaf ★	1925	1925	1900	− 1 30
4600	R. Impér. (Ly)	4616	4638	4640	+ 0 52
185	Sade	183 90	183 90	183 20	− 0 38
1440	Sagem ★	1321	1320	1379	+ 4 39

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
535	Saint-Gobain	582	583	575	− 1 20
1480	St-Louis ★	1543	1560	1558	+ 0 97
2610	Salomon	2165	2180	2191	+ 1 20
545	Salvepar	555	554	556	+ 0 18
990	Sanofi ★	1035	1035	1036	+ 0 10
1760	S.A.T. ★	1599	1550	1590	− 0 56
335	Saul-Chât. (ff) ★	308	308	311	+ 0 97
1500	Saupiquet (Na)	1550	1559	1559	+ 0 58
880	Schneider ★	940	948	952	+ 1 28
42	S.C.O.A. ★	33 60	32 60	34 95	+ 4 02
1110	S.C.R.E.G. ★	1149	1100	1100	− 4 26
1040	Seb ★	1100	1110	1130	+ 2 73
510	Sefimeg ★	519	522	532	+ 2 50
585	Sextant A.	539	539	545	+ 1 11
1350	S.F.I.M. ★	1442	1420	1420	− 1 53
235	S.G.E. ★	228	227	229	+ 0 44
830	Silic ★	831	842	842	+ 1 32
585	Simco	803	601	807	+ 0 56
1040	Sk. Rossignol ★	1019	1015	980	− 3 83
920	Sligos ★	1000	1005	1000	....
540	Société Génér.	575	576	583	+ 1 39
142	Sodecco	139	138 90	138 90	− 0 07
170	Sodero (Na)	178	177 90	177 90	− 0 06
875	Sodexho ★	685	690	686	....
98	Sogeral (Ny)	99 90	98 90	99 50	− 0 40
510	Sogerap ★	518	518	500	− 3 47
2150	Somm-Allib. ★	2285	2285	2275	− 0 44
1500	Source Perrier ★	1519	1625	1501	− 1 18
645	Sovac ★	716	693	705	− 1 54
720	Spie-Batignol. ★	790	790	790	....
1190	Strafor ★	1178	1180	1182	+ 0 34
420	Suez	443	440 20	447	+ 0 90
465	Synthélabo ★	538	535	530	− 1 49
133	Thomson-C.S.F.	135 20	135 70	135 60	+ 0 30
545	Total (CFP) ★	618	617	620	+ 0 32
102	− (certific.) ★	115	114	115 30	+ 0 26
405	Truffaut (Fin.)	397	398	402	+ 1 26
420	U.F.B.-Locab. ★	410	401 20	415	+ 1 22
1060	U.I.C. ★	1105	1106	1125	+ 1 81
650	U.I.F. ★	678	668	670	− 1 18
1010	U.I.S. ★	980	975	975	− 0 51
240	U.C.B. ★	233	235	241 10	+ 3 48
910	Unibail ★	867	865	866	− 0 12
680	Valéo ★	685	685	695	+ 1 46
410	Vallourec ★	406 10	408	398	− 1 99
375	Via Banque ★	370	370 20	373	+ 0 81
1400	Zodiac	1329	1329	1330	+ 0 08
1180	Elf-Gabon ★	1128	1120	1126	− 0 18
130	Amax Inc.	155	150	152	− 1 94
164	Amer. Express	160	159 90	159 90	− 0 06
220	Amer. Teleph.	240 50	240	240	+ 0 49
205	Anglo Amer. C.	205	202	201	− 1 95
600	Amgold	565	562	557	− 1 42
260	Banco Santander	235	230 10	230 10	− 2 09
1010	BASF (Akt)	1034	1040	1040	+ 0 58
1040	Bayer	1044	1050	1050	+ 0 57
101	Buffelsfont.	96 80	90	93	− 3 93

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + −
168	Chase Manh.	157	156 50	156 10	− 0 57
95	Echo Bay Mines	95	92 75	92 80	− 2 32
109	De Beers	130	128	128	− 1 54
2660	Deutsche Bank	2681	2746	2743	+ 2 31
1390	Dresdner Bank	1420	1442	1442	+ 1 55
81	Driefontein Ctd	78 60	74 70	74 90	− 4 71
215	Du Pont-Nem.	225	225 50	225 50	+ 0 22
215	Eastman Kodak	224 50	224	224	− 0 22
31	East Rand	29	27 05	27 05	− 6 72
240	Electrolux	234 20	234	234	− 0 09
780	Ericsson	765	761	761	− 0 52
270	Exxon Corp.	269 50	267 50	267 50	− 0 74
250	Ford Motors	272	277	277	+ 1 84
78	Freegold	78	74 20	74 20	− 4 87
19	Gencor limit.	18 40	17 70	17 70	− 3 80
350	Gén. Electr.	370 50	372 50	375	+ 1 21
510	Gén. Belgique	534	539	539	+ 0 94
245	Gen. Motors	269 50	272 50	272 50	+ 1 11
56	GdMetropolitain	53 20	52 10	53 15	− 0 09
63	Harmony	57 50	53 80	53	− 7 83
245	Hewlett-Packard	270	270	270	....
59	Hitachi	52 85	52 95	53 05	+ 0 38
1030	Hoechst Akt.	1040	1041	1041	+ 0 10
128	Homestake	120 50	111 50	112 50	− 6 64
101	Imp. Chemical	106	106	106	....
585	IBM	620	619	620	....
300	ITT	304	303 20	303 20	− 0 26
166	Ito-Yokado	131	129 90	131 50	+ 0 38
183	Mac Donald's	185	183 70	183 70	− 0 70
83	Matsushita	70 20	69 10	69 10	− 1 57
20	Maxwell	17 50	17 40	17 40	− 0 57
400	Merck	400	401 50	401 50	+ 0 38
455	Minnesota M.	483	483	483	....
355	Mobil Corp.	356	355 50	355 50	+ 0 77
205	Morgan J.P.	204 50	205 50	205 50	+ 0 49
33620	Nestlé	32750	32880	32850	− 0 31
925	Nixdorf	970	1008	1008	+ 3 92
172	Norsk Hydro	175	174 50	174 50	− 0 29
189	Ofsil	193	184	185	− 4 15
1760	Petrofina	1835	1843	1843	+ 0 44
215	Philip Morris	224 50	225 50	225 50	+ 0 45
125	Philips	125	127 50	127 50	+ 2 11
109	Placer Dome	109 30	104 80	104 80	− 4 12
330	Quilmès	334	344	344	+ 2 99
465	Randfontein	427	395 90	396	− 7 26
435	Royal Dutch	432	433 50	433 50	+ 0 35
50	Rio Tinto Zinc	50	50	50	....
21	Saat. & Saatchi	12 95	12 65	12 75	− 1 54
67	St Helena Co	65	59 60	61	− 6 15
280	Schlumberger	291	292 80	293	+ 0 69
45	Shell transp.	43 30	42 90	42 90	− 0 92
2540	Siemens A.G.	2729	2750	2760	+ 1 14
315	Sony	278 50	276 70	276 90	− 0 57
130	Sumitomo	101 90	101 90	101 90	....
45	Telefonica	44 05	45	45	+ 2 16
230	T.D.K.	205	206 50	206	+ 0 49
46	Toshiba Corp.	37 05	37 55	38	+ 2 56
435	Unilever	442 50	443 70	443 70	+ 1 18
280	Unit. Techn.	317	325	320	+ 0 95
650	Vaal Reefs	619	589	596	− 3 72
345	Volvo	329 50	332	332	+ 0 76
275	West Deep	256 50	241	241	− 6 04
280	Xerox Corp.	323 50	325 50	326	+ 0 77
131	Yamanouchi	97	94 75	95 95	− 1 08
2 61	Zambia Corp.	2 50	2 48	2 47	− 1 20

Comptant (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp. 8,80 % 77	117 95	7 281
9,80 % 78/93	99	6 766
10,80 % 79/94	100 18	5 859
13,25 % 80/90	100 39	10.564
16 % juin 82	100 92	12 493
14,60 % fév. 83	103 27	1 120
13,40 % déc. 83	109 28	3 304
12,20 % oct. 84	103 55	5 492
11 % fév. 85	105 58	0 844
10,26 % mars 86	100 65	0 253
OAT 10 % 2000	101	8 164
OAT 9,90 % 1997	100 70	2 658
OAT 9,80 % 1996	99 12	1 342
Ch. France 3 %	145	..
CNB Bques janv. 82	99 46	1 912
CNB Paribas	100 35	1 912
CNB Suez	100 39	1 912
CNI janv. 82	99 38	1 912
PTT 11,20% 85	101 20	3 204
CFF 10,30% 86	98 20	1 524
CNE 11,50% 85	102	8 262
CNT 9% 85	90 25	7 723
CRH 10,90% déc. 85	101 70	2 177
C.M.C.A. T.P.	....	110
Carus 4%	2100	209
C.G.E. 6% janv. 89-99	....	57
Drouot Ass. Obl. conv.	....	..

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (Sté. Fin.)	....	....
A.G.F. (St Cent.)	....	1125
Alsthom	....	....
Applic. Hydraul.	....	....
Arbel	....	900
Astorg	....	333
Avenir Publicité	....	1806
Bain C. Monaco	....	752
Banque Hypoth. Eur.	....	337 o
Béghin-Say (C.I.)	....	561
Blanzy-Ouest	....	3969
B.N.P. Intercontin.	....	298 10
Bénédictine	....	4750 d
B.T.P. (Compagnie)	....	105 20
Cambodge	....	815
C.A.M.E.	....	191
Carbone-Lorraine	....	1090
Case-Poclain	....	27
C.E.G.Frig.	....	447
Centen. Blanzy	....	609
Cerabati	....	139
Champex (Ny)	150	151
C.I.C. (Financ. de)	....	221 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I. Maritime	....	850
Citram (B)	2340	2340
Clause	....	870
Cofradel (Ly)	....	[illegible]
Cogifi	....	390
Comiphos	....	713
Cie Industrielle	....	8360
Comp. Lyon-Alem.	....	582
Concorde (La)	....	1344
C.M.P.	....	64 50 d
Créd. Gén. Ind.	....	....
Cr. Universel (Cie)	....	720
Créditel	....	138
Darblay S.A.	....	....
Degremont	....	988
Delalande S.A.	....	1820
Delmas Vieljeux	....	4300
Didot-Bottin	....	1105
Drouot Assurances	....	342
Eaux Bass. Vichy	....	1770
Eaux Vittel	....	5050
E.C.I.A.	....	1597
Electro-Banque	....	350
Eli-Antargaz	....	1392
E.L.M. Leblanc	....	620
Enafi-Bretagne	....	399
Entrepôts Paris	....	2000
Europe Soufre Indust.	....	65
Eternit	....	1889
Finalens	....	208
FIPP	....	219
Fnac	....	1860
Foncière (Cie)	....	800
Fonc. Lyonnaise	....	948
Foncina	....	516
Fougerolle	....	865
France I.A.R.D.	....	1280
France (La)	....	3050
From. Paul Renard	....	2015
GAN	....	2000
G.F.I.I.	....	313
Gaumont	....	1141
Gerafim	....	350
Gévelot	....	513
Gr. Fin. Constr.	....	440
Gds Moulins Paris	....	1461
G. Transp. Ind.	....	660
Imm. Plaine-Monceau	....	....
Imminvest	....	....
Immobail	....	420 50
Immobanque	....	840
Immob. Marseille	....	8360
Immofice	....	510
Invest. (Sté Cent.)	....	3200
Jaeger	....	218 90
Lambert Frères	....	....
Lille-Bonnières	....	1601
Loca-Expansion	....	276
Locafinancière	....	390
Locatel	....	364
Louis Vuitton	....	1250
Louvre (Sté)	....	4900
Lucia	....	1982
Machines Bull	....	78 50

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Magasins Uniprix	....	187 20 o
Magnant S.A.	....	349 50 d
Maritimes Part.	....	350
Métal Déployé	....	805
Mors	....	173 90
Navig. (Nat. de)	....	240
Nozal	....	290
Optorg	....	434
Oréal (L') C.I.	2260	2300
Origny-Desvroise	....	1230
Palais Nouveauté	....	1124
Paluel Marmont	....	680
Parfinance	....	240
Paribas-CIP	317	340 d
Paris France	....	240
Paris-Orléans	....	272
Partenia	....	460
Parem. Risq. Div.	....	1770 d
Pathé-Cinéma	....	....
Piper-Heidsieck	....	....
P.L.M.	....	506
Porcher	....	715
Promodès	1700	1860 d
Publicis	....	976
Rochefortaise S.A.	....	1419
Rosario (Fin.)	....	869
Rougier et Fils	....	425
Rozières (mine de)	....	600
Sacer	....	661
SAFAA	....	530
Safic-Alcan	....	689
SAFT	....	2580
Saga	....	217
Salins du Midi	....	610
Satam	....	121 50
Savoisienne (M)	178 40	185 50
SCAC	....	749
Senelle Maubeuge	....	471
S.E.P. (M)	185	186
Sicli	....	527
Simnor (Li)	....	....
Sinvim	....	583
Siph (Plant. Hévéas)	....	491
Sofal financière	....	817
Soficel	....	1020
Sofio	....	680 d
Soficomi	....	694
S.O.F.I.P. (M)	505	574 d
Sofragi	....	1440
Sopagri	....	170
Sophia-Bail	....	478
Soudure Autog.	....	839
Sovabail	....	612
Suez (Fin. de)-CIP	....	243 10
Stemi	....	689
Taittinger	....	4950
Télémécanique Elect.	....	....
Testut-Aequitas	....	735
Tour Eiffel	....	312
Ufiner S.M.D.	....	860
Ugine A. Chat. Gueug.	....	362
U.A.P.	....	803
U.T.A.	....	2460
Vicat	....	2850
Viniprix	....	2277

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Virax	....	191 80
Waterman S.A.	....	930
Brass. du Maroc	....	....

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	1090	....
Akzo	350	350
Alcan Alum	123	....
Algemene Bank	118 50	....
American Brands	374	374 50
Arbed	794	....
Asturienne Mines	219	219
Bco Pop Espanol	395	376
Banque Ottomane	1850	....
B. Règl. Internat.	41500	41500
Br. Lambert	637	627
Canadian-Pacific	113	116 80
Chrysler corporation	102	102 10
CIR	19 90	20 50
Commerzbank	1000	1026
Dart. and Kraft	....	....
De Beers (port.)	....	....
Dow Chemical	398	390
Gén. Belgique	....	....
Gevaert	1255	....
Glaxo	74 10	72 10
Goodyear	213	208
Grace and Co	173 50	175
GTE corporation	369 20	....
Honeywell Inc.	500	500
Johannesburg	84 70	....
Kubota	35	35
Latonia	302	302
Midland Bank Plc	31 30	31 20
Minerals-Ressourc.	93 10	91 60
Noranda	111	107 10
Olivetti	18 80	18 80
Pakhoed Holding	486	486
Pfizer Inc.	342	347
Procter Gamble	365	390
Ricoh Cy Ltd	41 10	36 50
Rolinco	281 20	283 90
Robeco	290	291
Rodamco	234 50	235
Saipem	8 90	8 70
Sears Group	38	38
Shell fr. (port.)	....	....
S.K.F. Aktiebolag	120	119
Steel Cy of Can.	94	....
Tenneco	375	390
Thorn EMI	65	64 50
Toray indust. inc	29 60	28 50
Vieille Montagne	....	....
Wagons-Lits	1437	1435
West Rand	22 90	21 50
Whitman Corporation	140	145

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
American Petrofina	....	....
Banque Hydro-Energie	315	....
Buitoni	850	918
Calciphos	171	172
Chambourcy (M.)	978	....
Cochery	360	....
Cogenhor	110	108
C. Occid. Forestière	180	....
Copartex	480	....
Europ. Accumul.	72 20	72 20
Gachot	138	138
Guy Degrenne	490	....
Haribo-Ricqlès-Zan	210	....
Hoogovens	297	....
Marin Immobilier	240	....
Nicolas	930	....
Particip. Percier	353 10	....
Rorento N.V.	169 50	170
St-Gobain-Emballage	1990	....
Serre-Mattra	315	....
S.E.P.R.	1650	1590
S.P.R.	534	576
Sté Lecteurs du Monde	430	425
L...[illegible]	380	....
Union Brasseries	92	....
Wonder	976	....

SICAV (sélection) 21/3

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
A.A.A.	1100 86	1074 01
Actilion	233 72	227 46
Actions France	599 71	578 03
Actions sélectionnées	686 72	661 90
Aedificandi	672 22	647 92
A.G.F. Actions (ex-CIP)	1203 20	1173 85
A.G.F. 5000	701 62	684 51
A.G.F. ECU	1059 68	1049 19
A.G.F. Foncier	125 28	122 22
A.G.F. Interfonds	434 58	423 98
A.G.F. Invest	126 68	123 57
A.G.F. OBLIG.	1130 03	1124 41
A.G.F. Sécurité	11283 06	11283 06
Agimo	715 76	698 30
Aludi	205 09	197 68
A.L.T.O.	177 24	170 83
Amavi-Gan	6383 54	6094 07
Amplitude	669 30	649 81
Arbitrages court terme	5863 42	5861 70
Associc	1069 31	1069 31
Atout Futur	371 84	359 61
Aurecic	1468 37	1423 66
Avenir C.I.C.	104 67	101 62
Avenir Alizés	1636 87	1506 74
Axa Europe	124 83	119 17
Axa Investissements	129 22	123 36
Axa N.P.I.	110 54	105 53
Axa Valeurs PER	135 71	129 56
Bred Associations	2618 58	2610 75
Capitacic	1058 43	1042 78
Capital-Monde (ex F.I.)	427 32	416 90
Capital Plus	1677 16	1677 16
Casden-Pierre	34 75	33 90
CIP (voir AGF Actions)	......	......
Comis	1065 60	1049 85
Comptavalor	5744 80	5736 20
Convertimmo	423 83	407 53
Cadinter	503 32	488 66
Crédit Mutuel Capital	1051 64	1031 02
Diese	1170 98	1132 46
Drouot-France	874 60	834 94
Drouot-Investiss.	1064 92	1016 63
Drouot-Sécurité	249 74	238 42
Drouot-Sélection	146 49	139 85
Ecocic	1052 42	1036 87 ◆
Ecureuil Capitalisation	2083 89	2083 06
Ecureuil Investissement	414 45	402 38
Ecureuil Monepremière	54657 61	54557 61
Ecureuil Monétaire	32153 76	32153 76
Ecureuil Trimestriel	1950 78	1931 47
Elicash	2268729	2268729
Energie	289 50	276 37
Epancic	2834 93	2834 93
Eparcourt Sicav	4385 16	4374 22
Epargne Associations	25940 50	25901 65
Epargne-Capital	8636 61	8651 10
Epargne Court-Terme	554 61	554 61
Epargne Croissance	1649 48	1605 33
Epargne-Industr.	95 63	93 07
Epargne Inter	601 89	585 78
Epargne J	57213 83	57213 83
Epargne Long-Terme	190 22	185 13
Epargne Monde	1319 78	1284 46
Epargne Première	11917 48	11828 76
Epargne-Oblig.	195 93	190 69
Epargne-Custos	1066 06	1037 53
Epargne-Unie	1378 01	1328 20
Epargne-Valeur	459 30	446 03
Epsilon	1156 21	1144 78
Eurocic Leaders	1127 28	1094 43
Eurodyn	1167 83	1129 43
Euro-Gan	7606 89	7166 29
Foncicav (div. par 10)	11685 84	11685 84
Foncival	264 58	256 25
France Avenir	115 49	115 49
France-Gan	9779 56	9336 09
France-Garantie	271 14	270 60
France-Index Sicav	115 46	112 70

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
France-Obligations	461 77	457 20
Francic	490 09	476 82
Francic Pierre	118 76	115 30
Francic Régions	1339 82	1300 80
Fructi-Associations	29 28	29 28
Fructi-Epargne	29 37	28 65
Fructicapi	34 01	33 51
Fructicourt	116173 42	116173 42
Fructidor	232 57	229 13
Fructifrance	937 26	914 39
Fructimmo	31 71	30 94
Fructivar	4479 06	4467 89
Fructi ECU	549 84	541 71
Fructi-Première	10843 21	10682 97
Futuroblig	1160 89	1122 72
Gestilion	59689 88	59641 03
Gestion Associations	159 16	155 66
Gest. France Sécurité	10306 20	10306 20
Horizon	1246 45	1210 15
Interoper	105748 97	102669 87
Interoblig.	11601 27	11155 07
Intersélect France	544 23	528 38
Japacic	175 71	170 59
Jeune épargne	242 67	239 08
Laffitte-Amérique	221 58	211 53
Laffitte Europe	296 86	283 40
Laffitte-Expansion	284 72	271 81
Laffitte-France	359 11	342 83
Laffitte-Immobilière	258 89	247 15
Laffitte-Japon	427 19	407 82
Laffitte-Oblig.	135 34	129 20
Laffitte-Rend.	187 61	179 10
Laffitte-Tokyo	367 81	351 13
Latitude	5557 09	5548 77
Lauris Court terme	10379 13	10379 13
Lauris Long terme	5647 97	5483 47
Lion-Associations	10843 23	10843 23
Lion-Institutionnels	23885 91	23626 84
Lionplus	781 86	774 12
Lion Trésor	2172 30	2150 79
Livret Bourse Investis.	554 73	538 57
Livret portefeuille	723 32	702 26
Méditerranée	199 54	180 49
Mensuel CIC	10116 71	10015 54
Mondiale Investissem.	450 57	430 14
Monecic	5637 34	5637 34
Monevalen	55100 73	55100 73
Moné J.	59641 82	59641 82
Mutualité Dépôts	11038 91	11016 88
Mutuelle Unie Sél.	145 75	139 14
Natio.-Epargne	14389 17	14246 70
Natio.-Epargne Retraite	124 63	121 29
Natio.-Epargne Trésor	6437 46	6424 61
Natio.-Court terme	231200	231200
Natio.-Inter.	1157 94	1126 95
Natio.-Immobilier	1225 07	1192 28
Natio.-Monétaire	20907 02	20907 02
Natio.-Obligations	495 99	482 72
Natio.-Patrimoine	1463 80	1424 82
Natio.-Placements	62741 96	62741 96
Natio.-Revenu	998 53	988 64
Natio.-Sécurité	11613 66	11613 66
Natio.-Valeurs	862 20	839 12
Nippon-Gan	6244 05	5960 91
Nord-Sud Développ.	1228 88	1226 43
Normatif	12485 09	12250 09
Obli Association	122 44	121 23
Oblicic Mondial	2268 32	2224 95
Oblicic Régions	1042 63	1027 22
Oblig. toutes catég.	146 30	144 14
Oblifon	1079 48	1068 79
Oblisécurité	10520 31	10520 31
Oracion	1249 38	1208 28
Orvalor	6795 93	6550 20
Paribas Epargne	16931 53	16897 73
Paribas Opportunités	124 11	119 05
Paribas Patrimoine	554 31	531 71
Paribas Revenu	89 90	89 01

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Patrimoine Retraite	181 25	177 70
Parvalor	858 95	639 76
Phénix Placements	271 78	263 86
Pierre Investiss.	757 65	739 17
Placement A	1220 29	1196 36
Placement court-terme	73487 57	73350 87
Placement J	5905 37	5893 56
Placement Premier	54269 99	54161 67
Pléiade	117 31	114 17
Poste Gestion	53478 72	53478 72
Première Obligations	11123 71	11112 60
Prévoyance Ecureuil	114 36	111 30
Prif Association	24091 14	24091 14
Quartz	126 17	123 06
Réalvalor	999 89	999 89
Rentacic	159 08	156 73
Revenus Trimestriels	5233 30	5181 49
Revenu Vert	1125 82	1109 18
St-Honoré Bio-aliment.	886 60	854 99
St-Honoré Global	276 35	263 82
St-Honoré Matignon Pl.	237 94	227 15
St-Honoré Pacifique	598 66	571 51
St-Honoré P.M.E.	540 60	516 09
St-Honoré Réel	12304 60	12255 59
St-Honoré Services	507 88	488 36
St-Honoré Technol.	799 83	763 56
Sécuricic	1442 19	1442 19
Sécuri Taux	11467 26	11467 26
Sicavdan (Casden BP)	696 58	688 27
Sicav-Associations	1525 67	1523 38
S.F.I. fr. et étr.	711 02	690 31
Sicav 5000	437 84	426 12
Slivafrance	692 77	674 23
Slivam	439 40	427 64
Slivarente	213 96	211 84
Slivinter	428 02	416 56
S.N.I.	1265 90	1229 03
Sogepargne	331 88	319 88
Sogevar	1112 58	1062 13
Soginter	1381 69	1319 04
Soleil Investissement	583 59	538 03
Stratégie Actions	1168 61	1142 89
Stratégie Rendement	1181 89	1144 69
Technocic	1138 77	1105 60
Techno-Gan	6286 80	6000 76
Thesora	530 66	525 41
Trésor Avenir	112 77	109 49
Trésor Plus	1047 84	1037 47
Trésor Réel	11760 18	11760 18
Trésoricic	105389 59	105389 59
Trilion	5013 73	4954 09
U.A.P. Investiss.	487 36	469 74
U.A.P. moyen terme	112 16	108 11
Uni-Associations	112 77	112 77
Unifrance	609 51	587 48
Unifoncier	1485 77	1432 07
Uni-Garantie	1259 67	1234 95
Uni-Régions	1618 78	1560 27
Uniwente	2335 09	2258 31
Univar	197 49	197 49
Univers-Actions	1286 46	1244 16
Univers-Obligations	1629 43	1575 85
Valorem	574 47	560 46
Valorg	1716 56	1714 85
Valrei	43771 90	43760 02
Vauban	23770 40	23748 63

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 21/3	COURS DES BILLETS Achat	COURS DES BILLETS Vente
Etats-Unis ($ 1)	5 698	5 755	5 550	5 950
ECU	6 893	6 873	....	....
Allemagne (100 DM)	338 080	337 570	327	347 500
Belgique (100 F)	16 268	16 258	15 750	16 800
Pays-Bas (100 fl.)	300 100	299 800	290	310
Danemark (100 krd)	88 220	88 160	85	92
Norvège (100 k)	86 950	87 040	83	91
Grande-Bretagne (£ 1)	9 230	9 169	8 850	9 650
Grèce (100 drachmes)	3 533	3 523	3 400	4 200
Italie (1 000 lires)	4 573	4 574	4 300	4 850
Suisse (100 fr.)	378 390	378 440	367	391
Suède (100 krs)	93 060	93 280	90	98
Autriche (100 sch)	48 056	47 980	46 500	49 700
Espagne (100 pes.)	5 262	5 270	5	5 550
Portugal (100 esc.)	3 809	3 809	3 550	4 350
Canada ($ can 1)	4 834	4 890	4 700	5 100
Japon (100 yens)	3 716	3 734	3 610	3 830

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 21/3
Or fin (kilo en barre)	73400	72400
Or fin (en lingot)	73800	72800
Pièce française (20 fr)	428	427
Pièce française (10 fr)	400	.....
Pièce suisse (20 fr)	460	444
Pièce latine (20 fr)	423	418
Souverain	537	530
Pièce de 20 dollars	2580	2545
Pièce de 10 dollars	1380	1360
Pièce de 5 dollars	900	.....
Pièce de 50 pesos	2810	2750
Pièce de 10 florins	444	442
Or Londres	.....	.....
Or Zurich	.....	.....
Or Hongkong	.....	.....
Argent Londres	.....	.....

c : coupon détaché — o : offert — * : droit détaché — d : demandé — ◆ : prix précédent — ★ : marché continu

Le Monde

Augmentation des prix et limitation de la publicité

Offensive contre le tabagisme et l'alcoolisme

La décision d'augmenter prochainement de 15 % le prix du tabac vient d'être prise au terme d'un comité interministériel auquel ont participé, le mardi 20 mars, sous la présidence de M. Michel Rocard, neuf des dix ministres concernés par le plan de santé publique de M. Claude Evin, M. Pierre Bérégovoy s'étant pour sa part fait représenter.

Ce plan, qui sera présenté mercredi 28 mars en conseil des ministres devrait comporter par ailleurs une série de mesures inspirées du rapport présenté à M. Evin par cinq spécialistes de santé publique (*le Monde* des 14 et 15 novembre 1989). Parmi ces mesures figure en particulier la réduction progressive, sur une période de trois ans, de toutes les publicités incitant à la consommation de tabac et de boissons alcoolisées. Sur cette question de la publicité, le gouvernement n'a pas encore arrêté sa position, indiquait-on jeudi dans l'entourage de M. Rocard.

La décision d'augmenter de 15 % le prix du tabac — ce qui entraînerait une augmentation de 0,3 % de l'indice actuel des prix — ne correspond pas au souhait formulé dans leur rapport par les professeurs Got, Tubiana, Hirsch, Dubois et Grémy. Dans leur rapport, ces cinq spécialistes demandaient *« un doublement des taxes additionnelles (droits d'accises) réparti sur les budgets de 1990, 1991 et 1992 pour atteindre les valeurs que la France a l'obligation d'atteindre dans le cadre communautaire de 1993 »*, ce qui correspondait à des augmentations de 30 % chaque année pendant trois ans.

Le ministre chargé du budget ayant fait savoir qu'il souhaitait pour sa part une augmentation de 3 % seulement, le chiffre retenu correspond donc à un compromis qui ne devrait sur le fond satisfaire aucune des deux parties.

J.-Y. N.

Aux journées parlementaires d'Arles

Studieuse rentrée de classe pour le RPR

La première des deux journées parlementaires du RPR, ouvertes à Arles, mercredi 21 mars, a été marquée par une atmosphère loin des querelles de vacances parlementaires.

ARLES

de notre envoyée spéciale

Au RPR on travaille. Nul aparté vengeur, nul propos de couloir assassin n'aura marqué la première journée parlementaire, mercredi 21 mars. La tribune de fortune un peu étriquée a réuni au coude à coude MM. Jacques Chirac et Alain Juppé ainsi que les deux présidents du groupe, M. Bernard Pons pour l'Assemblée et Charles Pasqua pour le Sénat. Tout cela fleurait bon la rentrée de classe studieuse, loin des passions des vacances parlementaires. Le compagnonnage s'est même très courtoisement étendu aux deux élus de l'UDF, MM. Francis Delattre et Francis Saint-Ellier, et au représentant de l'UDC, M. Georges Chavanes, venus symboliser le fonctionnement harmonieux de l'intergroupe.

L'ordre du jour prévu a été strictement respecté : examen des textes sociaux dans la matinée, éducation et décentralisation l'après-midi. A propos du projet de loi relatif à la loi contre la précarité de l'emploi et aux contrats à durée limitée (CDD) que M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, devrait présenter dès le début de la session, M. Jean-Pierre Delalande a incité ses collègues à faire preuve de *« vigilance »*. *« Ces textes sont d'inspiration typiquement socialiste »*, a indiqué M. Delalande, en évoquant certains *« relents idéologiques »* contenus, selon lui, dans les projets de loi. Au nom du groupe RPR du Sénat, Mme Hélène Missoffe s'est à son tour interrogée sur la nécessité d'une nouvelle législation en la matière, alors que *« celle-ci existe, mais pas ou mal appliquée »*.

Sans vouloir *a priori* rejeter en bloc les textes en préparation, qui ne sont pas *« extrêmement nocifs »*, selon Mme Nicole Catala, les orateurs RPR ont toutefois prévenu qu'ils ne suivraient pas le groupe socialiste dans une trop forte limitation des recours aux contrats à durée déterminée. *« Ils permettent de donner du travail à ceux qui n'ont aucune qualification »*, a souligné Mme Missoffe tandis que Mme Catala observait que les CDD *« restaient une forme traditionnelle de l'embauche »*. Même conviction chez M. Delattre, au nom de l'UDF, qui a mis en garde les parlementaires de l'opposition sur un *« texte éminemment politique face auquel on essaiera encore de nous faire jouer le mauvais rôle »*.

La même prudence sans agressivité a été préconisée par M. Jean-Yves Chamard à propos du projet de loi relatif au financement des retraites. Pas question, a prévenu M. Chamard, de cautionner un nouveau projet *« bouche-trou »* permettant de continuer une politique en trompe-l'œil. Et l'opposition devra se montrer *« ouverte »* si le texte proposé est *« un élément d'un plan global à long terme permettant réellement la mise à plat du problème du financement de la Sécurité sociale »*. Au détour d'un exposé très argumenté le député de la Vienne a tout de même osé une allusion ironique au congrès de Rennes au cours duquel, affirme-t-il, les socialistes avaient beaucoup étudié la question de la retraite, *« celle de Tonton, bien sûr ! »*. M. Etienne Pinte a rappelé qu'au nom du groupe RPR il avait déposé une proposition de loi tendant à aménager l'âge du départ à la retraite.

Education et décentralisation

Toujours aussi studieusement, même si le soleil de Camargue avait clairsemé quelque peu les rangs, les parlementaires ont abordé l'après-midi les thèmes de l'éducation et de la décentralisation. Ils ont affirmé que l'opposition devait faire de l'éducation *« sa priorité lorsqu'elle reviendra au pouvoir »*. C'est surtout la question de la décentralisation qui a mobilisé députés et sénateurs. MM. Michel Giraud, Dominique Perben et Christian Estrosi se sont tour à tour prononcés en faveur d'une relance de la décentralisation, qui est restée, selon l'expression de l'un d'eux, *« au milieu du gué »*.

Revendiquant l'héritage de Gaston Defferre, M. Perben a indiqué que la décentralisation était en fait *« intrinsèquement contradictoire avec le socialisme »* en ce qu'elle incitait au *« pragmatisme et à la gestion proche de la réalité »*. Il a également souligné que le renforcement du rôle des collectivités locales pouvait être un moyen efficace de lutter contre le Front national en recréant auprès d'une population marginalisée et sans repères le sentiment d'appartenance à une communauté.

M. Giraud a, quant à lui, distingué les *« bonnes »* réformes *« qui clarifient, qui responsabilisent, qui valorisent la participation du citoyen »* (avec, par exemple, le référendum d'initiative locale), de celles – les projets de M. Pierre Joxe – *« qui compliquent, qui pénalisent, qui asservissent »*. M. Giraud s'est notamment déclaré hostile au renforcement des contrôles des chambres régionales des comptes, à l'élargissement de la fiscalité locale et à la *« politisation des collectivités locales »*.

Toutes ces interventions furent chaleureusement applaudies par des parlementaires RPR décidément très heureux de se retrouver enfin unis. A peine remarquait-on dans la salle que les signataires de la motion Pasqua-Séguin, MM. Etienne Pinte, Franck Borotra, François Fillon, Patrick Balkany et Mme Elisabeth Hubert s'étaient regroupés fidèlement autour du maire d'Epinal. A chercher désespérément un petit signe de dissidence dans cette harmonie miraculeusement retrouvée, on a seulement observé la moue bougonnante avec laquelle M. Séguin a décliné l'offre d'épingler au revers de son veston – comme la plupart de ses collègues, M. Chirac en tête – un badge distribué par les médecins libéraux hostiles à la réforme de la Sécurité sociale. Mais là, c'était l'ancien ministre de la Sécurité sociale qui réagissait en estimant qu'il s'était *« assez battu pour défendre la santé »*.

PASCALE ROBERT-DIARD

Promesses de reconquête

Les disputes des socialistes dont le RPR s'est tant gaussé ont retenu celui-ci d'étaler ses divergences internes au grand jour. Les parlementaires réunis en Arles ont donc voulu d'abord marquer leur différence avec les socialistes de Rennes. La sérénité dans les travaux, au risque même de les faire apparaître un peu ternes et sans réel objet, a été obtenue sans contrainte. Après les tempêtes qui ont accompagné et suivi les assises du 11 février, la bonace s'est établie à la satisfaction et même au soulagement de tous. Rien, il est vrai, ne s'est produit en Arles qui pouvait déchaîner les passions ou réveiller les antagonismes. Aucune banderille n'a même été plantée sur l'échine de quiconque dans cette capitale de la tauromachie où, tous réunis pour un banquet collectif, les élus se sont contentés de déguster un taureau rôti d'une remarquable tendreté. Voilà une illustration nouvelle de la symbolique gaulliste !

Profitant de ce climat rasséréné, M. Chirac a pu lancer son appel à l'offensive contre la gauche au pouvoir de façon à réaliser sans peine l'unanimité contre l'adversaire commun. Le président du RPR, sentant son public réceptif, a même souligné, par des formules redondantes, la sévérité de ses attaques contre le PS, contre le gouvernement et surtout contre M. Mitterrand. Par ce moyen, M. Chirac a trouvé l'occasion de se placer en flèche dans l'offensive contre la majorité en place dans l'espoir de se donner un rôle entraînant aux yeux de l'ensemble de l'opposition et surtout du corps électoral. Certes, M. Chirac a insisté sur la nécessité de l'union et de la désignation de candidats communs.

M. Chirac a surtout, à la grande satisfaction de tous ses amis, insisté sur le renforcement du RPR promettant même aux cent trente députés actuels d'en faire élire cent soixante-dix ou deux cents en 1993. La volonté de conforter le rôle prééminent du RPR dans l'opposition a été ainsi hautement proclamée sans souci des susceptibilités qu'elle pourrait raviver chez ses alliés. Les parlementaires espéraient enfin que cet accès de fermeté, d'esprit offensif et d'optimisme de leur chef ne retomberait pas trop vite et que, par une action soutenue et concrète de communication en martelant leurs solutions alternatives, ils réussiraient à réveiller l'opinion dont ils déploraient tous l'indifférence prolongée.

ANDRÉ PASSERON

BOURSE DE PARIS

Matinée du 22 mars

Petite baisse

La place parisienne réagissait peu au nouvel accès de faiblesse au cours duquel la Bourse de Tokyo s'est dépréciée de plus de 3 % (*lire page 35*). A Paris, l'indice CAC-40 après avoir ouvert en baisse de 0,95 % ramenait ses pertes à 0,77 %. Le dernier jour du terme boursier de mars se soldait en fin de matinée sur une liquidation gagnante de 4,2 %. Parmi les plus fortes hausses figuraient Skis Rossignol (+ 3,4 %), Sogerap (+ 3 %) et Esso (+ 2,4 %).

L'ESSENTIEL

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 mars 1990 a été tiré à 545 343 exemplaires.

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

C'est où, l'Acropole ?

VOUS avez vu un peu, ce toupet, cet incroyable culot ! Ils se fichent de notre gueule dans la presse britannique sous prétexte qu'on sait pas où c'est, l'Acropole. Et vous, bande de nullards, vous l'avez passé peut-être le test de l'*Observer* dont s'inspire *Marie Claire* ? Non, mais faut voir le niveau des questions. Le grand oral de l'ENA, c'est rien à côté. Qui était le père de Caïn et d'Adam... Non, pas Adam, l'autre, là, voyez qui je veux dire.

Le sacre de Charlemagne, c'était en quelle année ? Ben... Heu... Déjà que je me rappelle pas la date de naissance de mes propres enfants, comment voulez-vous que je m'en souvienne ? Avant mon Rocky, c'était qui le premier ministre ? On est 40 % à donner notre langue au chat. Et ces connards de British ont séché encore plus lamentablement quand on leur a demandé qui occupait le 10 Downing Street avant Mme Thatcher. Faut reconnaître, elle est là depuis si longtemps !

La Tempête, *le Misanthrope*, c'est de qui ? Eux, Shakespeare, connaît pas (66 %). Nous, on a quand même pas sur Molière à 41 %. Faut le faire. Et attendez, on est 66 % à penser que le Soleil ne tourne pas autour de la Terre. Vous étiez au courant, peut-être, messieurs les Anglais ? Tu parles ! 6 × 7 ? Non, pas 2 × 2, 6 × 7, dans la table de multiplication, c'est ce qu'il y a de plus coton. Alors, 6 × 7 ? [illegible] répondez, puisque vous êtes si forts ! Voilà, c'est bien ce que je pensais : 28 % de zéro pointé. Et l'eau, ça bout à combien ? Ils sont même pas la moitié à le savoir que c'est à 90 degrés, pardon à 100 degrés, ces minables.

Où Bernadette a-t-elle vu la Vierge ? Cette colle-là, on l'a pas posée aux English, pas la peine. Bernadette, ils la prennent pour Bernadotte, et Londres, eux ils s'obstinent à dire London, ils croient que ça s'écrit Lourdes en français.

Et de se gausser, et de s'esclaffer parce que 60 % des frogs sont pas cap de désigner l'auteur de *la Joconde*. Là, permettez que je me marre à mon tour. Que ce soit Michel-Ange ou le Tintoret, on s'en contrefout. L'important, c'est pas de qui elle est, mais à qui. Pas à vous, toujours, espèces de jaloux !

Vingt-cinq kilos de dynamite et des détonateurs volés en Corse

Six hommes masqués de cagoules et armés se sont rendus en canot mardi soir 20 mars, sur une barge de la Comex (compagnie maritime spécialisée dans la plongée industrielle) ancrée dans le golfe d'Ajaccio pour dérober 25 kilos de dynamite et une cinquantaine de détonateurs. Le commando a neutralisé les deux ingénieurs présents à bord en les enfermant dans un caisson avant de prendre la fuite.

L'opération n'avait pas été revendiquée jeudi 22 mars en fin de matinée. Les enquêteurs n'excluaient cependant pas qu'elle soit l'œuvre de l'ex-FLNC, compte tenu de son déroulement et de l'objectif visé. La Comex travaille, en effet, à l'installation d'un émissaire de rejet en mer destiné à une nouvelle station d'épuration sur la rive sud du golfe d'Ajaccio. Les riverains de la presqu'île de l'Isolella, où doit passer le tuyau de rejet, s'opposent, depuis des années, à ce projet du SIVOM (Syndicat intercommunal à vocations multiples) de la rive sud, qu'ils considèrent comme le prélude à une urbanisation forcée de cette partie du golfe. Les nationalistes, qui sont hostiles à toute tentative de « baléarisation » de la Corse, avaient pris contact avec eux il y a quelques mois.

L'été dernier, des barrages avaient été mis en place par les riverains pour empêcher le passage [illegible] véhicules de la COMEX. [illegible] mars, secrétaire général de l'association de défense de la rive sud, M. André Orsoni, avait été violemment pris à partie par le maire de l'une des quatre communes du SIVOM, M. Simon Neri, lors d'une action similaire. *« La loi s'arrête à Marseille »*, protestait alors M. Orsoni.

Rien ne dit que l'action de mardi soir ressortissait uniquement de la défense de l'environnement. Ses auteurs auraient pu, autrement dit, faire d'une pierre deux coups : retarder les travaux d'un projet contesté par les écologistes et se procurer des explosifs pour un nouvel objectif.

C. Le.

